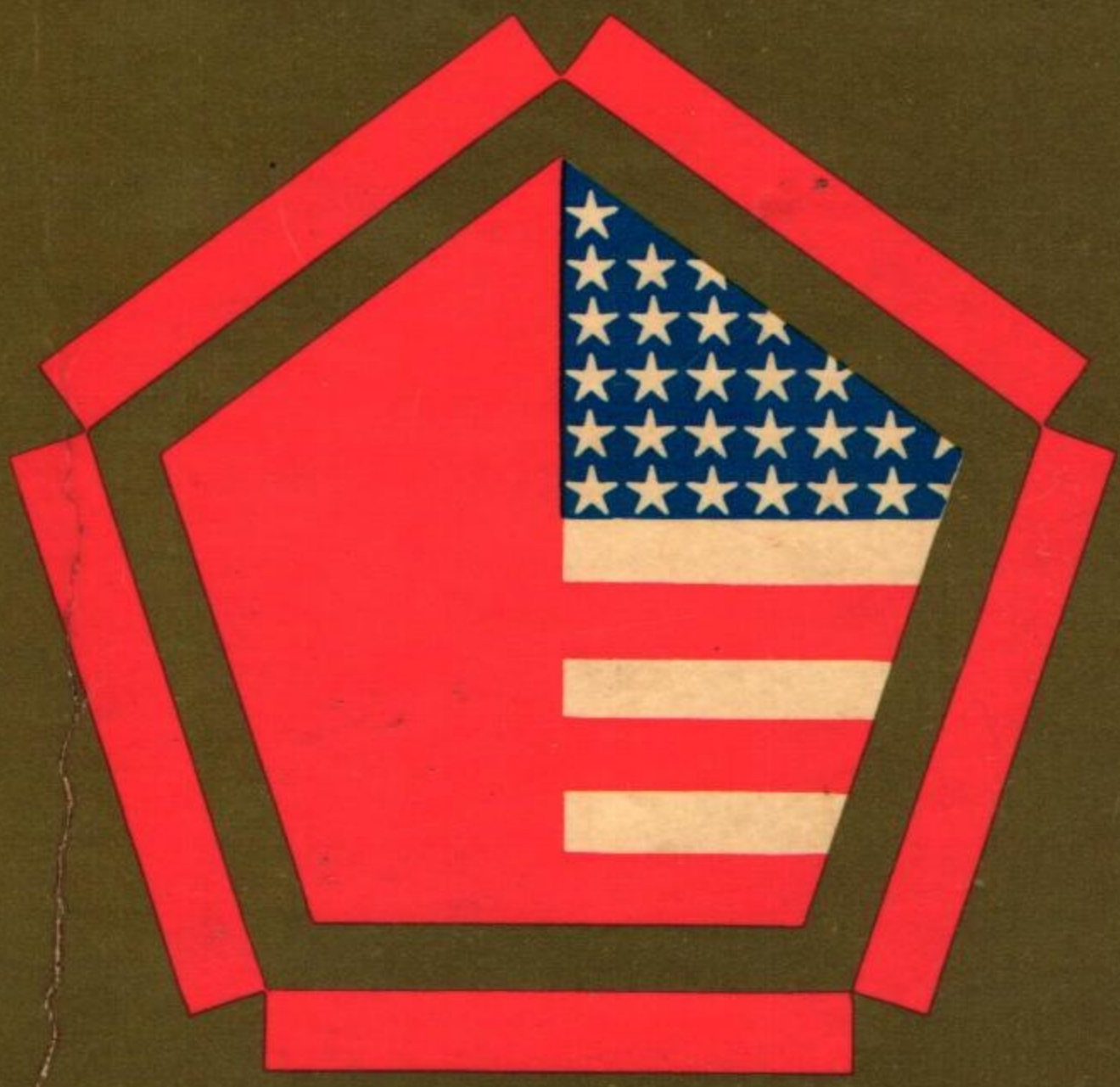
LUCIEN BODARD

présente

les dossiers secrets du

PENTAGONE



COLLECTION SATELLITE

PRESSES DE LA CITÉ

LES DOSSIERS SECRETS DU PENTAGONE

Lucien Bodard

présente

LES DOSSIERS SECRETS DU PENTAGONE

PRESSES DE LA CITÉ
PARIS

Le titre original
des Documents Secrets du Pentagone est :

PENTAGON PAPERS

et ont été traduits par Renaud Bombard

La Loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'Article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'Article 40).

Cette représentation ou reproduction par quelque procédé que ce soit constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les Articles 425 et suivants du Code Pénal.

© Presses de la Cité, 1971.

Du temps de la guerre d'Indochine des Français, le général de Lattre de Tassigny m'avait dit :

— Je me sers des journalistes pour camoufler la situation. Mais il faut savoir les prendre en main, leur donner une pâture. Autrefois, dans l'armée, c'était la coutume de mentir à 95 %. Une imbécillité. Moi, je mets un gros pourcentage de vérité : 50 % au moins. Cela me permet de présenter les choses de façon vraisemblable et à mon avantage. Je ne dis pas tout, évidemment. Car dans l'action, dans la partie en cours, tout est permis : les tripatouillages, les confusions, les ignominies, les maquereautages, les provocations, les trahisons, l'incroyable embrouillamini des calculs. Du reste, c'est toujours ainsi. Dans toutes les affaires humaines, surtout celles de la politique et de la guerre, il y a toujours un côté ombre qui ne vient jamais à la lumière. Sous les apparences que l'on montre, il y a une réalité qui est repoussante. Et cependant, c'est la beauté suprême de savoir la traiter, d'être le plus fort, d'arriver à vaincre. Alors, tout est justifié. Mais c'est une tension extraordinaire, car il faut sans cesse trouver le rien, le subterfuge, l'idée, qui vont

tout changer. Ces choses-là, je ne les dirai à personne. C'est mon secret qui doit rester enseveli dans les ténèbres. »

Et c'est ainsi, avec de Lattre, et surtout après lui, que la trame profonde de la guerre d'Indochine française, cet enlisement de plus en plus terrible, est resté ignorée jusqu'à la fin. Il y eut des « fuites » qui furent des manœuvres. Il y eut des scandales qui furent aussitôt étouffés. Il y eut des inspections, des commissions d'enquête qui ne révélèrent jamais rien. La guerre s'est poursuivie jusqu'à la catastrophe inévitable. Ensuite à peu près tous les responsables, après s'être battus comme des chiens pour rejeter les responsabilités les uns sur les autres, ont continué de belles carrières jusqu'à ce que malheur leur arrive en France ou en Algérie, pour de tout autres raisons — à cause de de Gaulle. Cependant, dans les dossiers, dans les archives, il y a des tonnes et des tonnes de documents, ordres, contrordres, synthèses, directives, notes, rapports, qui auraient permis de connaître les erreurs et les truquages qui ont mené à Dien Bien Phu. Mais ces papiers sont voués à la poussière et aux vers. C'est une tradition en France — et dans toutes les nations occidentales — de ne jamais déterrer la vérité, au nom de ce que l'on appelle la raison d'Etat.

Aussi, ce qui s'est passé aux Etats-Unis, à propos de la guerre d'Indochine des Américains, est extraordinaire pour nous. A l'origine du phénomène un homme au visage de technocrate, à la fois rugueux et docte, armé de lunettes légères, qui a eu ce réflexe : faire l'examen de conscience de son gouvernement. Il s'agit du Secrétaire d'Etat à la Défense, Robert MacNamara. L'énergie, le puritanisme, la bonne conscience, la Bible, le dollar, la croyance en la mission sacrée des Etats-Unis, le concentré de toute la vigueur yankee. Il avait été le principal artisan, peut-être, de la guerre au Vietnam, de son escalade, de ses masses de matériel, d'hommes, de bombar-

diers, de flottes, de machines à tuer, d'engins électroniques, qui devaient fatalement anéantir le mal, c'est-à-dire une poignée de Vietcongs. Toute cette puissance il l'a utilisée à fond, dans un torrent de feu et de métal, contre les guérilleros, quelques dizaines de milliers de réguliers, un petit peuple de paysans sans industrie n'ayant pour lui que la foi communiste, l'art de se répandre dans la jungle et la rizière, la science de la dialectique pour convaincre les hommes. Le mal n'a pas été vaincu. Comment cela a-t-il pu arriver ? Les Etats-Unis s'étaient-ils trompés ? Alors, dès 1967, MacNamara qui avait été l'incarnation de la foi, de la croisade, doutant de lui, de ce qu'il avait fait, de ce qu'avait fait son pays, avait voulu savoir, connaître la faille. Il était toujours au gouvernement. Il ne pensait pas à sa justification. C'était, en somme, une autocritique yankee qu'il voulait faire, une étude scientifique, exhaustive, monumentale, des événements, effectuée par des spécialistes, par des intellectuels. Tout cela construit sur pièces. Les archives les plus capitales livrées à trente-six enquêteurs dont on assurait l'anonymat pour qu'ils soient plus indépendants. Un travail qui dura un an et demi. Quarante-sept volumes, deux millions et demi de mots, trois mille pages de récits historiques et quatre mille pages de documents. Une clarté et une brutalité inimaginables. Les fameux papiers du Pentagone en sont le résultat.

A la vérité ces papiers étaient surtout une satisfaction que MacNamara s'accordait à lui-même. Le plaisir de l'intelligence. Peut-être une excuse, pas pour son passé, mais pour l'avenir, pour sa reconversion contre le jusqu'auboutisme. Car MacNamara allait démissionner. Démission en avance sur l'Histoire mais allant dans le sens de l'Histoire : en mai 1968, le Président Johnson, dans une volte-face soudaine et dramatique, annonçait son intention de retirer les troupes américaines du Vietnam, le plus rapidement possible. Il semble cependant que, dans ce revirement de la Maison Blanche, les « Pentagon

papers » ne soient pas pour grand-chose. A part Mac-Namara, personne d'important ne les avait lus. C'étaient, extraites des archives, des archives de plus.

L'explosion se fit trois ans plus tard quand un certain Daniel Ellsberg livra les « Pentagon papers » au *New York Times*. Il se les était procurés au Rana Institute dont il avait fait partie. Etrange organisme privé et pourtant semi-officiel servant de cervo-command, de machine à penser, de computer, de planificateur, de suprême technique, aux hommes de guerre. Comme membres : des universitaires de choc. Les cerveaux au secours de l'Armée. La guerre conçue comme de la science fiction véridique. Ellsberg lui-même avait été un faucon, le patriote acharné, l'Américain tranquille, le convaincu dans toute sa splendeur. Sa passion avait été si grande qu'il ne s'était pas contenté de cogiter, il avait participé dangereusement au combat. Son histoire fut celle de la déception. Un immense dégoût. A la fin il ne vit plus le Vietnam que comme un bourbier, une monstrueuse erreur, le pourrissement de son pays. Il était devenu colombe. Une colombe d'assaut pour la paix. En lui il y avait ce trait caractéristique des « grosses têtes » américaines pour lesquelles toute conviction doit être matérialisée par l'action. Tout comme il s'était dépensé pour la guerre, il s'acharnait contre elle. Sa décision, son audace, ce fut de donner les « Pentagon papers » à la presse, les « Pentagon papers » servant en somme d'arme absolue.

Jamais on n'avait vu un tel déballage. Certes, il y avait déjà eu, dans l'Histoire, certaines situations où les secrets d'un régime avaient été divulgués à l'opinion. Comme les archives tzaristes après la révolution de 1918, comme les documents de l'Allemagne de Guillaume II à la fin de la Première Guerre mondiale, comme les dossiers des nazis au procès de Nuremberg. Mais chaque fois, les révélations avaient été faites par les vainqueurs, pour déconsidérer les vaincus. Là, pour la première fois au monde, des citoyens éminents, respectables, des patriotes

convaincus, ont pris sur eux de dévoiler les agissements de leur propre gouvernement. Cela dans une crise grave, essentielle, celle de la guerre du Vietnam qui a déjà ébranlé toute la nation. Les messieurs qui ont eu cette audace sont les rédacteurs du *New York Times*. Les arcanes de l'Etat étalés à longueur de colonnes pendant des jours et des jours. Tout ce qu'il y a de plus officiel, de plus caché, de plus ténébreux, mis en pleine lumière. Cela parce que la presse américaine estime que, dans un cas pareil, sa mission est de dénoncer la guerre du Vietnam qui se traîne toujours, afin de la terminer véritablement. En Europe, ce serait aussitôt l'accusation de trahison. Dans cette étrange Amérique, c'est considéré comme un devoir supérieur que de se dresser contre l'Etat quand on le juge dans son tort. Et ce droit-là a été reconnu par la Cour Suprême qui s'est dressée à son tour contre Nixon cherchant à stopper la parution des articles. Il n'y a eu qu'une courte interruption.

Curieuse Amérique du protestantisme. Le *New York Times* n'a pas toujours été contre la guerre asiatique. Il ne s'est prononcé contre elle que lorsque le conflit du Vietnam s'est révélé n'être qu'une catastrophe de plus sur le continent jaune. Trente ans de malheur dans la Chine perdue, puis ce Vietnam maudit. En 1971, le journal a jugé que l'opinion publique était mûre pour comprendre ce qui lui paraissait incompréhensible : toutes les désillusions, toutes les défaites. Il était temps de dévoiler les racines profondes. Et c'est ainsi que le plus grand, le plus influent, le plus libéralement conservateur des organes yankees est devenu le dénonciateur de la politique officielle.

Qu'on le sache bien : les « Pentagon papers » n'apportent pas de révélations fantastiques. Mais c'est pire. Ce qu'ils font voir, ce sont les coulisses. Les dessous innommables de l'action. Tous les truquages. Tous les mensonges. Toutes les provocations, toutes les stupidités. Toutes les minuties incohérentes. Une sorte d'entêtement farou-

che, de brutalité foncière, un état d'esprit complètement déshumanisé. Le règne de la bureaucratie, de la technocratie, du militarisme, de l'aveuglement, de l'orgueil. Tous les calculs les plus cyniques, les actes les plus mesquins, une fantastique intelligence dans la bêtise. L'art de s'enfoncer toujours plus, après chaque erreur, par une escalade démesurée. Le gigantisme étoilé arrivant, à la fin, à se décomposer lui-même, à pourrir sur place, à pourrir l'Amérique. Rien n'est plus sinistre que la mise à jour des mécanismes étatiques. Là, on est dans une fureur froide, pointilleuse, analytique, machiavélique — machiavélisme puritain. Et c'est le fait, non pas de brutes nazies, mais d'hommes sincères, vertueux, pleins de bonne conscience, déchaînant les horreurs par moralité.

Le *New York Times* contre le Pentagone et la Maison Blanche. Conflit entre Américains du meilleur alliage. Conflit entre rigoristes. Conflit grave, tragique, mettant en cause la conception même de ce qu'est l'Amérique, sa religiosité, son moralisme, ses devoirs. Car, à la base, il y a désormais un schisme sur ce que doit être la mission de l'Amérique, sur son prosélytisme essentiel. Il y a ceux qui croient encore qu'on doit imposer la vérité, au besoin par les canons et les massacres, grâce à l'efficience yankee, et ceux qui, à la fin, ne croient plus à la sainteté du sang versé.

Mais pour comprendre les « Pentagon papers », leur véritable signification, il faut savoir ce qu'a été le « grand rêve » américain, celui sur lequel tous les citoyens des Etats-Unis étaient d'accord. Celui d'une Asie, d'une Chine surtout, convertie à l'américanisme. C'est ce rêve devenu cauchemar qui est l'explication de tout, qui est la pierre d'achoppement de la guerre du Vietnam.

Avant même que les documentalistes choisis par MacNamara aient fait émerger cette chose extraordinaire, généralement cachée, refoulée, dissimulée, qu'on appelle la Vérité historique, celle-ci a éclaté... Elle a explosé en

une sorte de séisme incroyable, invraisemblable, confondant, catastrophique pour la fierté américaine.

1968. La fête du Tet à Saïgon. La tranquillité yankee. L'orgueil des généraux. Les prévisions optimistes. Le beau visage martial et méthodique de Westmoreland. La puissance étoilée partout. Et pourtant, au milieu de la cité grouillante, riche, apparemment soumise, parmi les provinces soi-disant pacifiées, au cœur même de l'appareil de domination, les Vietcongs sont soudain partout. Du jour au lendemain ils sont là, dans le Saïgon des impérialistes, surgissant comme des hommes d'une espèce différente parmi les trafics, les jouissances, les richesses — toute cette pourriture qu'une présence yankee, même puritaine, fabrique automatiquement. Comme si c'était le sort de l'Amérique, tellement portée au bien dans ses intentions, d'engendrer dans les faits la corruption. En tout cas, en plein dans ce pullulement de vices et de prospérités, les Viets — eux les vrais purs qui ne créent que la pureté — sont là par petits groupes, par bataillons, dans les banlieues jaunes et dans les quartiers riches, et même dans les bastions les plus formidables des Américains : leurs villas et leurs demeures de luxe, leurs aérodromes, leurs bases retranchées, jusqu'à l'intérieur de l'ambassade des Etats-Unis. Et partout les Viets font naturellement leur petit et grand boulot de destruction des installations capitalistes, de punition des traîtres et de persuasion des masses. Comment sont-ils venus, malgré toutes les polices, les barbouzes, les indicateurs, les sentinelles, les armées de yankees ? On dirait de la génération spontanée. C'est aussi comme une maladie de peau, une rougeole dont les taches envahiraient tout l'épiderme.

Le Tet. C'est encore plus grave à Hué, la vénérable capitale des empereurs d'Annam aux édifices imités de ceux de Pékin. Là le Fils du Ciel annamite vivait, dans sa cour de princes et de mandarins, selon tout l'absolu de l'étiquette de l'ancienne Asie. Tout à coup la morale

de Confucius, étrangement mêlée, depuis quelques années, à la Bible ploutocratique et aux canons innombrables des Américains, a été balayée par la morale rouge. Hué complètement vietminh. Les réguliers aux visages lisses, les commissaires politiques, le grand marché de la vérité, les meetings, les autocritiques, les exécutions. La vertu et la terreur. Il a fallu des semaines aux Américains formidablement armés, extraordinairement retranchés tout près, pour reconquérir Hué paillotte par paillotte, ruelle par ruelle, temple par temple, palais par palais. Hué, le symbole même de ce Vietnam que les Américains ont voulu, avec un tel acharnement et une si étrange passion, américaniser.

1968. C'est le coup de tonnerre. Evénement incompréhensible. D'une certaine façon c'est aussi grave pour les yankees que Dien Bien Phu pour les Français. Ceux-ci depuis longtemps se savaient usés. Dès le début de la confrontation dans la cuvette, ils sentaient qu'ils allaient perdre, qu'ils s'étaient trompés. Mais à Saïgon, les Américains ne se doutaient de rien. Ils sont tombés des nues. A vrai dire, dans la capitale cochinchinoise, il n'y a pas eu à proprement parler de défaite militaire. C'était pire. Ce qui sombrait là, c'étaient les illusions des Etats-Unis. La puissance et les bombes. Plus de bombes lancées sur le territoire vietminh que sur l'Europe de la Deuxième Guerre mondiale, n'avaient donc servi à rien. Tout cela n'avait pas permis de tenir une parcelle du pays, tout cela n'avait pas permis non plus de contrôler les populations. L'enlisement. Les yankees à ce moment-là n'ont plus que leurs bases et encore sont-elles attaquées. Partout ailleurs, les Viets, comme s'ils avaient été semés par les dents du dragon, prolifèrent sous leurs pieds. Ces événements imprévus pour le commandement, pour la Maison Blanche, pour le Pentagone, sont quand même la confirmation fantastique de tout ce qu'impliquaient les « Pentagon papers », de tout ce que devinait trop tard le principal coupable, MacNamara. Le seul conscient.

Sinistre défaite. Et pourtant, comme la grandeur de l'Amérique avait été illustrée par la fameuse photo de la poignée de main des marines hissant le drapeau étoilé au sommet de l'îlot d'Okinawa. Cela se passait longtemps auparavant, à la fin de la guerre contre le Japon, quand l'Amérique avait révélé le pouvoir gigantesque de ses armadas aériennes et maritimes. Mais, en 1968, cette technologie qui avait écrasé le redoutable « empire du soleil levant », se révélait inefficace contre de simples guérilleros. Que d'humiliations ! A quoi bon les énumérer ? Mais surtout après ce Tet, il faudra que l'Amérique paie du prix du sang, qu'elle fasse tuer dans les rizières et les jungles ses fils dans de confuses mêlées hantées par l'image du Dien Bien Phu des Français. C'est exactement ce que les Etats-Unis avaient voulu éviter. Cadavres. Cadavres yankees par dizaines de milliers. Quantité de tonnes de chairs avariées et saignantes dans la boue et les forêts parmi les pestilences tropicales. Cruauté de la guerre faite par les Viets. Guerre insaisissable, incompréhensible, guerre longue, vaine, épuisante, mortelle. Guerre qui a mené l'Amérique à la lassitude. Bien plus, elle-même, cette glorieuse Amérique, en son continent merveilleux, sur sa propre terre, se déchire de remords. La société ébranlée, le président américain obligé de promettre la fin de la sale guerre. Renoncement comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire des Etats-Unis. Le sentiment qu'il y a quelque chose de mauvais dans le système américain. Toutes les affres morales. Tout cela à cause du Vietnam minuscule, si pauvre, si démuni, si peu important en lui-même, ne représentant que le millième, le dix-millième, le cent-millième, peut-être, du pouvoir américain. En fait, il ne s'agit pas seulement de l'impuissance militaire. C'est le fiasco de ce qui était, au cœur des Etats-Unis classiques, la conception puritaine du monde fondée sur le dollar, les machines et les saintes Ecritures. Tout cela était inscrit à l'avance, comme des signes fatals, dans les résultats de l'enquête prescrite

par MacNamara, car malgré tout une certaine Amérique a, après les montagnes de ses mensonges et de ses hypocrisies, la loyauté de se regarder dans la glace. Ce miroir, ce sont les « Pentagon papers ».

De plus, c'est la fin d'un rêve, un vieux songe, celui de l'amour pour l'Asie incarnée par la Chine et ses annexes. Comme les U.S.A. se sont toujours senti bonne conscience à l'égard de « l'empire du milieu » exploité, littéralement saigné jadis par les impérialistes européens ! Car l'Amérique n'y avait envoyé que des agents du bien, des pasteurs protestants, répandant à la fois la bonne parole, la science moderne et les produits manufacturés. Les fils de ces clergymen, devenus généraux, journalistes ou ambassadeurs, vont être les prophètes de la Chine amicale. Celle de Tchang Kaï Cheik que les soldats et les conseillers yankees amènent à la victoire contre le Japon. On n'a pas mesuré assez la profondeur de la blessure faite dans la chair américaine, l'âpreté de la déception, quand le « généralissimo » a été balayé par Mao créant une Chine dont l'article de foi était la haine contre l'Amérique. Colère américaine. Volonté américaine d'étouffer cette Chine-là en s'appuyant sur le Japon — le Japon mauvais, que l'on vient de battre et que l'on proclame bon. Renversement des valeurs, réaction d'une machinerie militaire formidable à travers tout le Pacifique face à la Chine rouge. Vanité de ces efforts. Sang inutile versé dans la guerre de Corée. Après ces échecs terribles, comme s'attachant aux restes d'une vieille fable, l'Amérique va vouloir à tout prix prendre, préserver, sauver, ce qui est pour elle le succédané de la Chine perdue. Il s'agit de ce Vietnam qui, en fait, est une souche minuscule. Puissance de l'imagination. A la fois le regret de l'ancienne Chine et la volonté de contenir la Chine rouge et le communisme maléfique. C'est dans la cervelle américaine une sorte d'idée fixe, le complexe fondamental qui va expliquer tout ce qui arrivera, tant d'obstinations, tant de malheurs.

Car l'offensive du Tet c'est l'aboutissement des erreurs. Vingt ans d'erreurs complètes, en chaîne. La logique de l'incompréhension. Toute cette sinistre épopée est construite comme une tragédie classique, se dramatisant de palier en palier jusqu'à un paroxysme dérisoire. Que les Etats-Unis n'ont-il pas essayé ? Quelle escalade permanente à travers les années ! Après chaque tentative, après chaque faillite, au lieu d'arriver à la compréhension, c'est un degré de plus dans l'imbroglio et l'engagement. Tant de marches franchies, et chaque fois la chute. Pourtant, au début, comme les Américains, dans l'image édifiante qu'ils se faisaient d'eux-mêmes, ont cru que ce serait simple ! Mais constamment c'est le démenti par les faits, l'illusion détruite, une nouvelle analyse, tout à recommencer avec d'autres moyens, l'espoir de la solution qui n'arrive jamais. Au Vietnam, l'Amérique, dans son aveuglement, a recommencé cinq fois, dix fois, chaque fois en engageant des techniques, des procédés, des ruses, plus puissants et plus cyniques. Ce qui devait être un épisode presque biblique, la conséquence du caractère sacro-saint de l'Amérique s'est, au cours des années, progressivement, implacablement, transformé en une maladie, en un cauchemar, l'immoralisme au nom de la moralité. Les machines à tuer, les barbouzeries, les truquages, 600 000 jeunes Américains engagés dans la croisade du Bien et arrivant à la morphine, au suicide ou au génocide. Au bout du chemin l'horreur et l'inutilité. Le chemin des « Pentagon papers ».

Il n'y a pas de scénario plus rigoureux. De la mathématique. Cela part du néant et cela arrive à la monstruosité. Tout tellement absurde et tellement évident. Refaisons ce long cheminement.

Au début, à la défaite japonaise, qu'est le Vietnam pour les Américains ? Rien. Une frange de la Chine que Roosevelt, l'anticolonialiste, veut arracher aux Français et donner à Tchang Kaï Cheik. Cependant, c'est la C.I.A. qui contribue à faire Ho Chi Minh qu'on trouve sur

place à Hanoï. Les barbouzes étoilées le prennent pour un nationaliste. En 1945 ce sont les embrassades à Hanoï de l'oncle Ho et du Major Patti, agent spécial. Doutes ensuite sur l'oncle Ho. C'est alors que le colonialisme français paraît aux Américains un moindre mal en comparaison des communistes asiatiques. De Lattre se propose aux yankees comme le champion de l'Occident en Asie. Mais il meurt. En tout cas l'affaire d'Indochine est lancée et les Américains aspirent à la prendre à leur propre compte, après le désastre de Tchang Kaï Cheik et la perte de la Chine. Cela se fera après Dien Bien Phu où les yankees avaient promis d'intervenir et n'interviennent pas. C'est alors que j'ai vu arriver en masse les sbires, les diplomates, les conseillers, les techniciens de « the American way of life. » Comme ils croient tous qu'après l'expulsion des Français ce sera facile pour eux ! Car ils sont « bons » et les Vietnamiens ne peuvent manquer de reconnaître leur bonté et de se rallier à eux. D'ailleurs n'ont-ils pas un supporter merveilleux en la personne du président Ngo Dinh Diem, ce catholique farouche qui fait régner la moralité ? En principe du moins, car à côté de lui il y son frère Nhu qui aime la police secrète et l'assassinat et aussi Madame Nhu, la fameuse belle-sœur, la virago. Qu'importe ! l'Amérique joue d'abord Diem à fond. Elle lui laisse écraser tour à tour les bandits Binh Xuyen, les sectes caodaistes et Hoahao, toutes les oppositions. Diem refuse de laisser procéder aux élections prévues par les accords de Genève en vue de la réunification du Vietnam. Diem prenant ce risque énorme et gagnant car le Hanoï de Ho Chi Minh ne réagit pas. Diem le héros. A côté de cela la police secrète, la terreur blanche, la fête du Sacré-Cœur, l'ordre. Grâce à tant de vertu les Vietcongs ne pourront jamais revenir dans le Sud-Vietnam : c'est le leitmotiv de Washington. Deux ou trois années s'écoulent. Toujours la paix. Comme si Ho Chi Minh avait peur de Diem. En fait, Ho, dans son Tonkin arraché aux Français, son Tonkin désespérément

surpeuplé, son Tonkin ravagé par sept années de guerre contre le corps expéditionnaire, est en train de faire « des hommes nouveaux ». Fabrication d'un univers de purs. La population entière rééduquée, les mauvais instincts chassés dans chaque homme et chaque femme, l'égoïsme assassiné. Millions d'êtres humains reconditionnés dans l'héroïsme. Miracles de l'amour obligatoire et aussi de la haine obligatoire. A Hanoï se tient l'immense exposition de la réforme agraire. En vérité il ne s'agit pas d'une réforme agraire, mais du changement de la société, de la condition humaine. Ce que l'on montre c'est du vrai cinéma : les forfaits des traîtres, le jour de la vengeance et l'apothéose du peuple délivré. Il faut, à propos de cette réforme agraire — c'est-à-dire la répartition puis la collectivisation des terres — du sang versé dans chaque village. Que les masses communient dans la détestation du riche, du propriétaire foncier, de l'ancien possédant, de l'ancien collabo. Il faut que les parents eux-mêmes réclament la mort de leurs enfants coupables. Etranges coupables qui ont déjà pris la position d'humilité et supplient qu'on les exécute. Liquidations. Fêtes. Célébrations. Le sang des méchants c'est le baume permettant aux bons de devenir meilleurs, d'être à jamais les hommes-insectes du peuple, à la cervelle en dialectique et aux réflexes conditionnés. Le Tonkin est recouvert de vertu rouge, la vertu qui permet de mobiliser tous les êtres, de les engager à 100 % dans les grandes taches du patriotisme.

Deux ou trois ans pour ce travail dans le Tonkin d'Ho Chi Minh. Durant tout ce temps les accords de Genève sont transformés en Bible pour le peuple. La Bible des Vietcongs. Le moindre enfant, la vieille « nha qué » illettrée, aux dents noires de bétel, le vieux paysan cassé par le travail, chaque individu en récite les clauses comme des versets du catéchisme. Avant tout la clause sur les élections, celles qui doivent permettre au Nord de s'emparer du Sud. Toute la population du Nord, en des

meetings immenses, s'imprégnant de ce texte classiquement diplomatique, devenu liturgie populaire... Vaine récitation, à cause de Diem qui, on le sait, refuse d'appliquer les accords de Genève avec la complicité de ses protecteurs américains. Alors, en Cochinchine et en Annam, à partir de 1957, les Vietcongs, que l'on croyait chassés à jamais, reviennent. Retour au moment choisi, décidé quand la situation est mûre, quand tout est prêt. Retour lent, prudent, méthodique, selon la technique bien connue du pourrissement. Pas de bataillon de choc. Pas de force armée d'abord. Mais des travailleurs politiques qui s'emparent du cœur et de l'esprit des gens. Souvent, la nuit, des hommes presque nus, carapaçonnés de la boue des rizières, se glissent dans les paillottes des villages. Ils n'ont qu'une culotte noire, un mauvais stylo, un carnet et des tracts. Ils dorment sur des nattes et ils disent aux paysans qu'ils sont leurs frères. A chaque instant ils risquent la mort et pourtant tout leur salaire c'est quelques kilos de riz par mois. Comment les culs-terreux ne préfèreraient-ils pas ces Vietcongs aux hauts fonctionnaires de Diem qui arrivent en voitures américaines pour percevoir des impôts exorbitants et donner des ordres arrogants ?

Quand un village est à point, surgissent les gens armés. Les officiers et les soldats rouges s'installent dans chaque paillotte. Ils n'ont ni grades ni insignes, ils sont aussi pauvres que les paysans, ils aident aux travaux et jouent avec les enfants. Puis, des jours durant, ils parlent avec ces « nha qués » au cours d'immenses séances d'analyses et d'autocritiques. La population donne son avis sur chaque point et, en conclusion, les commissaires politiques donnent la solution correcte. Tout est toujours discuté minutieusement par tout le monde. Il n'y a jamais la moindre exaction. Drapeaux rouges, portraits d'Ho Chi Minh, création de comités populaires. Là aussi les populations sont mobilisées : après le travail politique, le travail militaire. Le moindre gosse se sert de ses yeux pour

voir et renseigner, les femmes sont des messagères, les hommes se transforment en guérilleros. A travers la campagne luxuriante les cocoteraies cachent un réseau humain plein de fusils. Et quand, après des mois et des mois, dans le secret, dans les préparations, la situation est mûre, c'est l'explosion. Les jugements populaires, les satrapes de Diem mis en accusation sur les places des villages, des centaines de têtes qui volent, celles des policiers, des sbires, des despotes. Aucune exécution qui n'ait eu l'accord des masses, qui ne soit la vengeance d'hommes exploités. Enfin, en un troisième temps, des êtres en guenilles, se confondant avec le paysage, invisibles et voyant tout, se mettent à tendre des embuscades aux cortèges officiels, aux convois et aux patrouilles de l'armée de Diem. L'armée suréquipée par les Américains. Les troupes de Diem sont luxueuses et bien payées. Elles ont un matériel énorme. Les officiers sont des seigneurs, les soldats sont des mercenaires. Cette armée se tient dans les postes et dans les villes dont elle émerge parfois pour des opérations soudaines et dévastatrices. Ces militaires professionnels tirent énormément sans s'occuper des dégâts et des victimes. Ils pillent. Aussi l'armée vietnamienne inspire-t-elle une peur qui devient colère, qui devient le meilleur atout des Viets disant aux individus de la glèbe : « Soyez avec nous. Combattez avec nous pour préserver vos vies et vos biens. » C'est ainsi que l'armée de Diem est aussi coupée du peuple que l'était autrefois le corps expéditionnaire des Français. Quant aux Américains, ils sont égarés dans ce monde inconnu qu'ils ne comprennent pas, ils sont affolés, ils ne se transportent plus que par hélicoptères.

Ce qui a facilité la propagation rouge, c'est la haine de Diem. Etrange homme ne sortant de son palais que pour des cérémonies minutieuses. Un rituel de la solennité. Diem pas dessalé, pas moderne, d'un autre temps, l'esprit pétri par des disciplines disparues ou démodées. L'orgueil formidable. Ayant l'art ancestral de la sagesse

qui donne les recettes pour rouler ou détruire les chefs de bandes, les ennemis. Pour lui il n'y a pas de problème de masse ou de problèmes techniques. Il n'existe que les intrigues de quelques méchants qu'il faut réduire par l'intransigeance ou la ruse. Quant au peuple il est fait pour l'obéissance, l'obéissance absolue, les génuflexions et les lays. L'obéissance qui maintient l'ordre éternel prescrit par Dieu, un univers stratifié. Diem vit dans un monde figé par des millénaires. Et pour lui, d'une certaine façon, c'est presque un péché de s'occuper du peuple, de vouloir le changer, l'améliorer, lui faire une existence meilleure. Ce qui compte c'est la docilité, la soumission congénitale à la société de la vertu. Car Diem, lui aussi, c'est le monde de la vertu. Une vertu opposée à celle des Viets puisqu'elle ne consiste pas à fabriquer l'homme nouveau mais à refaire l'homme ancien : le sujet, dans le sens le plus total et le plus mystique du mot. C'est pour cela que Diem est opposé au progrès, qu'il s'irrite quand certains Américains commencent à lui parler de réformes à faire. Il accepte du bout des lèvres le principe d'une réforme agraire mais presque rien n'est fait. Plus que jamais le peuple est pauvre, plus que jamais règne l'injustice. Le mal, pour Diem, n'est pas l'injustice, occasion pour le peuple de subir et d'accepter davantage, mais la révélation de l'injustice. C'est un désordre. C'est croire que la perfection ne règne pas. Diem accepte donc que la corruption et la malhonnêteté se répandent dans son système. Le crime, c'est d'accuser un coupable. Diem est de plus en plus furieux quand quelque brave yankee vient lui révéler les méfaits d'un fonctionnaire ou d'un général. C'est porter atteinte à sa dignité et à celle du peuple vietnamien. C'est lui faire perdre la face. Alors Diem se réfugie de plus en plus dans l'inactivité où il se tient pendant des heures, face à quelque ambassadeur yankee, grâce à des discours sur l'antique civilisation vietnamienne.

Les Américains commencent à se rendre compte com-

bien, en Cochinchine, Diem apparaît comme un monstre fossile. Cette Cochinchine, par la géographie et les mœurs, est en effet tellement loin de l'Annam figé d'où est issu Diem. Le Sud ne partage aucunement les passions et les grands desseins de Diem. Il est libéral et il est riche. Avec quelle joie la population entière avait accueilli la paix apportée par les accords de Genève ! Non qu'elle aspirât à devenir complètement Viet, mais elle croyait à une solution d'arrangement laissant à la Cochinchine son indépendance ou, au moins, une autonomie. Cela, Diem l'avait brisé par sa violence. Mais les procédés qu'il avait employés se retournent contre lui. Les intellectuels, les bourgeois, même les « nha qués », lui sont de plus en plus hostiles. Que de gens qui, à cause du dollar et des Américains, avaient trahi en sa faveur, se mettent maintenant à le trahir ! Et, de son fait, innombrables sont les hommes de toute espèce qui se jettent dans les bras des Viets, qui ont l'art, eux, de se présenter avec douceur.

Ce qui aggrave tout c'est que, face à l'acrimonie des sudistes, Diem s'appuie de plus en plus sur les réfugiés catholiques du Tonkin, sur les soldats et les flics tonkinois, sur des individus qui, pour le peuple de Saïgon, sont presque des étrangers. Intrus dangereux, farouches, agissant au nom d'un catholicisme de l'inquisition, tout prêts à renverser les idoles, en même temps qu'ils pourchassent les communistes — eux savent qu'ils jouent le tout pour le tout, leur vie et leur foi, face aux agents d'Ho Chi Minh Mais ils ne sont qu'une minorité, à peine 10 %. Minorité détestée de tous.

A côté du bureau de Diem, il y a la pièce où est installé Nhu, son frère. Nhu qui devient de plus en plus puissant, Nhu à la figure douce, au sourire engageant, à la voix chaude, à la pensée inlassable. Nhu qui a été formé à l'école des Chartes de Paris. Aussi se fait-il de la société une idée différente de Diem. Il croit à la nécessité d'une idéologie pour tenir les hommes. Ce qu'il propose ce sont les idées de Mounier dont il a été le disciple

en France. Il s'agit d'un individualisme cosmique et collectif où les êtres s'associent dans une sorte de boyscoutisme à poigne forte. L'étrangeté c'est que la doctrine de Mounier est devenue, à travers le monde et surtout dans le tiers monde, une sorte de bonne pensée à base de terreur, d'assassinats et de police. C'est le cas avec Nhu, le rêveur lucide, le rêveur exalté par l'opium qui s'entoure d'une cour de flics, d'indicateurs, d'espions, de tueurs. Volute des fumées sortant de la pipe, volute des raisonnements dans les replis du cerveau, ordres machiavéliques issus de sa frêle bouche. Sa philosophie s'appelle Dan vi, c'est-à-dire le personnalisme. Pour la répandre il a créé le Can-Lao, une organisation à moitié occulte tenant à la fois de la société secrète à l'orientale et de la machinerie politique à l'américaine. Quiconque veut réussir au Vietnam en devient adepte. Cela donne le droit de tout faire. Quant aux ennemis de Nhu, ceux qu'il ne peut acheter, ils sont traqués, torturés, mis dans des camps, déshonorés de toutes façons. Nhu est subtil avec les hommes. Ce sont les plaisirs de la cruauté pour un doux universitaire. C'est aussi une technique très byzantine de l'efficacité. Mais est-ce suffisant face aux Viets ? Ces Viets que Nhu méprise et admire à la fois. Il leur emprunte leur système d'encadrement. Il organise une ligue des jeunes avec des millions d'adhérents en uniforme. Ce qui manque malheureusement à toute l'œuvre de Nhu le vertueux, c'est la vertu. Rien n'est solide autour de lui. De la manigance sur fond de Christ, de pistolets, de messieurs bien mis qui viennent affirmer à voix basse leur zèle, de foules dûment rangées pour acclamer, d'ordre moral — modèle ancien chez Diem, modèle renforcé avec balles chez Nhu.

Et puis il y Madame Nhu. Le prototype de ce que les Français appelaient « une mère casse-croûte ». Sous le plus mutin visage du monde, ce don spécifique de certaines dames vietnamiennes d'aller jusqu'au bout de l'avidité, de la cupidité, de la jouissance. Cela dépasse le cynisme.

Le naturel parfait. Toujours une sorte de ventrée de rage, une folie de charme, pour exploiter n'importe quoi, homme ou situation, jusqu'à la lie. C'est comme une hystérie. Madame Nhu, criarde, impérieuse, insolente, impudique, féroce, sanguinaire, la bouche comme un cœur, le mot à l'emporte-pièce, le cœur comme une bouche, en somme l'instinct de l'excès, cruauté ou volupté. Toujours, que ce soit sous les apparences de la tendresse ou de la violence, le besoin de défi. Allant plus loin que Diem, allant plus loin que Nhu : une sorte de démence. Tellement emportée par la passion qu'elle devient le courage même. Courtisane quand il le faut mais généralement impératrice. Comment Diem, ce misogyne, comment Nhu ce moraliste, peuvent-ils supporter cet être de sang et de péché ? C'est qu'elle-même, dans son imagination, arrive à se croire vertu. On ne peut même pas parler d'hypocrisie. A ce point d'outrance, elle donne directement dans la sainteté. La reine du prêchi-prêcha coupé par une imprécation. En somme, Madame Nhu est monstrueuse, dangereuse, sans limites, plus Diem que Diem, plus Nhu que Nhu, arrivant à donner aux mandarins bigots et au chartistes délirants, encore plus d'intransigeance, eux dont le fond est déjà l'intransigeance quasi métaphysique.

Pourquoi est-ce que je parle tellement de cette trinité ? C'est parce qu'elle est au cœur de la malédiction américaine. Comme si les dieux avaient écouté les imprécations lancées par Madame Nhu quand, en 1963, les yankees avaient laissé — ou fait — assassiner Diem et Nhu, qu'ils avaient pourtant adorés. Car, ainsi que l'a dit beaucoup plus prosaïquement Bao Daï, depuis longtemps chassé de son pays par Diem et réfugié en France : « Pauvre Diem ; moi j'ai toujours pensé que c'était dangereux de travailler avec les Américains. »

Car, dès 1960, l'ambassadeur yankee à Saïgon, Elbridge Durbrow, s'aperçoit en fin de compte que Diem n'est qu'un despote cruel et démodé, impuissant de toute

façon, complètement aux mains de son étrange famille. Son régime est une tyrannie faible qui, loin d'être un barrage contre les communistes, leur rend service en fait. Toute la Cochinchine est sur le point de s'effondrer, comme l'avaient prédit autrefois les Français. Diem ne veut pas convenir du danger. Il ne veut pas le croire. Il ne veut rien faire. La figure tranquille. L'impassibilité comme une arme. Inentamable. Exaspération des Américains qui lui prêchent la démocratie. Exaspération de Diem. Deux exaspérations face à face. Et, pendant cet affrontement curieux, la menace qui grandit toujours. Car, à Hanoï, en janvier 1959, le Politburo a décidé de commencer sérieusement la guerre. Jusqu'alors, la rébellion était le fait des sudistes eux-mêmes, de tous les mécontents, de tous les opprimés. Maintenant commence l'intervention directe des Tonkinois, le cheminement infini pendant des semaines et des mois des soldats et des bataillons du Nord, le long de la piste Ho Chi Minh. Cheminements invisibles, marches d'insectes, silence de la forêt : l'infiltration rouge. Et quand le système est au point, quand il n'y a plus qu'un effort pour renverser Diem et pousser les Américains à la mer, se crée, le 20 décembre 1960, le Front de Libération National du Sud-Vietnam.

Ainsi l'Amérique qui a triché avec les accords de Genève — elle ne les avait pas signés mais s'était engagée à les respecter — se trouve face à la riposte d'Hanoï. Dure riposte. L'Amérique s'aperçoit que Diem est un pantin face à Ho Chi Minh. Elle s'est trompée. Que faire ? C'est l'heure de Kennedy. Kennedy l'élégant, Kennedy le libéral, Kennedy qui est quand même et avant tout l'incarnation du dynamisme américain. Contre lui, il a deux défis à la fois : Ho Chi Minh et sa guerre populaire d'une part, Diem et sa passivité mandarinale d'autre part. Mais la guerre populaire, on ne peut même pas donner la preuve de son existence. Et que faire contre Diem consacré ami ? Encore une fois l'Amérique

s'empêtre dans l'Asie, dans ses faces opposées et toujours incompréhensibles. L'Amérique croit pourtant à l'énergie comme à la solution miracle. Déclenchement de la machine américaine, de l'efficacité américaine, la manie du brain-trust, de la mission d'étude, des rapports décisifs. Tout ce qu'elle compte de grands hommes, à l'exception de Kennedy lui-même, va sur place pour voir et juger, afin de trouver la solution américaine. Mais le monument-clé, le chef-d'œuvre de ce que l'on peut appeler la dialectique yankee, c'est le câble du général Taylor au Président Kennedy, en date du 1er novembre 1961. Taylor est fait sur mesure pour être le conseiller militaire du Président, à la fois le héros, le soldat, le gentleman, l'Américain-culotte de peau pour le beau monde. Le cri du soldat : « Il faut sauver le Vietnam. Il faut sauver le Sud-Est asiatique. Il faut l'intervention. » Mais il ne s'agit encore que d'une intervention indirecte. Taylor explique le sens de la manœuvre. Ne pas engager en masse de troupes américaines, ne pas leur faire faire la guerre. Non que Taylor s'effraie vraiment des jungles et des rizières où se sont perdus les Français, il déclare au contraire que le Sud-Vietnam est une zone d'opération pas particulièrement difficile, voire même pas trop désagréable. Mais il pense sans doute qu'il n'est pas bon pour Kennedy, électoralement, de faire verser du sang yankee sur cette terre asiatique. La solution c'est de ligoter Diem, de le faire marcher et de se servir de son armée. Cette fameuse armée vietnamienne façonnée par les Français selon la tradition de Saint-Cyr, cette armée qui s'est ensuite vendue à Diem et qui a été américanisée dans des camps d'instruction. Maintenant il s'agit de la prendre en main totalement pour la mener au combat, truffée de conseillers yankees qui seront les vrais chefs des unités et des états-majors. Enfin, il est nécessaire de compléter cette armée par un système de logistique et d'espionnage digne des U.S.A. : hélicoptères, avions, navires, tout le grand matériel, sans compter d'innom-

brables agents. Ainsi cette armée revalorisée viendra-t-elle à bout des Viets.

Le rapport est approuvé par MacNamara, le rapport est approuvé par Kennedy. Kennedy qui est donc l'homme de l'engagement américain au Vietnam. Certes, ce n'est pas encore l'intervention massive. C'est la colonisation. Ruée de toute une foule d'Américains civils et militaires appartenant à on ne sait combien de services, de missions, tous cherchant carrière ou fortune. Etrange faune. Le nombre des soldats américains au combat — il s'agit des conseillers, des barbouzes, des pilotes, des mécanos, etc. — passe de 685 à 16 000 en un peu plus d'un an. Pour cacher cette invasion contraire aux accords de Genève, Washington a l'idée de prétendre qu'il s'agit de sauveteurs envoyés au secours des inondations du Mékong. En fait les Américains se voient comme un nez au milieu d'un visage, alors que les Vietcongs ne se révèlent que lorsqu'ils attaquent ou qu'ils tuent.

Cela va un peu mieux. Cela ne va pas tellement bien. A cause de la farouche opposition de Diem à l' « américanisme ». L'américanisme il est partout. Il n'y a pas un fonctionnaire vietnamien qui ne soit doublé d'un expert yankee chargé de lui donner des conseils. Il y a, de fait, un gouvernement américain dans l'ombre, à côté du gouvernement vietnamien. Il n'y a guère de jour où Diem ne reçoive des visiteurs yankees qui lui apportent des suggestions impératives. C'est alors que Diem prend toute sa force, pas dans le refus, mais dans l'art de ne pas écouter, de ne pas entendre, de faire de petites promesses qui ne sont jamais tenues. Diem perfectionne son système de défense qui consiste à parler pendant des heures pour ne rien dire. Enfin, dans le régime de Diem, tous les notables, tous les responsables sont dressés à ne rien faire. Et puis Nhu, tapi dans sa pièce pleine de micros, de microfilms, de haut-parleurs, toute une machinerie d'espionnage, inspire assez de terreur

pour qu'aucun Vietnamien ne se prête à l'accusation de pro-américanisme.

L'armée ne fait rien. C'est avec une sorte de rage que les conseillers américains découvrent qu'elle fait sa guerre comme s'il s'agissait d'un rite militaire, comme si c'était une cérémonie guerrière. Leur but réel c'est d'organiser de belles opérations inutiles, réglées comme au théâtre, mais sans se battre et naturellement sans vaincre. Leur objectif est de ne jamais rencontrer l'ennemi. Les conseillers américains, se démenant comme des fous, sont des étrangers incommodes et ignorés au sein des unités. Cela dans la boue, les palétuviers, les subtilités, les foules, les trahisons de l'Asie, dont les capitaines et commandants yankees font connaissance avec stupéfaction. Car ils n'y croyaient pas, ils ne croyaient pas à la guérilla et à la guerre populaire, malgré tout ce que les Français avaient raconté jadis.

Il est inutile de se plaindre à Diem. Car Diem lui-même punit ses officiers trop combatifs, ceux qui obéissent trop aux objurgations des conseillers yankees. Diem ne veut pas d'initiatives. Diem ne veut pas de pertes. Car elles signifieraient qu'il y a des batailles, des ennemis, une insurrection — ce qui est impensable, ce qui lui ferait perdre la face. Tout ce qu'il admet, c'est l'existence de quelques bandits. Il veut bien que ses troupes remportent des victoires contre eux — des victoires sur le papier, des victoires qui n'existent pas.

En fait Diem se méfie de son armée et surtout de ses chefs. Ce sont désormais des Seigneurs de la Guerre. Ils se sont donnés à lui un moment, ils rivalisent de flatteries et de servilités — mais ne vont-ils pas se retourner contre lui ? Diem sait que les barbouzes yankees grenouillent auprès des généraux. Un coup d'Etat est dans l'air. Déjà une fois en 1960 les paras sont sortis de leurs cantonnements proches de Tan Son Nhut, ils sont venus avec leurs chars assiéger le Palais de l'Indépendance. Diem a failli être capturé, renversé. Il s'en est tiré avec son

art des belles paroles, avec des promesses. Cela peut recommencer. Nhu est sûr que la main des Américains est derrière cela. Car il y a désormais des yankees disant qu'il faut se débarrasser de Diem et jouer la carte des généraux.

Extraordinaire méfiance de Diem révéré comme un dieu, écoutant l'hymne à sa gloire qui lui souhaite l'immortalité. Mais Diem a peur. Nhu est de plus en plus auprès de lui une terrible éminence grise. Nhu ne croit pas à la guerre, à l'armée. Il dit : « C'est par la politique que nous tiendrons les Vietcongs. Dans une guerre nous serions écrasés. » En fait Nhu a la hantise des généraux qu'il fait surveiller, espionner, mais qui sont trop puissants pour qu'il les fasse assassiner. Ce qu'il redoute, c'est que les généraux le fassent assassiner, lui. Car ils se sont constitués en une sorte de mafia, de syndicat secret. La solution de Nhu c'est de prendre en main la population par l'idéologie. Cela consiste à enfermer les gens des campagnes dans des villages stratégiques. Camps d'internement pour tous les « nha qués ». Cela échoue aussi.

Tout échoue. Mais la politique officielle de l'Amérique, des Américains de Saïgon, c'est de soutenir Diem malgré tout, en désespoir de cause. Car il n'y a rien d'autre à faire. En application des conclusions du rapport Taylor les Américains ont d'abord fait d'énergiques pressions sur Diem. Un Diem amélioré, séparé de Nhu, c'est leur rêve. Mais contrarier Diem c'est lui faire prendre cette figure incertaine, veule et lointaine qui correspond au fanatisme du refus. Surtout Nhu, dans sa pièce, dans son antre, tout en tirant sur sa pipe d'opium, donne des ordres mystérieux à ses sbires. Bientôt l'air de Saïgon est rempli de rumeurs de massacres d'Américains. Yankees malheureux écrasés par le climat et les moisissures, les attentats des Viets — attentats vrais ou faux — la hantise d'être trucidés par les agents de Nhu. Le mystère, l'espionnage, l'impuissance de tout, la compli-

cation de tout, le labyrinthe asiatique. Yankees dans leur confort et leur hygiène se mettant à détester le Vietnam ingrat. Yankees toujours entre eux, parlant indéfiniment de ce Vietnam si décevant.

Que faire ? Finalement c'est la politique de l'autruche qui prévaut, la politique officielle de l'optimisme. A Saïgon, deux grands Américains en sont les champions : l'ambassadeur Nolting, le chef des civils, connu pour sa tendresse à l'égard de Madame Nhu et le général Harkins, le chef des militaires, un sec et doux gentleman de Virginie. Deux fervents de Diem. Ferveur instinctive et ferveur raisonnée. L'argumentation est la suivante : « Puisque Diem est inaltérable, intraitable, irremplaçable, tâchons de jouer son jeu, de lui plaire, de le flatter. De cette façon nous arriverons peut-être à quelque résultat. » En conséquence une sorte de couvercle pèse sur tous les Américains pour les empêcher de dire la vérité. Mensonges. Forêt de mensonges. Férocité de la répression par Nolting et Harkins, toujours en quête des faveurs de Diem et de sa famille, contre les « imprudents ». C'est-à-dire contre les conseillers américains, les jeunes capitaines et commandants, qui veulent clamer ce qu'est leur guerre — une blague cruelle où ils se font tuer et où les Vietcongs sont intouchables. Interdiction de révéler quoi que ce soit à Washington. Washington, du reste, ne veut rien savoir. La ligne du Pentagone c'est d'annoncer que la victoire est proche, imminente, à portée de vue et que l'on peut même envisager de ramener aux U.S.A. une partie du personnel militaire américain employé au Vietnam. Exactement ce que prétendaient les généraux français en 1950, juste avant l'écrasement de leurs colonnes sur la frontière de Chine. Recommencement de tout. Tout le monde, désormais, a donc la bouche cousue, sauf quelques journalistes. Il ne s'agit pas des vétérans célèbres qui jadis ont salué la chute du colonialisme français et son remplacement par le capitalisme yankee. Ceux-là sont partis. Les garçons

qui opèrent au Vietnam maintenant sont des jeunes, des inconnus, très peu nombreux du reste — à cette époque là le Vietnam n'intéresse pas encore l'opinion aux Etats-Unis. Il s'agit de garçons acharnés, ambitieux qui, en découvrant la réalité, sont pris par une sorte de rage. Ils butent sur la terre pourrie, sur l'impuissance diémiste, sur l'enlisement, la défaite, la corruption. Et au nom des droits de la presse, cette presse qui est à la fois sacerdoce et pouvoir aux Etats-Unis, ils veulent vendre la mèche, ils veulent tout dévoiler. Extraordinaire fureur de l'appareil officiel américain : démentis, cachotteries, manœuvres. Extraordinaire colère de Diem et de Nhu incapables de concevoir que ces journalistes ne soient pas les instruments de quelque C.I.A. Cris de rage de Madame Nhu. Menaces de Nhu, toujours les mêmes : espionner, traquer, peut-être assassiner. L'impasse. Au début de 1963 toute la politique américaine au Vietnam est construite volontairement sur l'illusion, sur le fait que l'on s'appuie sur ce qui n'existe pas, que l'on veut croire ce qui n'est pas. Illusion pas absolue pourtant car, en 1962, déjà un rapport rédigé par Roger Hillmans, un chef de bureau au département d'Etat, montrait que Washington savait quand même un peu. Mais que faire ? A moins d'un événement imprévisible...

C'est arrivé comme la foudre. Ce sont les éclats de magnésium. Ce sont d'extraordinaires photos. Celles de bonzes s'aspergeant d'essence et se consumant tout vifs.

Le 11 juin 1963 à Saïgon, près de la pagode Xa Loi, une vieille voiture s'arrête. Il en sort un moine dans sa robe couleur de safran. Il s'accroupit sur le sol dans la position du lotus, deux autres religieux lui versent des bidons d'essence sur la tête. L'homme assis frotte une allumette, disparaît dans les flammes et les fumées. Il continuait de prier pendant que son corps se calcinait. C'était Thich Quang Duc, le premier bonze à s'immoler. Evidemment, un photographe américain était

là. Et sa photo, pour le peuple américain, fut comme une bombe atomique.

Puis ce fut la litanie des bonzes carbonisés. Sept successivement dans les mois suivants. Chaque fois qu'il fallait relancer l'émotion. Ces séances de suicide avaient toutes les caractéristiques du pique-nique à l'américaine : les haut-parleurs les plus perfectionnés, un public de photographes, de cinéastes, de journalistes yankees, dûment avertis à l'avance et se refilant les uns aux autres le tuyau. Tous bien placés pour le spectacle, tous tournant la manivelle ou appuyant sur le bouton, tous déchaînés contre les flics envoyés par Nhu pour arrêter ces « barbecues », selon le mot de Madame Nhu. Altercations mémorables. Rafraîchissements, Coca-Cola et ombrelles.

Plus que les suicides des bonzes, c'était le suicide de Diem. Diem préférant mourir plutôt que de se reconnaître coupable. Toute l'affaire des bonzes avait commencé le 8 mai à Hué quand les soldats du président avaient tiré sur un cortège de bouddhistes protestataires. Pour Diem, la vérité, c'était qu'un agent vietcong avait lancé une grenade. Vérité sacrée dont il ne démordra jamais. Car Diem ne pouvait avoir tort. Car son armée ne pouvait avoir tort. Diem farouche dans son obstination, alors qu'au début il aurait pu tout arranger par quelques concessions.

L'orgueil fou. Le mal incalculable pour Diem car le public américain, qui le prenait pour un saint homme, eut le choc de l'horreur. Diem n'était plus qu'un persécuteur...

En réalité Diem n'avait pas vraiment persécuté les bouddhistes. Il les avait seulement un peu opprimés en les traitant comme des sous-Vietnamiens. Il fallait se faire catholique pour obtenir ses faveurs. Mais qui aurait pu soupçonner cette explosion alors que les Vietnamiens étaient connus pour être des bouddhistes à la foi tiède. Et le bouddhisme, n'était-ce pas la religion de la passivité, du Nirvana, du renoncement, de l'anéantissement ?

Comment prévoir ces foules, ces cortèges, ces prières, ces slogans, cette rébellion, cette organisation ? P.C. de religieux dans les pagodes où, parmi les coups de gongs et dans des nuages d'encens, dans une ambiance de folie, on cherchait les héros qui se détruiraient. On leur mettait sur la tête une couronne et on les adorait. Qui a eu l'idée, parmi ces religieux aux têtes rondes et rasées, aux yeux bridés à fleur de peau, de ces crémations ? Qui a eu l'idée de s'allier à la presse, à la T.V. américaine avide de vengeance, de revanches, de sensations ? Sans doute le vénérable Thich Ty Quang. Organisation parfaite avec des ronéos, des téléphones spéciaux, des tasses de thé prises avec les messieurs de la presse, des porte-parole malins, des responsables dirigeant les foules. De l'ambroisie en somme pour les journalistes haïssant Diem. Diem insulté par ce populo en goguette au nom de Bouddha, ce populo conspuant Madame Nhu, la tigresse, sous le regard impavide des sages religieux.

Diem prêchait en vain que les bonzes étaient des Viet-congs déguisés. Ce n'était sans doute pas vrai. Sans doute les bonzes voulaient-ils le pouvoir pour eux-mêmes. D'ailleurs qu'importait tout cela ? L'essentiel c'était que la sensibilité américaine ait été écorchée, mise à vif. Etrange Amérique où les phénomènes religieux bouleversent tellement. En tout cas, ces feux de bonzes, ce fut pour Washington, pour Kennedy, pour le Pentagone comme le feu vert contre Diem. Episode peu ragoûtant. Episode incroyable, où toutes les grandes personnalités des Etats-Unis allaient préparer la mort de Diem, leur allié, leur protégé, leur héros. Et cela avec une minutie, une hypocrisie, une ténacité, un cynisme effrayant au milieu d'un embrouillamini sordide.

Qui pouvaient être les agents de l'exécution ? Les généraux vietnamiens, le quarteron des Seigneurs de la Guerre. Extraordinaires marchandages qui ont duré des mois. Kennedy ne voulant pas se mouiller ni se compromettre, ayant peur d'échouer, de recommencer une « affaire de

la Baie des Cochons », obligé quand même de donner des garanties, pesant et soupesant tout. Kennedy à la fois résolu et irrésolu. Les Américains pusillanimes et acharnés se méfiant de Diem, de Nhu, des généraux vietnamiens et d'eux-mêmes. Toute la Maison Blanche, le Pentagone, Kennedy, suspendus aux détails ignobles des intrigues, aux états d'âme d'un Don, d'un Minh, d'un Kim, tous spécialistes de la trahison. Petits asiatiques de rien du tout dont dépend le sort des Etats-Unis. Les Américains redoutant parmi eux les vieux partisans de Diem, ceux prêts à vendre la mèche. Les généraux vietnamiens pris par les mêmes transes, doutant les uns des autres, doutant des Américains, exigeant toujours plus de certitudes. Ils n'acceptent de négocier qu'avec un Américain sûr, un agent éprouvé, le lieutenant-colonel Lucien Conein, au Vietnam depuis 1944. La C.I.A. partagée comme le reste, son chef Richardson dièmiste, mais chaque grosse barbouze ayant son favori, son candidat, son général préféré dans sa poche. Le général Harkins dégoûté de toute cette cuisine sanglante obéissant à contrecœur. L'ambassadeur Nolting essayant de sauver Diem avant de partir en congé et d'être remplacé. Un épouvantable byzantinisme où tout était analysé, étudié, décortiqué, des kilos de télégrammes chaque jour entre Saïgon et Washington. Télégrammes qui ne concordent pas. Nolting, pour ses derniers jours à Saïgon, essayant de persuader Diem de se rapprocher des bouddhistes, d'écarter Nhu. Diem faisant des adieux touchants à Nolting, lui donnant de bonnes paroles et, six jours plus tard, envoyant sa police secrète contre les pagodes, en un raid terrible, méchant, hargneux. On détruit tout, on arrête 1 400 bonzes. C'était Diem qui se révélait, le Diem le plus caractéristique, le Diem profond et sa façon de riposter à la contrainte. Le sourire et puis l'action. Céder, ce n'était pas possible pour lui. Mystiquement impossible. C'était se reconnaître comme le valet des Américains. Il ne le voulait pas.

Nhu l'avait emporté. Atmosphère angoissante à Saïgon pleine d'hommes de main, de tueurs, de menaces de mort Déploiement d'armes, de sentinelles, de mitrailleuses, de troupes dépendant d'on ne sait qui. Les Américains dénoncés par Nhu et ses journaux comme des ennemis publics. Mais tout cela donne bonne conscience à Kennedy, le Président de la bonne Amérique incomprise et souffletée. Les barbouzes négociant de plus en plus avec les généraux. Nhu exalté, dingue, froid, lucide, dans sa pièce à opium et à micros. Nhu au courant, en gros, ne pouvant pas grand-chose contre l'armée et ses généraux, mais manœuvrant jusqu'au bout, décidé à tout. Nhu essayant encore, montant un putsch dièmiste avec des généraux fidèles, afin de devancer les putsches antidièmistes des autres militaires. Putsches partout en préparation. Tous les généraux cherchant à se vendre, les uns aux Américains, les autres à Diem. La confusion à son comble. La peur aussi. Mais la mort de Diem est décidée dans l'esprit de Kennedy qui envoie à Saïgon son ange exterminateur sous la forme imprévue du nouvel ambassadeur américain : Cabot Lodge.

Cabot Lodge. Le gratin de l'Amérique, la descendance du *May Flower*, Boston dans toute sa légende. Un monsieur beau, ennuyé, condescendant, un grand dormeur, ne croyant pas au travail mais au génie, le sien. Le cynisme comme résultat d'une bonne éducation, d'un grand nom et d'une grande carrière. Son plaisir à faire ce qui est sordide et cruel, sous le couvert de l'élégance et en application de la raison d'Etat. Croyant uniquement au tour de main, à la maîtrise, à l'habileté, à une certaine façon d'opérer, à ce que l'on appelle le coup. Coup de grand gentleman. Coup d'orgueilleux. Coup de joueur. Un mépris infini pour le reste de l'humanité. Sans amour, méfiant, sombre, solitaire, sachant sourire à bon escient, distribuant les marques de son ennui et de son intérêt après avoir tout calculé. Rides aristocratiques, moue de la bouche, yeux qui fixent avec suspicion, chaleur

du sourire, toujours l'insincérité comme moyen de grande politique. Traitant comme du rebut tous les Américains locaux dès son arrivée à Saïgon, se réservant tous les secrets. Lui seul au milieu de son petit entourage. Pour le reste, l'air toujours ennuyé, semblant perdre son temps, se gardant pour les grandes occasions, agissant tout seul ou presque, croyant au grand jeu et alors, dans son dessein, d'une inflexibilité, d'une rouerie, d'un acharnement inouïs. Ce dessein, la mission qu'il s'est donnée, le but à atteindre, c'est d'abattre Diem n'importe comment. Pas de pitié. L'austérité folle d'un Diem, il n'aime pas cela. Finalement, Cabot Lodge, c'est le puritain qui préfère une barbouzerie à l'austérité d'un homme. Ce civilisé, c'est l'Amérique dans sa brutalité.

Couvre-feu à Saïgon. Loi martiale. Le macadam mouillé de l'aérodrome de Tan Son Nhut. Pluie, moiteur, nuit. Atterrissage de l'avion de Lodge. Lodge qui apparaît avec son chapeau de paille à la main, en costume sombre, son énorme stature. Lodge, expert du mépris, est radieux avec les journalistes qui l'attendent. Bonheur de commande. Pour avoir la peau de Diem il lui faut à la fois la presse yankee et la camarilla jaune, les généraux ne sont pas là, évidemment. Mais ils attendent les promesses de Lodge.

Emeute. Saïgon bouillonnante, pleine de violence. Les grosses têtes des moines, les foules, les faciès de la police spéciale de Diem. L'armée régulière, elle, est invisible, absente. Que fera-t-elle ? Et pour qui ? Lodge enfermé dans son bureau. Lodge communiquant avec Washington. Lodge allant présenter ses lettres de créance. Cérémonie vietnamienne banale, tasse de thé et courbettes. Face-à-face de Lodge avec Diem. Le grand Américain grimaçant de courtoisie et le petit Vietnamien impassible de politesse. Deux ennemis mortels. Lodge ayant peur qu'on l'assassine...

Lodge menant l'hallali, menant sa conspiration au milieu de cent conspirations. Grosse affaire avec les barbouzes

qui contactent les généraux dans leurs P.C. ou se prélassant à Dalat. Grosse affaire avec Washington qu'il faut forcer, pousser, rassurer à force de messages. Et tout près, dans leur palais, Diem, Nhu, Madame Nhu, de plus en plus déments. Madame Nhu décidant de porter sa beauté à travers le monde comme arme ultime.

Le trio mandarinal face aux patriciens. Lodge obtenant de Kennedy qu'on ne traite plus avec Diem, même pour lui demander le renvoi de Nhu. Car ce serait alerter Diem, le mettre sur la piste. La C.I.A. prend du whisky avec les généraux, elle leur donne des plans, des indications, de l'argent pour le putsch. Tout est prêt à la fin du mois d'août 1963. Tout s'effondre. C'est l'Asie où les choses se nouent et se dénouent sans raison apparente. Sourire du général Don disant innocemment aux yankees : « Cela n'a pas marché. » L'explication donnée, c'est que les généraux n'ont pas pu s'assurer le concours de Ton That Dinh qui commande les troupes à Saïgon et que l'affaire aurait été trop sanglante. Mais la vérité Don la dit au général Kanh qui aurait dû être le principal exécutant : « Tout est annulé. Nhu m'a convoqué la nuit dernière. Il connaît tous les détails de notre affaire. Un des services américains a vendu la mèche. »

Consternation à Washington. Néant à Washington. Têtes longues, embarrassées, hésitantes de Kennedy et de ses généraux. Que faire ? Ne faut-il pas se raccommoder avec Diem ? Valse hésitation. Comme toujours, quand Washington est incertain, on envoie des missions au Vietnam. MacNamara en inspection à travers la jungle, au pas de course. Diem bien aimable. Ce qui décide tout, c'est un tuyau : Nhu a des contacts avec Hanoï. Nhu l'anti-rouge, Nhu l'anticommuniste ! Nhu est tellement acculé, tellement prêt à tout qu'il préfère faire exploser le Vietnam plutôt que de céder aux Américains. Madame Nhu, avant de s'en aller à travers le monde, a dit à son mari : « Reçois les émissaires d'Ho Chi Minh qui veulent te voir et négocie avec eux. Surtout n'en parle pas aux

Américains. » Mais les Américains l'ont su. Car Nhu lui-même l'a dit à Joseph Alsop au cours d'une interview. Nhu croyait faire chanter les Américains !

C'est alors que les yankees ont accordé aux généraux ce qu'ils voulaient vraiment : les têtes de Diem et de Nhu. Les Seigneurs de la Guerre savaient que tant que Diem et Nhu seraient vivants, ils arriveraient à retourner peut-être la situation. Ils s'étaient déjà tirés plus d'une fois de cas désespérés. Il fallait donc les tuer.

Minutieuse exigence des généraux : « Donnez-nous la preuve que cette fois l'Amérique ne nous lâchera pas, qu'elle ira jusqu'au bout. » La puissante Amérique en train de donner des gages de bonne volonté à Minh, Don et consorts, par l'intermédiaire de petites barbouzes. Kennedy lui-même se mettant dans la balance en adressant à Diem des blâmes officiels. L'Amérique donnant le signal réclamé. Le signe de Judas. Cette démonstration de sa volonté qu'a tant réclamée la camarilla, l'Amérique coupe à Diem le chemin des dollars. Les dollars de l'aide commerciale. Les dollars du lait condensé, parce que Madame Nhu avait dit que les Vietnamiennes n'en voulaient pas pour leurs enfants et le donnaient aux cochons. Et surtout les dollars des forces spéciales, créées autrefois par l'agent américain Lansdale pour la défense de Diem. Diem et Nhu ont appelé une fois de plus ces fidèles pour garder le Palais de l'Indépendance. Kennedy coupe leur solde jusqu'à ce qu'ils soient envoyés hors de Saïgon, à l'autre bout du Vietnam. Pour plus de précaution, les Américains assument le commandement de ces forces spéciales maintenant exilées, après avoir fait assassiner les frères Tung, les anciens chefs fidèles à Diem.

Cela s'amasse comme l'orage. Tous les intersignes. L'achèvement des préparatifs. La station de radio américaine, « la voix de l'Amérique », se déchaîne. Echange de messages d'agression antidièmiste entre Washington et Cabot Lodge. Messages connus de Diem et de Nhu

qui savent qu'ils vont mourir. Les Américains n'osent pas intervenir pour éviter leur trépas. Par crainte que cette intervention soit prise par les généraux comme un manque de fermeté. Les généraux ont la frousse quand même. Washington leur garantit un droit d'asile à l'ambassade américaine pour eux et leur famille s'ils échouaient. Tout dépend d'une astuce. Diem et Nhu comptent sur Ton That Dinh, le commandant en chef de Saïgon. Ton That Dinh le brave depuis longtemps d'accord avec Nhu pour se prêter à un putsch contre les putschistes. Mais les autres généraux ont travaillé Ton That Dinh au corps, ils l'ont ramené à la raison en lui laissant gagner d'énormes sommes au poker. Ton That Dinh est un fameux viveur. A la fin il dit a ses collègues étoilés : « Je vous accorde quarante-huit heures. Après cela je suis libre de changer d'avis. »

Le 1er novembre 1963, c'est le coup ; tout marche comme sur des roulettes. Déclenchement à une heure et demie du matin, tanks rôdant dans la nuit, des bataillons apparaissant et disparaissant, des mitrailleuses sur les trottoirs, des coups de canons, la lenteur du temps, un décousu incompréhensible. Tout le mystérieux d'une affaire bien asiatique. Quant au gros des Américains, les Américains moyens, tranquilles, les experts et les fonctionnaires, tous ceux qui ont été tenus en dehors du coup sont cloîtrés chez eux, ne comprenant rien, effrayés, se demandant s'il ne s'agit pas d'une grande révolte antiaméricaine. Nuit d'angoisse. Désordre à l'ambassade yankee, où Cabot Lodge n'apparaît pas. Car Cabot Lodge, en grand seigneur qui a tout organisé, qui est sûr de son affaire, qui ne s'intéresse pas à l'exécution des choses, est resté chez lui à dormir en attendant que ce soit fait, que ce soit fini.

Pendant des heures, Nhu croit qu'il va être sauvé par Ton That Dinh. Il croit même que c'est le bon putsch de Ton That Dinh. Mais ce Ton That Dinh est absent, est introuvable. Il les a abandonnés. Diem et Nhu sont

seuls. Diem et Nhu qui ont choisi la mort. Quelques jours auparavant, Nhu avait semblé accepter de s'exiler sur l'instance de Kanh, le rebelle qui avait été longtemps son ami. Mais Madame Nhu, téléphonant depuis un coin lointain du monde, l'avait traité de lâche. Il était resté. Quand tout fut perdu, Nhu et Diem s'échappèrent du palais par un souterrain. Ils allèrent simplement à Cholon chez le Chinois qui fournissait de l'opium à Nhu. Nhu voulait fumer une dernière fois. Car la réserve de drogue qu'il avait au Palais, Ton That Dinh, le traître, l'avait subtilisée. La dernière nuit passée dans la fumée, dans une maison chinoise. Le lendemain, Diem et Nhu vont à la messe. A la sortie de l'office une Cadillac les attend. Au bout de quelques kilomètres on les fait monter dans un fourgon. Diem est tué d'une balle dans la nuque, Nhu à coups de poignard. Désormais, à la place de ces deux cadavres-là, l'Amérique devra envoyer un corps expéditionnaire de 600 000 hommes.

Ensuite, en effet, c'est l'engrenage, c'est l'accélération. Ce sont les Etats-Unis se jetant eux-mêmes dans le bain entre une série de ruses et de calculs compliqués, dignes des cerveaux carrés des surhommes moyens appelés Mac-Namara, Rusk, Mac Cone, William Bundy, MacNaughton, Rustow. Hommes sans prestance, visages ordinaires, conscience professionnelle, extraordinaire croyance en eux-mêmes, car ils se sentent les incarnations de l'Amérique, de cette Amérique qui ne peut avoir tort, qui doit gagner. L'Amérique tellement américaine du président Johnson. Tous sans instinct, sans génie, tous d'une intelligence forte et aveugle, accumulant subtilement les analyses fausses. Des travailleurs inouïs.

Très vite ils ont fait cette constatation : liquider Diem n'a servi à rien, l'armée et les généraux vietnamiens portés au pouvoir, au pinacle, ne valent rien. Alors, vainement, les yankees se mettent à rechercher parmi les militaires « l'homme fort ». Il en résulte une série de putsches, une cascade de coups d'Etat où il est difficile

de deviner la part revenant aux Seigneurs de la Guerre et la part revenant aux barbouzes étoilées, chacune d'elles poussant son homme, lui disant d'y aller.

Après la chute de Diem, tous les généraux triomphants se sont établis en un grand conseil militaire. La grande camarilla. A sa tête les noms les plus illustres, les anciens play-boys de Bao Daï : Don, qui a été l'intime de Madame Nhu, le gros Minh, que Diem avait proclamé héros national pour avoir écrasé les « bandits Binh Xuyen », Le Van Kim, le subtile tireur de ficelles. Mais avec eux, en quelques jours, l'espoir meurt à Saïgon. Et pourtant, dans le peuple, quelle flambée d'enthousiasme à la mort de Diem et de Nhu ! C'était comme si les masses renaissaient à la vie, la désillusion a été totale. Le choc psychologique de la libération — car cela en était une — a été gaspillé. Les libérateurs, c'est-à-dire les gentlemen militaires illustres n'ont rien fait, ne pensant qu'à s'amuser.

Après l'asphyxie du régime dièmiste, les Saïgonnais voulaient la liberté et la démocratie. Il était question d'une constitution, d'élections au suffrage universel. Mais les Seigneurs de la Guerre ne pensaient qu'à danser. Ils emmenaient un orchestre dans leur avion, à chaque déplacement. Ils s'entre-décoraient aussi. Don, l'ami de Madame Nhu, qui avait trahi la cause de Bao Daï pour elle, inaugure une exposition d'articles intimes et d'objets de toilette de cette dame pour prouver sa lubricité. Minh soutient les bonzes qui s'agitent de plus en plus. Certes, pour renverser Diem, les Américains s'étaient mis à l'heure bouddhique mais, ensuite, ils se mettent à soupçonner les bonzes d'être les agents des Vietcongs. Ils soupçonnent tout.

Pauvres Américains ! Toujours tourner en rond ! Quand ils disposent d'un dictateur comme Diem ils l'accusent d'être antidémocratique et lui réclament de la démocratie. Mais que le régime suivant montre des signes, mêmes dérisoires, de cette démocratie, ils voient rouge,

ils voient le progressisme et se mettent en quête de l'homme fort, duquel ils exigeront ensuite des réformes libérales. Et cela dure ainsi depuis des années et des années. Le cercle vicieux parfait.

Pauvre armée vietnamienne sur laquelle comptent les Américains pour liquider les Vietcongs ! Elle est pourrie mais les Américains ne le savent pas vraiment. Ils découvrent que c'est une armée presque à la débandade, presque dans l'état où se trouvaient les troupes de Tchang Kaï Cheik au moment de la déconfiture du « généralissimo ». C'est en vain que, pour donner de l'âme à cette armée, les Américains lui fournissent beaucoup de dollars, une quantité énorme de matériel, encore plus de conseillers yankees. Mais, en dépit de la fin de Diem, les troupes vietnamiennes ne se battent pas davantage contre les Vietcongs. Elles s'enrichissent, c'est entre eux que les généraux de Saïgon se font la guerre.

Soudain, au bout de trois mois de plaisir, les grands généraux se retrouvent au gnouf. La surprise est totale. Car ce sont les généraux de la « Haute », ceux qui ont jadis été formés par les Français, ceux qui se sont vendus à Diem et qui ont tué Diem. Ces personnages illustres sont brutalement dégommés par des militaires d'une catégorie inférieure : des colonels, des gens rustres et avides menés par l'aventurier général Khanh. Cela se fait très facilement. Tout avait été arrangé par les barbouzes yankees qui avaient dit à Washington : « Don, Minh, sont profrançais, neutralistes, sans volonté. Remplaçons-les par des durs plus jeunes qui nous seront acquis et qui feront notre guerre. » C'est un nommé Wilson, l'Américain attaché à Khanh, qui a tout organisé.

Khanh est l'espoir des Américains. Il les appelle « nos patrons ». Khanh, c'est une grosse outre habillée en parachutiste. En fait d'homme fort c'est surtout un acteur sachant prendre les attitudes et disant les phrases plaisant aux yankees. Un histrion. Comment en serait-il autrement ? Sa mère, tenancière de bistrot, l'avait abandonné

tout jeune. Il avait été adopté par madame Puha, une beauté artistique. Il a passé son enfance sur les tréteaux. Depuis lors, déguisé en soldat, un rude soldat d'ailleurs, il a poursuivi sa propre intrigue, trompant tout le monde, tour à tour. Maquisard se retournant contre le maquis. Engagé à 18 ans comme deuxième classe à la suite d'une peccadille. Il plait à Bao Daï dont il devient l'aide de camp. Diem le récupère et, en 1960, Khanh fait le coup de feu pour lui dans le Palais de l'Indépendance. En 1963 il complote contre Diem mais il est devancé par Don. En 1964 il a « eu » Don en s'associant avec les jeunes requins contre les arrivistes arrivés, tout cela sous la protection américaine. Son premier geste c'est d'augmenter les soldes de l'armée de 20 %, puis c'est de distribuer des Lambrettas aux coolies-pousse de Saïgon, c'est de recruter enfin quelques civils sachant lire et écrire pour en faire les hommes de paille recouverts de titres gouvernementaux. En somme, Khanh organise la dictature militaire totale, une dictature molle qui n'arrive pas à se faire obéir. Plus rien ne se fait. Les soldats vietnamiens se battent de moins en moins. Les flics se tiennent peinards. Les fonctionnaires évitent toute responsabilité et même ne ramassent plus les ordures. Saïgon est redevenue sale. Quant aux Américains, ils sont déçus. Leurs conseillers ont peur d'être assassinés dans les bataillons où ils sont affectés. La troupe vietnamienne supporte mal la constante surveillance américaine. Les militaires vietnamiens ne tuent pas les conseillers mais ne leur disent rien, mais ne font rien. Tout est brouillard. Tout est vietcong en dehors des villes et même, en partie, à l'intérieur des villes.

Ce qui compte, le rouage essentiel du Vietnam, c'est une caserne aux portes de Saïgon. Des murs, des barbelés. Un grand porche d'entrée peinturluré de toute une imagerie militaire. Beaucoup de sentinelles en tenue de brousse tenant des mitraillettes mais pas féroces, montant la garde avec une nonchalance blasée. Cela s'appelait

le camp Chanson du temps des Français. C'est là que sont maintenant stationnées les unités de choc vietnamiennes, les paras, les rangers, les marines, fabriqués par les Américains. Quand ces gens sortent de leur cantonnement pour marcher sur la ville, c'est qu'il y a un coup d'Etat : le cantonnement des prétoriens.

A côté c'est l'aérodrome de Tan Son Nhut. Là déjà on voit la force américaine, son étalage. L'aérodrome est maintenant une énorme machine de guerre avec des pistes géantes, des radars, des essaims de chasseurs, d'hélicoptères, de gros transports. On reconnait une façon américaine de faire la guerre, mécanique, automatique. Mais à quoi sert cette puissance, elle est gâchée, inutile, car le Vietnam est un pays arrivé au dernier degré de la lassitude. Plus de trace de vie politique, les bourgeois se terrent, les paysans ne cultivent plus leurs rizières, juste ce qu'il leur faut pour manger, l'économie s'effondre. Dans ce vide il n'y a plus que les soldats de l'armée vietnamienne, 400 000, 500 000, on ne sait plus. Leur nombre s'accroît toujours. L'armée dans ce pays moralement et matériellement à bout, est l'unique organisation où l'on touche une solde, où il fait bon être, à condition de ne pas se frotter aux Viets.

Curieusement, les Américains braves au combat ont peur à Saïgon. Monsieur Cabot Lodge porte un gilet pare-balles quand il va en voiture. Tous les bureaux, toutes les résidences américains sont défendus comme autant de forteresses. Partout des patrouilles, des gardes pour sauvegarder les vies américaines. Les gosses se rendent à l'école dans des cars grillagés, sous la protection des soldats. Des mitrailleuses sont installées sur les murs des établissements scolaires. Quand les enfants sont ramenés chez eux un sergent tenant un colt raccompagne chacun d'eux jusqu'à sa porte.

Cependant les militaires américains sont alors, dans leurs propos, jusqueboutistes. Rares sont ceux qui disent « tout est perdu ». Ils souffrent, ils se battent, ils meurent

dans ce pays qui leur est totalement étranger. Au-dessus d'eux les grands pontes croient avoir trouvé la solution. La solution à l'américaine, la solution technologique, la solution parfaite.

C'est alors qu'à Saïgon je rencontre un expert de la Rand Corporation, cette organisation scientifique qui pense l'art militaire pour le Pentagone. Cet homme me dit :

— Tout est perdu si l'Amérique ne fait pas quelque chose de tout à fait nouveau dans ce pays. Il en serait grand temps. »

Que va faire l'Amérique ? Après l'utilisation de la vertu avec Diem, après l'emploi vain des mercenaires jaunes de l'armée vietnamienne, cela va être la guerre américaine. Mais tout d'abord avec très peu de soldats américains. L'idée est de se servir des engins les plus fabuleux du monde allant de la poudre à défolier la jungle jusqu'aux projectiles à millions de billes et à toutes les espèces d'infrarouges. Règle de base : ne pas avoir à faire directement à l'Asie. Ne pas avoir à faire la dure guerre d'infanterie dans les rizières et les montagnes pour venir à bout des divisions de Giap. Ne pas avoir à faire la sale guerre de persuasion pour arracher les masses jaunes à la terrible dialectique rouge. En un mot ne pas combattre avec les microbes, avec les « nha qués », avec les guérilleros, avec les réguliers, avec la boue, avec la nature tropicale. Laisser tout cela aux Sud-Vietnamiens considérés comme de simples auxiliaires. En somme, pour les Américains, le secret c'est de n'avoir à faire avec le Vietcong et tout le pays que par les bombes, une pluie de bombes comme il n'y en eut jamais au monde. Lâchées par des avions s'envolant de ces petits coins d'Amérique que sont les bases américaines à travers l'Asie et le Pacifique. Comment un petit peuple de paysans, comment les soldats de Giap, pourraient-ils survivre à un pareil déluge ?

A vrai dire l'idée qui mûrit dans les grands cerveaux américains, c'est d'abord le chantage. C'est de bombarder — ou de menacer de bombarder — tout l'équipement économique et industriel, ferroviaire et portuaire, du Nord-Vietnam. Cet équipement pris aux Français, si durement reconstruit, un peu développé grâce aux Russes et aux Chinois. C'est le « trésor » d'Ho Chi Minh. Il s'agit de dire à Ho Chi Minh : « Retirez vos soldats, vos émissaires, vos agents du Sud-Vietnam, sinon nous détruirons tout votre potentiel. Mais si vous acceptez nos demandes nous vous fournirons au contraire une aide. » L'ambassadeur Cabot Lodge appelle cela « la tactique de la carotte et du bâton ».

La difficulté est de monter l'affaire, de bien la présenter. Qu'il y ait des infiltrations de Tonkinois en Cochinchine et en Annam, c'était un fait certain. Mais encore une fois, comment le démontrer ? Alors, toute la tactique américaine, durant le début de l'année 1964, c'est l'art de la provocation. Il s'agit de monter un système de provocation tel que les Vietcongs exaspérés arrivent à commettre une imprudence. Il faut qu'ils commettent la faute permettant de les prendre la main dans le sac et avoir enfin l'occasion tant recherchée de faire parler les bombes.

Cette escalade, ce programme de provocation, se concrétise en une série de scénarios méticuleux. Innombrables réunions des têtes pensantes yankees à Washington, à Honolulu, à Saïgon. Meetings rapides et importants. Analyse de la situation, une énorme paperasse guerrière. Enfin, le 1er février 1964 est établi un programme de « guerre couverte », c'est-à-dire de provocation secrète. Programme très élaboré portant le nom de code : « Plan 34 A ». C'est l'étude de tous les moyens à mettre en œuvre pour arriver à l'objectif suprême : détruire tout ce qui est important au Nord-Vietnam. On trouve d'abord 94 buts.

C'est la guerre larvée, cachée : sabotages, barbouzeries,

avions dans le ciel du Nord-Vietnam et du Laos, navires de guerre dans le golfe du Tonkin. Déjà des bombardements, des raids, des commandos lâchés dans la jungle ou sur les côtes, des espions, en somme la subversion antirouge. Mais rien ne doit se faire sous l'étiquette yankee. On camoufle les appareils sous des identités étrangères. Outre les pilotes américains, on se sert de pilotes Thaïs. On utilise surtout les Sud-Vietnamiens. C'est là que le général Khanh est utile. Il est plein de bonne volonté. Il fait le flambard. Il veut même déclarer la guerre au Nord-Vietnam. On le calme. Mais on se sert des hommes de mains et des commandos du général Khanh pour faire faire toutes sortes d'expéditions sur les territoires d'Ho Chi Minh. Expéditions sans grande portée destinées à aiguiser les nerfs des Nord-Vietnamiens.

Il s'agit d'exaspérer. Le summum, le clou, c'est d'obtenir du Canada une très étrange démarche à Hanoï. Il se trouve que le Canada est un des trois membres de la commission internationale chargée de faire appliquer les accords de Genève. Il y a donc des diplomates canadiens à Hanoï. C'est l'un d'eux, un grand escogriffe à lunettes, du nom de J. Blair Seaborne, qui reçoit la commission d'offrir au premier ministre nord-vietnamien Phan Van Dong, une aide économique américaine. Avec l'avertissement que l'aide prendra la forme de bombes si le Nord-Vietnam ne se retire pas du Sud-Vietnam. C'est donc la menace de l'Enfer qui sort des lèvres du digne diplomate dont la mission, de par les accords de Genève, est d'incarner la paix. Mais le feu et le fer sont sans effet sur Phan Van Dong qui refuse la main yankee si étrangement tendue. Seaborne dit à Dong que l'Amérique est « essentiellement pacifique mais que sa patience n'est pas sans limites. Et que le juste mécontentement américain pourrait finir par la destruction du Nord-Vietnam lui-même. »

Tout est prêt. On attend toujours la faute nord-viet-

namienne. Déjà, avec une infinie précision, avec un pédantisme d'état-major, avec le cynisme de puritains sûrs de leurs droits, ont été élaborés les programmes de représailles. Il y en a plusieurs. Un plan limité destiné à être déclenché dans les 72 heures. Un plan complet, le plan « 37 — 64 » à appliquer dans un délai d'un mois : le plan du grand anéantissement qui doit être précédé d'un scénario en 16 points comportant toutes les comédies diplomatiques, constitutionnelles et autres.

Tout est prêt. Pour le grand jeu, pour la grande partie, on nomme un général en chef à Saïgon : le général Westmoreland. Et on nomme même ensuite un grand ambassadeur. Mais la grande occasion se fait attendre. Le miracle est qu'elle arrive pourtant à point, au début du mois d'août.

Le 2 août, accrochage naval dans le golfe du Tonkin. Le destroyer *Maddox* se trouve à 23 miles des côtes, c'est-à-dire dans les eaux internationales. Il s'agit d'une mission d'espionnage mais pour les Américains, c'est une mission de reconnaisance absolument normale. Et ce *Maddox,* innocent, est attaqué par des vedettes nord-vietnamiennes. Joie de Washington. Branlebas de combat. Au lieu de retirer le *Maddox,* on lui adjoint un second torpilleur. Mouvements de porte-avions. L'alerte de tout le dispositif américain. A vrai dire les yankees doutent que les vedettes nord-vietnamiennes attaquent une seconde fois le *Maddox.* Elles le font cependant. Cette fois, à Washington, c'est l'exploitation à fond. C'est l'indignation nationale. Les représailles décidées par Johnson et par MacNamara. Bombardiers aussitôt lâchés sur leurs objectifs tonkinois. Mais surtout la dénonciation de l'agression. La mobilisation morale de l'Amérique et finalement la résolution solennelle passée par le Sénat et la chambre des Représentants, la résolution qui est presque un blanc-seing, presque une déclaration de guerre. La résolution votée quasiment à l'unanimité, dans un grand élan de patriotisme. Moment solennel de l'histoire des

Etats-Unis. Désormais Washington peut jouer son jeu à la fois simple, dur et compliqué.

Ce que révèlent les « Pentagon papers », c'est qu'il y a eu tricherie. Car, pendant que les vedettes nord-vietnamiennes attaquaient les torpilleurs américains dans les eaux du golfe du Tonkin, des commandos sud-vietnamiens — mais placés sous l'autorité du général Westmoreland — faisaient des raids sur des îles nord-vietnamiennes, à 120 miles environ du lieu de la rencontre navale. Il est donc probable que les vedettes nord-vietnamiennes, en assaillant le *Maddox,* ont cru s'en prendre à un navire faisant partie de l'opération de provocation qui se déroulait en même temps à peu de distance. De toute façon, les côtes vietnamiennes étaient enserrées dans un dispositif menaçant mis au point par les Américains et leur allié le général Khanh. Tout cela, MacNamara l'a nié devant le Congrès et les journalistes. Il ne l'a pas démenti absolument. Il a été plus hypocrite dans sa manière de noyer le poisson. Il a affirmé ne pas avoir connaissance de raids sud-vietnamiens. Tout ce qu'il admettait c'était l'existence de contrôles de routine des jonques par les sud-vietnamiens à la recherche de contrebande de guerre. La vraie guerre américaine au Vietnam a donc commencé sur une ambiguïté qui, en réalité, est un mensonge.

Août. Représailles seulement. Les avions, comme des flèches dans le ciel et d'énormes détonations sur la terre. Mais aux Etats-Unis les élections présidentielles retardent le projet de bombardements continus. Pour ne pas effrayer les électeurs, le Président Johnson emploie un langage pacifique, en public. « Nous ne voulons pas élargir la guerre » proclame-t-il. Mais, en même temps, dans son entourage, dans toutes les hautes sphères officielles c'est l'accord général sur la nécessité de cet élargissement. Les dernières touches apportées au programme de la campagne de bombardements sont fignolées le 3 novembre 1964, le jour où Jonhson est élu. Cent jours après,

le 8 février 1965, le Président donne l'ordre du matraquage permanent du Nord-Vietnam. En nom de code cela s'appelle « le tonnerre roulant ».

Pourquoi cela ? Pour les Américains il faut agir de toute urgence car le régime du général Kanh s'effiloche de plus en plus. Selon le général Taylor la situation est si instable à Saïgon qu'il n'est plus possible de compter du tout sur l'armée vietnamienne. A Washington on commence à penser qu'il faudra peut être envoyer des troupes américaines au Vietnam.

Atmosphère dramatique en Cochinchine. Les Vietcongs attaquent massivement au mortier le grand aérodrome américain de Bien Hoa à trente kilomètres de la capitale. Les Vietcongs se sont approchés et ont pu opérer avec une facilité déconcertante contre cette immense base, contre cette usine militaire. Les appareils détruits au sol, quatre Américains tués. Mais ce qui est arrivé à Bien Hoa, cette capacité de surprise et d'efficacité des Vietcongs, peut se renouveler à chaque instant ailleurs. Ce n'est plus de la guérilla mais de la guerre avec des troupes régulières vietcongs, troupes qui sont entraînées, impassibles. Le résultat de toutes les provocations américaines, c'est qu'une grande partie de l'armée de Giap est arrivée du Nord par les pistes de la forêt. Bien Hoa cela signifie que Giap accepte l'épreuve, Giap contre Westmoreland.

La guerre totale, les Américains espèrent l'éviter quand même. Ils croient encore au chantage. Leur bombardement les Américains le font avec un rythme et une intensité croissants, en les rapprochant peu à peu d'Hanoï. Comme si, devant la menace qui se précise toujours plus, Hanoï allait céder enfin. Il s'agit pour le moment, pour les yankees, de distiller « des doses calculées de force ». Hanoï cédera-t-il ? Hanoï ne cède pas. Au contraire, les Vietcongs lancent une véritable offensive militaire sur les hauts plateaux, sur ces immenses espaces de forêt qui sont la plaque tournante

entre le Nord et le Sud. Près de Plé Khu une base américaine est presque détruite, 9 Américains tués et 76 blessés. En même temps attaque de guérilla près de Qui Nhon, sur la côte. Coups rapides, perfides, imprévus. Le sang américain qui commence à couler. Représailles aériennes de plus en plus intenses, jusqu'à ce qu'enfin Johnson lance le tonnerre roulant, la guerre. 3 500 marines américains débarquent à Danang. Toute la fierté américaine avec eux mais aussi une certaine appréhension. Le Canadien Seaborne renvoyé auprès de Phan Van Dong pour le faire enfin céder. Echec. Le destin est en marche.

Les Américains ne peuvent compter que sur eux-mêmes. L'armée vietnamienne dans les jeux des Seigneurs de la Guerre. Cinq coups d'Etat ou semi-coups d'Etat successivement. Les Américains désespérés qui cherchent à faire contrôler les militaires par des civils. Efforts dérisoires. Un coup d'Etat sud-vietnamien ce n'est qu'un marchandage de la camarilla des généraux, quelques chars, des coups de téléphone, un arrangement oriental, un nouveau général prenant sa part de gâteau. Fureur de Taylor contre ces égoïstes, contre ces incapables, contre ces marionnettes, contre ces requins. Taylor, tellement exaspéré qu'un jour il engueule tout ce ramassis de généraux vietnamiens avec la dernière grossièreté : « Comprenez vous l'anglais ? Alors écoutez ce que je vous dis. Je ne veux plus de coups d'Etat. » Un jour Khanh dans sa fureur dit à Taylor de prendre la porte de son bureau. Khanh en disgrâce. Khanh le proaméricain farouche dégoûté des Américains. Khanh qui prend le ton du patriotisme vietnamien en disant autour de lui : « J'ai accepté les bombardements aériens sur le Tonkin, mais je ne veux pas de troupes américaines au Vietnam. Les soldats sud-vietnamiens, s'ils étaient laissés à eux-mêmes, s'ils n'étaient pas écœurés par l'arrogance américaine, seraient capables de se battre vraiment. Mais les Américains avec leurs soldats vont tout gâcher. »

Khanh est obligé de s'en aller en exil car, selon lui, quand on n'obéit plus aux Américains ils vous tuent si vous ne décampez pas. A sa place Ky et Thieu, qui eux sont prêts à admettre l'occupation américaine. Le déferlement des armées américaines.

La guerre. La guerre aérienne d'abord. L'idée qu'en détruisant les usines et les chemins de fer d'Ho Chi Minh on le réduirait à l'impuissance se révèle ridicule. Car le Vietnam, le vrai Vietnam rouge, ce n'est pas une machine ou une ville, c'est la terre, la masse, la glèbe. Alors les Américains en sont réduits à tout écraser, à essayer surtout de couper la piste Ho Chi Minh. Comme si l'on pouvait couper une piste dans la jungle ! Terreur. Mais terreur aussi pour les pilotes américains car leurs avions sont désormais des proies pour les missiles donnés à Ho Chi Minh par les Russes et les Chinois. Pilotes capturés. Triste cortège des pilotes prisonniers à travers les rues d'Hanoï en partie évacuée par la population.

Escalade. Toujours plus d'escalade. Mais je n'ai pas l'intention de décrire cette immense machine de guerre américaine faite pour tuer des hommes cachés dans la boue. La boue du delta tonkinois sous laquelle une population entière est enterrée vivante, volontairement, pour survivre et pour combattre. Vie de troglodytes à côté de laquelle les tranchées de Verdun ne sont rien. La boue résiste, le peuple résiste, la forêt résiste aussi. La forêt qui cache toutes les colonnes de soldats et les coolies de Giap marchant sur des centaines et des milliers de kilomètres. Les Américains ne trouvent pas d'objectif. Comment s'y reconnaître dans ces jungles ? Comment s'y reconnaître dans ces foules ? Peu à peu la guerre américaine se détraque. Les bombes ne suffisent plus. Il faut que les Américains envoient des hommes, des régiments, des divisions entières contre les réguliers de Giap qui menacent de plus en plus les bases américaines vitales. Giap contre Westmoreland. Westmoreland le grand chef scout, l'austère puritain, l'électronique faite

homme, la moralité incarnée, qui ne cesse de répéter : « Encore un effort, encore une escalade, encore des renforts et nous aurons la victoire. Encore plus de bombes, de napalm, de radars et nous brûlerons l'ennemi dans des nappes de feu. » Westmoreland c'est le grand soldat de la guerre faite avec des engins de science fiction, la parfaite guerre américaine où l'on dépense un million de dollars pour sauver un G.I. et un million de dollars pour tuer un Vietcong. Westmoreland qui a près de 600 000 hommes et qui en réclame 200 000 de plus. C'est alors que Johnson refuse. Cela va être la disgrâce de Westmoreland. Extraordinaire inconscience de ce général à côté de laquelle celle des généraux français d'Indochine apparaît presque bénigne.

Pauvres Américains qui ne connaissent du Vietnam que la mort, la putain, l'interprète et le boy. Il y a aussi l'héroïsme d'Ho Chi Minh qui les empoisonne. L'Amérique comme un chancre posé sur le Vietnam. Un chancre qui se met à détruire aussi l'Amérique.

Tout ce que les Français ont vécu les Américains l'ont revécu. Avec, malgré leurs moyens, la même impuissance face à la guerre populaire, avec même l'ombre d'un Dien Bien Phu. Car Khé San aussi apparaît comme une cuvette sinistre. Cela ne s'est pas terminé comme Dien Bien Phu mais, deux semaines durant, les soldats américains ont été des cibles dans leur terrier.

Toute cette bonne conscience américaine finissant sur cette guerre dure, les indestructibles divisions de Giap, les événements du Tet, les Vietminhs partout, la piste Ho Chi Minh jamais coupée. Comment les Américains en sont-ils arrivés là, les « Pentagone papers » le racontent clairement mais ils s'arrêtent au moment du summum du drame, quand les Américains essaient vainement de se retirer de ce Vietnam qui leur colle à la peau comme la tunique de Nessus. Le plus étrange c'est que l'armée sud-vietnamienne semble bien meilleure depuis qu'il y a moins d'Américains à leur donner des ordres...

Lucien BODARD.

Toute cette tragédie américaine, les « Pentagon papers » la soulignent avec minutie.

Ces dossiers du Pentagone sont faits à l'américaine : un immense amas de documentation souvent indigeste, au style officiel et rébarbatif. Mais là-dedans, se détachant comme des perles, il y a quelques textes étrangement révélateurs et percutants.

Ce sont ces passages que nous avons rassemblés ci-après.

L. B.

LES DOCUMENTS SECRETS DU PENTAGONE

I. — HO CHI MINH DEMANDE AUX U.S.A. D'AIDER L'ANNAM DANS SA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE

Câblogramme envoyé le 27 février 1946 au Département d'Etat par un diplomate américain en poste à Hanoï.

Ho Chi Minh m'a remis deux lettres adressées au Président des U.S.A. en précisant que des lettres identiques avaient été envoyées aux chefs des gouvernements chinois, russe et britannique. Dans ces lettres Ho Chi Minh demande aux U.S.A. d'agir en conformité avec la Charte des Nations-Unies, de soutenir l'idée d'un Annam indépendant sur le modèle philippin, de prendre en considération le sort des Annamites et de faire toute démarche nécessaire pour maintenir la paix du monde, mise en péril par les efforts de la France pour reconquérir l'Indochine. Il affirme que les Annamites lutteront jusqu'à ce que les Nations-Unies interviennent pour hâter l'indépendance de l'Annam. La lettre adressée aux quatre grandes puissances de l'O.N.U. se résume pour l'essentiel à :

A. Un compte rendu des relations franco-japonaises voulant prouver que l'Indochine française a collaboré avec les Japonais.

B. La déclaration proclamant la fondation, le 2 septembre 1945, de la République Démocratique du Vietminh.

C. Un récapitulatif de la reconquête française de la Cochinchine (commencée le 3 septembre 1945 et non encore achevée).

D. Les grandes lignes des projets du gouvernement annamite du Tonkin comprennent entre autres : élections au suffrage universel, suppression des impôts trops lourds, généralisation de l'instruction, reprise rapide des activités économiques normales.

E. Ho Chi Minh demande aux quatre grandes puissances : 1) d'intervenir pour faire cesser la guerre en Indochine, 2) d'apporter leur médiation pour obtenir un règlement rapide et juste, 3) de porter l'affaire d'Indochine devant l'O.N.U.

La pétition réaffirme en conclusion que les Annamites exigent leur indépendance pleine et entière et que, dans l'attente d'une décision de l'O.N.U., ils continueront de lutter conre le rétablissement de l'impérialisme français. Les lettres et la pétition seront transmises au plus vite au Département d'Etat.

II. — 1952 : RAPPORT SUR LES BUTS POURSUIVIS PAR LES ETATS-UNIS EN ASIE DU SUD-EST

Ce rapport du Conseil National de Sécurité date du début 1952 et porte sur les « objectifs et les perspectives des U.S.A. en Asie du Sud-Est. » Selon une note de bas de page, l'Asie du Sud-Est est considérée comme « la zone englobant la Birmanie, la Thaïlande, l'Indochine, la Malaisie, l'Indonésie. »

1) *Objectif :* empêcher les pays d'Asie du Sud-Est

de passer dans l'orbite communiste, les aider à développer leur volonté et leur faculté de résistance au communisme, que ce soit de l'intérieur ou de l'extérieur, et les faire contribuer au renforcement du monde libre.

2) *Considérations générales :* sous quelque forme qu'elle se présente, la domination communiste de tout le Sud-Est Asiatique mettrait en danger, sérieusement au début, gravement à longue échéance, les intérêts et la sécurité des Etats-Unis.

a) La défaite d'un quelconque pays de l'Asie du Sud-Est devant l'agression communiste aurait des conséquence psychologiques, politiques et économiques incalculables. Si elle n'était pas suivie d'une réaction instantanée et efficace, la défaite d'un seul de ces pays entraînerait probablement la soumission au communisme des autres pays du Sud-Est Asiatique. Bien plus, s'il devait arriver que toute cette partie du monde tombât sous la domination communiste, cela entraînerait progressivement l'alignement de l'Inde et, à long terme, du Proche-Orient (avec l'exception probable du Pakistan et de la Turquie). Alors serait dangereusement compromise la stabilité et la sécurité de l'Europe.

b) La domination communiste sur l'ensemble de l'Asie du Sud-Est menacerait la position des Etats-Unis dans la chaîne des îles du Pacifique et compromettrait gravement les intérêts de la sécurité américaine au Proche-Orient.

c) Le Sud-Est Asiatique, (en particulier, l'Indonésie et la Malaisie) est le premier producteur mondial de caoutchouc et d'étain et ses ressources en pétrole et autre produits stratégiques de base sont extrêmement importantes. Les exportations de riz en provenance de Birmanie et de Thaïlande sont vitales pour la Malaisie, pour Ceylan et Hong-Kong et ne sont pas négligeables pour ces bastions du Sud-Est Asiatique que sont le Japon et l'Inde.

d) Avec la perte du Sud-Est Asiatique, en particulier de la Malaisie et de l'Indonésie, le Japon serait soumis à de telles pressions économiques et politiques qu'il deviendrait extrêmement difficile d'empêcher ce pays de passer sous la domination communiste.

3) Il est donc impératif que les U.S.A. s'opposent vigoureusement à la mainmise de la Chine communiste sur l'Asie du Sud-Est. Pour mener à bon terme et dans un délai assez court les actions militaires engagées, il faudra nécessairement faire appel à certaines troupes basées dans d'autres parties du monde, ce qui réduira notre potentiel militaire dans ces régions avec tous les risques que cela peut entraîner. La meilleure solution serait cependant d'intensifier le recrutement dans les forces armées, ce qui réglerait tous les problèmes.

4) Dans la mesure où il existe une Chine communiste hostile et agressive, la possibilité d'une offensive militaire de grande envergure contre toute l'Asie du Sud-Est n'est pas à rejeter, mais il est peu probable que les communistes essaient d'atteindre leurs buts de domination par la subversion. Les pays du Sud-Est seraient donc menacés directement par un pourrissement de la situation en Indochine, que ce pourrissement soit dû à la lassitude ou à l'incapacité du gouvernement français et des Etats Associés de s'opposer à la rébellion vietminh (dont le potientel militaire se renforce en permanence grâce à l'aide fournie par la Chine communiste et par ses alliés).

5) Pour empêcher la plupart des pays du Sud-Est Asiatique de tomber sous la domination communiste, la défense victorieuse du Tonkin est d'une nécessité vitale. Si, cependant, la Birmanie tombait aux mains des communistes, une offensive militaire par la Thaïlande rendrait indéfendable l'ensemble de l'Indochine (Tonkin y compris).

La mise en application des perspectives d'action

concernant les différents pays du Sud-Est Asiatique pourra donc évoluer en fonction de l'avance communiste dans la région.

6) Pour atteindre nos objectifs en Asie du Sud-Est, les actions engagées devront être menées avec prudence et tact, d'abord pour arriver à un maximum d'efficacité (en coordonnant l'ensemble des mesures prévues dans les différents pays) ensuite pour que ces actions soient adaptées (dans toute la mesure du possible) aux susceptibilités particulières des différents gouvernement, des différentes classes sociales et des différentes minorités.

7) *Perspectives d'action. Asie du Sud-Est.*

En ce qui concerne l'Asie du Sud-Est, les Etats-Unis devraient :

a) Améliorer et renforcer leur propagande et leurs activités culturelles dans la région pour gagner le plus de monde possible aux idéaux du monde libre.

b) Poursuivre leur programme d'aide économique et technique pour renforcer les gouvernements non-communistes de la région.

c) Encourager les pays du Sud-Est Asiatique à reprendre et à développer leurs échanges commerciaux entre eux et avec le reste du monde libre, ainsi qu'à accroître leurs exportations en matières premières vers le monde libre.

d) Essayer d'obtenir l'accord d'autres nations (en particulier la France, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) sur l'idée d'un avertissement conjoint à la Chine communiste exposant les graves conséquences qu'entraînerait une agression chinoise dans l'Asie du Sud-Est.

e) Essayer d'obtenir l'accord de la France et du Royaume-Uni sur le principe d'un blocus maritime de la Chine communiste.

f) Continuer d'encourager et d'aider les différents pays du Sud-Est Asiatique à collaborer plus étroitement entre eux ainsi qu'avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, les Philippines, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.

g) Multiplier les actions secrètes destinées à aider les Etats-Unis à atteindre leurs objectifs en Asie du Sud-Est.

h) Encourager les communautés chinoises disséminées en Asie du Sud-Est à développer leur propagande et leurs activités anticommunistes au sein de leur propre communauté et à lutter parallèlement contre la propagande et les activités procommunistes. Plus généralement, les aider à prendre position en faveur du monde libre.

i) Prendre des mesures pour coordonner la défense de cette partie du monde, encourager et aider l'esprit de résistance des peuples du Sud-Est Asiatique face à l'agression de la Chine communiste et aux activités subversives des communistes locaux.

j) Montrer clairement au peuple américain l'importance de l'Asie du Sud-Est de façon à le préparer aux formes d'actions proposées ci-dessus.

8) *Indochine.*

En ce qui concerne l'Indochine, les Etats-Unis devraient :

a) Continuer à encourager l'aide internationale aux trois Etats Associés.

b) Continuer à assurer les Français que les Etats-Unis considèrent leur effort en Indochine plus comme un élément d'une importance stratégique considérable pour l'intérêt général des nations que du seul point de vue des intérêts français. Cet effort est essentiel pour la sécurité du monde libre, non seulement en Extrême-Orient mais également au Moyen-Orient et en Europe.

c) Continuer à assurer la France que nous sommes conscients des sacrifices qu'elle consent dans la poursuite de ses efforts en Indochine et que, sans perdre de vue que la France est le principal intéressé, nous recommanderons au Congrès d'apporter à la France et aux Etats Associés une aide militaire, économique et financière appropriée.

d) Continuer à cultiver l'amitié et à renforcer la coopération avec les gouvernements de la France et des Etats Associés dans le but de maintenir et si possible d'accroître l'influence américaine sur la politique des autorités françaises et indochinoises de façon à pouvoir diriger le cours des événements vers l'objectif recherché. Notre influence sur la France et sur les Etats Associés devra favoriser l'adoption de mesures politiques, économiques et sociales constructives tendant à accroître la stabilité des Etats Associés.

e) En particulier, nous devrions user de notre influence sur la France et les Etats Associés pour mettre en avant la nécessité d'adopter une politique militaire, économique et sociale positive dont les éléments essentiels seraient les suivants :

1) La France demeurera la principale puissance responsable de la défense de l'Indochine.

2) La France et les Etats Associés prendront toute mesure nécessaire pour assurer le développement progressif des Etats Associés.

3) La France devra réorganiser son administration de façon que les Etats Associés soient conduits à assumer une part croissante des responsabilités.

4) Des efforts intenses seront menés pour augmenter la puissance militaire des Etats Associés ainsi que l'infrastructure logistique et administrative indispensable.

5) Les Etats Associés doivent se doter de gouvernements stables et efficaces.

6) Redistribution des terres, crédits à l'industrie et à l'agriculture, marché du riz stable et solide, accroissement de la main-d'œuvre, développement du commerce extérieur.

7) Un programme d'actions militaires, politiques et psychologiques audacieux sera mis sur pied pour vaincre ou affaiblir sérieusement les forces du Vietminh.

8) Les Etats-Unis et la France collaboreront étroitement pour assurer la mise en pratique progressive du programme politique prévu ci-dessus.

9) Au cas où la Chine communiste n'interviendrait pas massivement en Indochine, les Etats-Unis devraient :

a) Apporter en priorité une aide accrue aux forces de l'Union française, sans pour autant ôter aux autorités françaises leur rôle prépondérant dans les activités militaires menées pour la défense des Etats Associés, de façon à :

— aider à développer le potentiel des forces armées locales pour leur permettre éventuellement d'assurer la sécurité intérieure du pays sans faire appel à l'aide des troupes françaises,

— aider les forces de l'Union française à progresser dans le combat mené contre le Vietminh pour le rétablissement de la sécurité intérieure,

— aider l'armée française et celles des Etats Associés à défendre l'Indochine contre toute agression de la Chine communiste.

b) Devant l'urgence pressante de la situation, incluant une possible intervention chinoise, et pour que les Etats-Unis soient prêts à prendre toutes mesures nécessaires en fonction des circonstances, un certain

nombre de plans prévoyant la mise en pratique de perspectives d'actions prévues au paragraphe 10 ci-dessous, devront être mis sur pied.

c) Au cas où nos informations sur les développements de la situation montreraient que la France n'est plus prête à assumer ses responsabilités en Indochine, ou au cas où elle demanderait soit aux Nations-Unies, soit directement au gouvernement américain de partager ces responsabilités, les Etats-Unis devraient s'opposer au retrait français et consulter les gouvernements français et britannique sur les mesures à prendre pour éviter que cette région du monde ne tombe sous la domination communiste.

10) Au cas où, après consultation de la France, il deviendrait évident que les forces armées de la Chine communiste (volontaires y compris) sont intervenues ouvertement dans le conflit indochinois (ou même y participent secrètement au point de rendre précaire l'occupation du Delta du Tonkin par les armées de l'Union française), les Etats-Unis prendraient les mesures suivantes pour aider les forces françaises à éviter la perte de l'Indochine, à repousser l'agression et à rétablir la paix et la sécurité en Indochine :

a) Soutien de la France ou des Etats Associés dans leur demande d'intervention immédiate auprès des Nations-Unies, intervention qui comprendrait une résolution déclarant que la Chine communiste s'est rendue coupable d'une agression, et recommandant aux Etats membres de venir en aide à la France et aux Etats Associés dans leur lutte contre cette agression.

b) Quelle que soit la décision des Nations-Unies, les Etats-Unis rechercheront le soutien et, si possible, la participation d'un certain nombre de pays pour les actions militaires envisagées par les signataires de la résolution précitée. Ces actions sont précisées dans le sous-paragraphe ci-dessous.

c) Les Etats-Unis prendront l'initiative des actions militaires suivantes, soit sous les auspices des Nations-Unies, soit en accord avec la France, la Grande-Bretagne et tous autres gouvernements amis :

1) Défense résolue de l'Indochine, à laquelle les Etats-Unis fourniront toute l'assistance aérienne et navale désirable.

2) Mise hors d'état de toutes les voies de communication intérieures et extérieures de la Chine communiste.

3) Les Etats-Unis doivent s'attendre à ce que la mise en pratique du point 2) ci-dessus repose essentiellement sur leurs propres forces, mais le Royaume-Uni et la France devront également y participer, au moins à titre symbolique, et apporter l'aide que nous sommes en droit d'attendre de la part d'alliés. De son côté, la France sera chargée de fournir, avec les Etats Associés, le gros des troupes terrestres pour la défense de l'Indochine.

11) En sus des actions prévues au paragraphe 10 précédent, les Etats-Unis devront prendre les mesures militaires exigées par la gravité de la situation :

a) Si la France et le Royaume-Uni acceptent l'accord prévu au paragraphe 7-e, blocus naval de la Chine communiste.

b) Intensification des opérations secrètes destinées à aider les forces de guérilla anticommunistes opérant en Chine communiste, et à gêner et bloquer ses voies de communication.

c) Utilisation si possible de forces chinoises anti-communistes (soldats de Chine Nationaliste entre autres) dans les opérations militaires en Asie du Sud-Est, en Corée ou même en Chine.

d) Si nécessaire, aider les Britanniques à évacuer Hong-Kong.

e) Si nécessaire, évacuation du personnel civil et militaire de l'Union française en Indochine.

12) Si, après l'agression de la Chine communiste contre l'Indochine et après les actions militaires envisagées au paragraphe 10 ci-dessus les Etats-Unis décident, en accord avec la France et le Royaume-Uni, que la situation exige d'entreprendre une action militaire d'envergure contre la Chine communiste, les Etats-Unis feront intervenir leurs forces aériennes et navales, auxquelles se joindront au minimum les forces aériennes et navales britanniques et françaises, contre des objectifs militaires appropriés situés en territoire chinois, en évitant toutefois les zones situées près des frontières de l'U.R.S.S., de façon à ne pas augmenter le risque d'une intervention soviétique directe.

13) Au cas où le Royaume-Uni et la France décideraient de ne pas apporter leur concours à cette action militaire d'envergure contre la Chine communiste, les Etats-Unis envisageraient la possibilité d'agir unilatéralement.

III. — MEMORANDUM DU CONSEIL PARTICULIER DU PRESIDENT EISENHOWER SUR LES DEMANDES D'AIDE FRANÇAISES

Extrait du mémorandum préparé par le général de brigade Charles H. Bonesteel à partir des minutes de la réunion sur l'Indochine du Conseil Particulier du Président.

1) Le Conseil Particulier s'est réuni dans le bureau de M. Kyes à 15 h 30 le 29 janvier 1954.

2) L'amiral Radford dit qu'il avait été mis en rapport avec le général Ely, le chef d'état-major français, par

l'intermédiaire du général Valluy. 10 B-26 partiront cette semaine pour l'Indochine, où ils contribueront à renforcer la flotte aérienne française. Cependant, pour accéder au désir de la France de disposer de deux escadrilles de B-26 comprenant chacune 25 avions opérationnels, il faudra ajouter 12 B-26 supplémentaires pour arriver aux 22 demandés (nos accords militaires prévoyaient la livraison de 12 B-26 par an, mais les Français nous en ont demandé dix de plus). La discussion porta alors sur les différences existant entre les demandes françaises provenant directement de Paris et celles passant par l'intermédiaire du M.A.A.G. (*Military Assistance Advisory Group :* Comité Consultatif pour l'Assistance Militaire).

Au cours de la réunion, on se mit d'accord pour informer les Français que les Etats-Unis n'accèderaient qu'aux seules demandes qui auraient préalablement reçu l'accord du général O'Daniel après sa tournée en Indochine.

3) L'amiral Radford précisa que pour livrer très vite un total de 22 B-26 aux Français, il faudrait nécessairement en retirer quelques-uns des escadrilles opérationnelles américaines en Extrême-Orient, mais que c'était tout à fait possible.

4) En ce qui concerne la demande française de 25 B-26 supplémentaires destinés à former une troisième escadrille, on décida d'attendre le retour du général O'Daniel pour prendre une décision, en prévenant toutefois l'« Air Force » qu'elle devrait peut-être les fournir sous peu.

5) En ce qui concerne la fourniture d'un petit dirigeable on décida d'informer les Français qu'il était impossible d'accéder à leur demande.

6) Lorsqu'on en vint à examiner la demande française de quatre cents mécaniciens spécialisés dans l'entretien des B-26 et des C-47, la discussion fut

longue et animée. L'amiral Radford dit qu'il avait informé le général Ely, par l'intermédiaire du général Valluy, que les Etats-Unis ne pensaient pas que les Français aient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour trouver des mécaniciens français spécialisés dans l'entretien des avions. Il émit l'idée que les Français trouvent ces spécialistes par l'intermédiaire d'Air France. M. Kyes rappela que la France avait la possibilité de trouver du personnel qualifié dans ses huit usines d'aviation ou dans la base géante de Châteauroux, où les Etats-Unis employaient des mécaniciens français. Le général Smith demanda s'il était possible de délivrer la France de ses obligations envers l'O.T.A.N., de façon à lui permettre d'envoyer en Indochine un certain nombre de mécaniciens militaires, ce à quoi l'amiral Radford répondit que le général Valluy lui avait appris que l'état-major français avait certes sérieusement envisagé cette possibilité, mais que l'armée de l'Air française ne disposait pas d'un nombre suffisant de mécaniciens militaires spécialisés dans l'entretien des B-26 et C-47. Comme il fallait un temps assez long pour que leurs mécaniciens militaires s'habituent à ces avions, ils s'attendaient à ne pas pouvoir faire face à l'urgence de la situation. Le général Valluy avait également ajouté que le recours aux mécaniciens civils posait de graves problèmes de sécurité.

7) Le général Smith proposa que les Etats-Unis envoient deux cents mécaniciens de l'U.S. Air Force au M.A.A.G., en Indochine, et demandent aux Français de fournir les mécaniciens manquants. L'amiral Radford dit que c'était tout à fait faisable et que l' « Air Force » se préparait déjà, bon gré mal gré, à envoyer le personnel nécessaire. Il avait fait savoir aux Français que si les Etats-Unis envoyaient en Indochine un certain nombre de leurs mécaniciens, il était indispensable que ceux-ci ne travaillent que dans les bases absolument sûres. Le général Smith demanda si, à la

lumière des demandes d'aide supplémentaires, le Comité ne devait pas envisager d'envoyer aux Français les quatre cents mécaniciens demandés.

8) M. Kyes se demanda si l'envoi de deux cents mécaniciens de l'armée n'engageait pas les Etats-Unis à intervenir plus radicalement en Indochine, y compris en faisant appel à des unités combattantes. Le général Smith répondit qu'il ne le pensait pas : nous envoyons du personnel d'entretien et non des forces terrestres proprement dites. A son avis pourtant, l'importance d'une victoire en Indochine était telle que, si le pire arrivait, il pencherait personnellement pour une intervention de la flotte et de l'aviation américaines et non pas des forces terrestres. L'amiral Radford donna son accord plein et entier, et M. Kyes déclara que cette décision était si importante qu'il fallait la soumettre au Président, qui déciderait en dernier ressort. Le général Smith approuva cette suggestion. M. Allen Dulles demanda alors si, dans le but d'aider les Français à gagner la bataille de Dien Bien Phu, nous allions leur fournir tout ce qu'ils demandaient sans marchander. M. Kyes répondit que c'était un aspect de la question qu'il se refusait d'examiner, et l'amiral Radford lut un câble du général O'Daniel qu'il venait juste de recevoir ; ce câble précisait que, pendant toute la durée de leur entrevue, le général Navarre avait été on ne peut plus cordial et qu'il avait accueilli avec plaisir l'idée de voir adjoindre à son Quartier Général des officiers de liaison américains. Le général Navarre et le général O'Daniel avaient pris la décision de développer le plus possible la collaboration militaire.

9) Dans le courant de la réunion, M. Allen Dulles demanda s'il fallait envoyer en Indochine les pilotes de chasse demandés par les Français : puisque les Français en avaient apparemment un besoin urgent, on prit la décision de les leur envoyer. La C.I.A. se

chargeait de négocier les modalités pratiques avec les autorités françaises en Indochine.

10) M. Kyes déclara que si nous acceptions de livrer aux Français tout ce qu'ils demandaient, ils devaient en contrepartie s'engager :

a) à collaborer au maximum avec nous pour tout ce qui touchait à la stratégie.

b) à renforcer les pouvoirs du général O'Daniel.

Le général Smith donna son accord et déclara qu'il fallait consolider la position du général O'Daniel non seulement auprès des autorités françaises d'Indochine, mais également à Paris, en haut lieu.

11) Résumé des actions envisagées en ce qui concerne les demandes françaises :

L'accord s'est fait :

a) Sur l'envoi de deux cents mécaniciens de l'U.S. Air Force qui viendront augmenter les effectifs du M.A.A.G. en Indochine, étant bien entendu que ces mécaniciens ne seront utilisés que dans les bases les plus sûres, où ils ne seront pas exposés aux combats.

b) D'envoyer les pilotes de chasse demandés, la C.I.A. se chargeant des négociations nécessaires.

c) De ne pas envoyer de dirigeable aux Français.

d) D'attendre le retour du général O'Daniel avant de prendre une décision à propos des autres demandes françaises.

e) D'insister auprès des Français pour qu'ils fournissent un plus grand nombre de mécaniciens.

. . . . . .

20) M. Allen Dulles demanda si l'on n'avait pas intérêt à ce qu'un officier spécialiste de la guerre non conventionnelle, le colonel Lansdale en l'occurrence, soit adjoint au groupe des cinq officiers de liaison que le général Navarre avait accepté de recevoir. L'amiral Radford donna son accord et proposa que le

colonel Lansdale soit immédiatement rattaché au M.A.A.G., mais il se demanda s'il ne serait pas préférable que le colonel Lansdale attende le retour du général O'Daniel avant de se rendre en Indochine. M. Allen Dulles appuya cette proposition.

IV. — 1954 — RAPPORT DU COMITE SPECIAL SUR LA MENACE COMMUNISTE

Extrait du mémorandum rédigé à partir des minutes de la réunion du 5 avril 1954 sur le Sud-Est Asiatique.

. . . . . .

IV. — *Conclusions*

A. Le Comité considère que ces facteurs rendent encore plus nécessaire le maintien de l'Indochine dans le bloc non communiste, et croit fermement que seule la défaite du Vietminh en Indochine peut mettre un terme à l'expansion de l'influence communiste en Asie du Sud-Est.

B. Quelle que soit l'issue des opérations militaires en Indochine, et sans sous-estimer l'importance stratégique considérable des Etats Associés pour la présence de l'Occident dans cette région du monde, les Etats-Unis devront, avec ou sans leurs alliés occidentaux mettre clairement en évidence leur volonté de combattre et de vaincre le communisme, démontrer que la victoire finale reviendra aux forces du monde libre, et s'assurer du soutien actif des états de l'Asie du Sud-Est dans la lutte pour ces objectifs.

C. Pour que ces objectifs soient atteints, il est indispensable que les positions occidentales en Indochine soient préservées et même améliorées par une victoire militaire.

D. Sans pour autant abandonner les objectifs prévus au paragraphe C ci-dessus, les Etats-Unis devront

prendre la précaution de renforcer leur contrôle sur le reste de l'Asie du Sud-Est, y compris la Malaisie, la Birmanie, la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines.

Perspectives d'action.

A. — 1) La politique américaine ne peut envisager d'autre solution qu'une victoire militaire en Indochine.

2) Les Etats-Unis doivent essayer d'obtenir des Français qu'ils se rangent à ce point de vue. S'ils n'obtiennent pas ce soutien, les Etats-Unis s'opposeront activement à tout règlement négocié sur l'Indochine à Genève.

3) En cas d'échec des pressions citées au paragraphe 2 ci-dessus, les Etats-Unis prendront toutes initiatives, conjointement avec les Etats Associés, pour poursuivre la guerre en Indochine, au besoin avec une participation américaine active et sans aide française.

4) Que les Etats-Unis réussissent ou non à obtenir des Français qu'ils soutiennent la participation américaine active prévue au paragraphe 3) ci-dessus, les Etats-Unis devront s'efforcer de préparer cette participation active de concert avec les autres nations intéressées.

B. — Le Comité Spécial considère d'autre part que pour obliger les Français à poursuivre les opérations en Indochine, toutes pressions politiques et économiques devraient être exercées sur la France dans un premier stade. Le Comité Spécial reconnaît que cette forme d'action risque de compromettre l'existence du cabinet ministériel actuel, d'être impopulaire en France et de mettre en danger la politique américaine en ce qui concerne la C.E.D. (Communauté Européenne de Défense), mais il considère néanmoins que pour préserver les positions stratégiques du monde libre, non seulement en Asie du Sud-Est mais en Europe et au Moyen-Orient, il est indispensable de tout mettre en œuvre pour empêcher la domination communiste sur

le Sud-Est Asiatique. Le Comité considère qu'à cet égard une action ferme et résolue peut fort bien être la clé d'une solution au problème posé par la France dans la communauté des nations du monde libre.

C. — Pour contribuer le plus possible à renforcer la puissance du monde libre dans le Sud-Est Asiatique, et sans préjuger de l'issue des opérations militaires en cours en Indochine, les Etats-Unis devraient, par mesure de précaution, envisager les formes d'action suivantes :

Du point de vue politique et militaire.

1) S'assurer qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu en Indochine avant la victoire totale des forces du monde libre, victoire obtenue soit après un succès militaire, soit après la reconnaissance par les communistes de leur défaite.

Action : Etat, C.I.A.

2) Les Etats-Unis mettront tout en œuvre, soit unilatéralement, soit sur des bases mul\nationales, pour répandre dans le Sud-Est Asiatique l'idée que l'impérialisme communiste est une menace terrible pesant sur tous les états de cette partie du monde. Plutôt que d'apparaître comme émanant des Etats-Unis, de la France ou du Royaume-Uni, cette idée devra apparaître comme résultant d'initiatives locales.

Action relevant de : U.S.A., Etat, C.I.A.

3) Les Etats-Unis devraient s'efforcer d'introduire dans la charte des Nations-Unies l'idée d'un pacte régional intéressant tous les pays d'Extrême-Orient, pacte auquel souscriraient et que contresigneraient les principales puissances européennes ayant des intérêts dans le Pacifique.

a) Un tel pacte ne pouvant être efficace qu'à long terme, il sera précédé d'accords économiques

et culturels entre les différents pays du Sud-Est Asiatique, et plus tard avec le Japon. Ces accords devront résulter d'initiatives locales et pourront prendre modèle sur ceux liant entre eux les pays de la C.E.E. (Communauté Economique Européenne).

Action relevant de : Etat, C.I.A., Affaires étrangères.

b) Sur la base de tels accords, les Etats-Unis s'efforceront alors activement mais discrètement d'obtenir des différents pays du Sud-Est Asiatique qu'ils acceptent de signer des traités de défense mutuelle, et dans ce but, ils se prépareront à lier leur aide militaire et économique à la signature de tels traités.

D. — Les perspectives d'action envisagées ci-dessus doivent être prises en considération quelle que soit l'issue des opérations militaires engagées en Indochine.

1° Si l'Indochine tient, elles seront nécessaires pour renforcer la résistance au communisme dans toute la région.

2° Si l'Indochine est perdue, elles serviront :

a) A ralentir le plus possible l'extension de la domination communiste en Extrême-Orient.

b) Menées conjointement avec une offensive militaire, à aider à reprendre l'Indochine des mains des communistes.

3° Au cas où l'Indochine serait perdue, il paraît évident que les forces américaines qui seraient engagées soit pour donner un coup d'arrêt à l'expansion du communisme en Extrême-Orient (ce qui serait illusoire, à moins d'envisager de fournir une aide militaire et politique sans précédent), soit pour prendre l'initiative d'une offensive militaire dans le but de reprendre l'Indochine et de l'orienter dans un sens différent (ce qui impliquerait une campagne militaire de grande

envergure), dépasseraient de très loin les forces nécessaires pour éviter que l'Indochine ne tombe aux mains des communistes.

4° De plus, l'une ou l'autre de ces actions ne manquerait pas de porter un coup sévère à la confiance des peuples de cette partie du monde envers la politique américaine, confiance qui, dans cette hypothèse, atteindrait un seuil critique.

5° L'une ou l'autre de ces actions ferait courir le risque d'une intervention directe de la Chine communiste, et peut-être même de l'Union Soviétique, les risques étant moindres dans le cas d'une action préventive entreprise dans des circonstances plus favorables, c'est-à-dire avant la perte de l'Indochine.

V. — CABLE DE DILLON A DULLES APRES LA DEMANDE FRANÇAISE DE SOUTIEN AERIEN A DIEN BIEN PHU

Câblogramme de Douglas Dillon, ambassadeur des Etats-Unis en France, au secrétaire d'Etat John Foster Dulles, le 5 avril 1954.

Urgent. On m'a téléphoné à 23 heures dimanche soir, pour me demander de me rendre à Matignon où se tenait une réunion du Cabinet restreint. Dès mon arrivée, Bidault me reçut dans le bureau de Laniel, et celui-ci vint nous rejoindre quelques minutes plus tard. Ils me dirent qu'il était désormais nécessaire que l'aviation américaine intervienne à Dien Bien Phu si l'on voulait renverser la situation. Selon les rapports de Navarre, la situation sur place est caractérisée par un équilibre précaire, et les deux camps essaient de se renforcer du mieux qu'ils peuvent. Le Vietminh fait venir ses derniers renforts disponibles, qui surpassent en nombre tous les renforts qui peuvent encore être parachutés aux Français. Le Vietminh repartira vrai-

semblablement à l'assaut au milieu ou à la fin de la semaine. Si nous ne venons pas entre-temps à l'aide des Français, le sort de Dien Bien Phu pourra être considéré comme réglé.

Ely a rapporté au Cabinet français qu'à Washington, Radford lui avait donné personnellement (je répète : personnellement) l'assurance que si la défense de Dien Bien Phu exigeait des Etats-Unis une aide navale et aérienne, il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour obtenir une telle aide du gouvernement américain. Le gouvernement français demande donc à l'aviation américaine d'intervenir à Dien Bien Phu. Navarre pense qu'un effort relativement peu important des Etats-Unis pourrait suffir à retourner la situation, mais il compte bien entendu sur une aide aussi massive que possible. Les Français signalent par ailleurs que les faits suivants suffisent à établir l'existence d'une intervention chinoise en Indochine :

1) Quatorze conseillers techniques affectés au Quartier Général de Giap ainsi que de nombreux autres affectés aux différentes divisions sont sous les ordres du général chinois Ly Chen Hou, installé au Quartier Général de Giap.

2) Des lignes téléphoniques ont été installées, mises en service et utilisées par du personnel chinois.

3) Quarante canons antiaériens de 37 mm avec contrôle radar sont installés à Dien Bien Phu. Les servants de ces canons (qui viennent de toute évidence de Corée) sont Chinois.

4) Mille camions transportant du ravitaillement sont arrivés à Dien Bien Phu (500 depuis le 1er mars), tous conduits par des soldats de l'armée chinoise.

5) Les Chinois ont fourni de grosses quantités d'armes et de munitions, comme nous le savons déjà.

Bidault m'apprit que le chef d'état-major de l'armée de l'Air française désirait informer les Etats-Unis

qu'une intervention aérienne américaine à Dien Bien Phu pourrait amener l'aviation de la Chine communiste à attaquer les aérodromes du Delta, mais que le gouvernement réitérait malgré tout ses demandes d'aide. Bidault mit un terme à l'entretien en disant que le sort futur de l'Asie du Sud-Est dépendait de ce qui allait se passer à Dien Bien Phu. Il ajouta que le succès ou l'échec des conversations de Genève serait fonction de l'issue de la bataille en cours, et que c'était la raison pour laquelle les Français nous demandaient d'intervenir avec tant d'insistance. Puis il mit l'accent sur la nécessité de prévenir l'attaque vietminh qui devait avoir lieu avant la fin de la semaine et il remercia les Etats-Unis d'avoir transporté aussi rapidement les bataillons français de parachutistes. Il mentionna ensuite la proposition de Dulles en vue d'une coalition des pays du Sud-Est Asiatique en précisant qu'il répondrait le plus vite possible à cette proposition, le Cabinet restreint n'étant pas habilité à prendre une décision.

Autre sujet. J'ai informé mes deux interlocuteurs que le général Norstadt craignait que certaines fuites ne se produisent au moment où les avions seraient rassemblés. Pleven fut alors appelé dans la pièce, et il exprima sa crainte de voir de telles fuites précipiter l'attaque du Vietminh. Il dit qu'il fallait à tout prix que les opérations prévues prennent l'apparence d'exercices d'entraînement en attendant l'arrivée des troupes, dont le départ est prévu pour la fin de la semaine. Bidault et Laniel insistèrent pour que ce départ soit avancé au maximum, et Pleven assura qu'il ferait de son mieux pour qu'il en soit ainsi.

VI. — CABLE DE DULLES ANNONÇANT LA NON-INTERVENTION

Câblogramme du secrétaire d'Etat Dulles à l'ambassadeur Dillon, le 5 avril 1954.

Comme je l'ai personnellement expliqué à Ely en présence de Radford, les Etats-Unis ne peuvent pas (je répète : ne peuvent pas) se permettre d'entreprendre en Indochine des actes de belligérance sans arriver préalablement à une totale identité de vues avec la France et les autres pays intéressés. De plus, le Congrès devra obligatoirement être informé. Après une conférence au plus haut niveau, je confirme cette position. Les Etats-Unis font tout ce qui est en leur pouvoir pour s'appuyer sur l'opinion publique, le Congrès et la Constitution en vue d'une action conjointe en Indochine. Une telle action est cependant impossible en l'absence d'une réelle coalition fondée sur une participation active du Commonwealth britannique. En attendant, les Etats-Unis sont prêts, comme ils l'ont déjà démontré, à apporter tout leur soutien à la France, sans cependant aller jusqu'à une intervention directe.

Sachez, pour information, que les Etats-Unis ne peuvent ni ne veulent défendre seuls les intérêts du Commonwealth britannique en Malaisie, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Une discussion est en cours au plus haut niveau à ce propos avec le Royaume-Uni.

VII. — DILLON INFORME DULLES DE LA REACTION FRANÇAISE

Câblogramme de l'ambassadeur Dillon au secrétaire d'Etat Dulles, le 5 avril 1954.

J'ai remis votre message à Bidault lundi soir. Il m'a demandé de vous faire dire qu'il comprenait fort bien la position du gouvernement américain et qu'il allait

informer Laniel de sa réponse. Il m'a également demandé de répéter une fois de plus qu'il n'était malheureusement plus question de songer à une coalition dans la mesure où le sort de Dien Bien Phu allait être réglé dans les dix jours à venir. En partant, il m'a dit que même si la France devait se retrouver seule, elle continuerait de lutter, et qu'il priait Dieu pour qu'elle l'emporte.

VIII. — MEMORANDUM DES DISCUSSIONS EISENHOWER-DULLES SUR LE PLAN FRANÇAIS DE CESSEZ-LE-FEU

Mémorandum rédigé par Robert Cultler, conseiller particulier du Président Dwight D. Eisenhower, le 7 mai 1954.

Au cours de la réunion de ce matin dans le bureau du Président, trois points essentiels furent abordés :

. . . . . .

2) Le président parcourut le plan du discours que Dulles devait prononcer le soir même, et proposa quelques légères modifications. Il demanda à Dulles d'ajouter dans son discours quelques slogans faciles à comprendre, du gendre : « Jamais les Etats-Unis ne prendront l'initiative d'une guerre », « jamais les Etats-Unis n'entreront en guerre sans l'accord préalable du Congrès », « comme toujours les Etats-Unis consacrent tous leurs efforts au maintien de la paix ».

3) En ce qui concerne la proposition de cessez-le-feu exposée par Bidault au Cabinet français, je lus le résumé des points de vue des militaires exprimés la veille au cours de la réunion du Conseil de Défense :

1° Les Etats-Unis ne doivent pas soutenir la proposition de Bidault.

2° Les raisons de cette position :

a) Le simple fait de proposer un cessez-le-feu à la Conférence de Genève porterait un coup sévère à la

volonté des forces françaises de continuer la lutte, et ferait passer les indécis dans le camp du Vietminh.

b) Les communistes s'arrangeraient pour échapper aux contrôles de la commission de cessez-le-feu.

3° Dans un dernier effort pour sauver l'Indochine, les Etats-Unis devraient proposer à la France de faire intervenir leurs unités combattantes, après accord du Sénat, sous les cinq conditions suivantes :

a) La France accordera aux Etats Associés une totale liberté d'action.

b) Les Etats-Unis seront responsables de la formation et de l'entraînement des armées locales.

c) Les Etats-Unis établiront avec la France la stratégie à suivre.

d) Les armées françaises continueront de se battre et ne seront remplacées en aucun cas par des troupes américaines.

e) Intervention sous l'auspice des Nations-Unies ?

Cette proposition devra être faite simultanément aux autres membres du futur pacte régional (Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande, Thaïlande, Etats Associés, Philippines), de façon à s'assurer de leur participation.

4) J'ai ensuite résumé les diverses objections qui rendaient difficile l'envoi d'une telle proposition aux Français :

a) Aucun gouvernement français ne peut agir de façon durable.

b) Rien ne laisse prévoir que la France désire une « internationalisation » du conflit.

c) Cette proposition serait avancée sans que l'on soit certain que les pays du Sud-Est Asiatique acceptent de se regrouper dans un pacte régional, condition préalable émise par le Congrès (bien que ce point puisse être ajouté à la proposition comme une condition supplémentaire).

d) Aux yeux du monde, les Etats-Unis « apporteraient leur caution au colonialisme français ».

e) Les Etats-Unis ne doivent pas agir *seuls* chaque fois qu'un pays connaît une situation agitée.

Dulles demanda au Président de donner son avis sur ces questions, car il devait avoir un entretien l'après-midi même avec l'ambassadeur Bonnet. Il ajouta qu'il parlerait de tous ces problèmes avec Bonnet et qu'il lui exposerait à mots couverts la position des Etats-Unis sans pour autant se baser sur des documents confidentiels.

Le Président répondit qu'il incitait depuis longtemps les Français à « internationaliser » les choses, mais qu'ils n'avaient rien voulu entendre. Si l'on estimait indispensable de leur exposer les conditions préalables à tout appel à l'autorité du Congrès, il fallait parallèlement leur expliquer qu'à ces conditions préalables venait s'ajouter le refus des Etats-Unis d'intervenir seuls : les peuples de cette région du monde devaient inviter les Etats-Unis à intervenir, et une action régionale et collective devait être entreprise.

En ce qui concerne le cessez-le-feu cependant, il n'y eut pas à proprement parler de prise de position de la part des Etats-Unis.

IX. — INSTRUCTIONS D'EISENHOWER AU REPRESENTANT AMERICAIN AUX CONVERSATIONS DE GENEVE

Câblogramme du secrétaire d'Etat Dulles au sous-secrétaire d'Etat Walter Bedell Smith, le 12 mai 1954.

En tant que chef de la délégation des Etats-Unis à la Conférence de Genève sur l'Indochine, vous devrez vous baser sur les instructions suivantes, qui ont été approuvées par le Président et qui confirment celles qui vous ont été confiées oralement :

1° La présence d'un représentant des Etats-Unis à

la Conférence de Genève sur l'Indochine repose sur l'accord de Berlin du 18 février 1954. Cet accord, signé par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'U.R.S.S. stipulait que ces quatre puissances ainsi que les autres pays intéressés se réuniraient en conférence le 26 avril, à Genève, « dans le but d'arriver à un règlement pacifique du problème coréen ». En outre, ils s'étaient également mis d'accord pour que le « problème du rétablissement de la paix en Indochine » soit également abordé à Genève par les quatre puissances signataires de l'Accord de Berlin ainsi que par la Chine communiste et les autres pays intéressés.

2° Avec les délégués de la Chine communiste ou avec ceux de tout autre régime qui ne serait pas reconnu par les Etats-Unis sur le plan diplomatique, vous ne devrez avoir sous aucun prétexte de contacts impliquant une reconnaissance politique ou leur concédant un statut autre que celui de régime avec lequel il est nécessaire de traiter « de facto » pour mettre fin à l'agression (ou aux risques d'agression), et pour rétablir la paix.

3° La position des Etats-Unis dans la phase indochinoise de la Conférence de Genève est celle d'une nation intéressée mais non celle d'un belligérant ou d'un facteur essentiel de la négociation.

4° Les Etats-Unis participent à la phase indochinoise de la conférence pour aider à rechercher et à aboutir à des accords qui permettront aux différentes nations de cette partie du monde de jouir en paix de leur intégrité territoriale et de leur indépendance politique, sous la direction de gouvernements libres et stables qui leur permettront de développer leur économie, de mettre en pratique leurs légitimes aspirations nationales et d'accroître leur sécurité grâce à une défense individuelle et collective contre l'agression, que celle-ci vienne de l'intérieur ou de l'extérieur. Ceci implique

que ces nations ne viennent pas s'amalgamer au bloc communiste caractérisé par sa dictature impérialiste.

5° Les Etats-Unis ne sont pas disposés à cautionner un cessez-le-feu, un armistice ou tout autre règlement qui aurait pour effet soit d'encourager la subversion contre les gouvernements légitimes des trois pays susmentionnés, soit de compromettre la sécurité des forces de l'Union française en Indochine, soit de contrevenir aux principes énumérés au paragraphe 4 ci-dessus.

6° Dans la mesure où cela sera compatible avec vos instructions, vous devrez collaborer avec la délégation française et les délégations des autres nations amies pendant cette phase de la conférence.

7° Si, à votre avis, leur participation à la phase indochinoise de la conférence risque d'amener les Etats-Unis à donner leur aval à une solution qui serait contradictoire avec les principes politiques rappelés ci-dessus, vous devrez immédiatement en informer votre gouvernement en lui demandant, soit de se retirer totalement, soit de se limiter à un rôle d'observateur. Si vous jugez que les circonstances exigent de prendre l'une ou l'autre de ces initiatives et si vous n'avez pas le temps de consulter Washington, vous avez le pouvoir d'agir en fonction de l'évolution de la situation.

8° Vous êtes autorisé à faire part de ces instructions aux autres délégations amies réunies à Genève.

X. — LES CHEFS D'ETAT-MAJOR DES TROIS ARMES ETUDIENT LA POSSIBILITE D'UNE INTERVENTION AMERICAINE

Extraits du mémorandum préparé par l'amiral Arthur W. Radford, chef de l'état-major interarmes, à l'intention du secrétaire à la Défense Charles Wilson, sur « l'examen d'une éventuelle action américaine en Indochine ». 26 mai 1954.

. . . . . .

2° a) Les chefs d'état-major insistent sur le fait que, du point de vue des Etats-Unis et par rapport à l'ensemble de l'Extrême-Orient, l'Indochine est une région dépourvue d'objectifs militaires importants, et que l'envoi en Indochine de forces autres que symboliques ne pourrait que peser sérieusement sur des réserves américaines déjà très limitées par ailleurs. Le ravitaillement des forces du Vietminh provenant essentiellement de régions situées hors d'Indochine, la destruction ou la neutralisation de ces régions en Chine même réduirait considérablement les problèmes militaires auxquels la France se trouve confrontée en Indochine.

b) En liaison avec ce qui précède, il faut prévoir que si la Chine communiste intervient en Indochine, les Français demanderont aussitôt aux Etats-Unis de leur venir en aide en faisant intervenir leurs troupes terrestres, leur aviation et leur marine. Les chefs d'état-major des trois armes ont pensé que, d'une part, l'envoi en Indochine de forces navales en sus de la « Task Force » déjà sur place et de la fourniture de forces d'appoint en fonction des développements ultérieurs de la situation, d'autre part l'envoi en Indochine de plusieurs escadrilles aériennes, n'amèneraient qu'à une mauvaise répartition de la puissance militaire américaine et ne pourrait que gêner la promptitude d'une riposte à une éventuelle attaque de la Chine communiste contre une quelconque nation d'Extrême-Orient.

De plus, il est indispensable de se rappeler que les Alliés disposent d'un potentiel militaire considérable dans la zone Corée-Japon-Okinawa.

c) A la lumière de ce qui précède, il est clair que si les Etats-Unis refusaient d'envoyer en Indochine les forces demandées par la France, un profond désaccord pourrait séparer les deux nations, à moins que ces forces ne soient utilisées autre part. Il faut remarquer

à ce propos que les chefs d'état-major des trois armes ont élaboré un certain nombre de plans, déjà approuvés ou en cours d'examen, prévoyant l'utilisation de ces forces dans des opérations militaires hors d'Indochine. Il faut cependant préciser une nouvelle fois que ce rapport ne concerne que le problème d'une éventuelle intervention américaine en Indochine, et là seulement.

AU CAS OU LA CHINE COMMUNISTE INTERVIENDRAIT

3° *Stratégie et plan d'action*

En détruisant le gros des forces communistes et leur appareil logistique engagé en Indochine, en réduisant le potentiel de la Chine communiste de façon à éviter une nouvelle agression, créer les conditions permettant aux forces armées des Etats Associés de prendre en charge la défense de l'Indochine. A la lumière de cette stratégie globale, les possibilités d'action seraient les suivantes :

a) Si nécessaire, emploi d'armes atomiques ; offensives aériennes contre certains objectifs militaires en Indochine et en Chine, contre Hainan et les îles qui servent aux communistes de bases d'opérations ou qui menacent directement la sécurité des Etats-Unis et des forces alliées dans la région.

b) Simultanément, les armées de l'Union française auxquelles s'adjoindraient des forces navales et aériennes américaines exploiteraient par des actions terrestres, navales et aériennes coordonnées les succès résultant des offensives aériennes susmentionnées de façon à détruire complètement les forces ennemies en Indochine.

c) Mener des actions terrestres, navales et aériennes coordonnées de façon à détruire complètement les forces ennemies en Indochine.

d) En fonction des circonstances du moment, qui

peuvent varier selon le résultat des opérations prévues aux sous-paragraphes a et b ci-dessus, et dans le but de réduire les capacités d'agression de la Chine communiste, les Etats-Unis devront être prêts à engager les actions suivantes :

1) Destruction des objectifs militaires secondaires en Chine communiste. Une telle action nécessitera non seulement l'emploi d'armes conventionnelles mais également celui, très sélectif, d'armes atomiques tactiques.

2) Blocus des côtes chinoises. Ce blocus devrait pouvoir être mis progressivement en place dès le début des opérations.

3) Prise ou neutralisation de l'île d'Hainan.

4) Opérations contre la Chine continentale par les armées de la Chine Nationaliste.

AU CAS OU LA CHINE COMMUNISTE N'INTERVIENDRAIT PAS

.....

9° *Stratégie et plan d'action*

En détruisant le gros des forces communistes en Indochine, créer les conditions permettant aux forces armées des Etats Associés de prendre en charge la défense de l'Indochine. A la lumière de cette stratégie globale, les possibilités d'action seraient les suivantes :

a) Aider les forces alliées en Indochine en menant des opérations aériennes. Dans l'hypothèse où un tel recours pourrait présenter des avantages du point de vue militaire, emploi d'armes atomiques tactiques.

b) Simultanément, offensives terrestres, navales et aériennes coordonnées entre les forces de l'Union française, les forces envoyées par les Philippines et la Thaïlande, et la marine et l'aviation américaines, de façon à détruire complètement les forces ennemies en Indochine.

XI. — CABLE DE DULLES A PROPOS DES ELECTIONS AU VIETNAM ENVISAGEES A LA CONFERENCE DE GENEVE

Câblogramme du secrétaire d'Etat Dulles à l'ambassade des Etats-Unis à Paris. Des copies devaient être adressées aux ambassades des Etats-Unis à Londres et à Saïgon ainsi qu'au Consulat Général des Etats-Unis à Genève, pour le sous-secrétaire d'Etat Bedell Smith. 7 juillet 1954.

Nous ne voyons pas de contradiction réelle entre les paragraphes 4 et 5 des accords Etats-Unis-Royaume-Uni. Il est évident d'autre part que l'identité de vues qui semble réalisée sur l'ensemble des sept points ne peut pas nous assurer que l'Indochine ne passera pas un jour aux mains des communistes. Les sept points constituent cependant la meilleure garantie possible que cette éventualité ne se produira pas et c'est la raison pour laquelle ils devront être appliqués à l'esprit et à la lettre ; c'est ainsi que, puisque il est à peu près certain que des élections entraîneraient la réunification du Vietnam sous l'autorité de Ho Chi Minh, il est d'autant plus important qu'elles aient lieu le plus tard possible après un accord de cessez-le-feu, et dans des conditions écartant toute intimidation afin de donner leur meilleure chance aux éléments démocratiques. Il est à notre avis important qu'aucune date précise ne soit fixée dès maintenant, et surtout que les Français n'acceptent pas de conditions qui auraient pour effet d'empêcher un contrôle international réel sur l'application de l'accord assurant à l'Indochine des garanties politiques et militaires. Vous pouvez informer les Français des points abordés ci-dessus.

XII. — LA POSITION DE LA CHINE COMMUNISTE SUR LA NEUTRALISATION DE L'INDOCHINE

Câblogramme du sous-secrétaire d'Etat Bedell Smith, à Genève, au secrétaire d'Etat Dulles, 18 juillet 1954.

La déclaration suivante qui nous a été communiquée à l'avance par Topping, de l'*Associated Press*, reflète apparemment la position officielle de la Chine communiste. Elle a vraisemblablement été remise à Topping pour qu'il nous en informe aussitôt.

Je cite : « Selon une source communiste chinoise bien informée, le bloc communiste exige que les Etats-Unis garantissent le plan de paix prévoyant la partition de l'Indochine et donnent leur accord à la neutralisation de l'ensemble du pays. Selon cette source, qui reflète le point de vue du Premier ministre de Chine communiste Chou-En-Lai, les communistes espèrent arriver avant mardi à un accord de cessez-le-feu si les puissances occidentales acceptent « l'évacuation de toutes les bases militaires en Indochine et le maintien des trois états membres à l'écart de tout bloc militaire ». Selon cette source, les communistes pressent les Etats-Unis de donner leur accord au projet d'armistice, déjà approuvé dans le principe par la France et la Grande-Bretagne, projet qui prévoit le partage du Vietnam entre le leader communiste Ho Chi Minh et le régime pro-occidental de Bao Daï.

« Nous pensons qu'en tant que membres de la conférence, les Etats-Unis devraient se sentir obligés de souscrire à cet accord et de lui apporter leur garantie. Du point de vue moral, il n'y a pas de raison que les Etats-Unis se soustraient à cette obligation ».

Mais la source n'écarte pas (je répète : n'écarte pas) la possibilité d'un cessez-le-feu en Indochine même au cas où les Etats-Unis se refuseraient à donner leur accord au projet d'armistice. L'administration

Eisenhower a conseillé à la France et à la Grande-Bretagne de maintenir leur proposition de règlement en Indochine sur la base d'un partage du Vietnam. Ceci dit, Washington a clairement fait comprendre qu'il n'était pas prêt (je répète : pas prêt) à cautionner formellement un plan qui aurait pour résultat de soumettre des millions de Vietnamiens à la dictature communiste. Selon cette source communiste, le « point crucial » des négociations de paix de Genève tourne essentiellement autour du problème de l'acceptation ou de la non-acceptation par les puissances occidentales de la neutralisation de l'Indochine. « Le refus d'une telle garantie compromettrait sérieusement un quelconque règlement. Sur les autres points abordés au cours de la négociation nous avons abouti à un accord, ou peut s'en faut. Nous sommes confiants et croyons qu'il est possible d'arriver avant à un règlement avant le 20 juillet ».

Le Premier ministre français Pierre Mendès France a promis de démissionner avec l'ensemble de son cabinet s'il échouait dans ses efforts pour mettre un terme à huit ans de guerre meurtrière d'ici mardi prochain. La chute du gouvernement français conduirait vraisemblablement la Conférence de Genève à l'échec. Selon la source communiste, les tentatives américaines de mise sur pied de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) mettent en péril toute possibilité d'accord sur l'Indochine.

« Le succès ou l'échec de la Conférence de Genève peut dépendre de l'attitude adoptée par la délégation américaine à cet égard. »

Fin de la citation.

La dépêche ci-dessus me semble très importante, surtout compte tenu du fait qu'Eden s'est montré pessimiste au cours de notre entretien de la nuit dernière, en ajoutant que, pour la première fois, ce

pessimisme était partagé par Krishna Menon. Ce dernier commence à croire, et c'est également mon sentiment, que Molotov espère obliger Mendès France à démissionner. Eden m'a fait remarquer que de tous les membres de la délégation communiste, Molotov était celui qui se montrait le plus dur et le plus intransigeant. Vous noterez l'intention évidente de faire retomber sur les Etats-Unis la responsabilité de l'échec éventuel de la Conférence de Genève et la chute éventuelle du gouvernement français. Molotov insiste pour qu'une réunion ait lieu cet après-midi alors que de leur côté les Français et les Anglais s'opposent à une réunion dont ils ne savent pas ce qu'elle donnera. Si la réunion a lieu et si elle a pour résultat de demander aux Etats-Unis de s'associer à un accord, je répondrai simplement qu'au cas où les parties en cause se mettraient d'accord sur un règlement raisonnable que les Etats-Unis pourraient « respecter », ceux-ci feraient probablement une déclaration unilatérale exposant leur position. Si la question de la participation du Laos, du Vietnam et du Cambodge au pacte de sécurité est soulevée, je répondrai qu'elle dépend en fait de l'issue de la conférence.

Eden a dit à Molotov qu'un pacte de sécurité était inévitable, qu'il avait jadis soutenu une telle initiative et qu'il ne changerait pas de position (je répète : qu'il ne changerait pas de position) à cet égard. Il a malheureusement commis l'erreur d'ajouter qu'il n'avait jamais été question que le Laos et le Cambodge s'associent au pacte en question. La fin de la partie sera très délicate, et je ne vois pas très bien (je répète : je ne vois pas très bien) comment évolueront les diverses parties en présence.

Quoi qu'il en soit, et comme je vous l'avais déjà dit avant mon départ, je suis de plus en plus persuadé que Molotov gagnera plus en provoquant la chute du gouvernement Mendès qu'en arrivant à un règlement.

XIII. — PRECISIONS SUR LA SOURCE CHINOISE

Câblogramme du sous-secrétaire d'Etat Bedell Smith, au secrétaire d'Etat Dulles. 19 juillet 1954.

Topping nous a fourni quelques précisions confidentielles concernant sa source d'informations : il s'agit d'un certain Huang Hua, qu'il connaît depuis plusieurs années. L'entrevue a eu lieu à l'initiative de Huang et s'est déroulée dans le plus grand sérieux, sans longues tirades de propagande. Topping dit qu'il a rendu compte très complètement de la déclaration de Huang, mais qu'il a de surcroît observé « de visu » un certain nombre de choses ; quand Huang lui a parlé de l'implantation possible de bases américaines en Indochine ou d'un pacte anticommuniste en Asie du Sud-Est, il est devenu très pâle, ses mains se sont mises à trembler ; il a même dû avoir recours à l'interprète car il en avait oublié son anglais, pourtant excellent. Huang a également affirmé avec le plus grand sérieux et apparemment avec la plus grande sincérité qu'il était persuadé que j'étais retourné à Genève pour rendre tout règlement impossible. Topping croit que les communistes chinois sont convaincus que les Américains ont profité des conversations de Paris pour convaincre les Français de se montrer plus exigeants.

XIV. — « DECLARATION FINALE » DE LA CONFERENCE DE GENEVE

DECLARATION DES ETATS-UNIS SUR LE RENONCEMENT A L'USAGE DE LA FORCE

Les textes suivants comprennent la « déclaration finale » signée par le Vietminh et la France à l'issue de la Conférence de Genève de juillet 1954 et la déclaration américaine lue à la session de clôture par le

sous-secrétaire d'Etat Bedell Smith. L'accord sur la « déclaration finale » également signé par la France et le Vietminh, constitue les Accords de Genève sur le Vietnam.

La « déclaration finale ».

Déclaration finale, le 21 juillet 1954, de la Conférence de Genève sur le problème du retour à la paix en Indochine, conférence à laquelle ont pris part les représentants du Cambodge, de la République Démocratique du Vietnam, de la France, du Laos, de la République Populaire de Chine, de l'Etat du Vietnam, de l'U.R.S.S., du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique.

(voir journaux)

La déclaration américaine.

Comme je l'ai déclaré le 18 juillet, mon gouvernement n'est pas disposé à s'associer à la déclaration de la conférence telle qu'elle est. Cependant, les Etats-Unis font la déclaration unilatérale suivante concernant leur position sur un certain nombre de points :

Déclaration : Le gouvernement des Etats-Unis étant résolu à consacrer ses efforts au renforcement de la paix conformément aux principes et aux buts des Nations-Unies,

« Prend acte des accords conclus à Genève les 20 et 21 juillet 1954 entre :

a) Le commandement franco-laotien et le commandement de l'armée populaire du Vietnam,

b) entre le commandement de l'armée royale khmère et le commandement de l'armée populaire du Vietnam,

c) entre le commandement franco-vietnamien et le commandement de l'armée populaire du Vietnam.

Déclare à propos des accords et des paragraphes susmentionnés que :

A. Il s'abstiendra de la menace ou l'emploi de la force pour modifier ses accords, conformément à l'article 2 de la Charte des Nations-Unies qui traite de l'obligation qu'ont ses membres de s'abstenir dans leurs relations internationales de la menace et de l'usage de la force et,

B. Qu'il considérera toute reprise de l'agression en violation des accords susmentionnés avec la plus grande gravité et comme de nature à menacer sérieusement la paix et la sécurité internationale.

En ce qui concerne le passage de la déclaration de la conférence relative aux élections libres au Vietnam, mon gouvernement désire préciser sa position, qu'il a déjà fait connaître dans une déclaration faite à Washington le 29 juin 1954, qui est la suivante :

« Dans le cas de nations actuellement divisées contre leur volonté, nous continuerons à essayer de réaliser leur unité au moyen d'élections libres, contrôlées par les Nations-Unies, afin d'en assurer le fonctionnement honnête. »

En ce qui concerne la déclaration faite par le représentant de l'Etat du Vietnam, les Etats-Unis réaffirment leur position traditionnelle, suivant laquelle les peuples ont le droit de fixer eux-mêmes leur propre avenir, et qu'ils ne s'associeront pas à un arrangement qui serait contraire à cette règle. Rien dans la déclaration actuelle n'est destiné à indiquer ou n'indique un éloignement quelconque de la position traditionnelle des Etats-Unis.

Nous partageons l'espoir que les accords permettront au Cambodge, au Laos et au Vietnam de jouer leur rôle en pleine indépendance et souveraineté dans la communauté pacifique des nations, et qu'ils permettront aux peuples de ce secteur de déterminer leur propre avenir.

XV. — RAPPORT DU GROUPE LANSDALE SUR LA MISSION SECRETE EFFECTUEE EN 1954 ET 1955

Extraits du rapport de la Mission Militaire « Saïgon », dirigée par Edward G. Lansdale, rapport couvrant ses activités pendant la période 54-55.

I AVANT-PROPOS

Ceci est le compte rendu résumé d'une année d'opérations de « guerre froide » menées par un groupe de combat, compte rendu rédigé sur le terrain par les membres du groupe connu sous le nom de « Mission Militaire Saïgon ». Son terrain d'action : le Vietnam. D'autres groupes sont présents sur le terrain, qu'ils soient Américains, Français, Britanniques, Chinois, Vietnamiens, Vietminh ou autres. Tous ont une histoire à raconter : voici la nôtre.

La Mission Militaire « Saïgon » est arrivée au Vietnam le 1er juin 1954 en la personne de son chef, mais ce n'est qu'en août 54 que le groupe fut réellement constitué. Ceci est donc essentiellement un compte rendu des activités du groupe pendant sa première année d'existence, d'août 54 à août 55.

Cette année se caractérisa par une situation trouble et confuse : les Accords de Genève, signés le 21 juillet 1954, imposaient des restrictions à tous les officiels américains, y compris aux membres de la Mission Militaire « Saïgon ». Un ennemi intelligent et actif utilisait largement les droits qu'on lui avait consentis pour établir discrètement ses bases arrière au Sud du 17e parallèle et pour s'installer au Nord. L'économie et les voies de communication du pays étaient paralysées par huit ans de guerre, le gouvernement (y compris l'armée et les autres forces de sécurité) avait du mal à passer du colonialisme à l'indépendance, et les incidents sanglants ne se comptaient plus. Les problèmes

intérieurs s'aggravèrent rapidement au point que, pendant une longue période, la seule solution envisagée fut un conflit armé. Dans une telle atmosphère de suspicion, de haine et de jalousie, on en venait même la plupart du temps à oublier l'ennemi. C'est dans ces conditions que la Mission Militaire « Saïgon » reçut quelques coups de la part des alliés et de l'ennemi alors qu'elle essayait d'aider à consolider la stabilité du gouvernement et à prendre de vitesse les communistes, ce qui n'empêcha nullement les communistes d'être pris de vitesse et le gouvernement d'acquérir une certaine stabilité. Les Vietnamiens libres sont désormais unis et apprennent à lutter contre l'ennemi communiste. Nous sommes heureux d'avoir eu l'occasion de les aider dans cette tâche et d'avoir fait œuvre utile en cette année critique.

II LA MISSION

La Mission Militaire « Saïgon » (MMS) a vu le jour au cours d'une réunion tenue à Washington dans les premiers jours de 1954 alors que les Français tenaient toujours Dien Bien Phu et tentaient de briser l'encerclement vietminh. La MMS devait arriver incognito au Vietnam et aider les Vietnamiens à mener une guerre non conventionnelle, tout en restant en liaison avec nos alliés français. L'objectif assigné à la mission était d'entreprendre des actions de guerre psychologique contre l'ennemi, mais après les Accords de Genève, cet objectif fut modifié et la Mission Militaire fut chargée de mener des opérations paramilitaires dans les zones tenues par les communistes.

III LES HAUTS FAITS DE L'ANNEE

a) *Les premiers mois.*

La Mission Militaire « Saïgon » commença ses acti-

vités le 1er juin 1954. La situation était assez sombre au Vietnam à cette époque : Dien Bien Phu venait de tomber et les Français capitulaient devant le Vietminh à Genève. Dans la nuit du 1er Juin 1954, des saboteurs vietminh firent sauter des dépôts de munitions sur l'aérodrome, et le bruit des explosions tint Saïgon éveillé toute la nuit. Le général O'Daniel et McClintock, chargé d'affaires à l'ambassade, décidèrent qu'il était largement temps de passer à l'action. O'Daniel nous exposa rapidement les derniers développements de la situation, et McClintock nous mit en rapport avec divers hommes politiques vietnamiens. Un cours de guerre psychologique fut bientôt mis sur pied, que suivit le personnel spécialisé de l'armée vietnamienne ainsi que celui du ministère de l'Intérieur. Une fois ce cours bien assimilé, une première tentative eut lieu à Hanoï, mais il était déjà presque trop tard : il s'agissait de faire courir le bruit qu'un régiment de troupes régulières de Chine communiste avait usé de représailles contre un village vietminh dont les femmes avaient été violées par les Chinois, de façon à rappeler aux Vietnamiens la conduite des troupes de Chine Nationaliste en 1945 et à confirmer la crainte des Vietnamiens devant une éventuelle occupation chinoise après la prise du pouvoir par le Vietminh. Ces rumeurs devaient être répandues par des soldats de la section « guerre psychologique » de l'armée vietnamienne, habillés en civils pour la circonstance. Les troupes reçurent leurs instructions, passèrent leurs vêtements civils, partirent en mission et ne revinrent pas : elles avaient déserté et étaient passées au Vietminh.

Quelques semaines après, une histoire rocambolesque d'exactions commises par des divisions chinoises en territoire vietminh courut dans la population tonkinoise. Après enquête, on s'aperçut que cette histoire, revue et embellie par les Vietnamiens, était bel et bien le résultat de l'action psychologique prévue.

Le chaos politique était total. Le prince Buu Loc ne dirigeait pas le gouvernement, les différents ministères étaient sur le point de fermer leurs portes et les politiciens les plus excités proposaient de faire la révolution et d'attaquer les troupes françaises. Le colonel Jean Carbonnel, de l'Armée française, proposa l'instauration d'un régime dirigé par des Vietnamiens dont il savait pertinemment qu'ils étaient proches des Chinois, et il nous demanda de le soutenir. Nous répondîmes qu'il s'agissait là d'une grave décision politique qui devait faire l'objet d'une discussion approfondie entre le commandant en chef des Forces Armées françaises et les autorités américaines.

Ngo Dinh Diem arriva le 7 juillet et apprit aussitôt avec désespoir que les troupes françaises se retiraient des provinces catholiques de Phat Diem et de Nhan Dinh, dans le Tonkin. Après leur abandon par les Français, les milices catholiques se retirèrent la rage au cœur sur Hanoï et Haïphong. Les deux officiers de la Mission Militaire réussirent à empêcher des miliciennes d'attaquer à la grenade les sentinelles françaises de garde devant un entrepôt. Les miliciennes nous déclarèrent qu'elles n'avaient pas mangé depuis trois jours, et nous prîmes contact avec des commerçants chinois à Haïphong pour que ceux-ci leur donnent de quoi se nourrir. D'autres attaques prévues par la milice furent ainsi annulées, en particulier une embuscade contre une unité d'artillerie française en retraite : la milice voulait s'emparer des canons pour les retourner contre le Vietminh. Les Tonkinois plaçaient leurs espoirs dans les Américains et écoutaient volontiers les conseils que ceux-ci leur donnaient. Le gouverneur (illisible) mourut, probablement empoisonné, et le gouvernement démissionna alors que la situation ne faisait qu'empirer. Le 21 juillet, jour de la signature des accords de Genève, le Tonkin fut livré aux communistes et les anticommunistes demandèrent à la Mission Mili-

taire de les aider à mettre sur pied un mouvement de résistance.

Avec la désintégration de son pays, entérinée par une conférence tenue par des étrangers, Diem voyait ses projets s'écrouler brutalement.

Avec l'accord de l'ambassadeur Heath et du général O'Daniel, notre chef (le colonel Lansdale) prépara alors un plan global de gouvernement et le proposa à Diem. Ce plan prévoyait une reconstruction rapide menée par une équipe gouvernementale dynamique. Le plan ne fut pas retenu mais il contribua cependant à établir les bases d'une amitié durable...

b) *Août 1954.*

Selon les termes des Accords de Genève, le personnel de la Mission Militaire américaine ne devait en aucun cas dépasser en nombre celui présent au Vietnam à la date du cessez-le-feu, cette date étant fixée au 11 août pour le Sud-Vietnam. Il fallait donc agir très rapidement sous peine de voir la Mission Militaire « Saïgon » réduite à deux membres. Sur intervention du général O'Daniel, dix officiers basés en Corée, au Japon et à Okinawa furent sélectionnés pour se rendre en mission au Vietnam.

Dès leur arrivée, on les interrogea pour s'assurer de leurs capacités et il s'avéra qu'aucun d'entre eux n'avait d'expérience en matière de guerre psychologique. Un plan d'action fut très vite mis sur pied, car au Nord le Vietminh ne perdait pas de temps et commençait à prendre discrètement le contrôle de Hanoï et des autres régions du Tonkin encore tenues par les forces françaises.

Le major Conein fut chargé de créer une organisation paramilitaire au Nord, organisation qui devait entrer en action dès la prise du pouvoir par le Vietminh. Son équipe alla aussitôt s'installer dans le Nord, sous

couvert de la section du M.A.A.G. chargé du problème des réfugiés. L'équipe établit son Quartier Général à Hanoï et installa une antenne à Haïphong. Entre autres missions, elle était chargée de superviser le pont aérien organisé par les Français à Hanoï. Un jour, alors qu'un gros avion de transport finissait d'embarquer son chargement, deux membres de l'équipe virent un petit garçon assis juste à côté de l'ouverture de la soute : ils crièrent au pilote d'attendre quelques secondes, allèrent chercher le petit garçon et l'embarquèrent dans l'avion qui décolla presque aussitôt. Un couple de Vietnamiens se rua alors sur les deux membres de la Mission et leur demanda ce qu'ils avaient fait de leur enfant. Les deux soldats expliquèrent d'un air gêné ce qui venait de se passer, réussirent à convaincre les parents d'aller rejoindre leur fils au Vietnam libre, et les mirent sans plus attendre dans un avion en partance pour Saïgon.

Une seconde équipe paramilitaire fut chargée d'étudier la possibilité d'organiser la résistance contre le Vietminh à partir de bases situées dans le Sud du pays.

c) *Septembre 1954.*

Des personnalités américaines haut placées en visite à Saïgon nous ont précisé, au cours de conversations privées, que selon certaines estimations, le Vietnam passerait tôt ou tard sous contrôle communiste. Nous avons admis que les perspectives n'étaient pas encourageantes mais avons néanmoins affirmé avec force que la partie pouvait encore être gagnée.

Le 8 septembre, des officiers de la Mission rendant visite au secrétaire d'Etat à la Défense, Chan, tombèrent dans un ministère où l'atmosphère était extrêmement tendue. Chan venait de faire arrêter le lieutenant-colonel Lan et le capitaine Giai, et des gardes en

armes occupaient les bureaux. Tout en expliquant que la situation était on ne peut plus normale, on nous raconta ce qui venait de se passer. Lan fut accusé de terrorisme politique et Giai de propagande anti-Diem. L'arrestation de Lan et de Giai (qui refusaient d'aileurs de se considérer en état d'arrestation) ainsi que celle du lieutenant Minh, officier responsable de la station de radio de l'Armée, amena la découverte d'un complot visant à renverser le gouvernement, complot à la tête duquel se trouvait le chef d'état-major de l'Armée, le général Hinh. Comme celui-ci avait averti ses amis américains de cette tentative de complot, la Mission Militaire fut sérieusement impliquée dans la controverse qui s'ensuivit, dans la mesure où notre chef, le colonel Lansdale, était à la fois l'ami du Président Diem et du général Hinh (il avait connu ce dernier en 1952, dans les Philippines, et s'était lié d'amitié avec sa femme et sa maîtresse préférée). Tandis que de nombreux officiels américains (et parmi eux le général O'Daniel) essayaient de réconcilier le Président Diem et son armée, l'ambassadeur Heath nous demanda de faire tout ce qui était en notre pouvoir pour mettre un terme à la controverse. Cette tentative de médiation (infructueuse par ailleurs) rafraîchit quelque peu nos relations avec Diem mais tempéra également quelque peu les prises de position de l'armée en faveur des complots. Lorsqu'on vint le prévenir qu'une attaque de blindés contre le Palais présidentiel était imminente, la Mission Militaire expliqua clairement à Hinh qu'il ne pourrait sans doute plus compter sur l'aide américaine si cette attaque avait lieu. Le lendemain matin, à l'heure où l'attaque devait être déclenchée, nous nous rendîmes au Palais : tous les gardes étaient partis, le Président Diem était seul dans son bureau et travaillait tranquillement...

Après cette alerte, Diem essaya de trouver des troupes sur lesquelles il pourrait s'appuyer en cas de besoin.

On rassembla à Saïgon dans un local proche du Palais présidentiel un certain nombre de miliciens tonkinois et de réfugiés du Nord, mais ce n'était pas suffisant pour assurer la sécurité du Président. Diem se mit alors d'accord avec le général Trinh Minh The, chef de trois mille dissidents caodaïstes : en échange d'un soutien financier important, The était chargé de protéger le gouvernement et de l'aider à trouver un refuge sûr au cas où il aurait été obligé de fuir. Les troupes de The étaient farouchement nationalistes et continuaient de se battre à la fois contre les Français et contre le Vietminh. A la demande de l'ambassadeur Heath, les Etats-Unis fournirent secrètement au Président Diem les fonds qu'il destinait au général The.

L'équipe de la Mission Militaire envoyée au Nord avait réussi à mettre sur pied un groupe d'action paramilitaire comprenant essentiellement des Dai Viet du Nord (un groupement politique favorable à Bao Daï.) Ce groupe d'action constitué de Vietnamiens patriotes entraînés et aidés par les Américains, devait passer sous le contrôle du gouvernement dès que celui-ci serait prêt à entreprendre de telles activités. A la fin du mois, on apprit que la plus grosse imprimerie du Nord entendait bien rester à Hanoï et travailler pour le Vietminh. La Mission Militaire essaya alors de détruire les presses ultra-modernes mais les services de sécurité du Vietminh avaient prévu notre réaction et cette tentative se solda par un échec. L'équipe qui entreprit cette opération de sabotage s'était distinguée au début du mois dans une action de guerre psychologique qui s'était soldée par une réussite complète : des tracts exposant aux Tonkinois la tactique à suivre pour favoriser la prise du contrôle par les communistes de la région de Hanoï au début du mois d'octobre avaient été distribués. Le lendemain de la distribution, les demandes de droit d'asile au Sud triplèrent, le surlendemain, la monnaie vietminh avait perdu la moitié

de sa valeur et le Vietminh fut obligé de dénoncer la supercherie à la radio. Les tracts avaient une telle apparence d'authenticité que la plupart des sympathisants du Vietminh furent convaincus que les dénonciations de la radio émanaient des Français. Cette opération de guerre psychologique eut d'autres conséquences : le responsable de l'opération avait engagé dans son équipe un haut fonctionnaire de la police de Hanoï, de façon à faire libérer très rapidement tout membre de l'équipe qui pourrait être arrêté. Ce haut fonctionnaire décida au dernier moment de participer personnellement à la distribution des tracts. Des officiers de police s'en aperçurent, le poursuivirent dans les rues de Hanoï, tirèrent sur lui et réussirent en fin de compte à le capturer. Ce fut le seul membre de l'équipe à être pris et mis en prison pour distribution de propagande vietminh.

d) *Octobre 1954.*

Hanoï fut évacuée le 9 octobre. L'équipe de la Mission Militaire installée au Nord repartit avec les troupes françaises, impressionnée par l'efficacité, la discipline stricte du Vietminh. L'avance silencieuse de ses soldats, tous chaussés de sandales de tennis, contrastait étrangement avec le fracas et le laisser-aller de ces troupes françaises si bien équipées mais dont la tactique et l'équipement typiquement occidentaux n'avaient pu venir à bout de la campagne à la fois militaire, politique et économique des communistes.

L'équipe installée au Nord avait passé ses derniers jours à polluer les réservoirs d'essence de la compagnie d'autobus, à saboter les moteurs, à saboter les voies ferrées et à préparer des listes détaillées de cibles éventuelles pour de futures opérations paramilitaires (l'adhésion des Etats-Unis aux Accords de Genève ne permettait pas à la Mission Militaire de saboter, comme

elle l'aurait souhaité, les centrales électriques, les stations de pompage, le port et les ponts). Entre-temps, des navires polonais et russes étaient arrivés dans le Sud pour transporter au Tonkin les troupes vietminh du Sud, transport prévu par les Accords de Genève. Cette arrivée fut l'occasion d'une nouvelle opération de guerre psychologique. On distribua largement un tract portant la signature du « comité de résistance vietminh » assurant que les soldats vietminh seraient installés dans l'entrepont pour ne pas être intoxiqués par l'air impérialiste.

Parallèlement, on fit courir le bruit que les soldats et partisans vietminh allaient être envoyés en Chine pour construire des voies ferrées...

Le conflit entre Diem et Hinh devenait meurtrier. Nous apprîmes en fin de compte qu'Hinh était prêt à passer à l'action : il avait choisi le 26 octobre au matin pour attaquer le Palais présidentiel. Hinh comptait fermement sur les Forces Spéciales du lieutenant-colonel Lan et sur le colonel Giai qui dirigeait le Quartier Général secret que Hinh avait installé dans sa villa. Nous invitâmes les deux officiers à visiter les Philippines, en prétextant un voyage officiel. Les deux officiers passèrent le 26 octobre à Manille, et, bon gré mal gré, Hinh fut obligé de remettre son projet à plus tard.

e) *Novembre 1954.*

Le général Laughton Collins a pris son poste d'ambassadeur le 8 novembre. A l'occasion de sa première conférence de presse, Collins a laissé clairement entendre que les Etats-Unis soutenaient le Président Diem. Le nouvel ambassadeur a fait pression sur le général Hinh qui, le 29 novembre, est parti pour Paris, entraînant à sa suite les principaux conspirateurs.

f) *Décembre 1954.*

La situation politique reste toujours agitée au Vietnam, en particulier à cause de l'attitude des différents groupes anticommunistes qui n'ont pas de représentants au gouvernement. Des officiers de la Mission Militaire ont été contactés par les délégués de certains de ces groupes qui leur ont déclaré qu'« il ne resterait guère que le recours au suicide en 1956 (date du référendum prévu par les Accords de Genève de 1954) puisque le Vietminh renverserait à coup sûr un gouvernement aussi faible. Un certain nombre de fermiers et de miliciens réfugiés au Sud parlèrent même d'émigrer à Madagascar, et la Mission dut insister longuement pour qu'ils consentent à ne pas quitter leurs fermes. Certains groupes demandèrent à la Mission Militaire de les aider à constituer des Forces d'autodéfense de façon à engager au plus vite des actions de guérilla dans l'éventualité d'une victoire du Vietminh. Des personnalités loyalistes, en particulier le ministre de la Défense de l'époque et Trinh Minh The, demandèrent elles aussi l'aide de la Mission Militaire. Le principe d'une école de guérilla fut donc avancé et il fut décidé que cette école serait installée aux Philippines.

g) *Janvier 1955.*

Le Vietminh a depuis longtemps fait sien le précepte des communistes chinois selon lequel « l'Armée doit se mouvoir au sein du peuple comme un poisson dans l'eau ». De ce point de vue, les relations du Vietminh avec la masse de la population ont été exemplaires pendant le conflit, à quelques exceptions près. Le contraste est grand avec l'Armée Nationale Vietnamienne qui a tendance à croire, comme trop d'armées asiatiques, que la population doit les nourrir et leur

fournir des filles. Depuis sa création, la Mission Militaire s'est occupée de ce problème : puisque l'Armée Nationale est dans le pays la seule force gouvernementale dotée d'une structure solide, il est évident qu'elle seule peut aider le pays à retrouver rapidement sa stabilité sur une base nationale. Si l'armée et le peuple pouvaient collaborer étroitement, la première arme efficace contre le communisme verrait enfin le jour. Le Vietminh est conscient de ce fait. Nous venons d'apprendre que, plusieurs mois avant la signature des accords de Genève, il préparait déjà un plan d'action pour la période suivante : le travail de subversion devait viser essentiellement l'Armée Nationale ; cent cadres supérieurs furent chargés de cette mission qui débuta avant même la signature des accords. Nous ne le savions pas à l'époque, mais le Vietminh était bien le principal ennemi de la Mission Militaire dans la lutte pour la conquête de l'Armée Nationale.

Le Président Diem a continué de demander à la Mission Militaire de lui fournir un bataillon chargé de défendre le Palais présidentiel. D'accord avec le Président Magsaysay (Président des Philippines) nous avons fait appel au colonel Napoleon Valeriano, qui s'était couvert de gloire dans les combats contre les Huks (communistes philippins) et avait réorganisé le bataillon de sécurité chargé de la garde du Président. Valeriano est arrivé en janvier avec trois officiers subalternes et s'est mis en devoir de mettre sur pied le bataillon de sécurité chargé de la garde de Diem. Parallèlement, des officiers vietnamiens soigneusement sélectionnés furent envoyés à Manille, où ils étudièrent les méthodes de surveillance de la garde présidentielle, et au bout de quelques mois un bataillon d'élite put être constitué. Diem exprime sa profonde reconnaissance envers les Philippins qui, d'autre part, n'ont pas manqué une occasion de mettre en avant nos idées sur la loyauté et la liberté.

Sur un autre plan, nous avons publié des horoscopes destinés au public populaire des villes du Nord avec lesquelles nous étions toujours en liaison. Des astrologues vietnamiens de renom furent embauchés pour prédire les pires catastrophes au Vietminh et un excellent avenir au gouvernement Diem. Ces horoscopes furent envoyés à Haïphong par avion et répandus à travers tout le territoire tenu par le Vietminh.

24/VII

ข้ามจำหน่าย

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION KENNEDY : 1961-1963

Les documents suivants embrassent la période allant de l'élection du Président Kennedy à la chute du Président Ngo Dinh Diem, en 1963.

XVI. — 1960 : L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A SAIGON ANALYSE LES DANGERS MENAÇANT LE REGIME DE SAIGON

Câblogramme d'Elbridge Durbrow, ambassadeur des Etats-Unis à Saïgon, au secrétaire d'Etat Christian A. Herter, le 16 décembre 1960.

Le régime de Diem est menacé par deux dangers distincts mais connexes : celui qui serait la conséquence d'une série de manifestations ou d'une tentative de coup d'état est le plus évident : les communistes pourraient fort bien ne pas en être à l'origine, mais ils s'efforceraient aussitôt d'exploiter une telle tentative. Le danger le plus sérieux est cependant l'extension graduelle du contrôle vietcong sur les campagnes, extension qui, si elle devait se poursuivre et s'amplifier, signifierait la perte du Vietnam libre au profit des communistes. Ces deux dangers sont liés, car d'une part les succès remportés par les communistes dans les zones rurales les encouragent à intensifier leur activité à Saïgon, d'autre part la tentation des non-communistes de se lancer dans une série de mani-

festations ou dans une tentative de coup d'état est motivée par un désir très sincère d'éviter une mainmise des communistes sur l'ensemble du Vietnam.

Pour faire face à ces deux dangers, un certain nombre de mesures doivent être prises : en ce qui concerne Saïgon et le danger de coup d'état, il s'agit de mesures essentiellement politiques et psychologiques, quant au danger qui menace les campagnes, il exige qu'on prenne rapidement des mesures politiques, psychologiques et économiques. Ces deux séries de mesures devront néanmoins être appliquées simultanément.

Je me rends parfaitement compte que certaines des mesures que je propose sont radicales et paraîtraient (un mot illisible) dans des circonstances normales, mais il faut bien dire que la situation n'a rien de normal : le gouvernement de Diem est sérieusement menacé et c'est pourquoi il faut, à mon avis, passer à l'action radicalement et sans délai. Diem a certes fait preuve de clairvoyance dans un passé récent, il a pu surmonter d'autres crises sérieuses et son appréciation de la situation se révélera peut-être plus juste que la nôtre, mais je crois néanmoins que nous devrions insister avec force sur les mesures qu'il est à notre avis indispensable de prendre pour sauver son gouvernement.

1) Je propose que nous ayons avec Diem une discussion franche et amicale au cours de laquelle nous lui ferions part de nos inquiétudes quant à la situation actuelle et à ses propres positions politiques. Nous lui expliquerions que, loin de vouloir nous immiscer dans les affaires intérieures d'un pays ami, nous sommes uniquement poussés par le désir de lui venir en aide et voulons lui faire part de l'opinion d'un certain nombre de ses amis à Washington sur les mesures à prendre en fonction de la situation (je crois qu'il serait préférable de ne pas préciser que

nous suivons les instructions du Département d'Etat). Après cette introduction, nous pourrions proposer au Président d'entreprendre les actions suivantes :

2) Pour enlever l'initiative aussi bien à la propagande communiste qu'à l'opposition non communiste, pour convaincre la population que le gouvernement prend des mesures efficaces pour garder le contrôle de la situation, un choc psychologique est nécessaire. A cet effet, je formulerai les propositions suivantes :

A — Comme le Vice-Président Tho connaît parfaitement le Sud du pays, (zone où l'activité des guérillas communistes s'intensifie considérablement) je proposerai qu'il quitte le ministère de l'Economie Nationale pour celui de l'Intérieur (Diem le lui a déjà proposé, mais le Vice-Président semble peu disposé à accepter).

B — Il est très important de convaincre les forces armées que le favoritisme et les considérations politiques n'entrent pas en ligne de compte pour les promotions et les affectations. Pour faire face à la menace vietcong, il est également indispensable, d'une part que les soldats exécutent les ordres, d'autre part que leurs revendications soient écoutées et satisfaites. Pour cela, je proposerai la création d'un ministère de la Défense Nationale (Thuan m'a appris que Diem songeait à lui pour le poste de ministre).

C — Le bruit court que M. et Mme Nhu provoquent une dissension croissante dans le pays et mettent sérieusement en danger la position du gouvernement Diem. Que ces rumeurs soient fondées ou non, le fait politique important est que de plus en plus de gens les croient fondées. Il est donc clair que, dans l'intérêt même du gouvernement Diem, une action doit être entreprise : dans d'autres pays ayant connu une situation analogue, des personnalités importantes et utiles ont dû être sacrifiées pour

raison d'état. Je proposerai donc que le Président nomme Nhu à un poste d'ambassadeur à l'étranger.

D — De la même façon, Tran Kim Tuyen, bras droit de Nhu et chef du Service Secret, devrait être envoyé dans une ambassade étrangère : dans l'esprit du public, il est le symbole de la répression et du contrôle permanent exercé par la police secrète.

E — Un ou deux ministres devraient être choisis parmi les opposants de façon à montrer que Diem désire avant tout créer un gouvernement d'Union Nationale pour lutter efficacement contre le Vietcong.

. . . . . .

4) Il serait souhaitable de donner à l'Assemblée Nationale la possibilité de légiférer, de discuter sur les textes et de l'autoriser à créer des commissions d'enquête pouvant mettre en question la marche des ministères et l'efficacité des différents ministres, à l'exception cependant du Président Diem lui-même. Cette mesure aurait pour but :

1 — De mettre fin aux rumeurs incessantes qui courent sur les membres du gouvernement.

2 — De permettre un recours contre les actes arbitraires de certaines personnalités du gouvernement.

3 — De calmer un peu l'opposition intellectuelle.

5) Il serait souhaitable d'exiger de tous les membres du gouvernement qu'ils déclarent publiquement le montant de leurs revenus et qu'ils autorisent l'Assemblée Nationale à enquêter sur ces déclarations, de façon à couper court aux rumeurs de corruption.

. . . . . .

8) Pour que les paysans soutiennent mieux et davantage le gouvernement, il serait souhaitable que les mesures suivantes soient adoptées :

A — Hausse des prix à l'achat du paddy qui commencera à arriver sur le marché en décembre, soit sous la forme de subventions directes, soit en augmentant les achats de l'état.

B — Généralisation du paiement des corvées.

C — Augmentation du prêt payé aux membres des organisations de jeunesse ;

Si Diem demande comment ces mesures pourront être appliquées dans l'état actuel de ses finances, je lui suggérerai d'augmenter soit les impôts, soit le déficit financier en ajoutant qu'en certaines circonstances un déficit financier raisonnable devient une mesure nécessaire du point de vue politique.

Je préciserai d'autre part au Président qu'il peut être plus efficace de consacrer une part importante du revenu national à ces projets fondamentaux que de dépenser des sommes croissantes pour l'entretien des forces de sécurité qui, si elles sont nécessaires, ne suffisent pourtant pas à résoudre certains problèmes criants.

9) Je propose que nous suggérions à Diem d'annoncer ces mesures dans son message annuel sur l'état de l'union, message qu'il doit prononcer devant l'Assemblée Nationale début octobre. Je lui recommanderai d'autre part de faire diffuser son message en direct à la radio.

10) A l'occasion du cinquième anniversaire de la création de la République du Vietnam, il serait souhaitable que le Président Eisenhower adresse à Diem une lettre lui réaffirmant son soutien plein et entier. (Diem a certainement entendu parler de la lettre envoyée récemment par Eisenhower à Sihanouk.) Il est très important pour nous que Diem ne doute pas un instant de la fermeté de notre soutien.

Nous croyons que, pour le moment, il est de l'intérêt des Etats-Unis de soutenir Diem, qui est le meilleur

leader vietnamien actuel, mais ne perdons pas de vue le fait que l'objectif principal des Etats-Unis est la création d'un gouvernement vietnamien fortement anti-communiste, soutenu avec loyauté et enthousiasme par de très larges couches de la population vietnamienne, et déterminé à lutter contre l'insurrection communiste. Si la position de Diem continue de se détériorer, faute d'avoir adopté les mesures politiques, psychologiques, économiques et de sécurité adéquates, il peut devenir nécessaire que le gouvernement des Etats-Unis commence à rechercher une solution et des leaders de rechange pour atteindre ses objectifs.

XVII. — MEMORANDUM DE ROSTOW A KENNEDY: 9 PROPOSITIONS D'ACTION

Mémorandum de Walt Rostow, conseiller du Président pour la Sécurité Nationale, au Président Kennedy. 12 avril 1961.

Maintenant que les élections présidentielles sont achevées, au Vietnam, je pense que nous devrions élaborer une stratégie englobant l'ensemble du pays. Parmi les possibilités d'action, j'ai retenu les suivantes :

1) Désignation d'un délégué aux Afffaires vietnamiennes à Washington. Comme tous les membres de votre équipe, McNamara considère qu'il s'agit là d'une mesure essentielle.

2) Discussions approfondies avec notre nouvel ambassadeur, Fritz Nolting. Il devra en particulier s'entretenir longuement avec vous pour avoir une vue claire de la priorité que vous accordez au problème vietnamien.

3) Visite aux Etats-Unis de M. Thuan : ministre de la Défense en exercice : c'est l'un des rares hommes de l'entourage de Diem qui soit doué d'une certaine vigueur et d'une capacité opérationnelle.

4) Dans le proche avenir, visite du Vietnam par le Vice-Président.

5) Envoi au Vietnam d'une équipe spécialisée qui étudierait avec le général McGarr les techniques et les gadgets susceptibles d'être employés au Vietnam.

6) Accroissement des effectifs du M.A.A.G., ce qui implique une certaine diplomatie, à moins que l'on ne trouve une autre solution pour introduire au Vietnam un nombre important d'agents des forces spéciales.

7) Remplacement du responsable actuel de l'Administration pour la Coopération Internationale, qui, à tous points de vue, a augmenté son capital. Il nous faut un homme efficace et rigoureux qui puisse s'entendre et travailler avec les militaires, dans les mesures où le problème du développement des zones rurales est étroitement lié aux opérations de guérilla.

8) Envoi de fonds supplémentaires à Diem.

9) Persuader Diem qu'il a intérêt à élargir la base de son gouvernement, à le décentraliser quelque peu et surtout à accroître son efficacité.

A côté des décisions qu'il est urgent de prendre à propos de toutes ces questions, vous devriez envoyer à Diem une lettre qui ne se contenterait pas de le féliciter, de lui réaffirmer notre soutien et de lui parler des nouvelles initiatives que nous sommes décidés à prendre, mais mettrait également l'accent sur l'urgence que vous attachez à l'élargissement de sa base politique et morale, élargissement nécessaire pour le succès des opérations militaires à entreprendre maintenant que le cap des élections a été franchi victorieusement.

XVIII. — « PROGRAMME D'ACTION » POUR LE VIETNAM ELABORE PAR LE « CONSEIL ELARGI » DU PRESIDENT KENNEDY

Extraits d'un « programme d'action pour le Sud-Vietnam », présenté le 8 mai 1961 au Président Kennedy par son conseil élargi comprenant des représentants du Département d'Etat et de celui de la Défense, de la C.I.A., de l'I.C.A., de l'U.S.I.A. et du cabinet présidentiel.

. . . . . .

2. *MILITAIRE*

a) Les mesures militaires suivantes ont été approuvées par le Président au cours de la réunion du Conseil National de Sécurité du 29 avril 1961.

1 — Accroissement des effectifs du M.A.A.G., de façon à assurer l'augmentation du potentiel militaire du Sud-Vietnam, en particulier en ce qui concerne l'entraînement et la prise en charge de 20 000 hommes supplémentaires venant s'ajouter aux effectifs des forces armées vietnamiennes (actuellement au nombre de 150 000 hommes). Pour cela, aux 685 conseillers déjà présents devront s'ajouter cent conseillers supplémentaires.

2 — Etendre les responsabilités du M.A.A.G., qui devra conseiller et aider les Corps d'autodéfense, dont les effectifs s'élèvent à 40 000 hommes environ.

3 — Accorder l'aide du MAP (Programme d'Assistance Militaire) à la totalité des effectifs de la Garde Civile (68 000 hommes). Cette aide est pour le moment accordée à un peu moins de la moitié des effectifs, soit 32 000 hommes. Les 36 000 restants sont en cours d'instruction.

b) Pour aider le gouvernement vietnamien à faire

face à la menace croissante résultant de la nouvelle situation à la frontière Laos-Vietnam, les mesures additionnelles suivantes sont considérées comme nécessaires :

1) Aider les forces armées sud-vietnamiennes à accroître le nombre et la fréquence de leurs patrouilles en instaurant une surveillance frontalière efficace et un contrôle aérien de l'ensemble de la zone frontière. Pour contrôler les routes et les pistes traversant la frontière, il sera fait appel aux découvertes technologiques les plus récentes.

. . . . . .

5. *PSYCHOLOGIQUE*

a — Aider le gouvernement vietnamien à intensifier son programme d'information dans le but :

1) d'accroître la confiance envers le gouvernement vietnamien en mettant l'accent sur sa détermination et sa volonté d'en finir avec le péril communiste.

2) de faire comprendre au public les actions menées contre les terroristes communistes.

b — Réunir et rendre publics les documents démontrant la réalité de l'infiltration des communistes, leurs activités terroristes. Faire valoir d'autre part les mesures prises par le gouvernement sud-vietnamien pour contrer ces activités.

c — En coordination avec la C.I.A. et le ministère sud-vietnamien compétent, insister sur les mauvais traitements dont sont victimes au Nord les représentants des classes moyennes.

. . . . . .

e — Dans le cadre de cette campagne psychologique, se servir des communistes vietcong actuellement emprisonnés au Sud-Vietnam : Radiodiffusion dans les zones tenues par les communistes (y compris le Nord-Vietnam) de déclarations de prisonniers réhabilités, décla-

rations mettant l'accent sur les erreurs du communisme dans le but d'inciter les populations de ces zones à faire défection.

f — Avancer les fonds nécessaires à une participation américaine massive dans le cadre de la Foire Commerciale de Saïgon en 1962.

6. *ACTION SECRETES*

a — Développer les activités d'espionnage, de guerre non-conventionnelle, les opérations politico-psychologiques.

b — Augmenter les effectifs de la C.I.A. et de l'A.S.A. (Contre-espionnage de l'Armée).

7. *FINANCEMENT*

Pour financer les actions proposées ci-dessus, il serait nécessaire que l'aide américaine au gouvernement sud-vietnamien passe à 192 millions de dollars (155 millions en 1960).

ANNEXE 6 : Actions Secrètes.

a — *Espionnage :* mener des opérations d'espionnage et de contre-espionnage contre le Nord-Vietnam et les forces communistes au Sud. Infiltrations dans l'appareil communiste au Sud-Vietnam, envoi d'agents au Nord-Vietnam, amélioration des services de sécurité du gouvernement vietnamien.

Dans les opérations aériennes menées contre le Nord-Vietnam (photos, etc.), des équipages américains ou de toute autre nationalité (Chinois nationalistes par exemple) devraient être utilisés en complément des aviateurs vietnamiens.

b — *Communications :* interception et repérage des communications communistes, que ce soit au Sud ou au Nord-Vietnam.

c — *Guerre non-conventionnelle :* Laos : infiltrer des équipes « civiles » dans le Sud-Est du Laos dans le but de repérer et d'attaquer les bases et les voies de communication des communistes vietnamiens. Ces équipes devraient être assistées par des sections d'assaut de cent ou cent cinquante soldats vietnamiens chargés d'attaquer les zones suspectes.

Nord-Vietnam : En utilisant pleinement les résultats des opérations d'espionnage précédentes, former des réseaux de résistance, créer des bases secrètes et des équipes de sabotage. Accentuer les lâchers de tracts au-dessus du territoire nord-vietnamien pour harceler les communistes et inciter la population nord-vietnamienne à ne pas désespérer. Dans le même état d'esprit, accroître le nombre des émissions radiodiffusées à destination des populations nord-vietnamiennes.

d — *A l'intérieur du Sud-Vietnam :* s'introduire dans les milieux politiques et gouvernementaux, dans ceux de l'armée et de l'opposition :

1) Pour mesurer l'audience que peut avoir le gouvernement.

2) Pour être prévenus à l'avance de toute éventualité de coup d'état.

3) Pour découvrir les individus capables de remplacer le Président Diem au cas où celui-ci viendrait à disparaître.

Essayer de rehausser la confiance populaire envers un Sud-Vietnam libre en améliorant et en facilitant les rapports entre le gouvernement et le peuple, ainsi qu'en aidant à se renforcer les organisations indépendantes ou quasi-indépendantes à caractère politique, syndical ou professionnel.

Soutenir discrètement le gouvernement vietnamien dans les pays neutres ou alliés en mettant l'accent sur les succès de tous ordres remportés par le gouvernement, de façon à combattre les tendances favorables

à une « solution politique » alors que les communistes attaquent le gouvernement vietnamien.

Au Sud-Vietnam et ailleurs, insister sur la misère que font règner les communistes au Nord-Vietnam.

XIX. — MEMORANDUM DES CHEFS D'ETAT-MAJOR DES TROIS ARMES SUR L'ENGAGEMENT DES FORCES AMERICAINES

Mémorandum sur « les forces américaines au Sud-Vietnam », préparé par les chefs d'état-major des trois armes, à l'intention du secrétaire d'Etat à la Défense Robert McNamara. 10 mai 1961.

1) En étudiant la possibilité d'une intervention des forces armées américaines au Sud-Vietnam, les chefs d'état-major des trois armes ont examiné la situation critique prévalant dans l'ensemble du Sud-Est Asiatique, et plus particulièrement au Sud-Vietnam ; en partant du principe selon lequel il est nécessaire de maintenir l'ensemble de l'Asie du Sud-Est en dehors de la sphère communiste, les chefs d'état-major des trois armes proposent une intervention immédiate des forces armées américaines au Sud-Vietnam, intervention qui interdirait l'extension au Sud-Vietnam de la situation existant au Laos.

2) Les forces américaines devraient intervenir au Sud-Vietnam :

a) Pour prévenir toute possibilité d'intervention du Nord-Vietnam et (ou) de la Chine communiste.

b) Pour permettre aux forces armées vietnamiennes de passer d'une défense avancée ou statique à une contre-attaque massive contre l'insurrection communiste.

c) Pour aider et entraîner du mieux possible les forces vietnamiennes.

d) Pour être prêtes à intervenir au Sud-Vietnam dans l'hypothèse d'une intervention militaire de l'OTASE, ou des Etats-Unis proprement dits, en Asie du Sud-Est.

e) Pour montrer aux pays d'Asie la fermeté de nos principes.

3) Pour ne pas bouleverser le dispositif américain dans le Pacifique, il faudrait envisager de faire appel à des troupes basées aux Etats-Unis pour fournir soit l'ensemble, soit une partie des troupes envoyées au Sud-Vietnam.

4) Si les propositions qui précèdent étaient retenues, les chefs d'état-major des trois armes proposent :

a) Que l'on encourage le Président Diem à demander aux Etats-Unis de remplir leurs obligations vis-à-vis de l'OTASE : devant la menace nouvelle que fait peser la situation au Laos, les Etats-Unis doivent intervenir militairement au Sud-Vietnam.

b) Que dès réception de cette requête, les forces armées américaines interviennent au Sud-Vietnam.

XX. — 1961. LES ETATS-UNIS APPROUVENT LES MESURES PRISES POUR RENFORCER LE SUD-VIETNAM

Mémorandum du Conseil National de Sécurité, rédigé par George McBundy, conseiller du Président pour la Sécurité Nationale. 11 mai 1961.

1) Les objectifs et la stratégie des Etats-Unis tels qu'ils sont présentés dans le rapport sont approuvés ; il faut :

— Empêcher que le Sud-Vietnam ne tombe sous la domination communiste.

— Créer dans ce pays une société viable et démocratique.

— Entreprendre des actions militaires, politiques,

économiques, psychologiques et à caractère secret pour atteindre les deux objectifs précités.

2) L'accord donné par le Président aux actions militaires spécifiques envisagées au cours de la réunion du 29 avril 1961 du Conseil National de Sécurité est confirmé.

. . . . . .

5) Les Etats-Unis s'efforceront d'accroître la confiance du Président Diem et de son gouvernement envers eux en entreprenant un certain nombre d'actions et en envoyant des messages relatifs au voyage du Vice-Président Johnson. Les Etats-Unis s'efforceront d'autre part de renforcer la popularité du Président Diem dans son pays.

6) Les Etats-Unis essaieront par des moyens appropriés d'améliorer les relations du Vietnam avec les autres pays (en particulier avec le Cambodge) et de rehausser son prestige dans l'opinion mondiale.

7) L'ambassadeur Nolting est autorisé à ouvrir des négociations en vue d'un accord bilatéral avec le Vietnam, mais il ne devra pas s'engager trop avant tant que le Président ne lui aura pas donné le feu vert.

XXI. — RAPPORT DU VICE-PRESIDENT JOHNSON APRES SA VISITE EN ASIE

Extrait du mémorandum intitulé « Mission en Asie du Sud-Est, Inde et Pakistan », envoyé par le Vice-Président Lyndon B. Johnson au Président Kennedy. 23 mai 1961.

En partant en Asie du Sud-Est, j'étais déjà convaincu d'un certain nombre de choses, à propos des problèmes auxquels nous sommes confrontés là-bas, et je dois dire que ces convictions ont été confirmées par ce que j'ai vu et entendu au cours de ma mission. Je suis également arrivé à un certain nombre de conclusions

qui, à mon avis, pourront être utiles lorsqu'il s'agira de décider de la politique à suivre en ce qui concerne le Sud-Est Asiatique. Ces conclusions sont les suivantes :

1) La bataille contre le communisme doit être menée avec force et détermination au Sud-Vietnam, sous peine d'amener les Etats-Unis à abandonner le Pacifique, donc d'affaiblir la défense de nos propres côtes. Le communisme en Asie est à la fois mis en question et contenu par la présence de nations libres sur le sous-continent. Sans cette influence restrictive, les avant-postes que sont Taïwan, le Japon et les Philippines, ne seraient plus en sécurité et le vaste Océan Pacifique deviendrait très vite une Mer Rouge.

2) Le combat est loin d'être perdu en Asie du Sud-Est, et il n'est absolument pas inévitable qu'il le soit. Dans tous les pays du Sud-Est Asiatique, il est possible de créer une structure solide, capable de résister victorieusement à l'assaut communiste. La volonté de résistance (qui est d'ailleurs la cible majeure de la subversion) est indubitable. L'atout essentiel des Asiatiques qui défendent l'Asie du Sud-Est est la confiance qu'ils placent dans les Etats-Unis.

3) Il n'y a pas d'alternative au leadership des Etats-Unies en Asie du Sud-Est. Tout repose sur la volonté, le pouvoir et la compréhension des Etats-Unis.

4) L'OTASE ne joue pas et ne jouera probablement jamais un rôle décisif dans la mesure où ni les Français, ni les Britanniques n'acceptent ou n'accepteront de soutenir une action décisive. La méfiance des Asiatiques à l'égard des Britanniques et des Français est d'ailleurs évidente.

5) Pour le moment, les responsables politiques des différents pays visités refusent de voir les troupes américaines intervenir en Asie du Sud-Est, sinon pour des missions d'entraînement. Une intervention armée

américaine serait donc tout à fait inopportune et ces peuples qui sortent à peine de l'ère coloniale verraient d'un très mauvais œil leurs gouvernements inviter (ou même accepter le retour sur leur sol) des troupes occidentales.

. . . . . .

7) On peut dire que, dans une large mesure, le danger majeur en Asie du Sud-Est ne réside pas dans la menace communiste proprement dite, mais bien dans la faim, l'ignorance, le dénuement et la maladie : il est donc primordial de faire appel à toutes les ressources offertes par les découvertes scientifiques et technologiques les plus récentes pour venir à bout de ces fléaux.

8) Le Vietnam et la Thaïlande sont les deux pays clés dont le sort décidera de l'avenir de l'Asie du Sud-Est. Il faudra donc se décider soit à venir réellement à l'aide de ces deux pays, soit à passer l'éponge et à se retrancher derrière les défenses de San Francisco en redécouvrant la vieille conception de la « Forteresse Amérique ». Si cette dernière solution devait clés dont le sort décidera de l'avenir de l'Asie du monde que les Etats-Unis n'attachent pas une importance capitale aux traités, et qu'ils peuvent abandonner froidement leurs amis. Ce n'est pas ma conception. Pour que ces deux pays puissent se défendre contre l'agression communiste, je recommande qu'on leur apporte une aide massive et régulière.

9) Diem est un personnage complexe auquel les problèmes ne manquent pas. Tout en ayant beaucoup de qualités admirables, ses contacts avec la population sont rares et laissent à désirer, et il est entouré de personnages nettement moins admirables, et surtout moins capables que lui. Le pays peut être sauvé, à condition toutefois que nous agissions rapidement et à coup sûr. L'alternative est la suivante : soit nous

soutenons Diem, soit nous laissons le Vietnam tomber aux mains des communistes.

10) Le problème fondamental qui se pose aux Etats-Unis (et le facteur temps est de la plus grande importance) est de savoir s'ils doivent répondre au défi communiste dans le Sud-Est Asiatique en venant à l'aide des forces du monde libre, ou s'ils doivent jeter l'éponge. Cette décision doit être prise en toute connaissance de cause, c'est-à-dire en tenant compte à la fois des efforts financiers indispensables, et de la nécessité du maintien d'un certain prestige des Etats-Unis dans cette partie du monde. Il faut savoir d'autre part qu'à un moment donné, nous devrons nous décider, soit à faire intervenir massivement nos troupes, soit à nous arrêter là et à nous retirer définitivement.

. . . . . .

XXIV. — NOTE A PROPOS D'UN PLAN D'INTERVENTION.

Note jointe à un document intitulé « Plan d'intervention au Vietnam ».

L'éventualité d'une intervention massive des troupes nord-vietnamiennes et chinoises ne peut être estimée avec précision. Les prévisions du SNIE (Institut de Prévision de l'Armée) ne concernent que la phase initiale, c'est-à-dire celle où l'intervention américaine se limiterait à l'engagement de 20 ou 25 000 hommes. Dans un stade ultérieur, c'est-à-dire lorsque 40 000 soldats américains seraient engagés au Sud-Vietnam pour balayer la menace vietcong, les possibilités d'une telle intervention deviendraient substantielles dans la mesure où les Soviétiques ne manqueraient pas de profiter de l'occasion pour entraîner les forces américaines dans une action durable, gardant ainsi les mains libres pour intervenir à Berlin ou dans des zones momentanément calmes comme la Corée et l'Iran. En tenant compte d'une intervention possible de la totalité du bloc

communiste, il est indispensable de déterminer avec exactitude les effectifs américains optima nécessaires. En se basant sur les estimations les plus récentes, quarante mille militaires américains seraient engagés dans les combats au Sud-Vietnam proprement dit et cent vingt-huit mille autres feraient face à l'intervention des Nord-Vietnamiens et des Chinois : la baisse des effectifs mis en réserve serait donc de l'ordre de trois à quatre divisions. Face à une telle éventualité, il serait donc nécessaire d'accélérer le rythme de la mobilisation, et cela dans des proportions assez considérables.

. . . . . .

XXVI. — CABLE DE TAYLOR A KENNEDY A PROPOS DE L'INTERVENTION DES TROUPES AMERICAINES

Câblogramme du général Taylor au Président Kennedy, envoyé de Baggio, Philippines, le 1er novembre 1961.

Ce message a pour objet de vous présenter les raisons qui rendent, à mon avis, nécessaire une intervention directe des troupes américaines au Sud-Vietnam. J'en suis arrivé à la conclusion que si nous voulons renverser le cours des événements, une telle action est nécessaire en dépit des inconvénients suivants :

a) Les réserves des forces stratégiques américaines sont si faibles que nous pouvons difficilement nous permettre de détacher une partie de ces forces à la périphérie du bloc communiste, où elles risquent d'être immobilisées pour une durée indéterminée.

b) Bien que le prestige des Etats-Unis soit déjà engagé au Sud-Vietnam, il le sera encore plus après que nous y aurons envoyé des troupes.

c) Si le premier contingent n'est pas suffisant, il

sera très difficile de résister aux pressions qui s'exerceront pour le renforcer. Si le résultat final recherché est la fermeture des frontières du Sud-Vietnam et le nettoyage du pays des rebelles qui s'y trouvent, il peut ne pas y avoir de limites à notre engagement (à moins que nous n'attaquions la source, c'est-à-dire Hanoï).

d) L'introduction de forces américaines peut accroître la tension et nous entraîner dans une guerre majeure en Asie.

En revanche, s'il s'agit de prouver que nous attachons une importance extrême à la situation telle qu'elle se présente, et par conséquent de rassurer à la fois le peuple, le gouvernement sud-vietnamien et les autres pays amis ou alliés du Sud-Est Asiatique, aucune mesure ne pourrait avoir plus d'impact que l'introduction de forces américaines au Sud-Vietnam. Il ne serait pas nécessaire d'y engager des effectifs considérables puisqu'il s'agirait en fait d'une opération destinée à élever le moral de la population sud-vietnamienne ainsi que celui de l'opinion internationale. Un corps expéditionnaire symbolique ne suffirait pas cependant, dans la mesure où l'envoi de troupes américaines au Sud-Vietnam devrait avoir valeur d'exemple. Ces troupes auraient pour mission :

a) De fournir une présence militaire américaine capable d'élever le moral de la nation et de montrer à l'ensemble des pays du Sud-Est Asiatique que les Etats-Unis entendent résister avec la plus grande fermeté à toute tentative de mainmise communiste.

b) De mener des opérations logistiques en sus des opérations militaires proprement dites et de l'aide aux sinistrés (des inondations).

c) D'engager le combat si cela s'avère nécessaire pour assurer leur propre sécurité et celle de la région dans laquelle elles sont stationnées.

d) De constituer une force de réserve au cas où les forces armées du gouvernement vietnamien viendraient à se trouver dans une situation critique.

Il faut noter cependant que ces troupes n'auraient pas pour mission de nettoyer la jungle et les forêts des guérillas vietcong : ceci est la tâche majeure des forces armées du Vietnam, qui doivent en cela être organisées, entraînées et aguerries par un grand nombre de conseillers américains, si possible jusqu'au niveau du bataillon d'assaut. Les troupes américaines pourront certes engager le combat pour se protéger ou pour participer à la défense des zones stratégiques qui viendraient à être attaquées par des troupes rebelles constituées en corps d'armée, mais en général elles ne seront pas engagées dans des opérations anti-guérilla menées dans la jungle.

En ce qui concerne le terrain sur lequel ces troupes devront opérer, il faut préciser que le Sud-Vietnam n'est pas une zone d'opérations particulièrement difficile ou même désagréable : les zones frontalières (au relief mouvementé) sont certes recouvertes de forêts très denses, mais dans l'ensemble, ce champ d'opérations ressemble fort à certaines régions de Corée où les troupes américaines ont appris à vivre et à travailler sans trop de peine. Pour les raisons indiquées plus haut, il serait cependant souhaitable que nos troupes ne soient pas engagées dans des combats qui auraient lieu aux environs des zones frontalières ; ni les Hauts-Plateaux ni la Plaine côtière (régions où seraient vraisemblablement basées les troupes américaines) ne présentent de difficultés dans la mesure où la jungle y est rare. L'inconvénient majeur de la Plaine côtière, c'est la chaleur qui y règne, quant à celui du Delta, c'est essentiellement la boue épaisse et envahissante qui suit les inondations. Les Hauts-Plateaux ne présentent pas d'inconvénients particuliers.

L'engagement du corps expéditionnaire américain

dans les opérations d'aide aux sinistrés aurait le double avantage de permettre :

1) De venir en aide effectivement aux habitants de la zone sinistrée.

2) D'aider les troupes sud-vietnamiennes à lutter contre le Vietcong sous couvert de cette aide humanitaire.

Les risques de conflit majeur qui pourrait suivre l'introduction au Sud-Vietnam de troupes américaines sont réels sans être considérables pour autant. Le Nord-Vietnam est très vulnérable, et les bombardements conventionnels devraient suffire à convaincre Hanoï d'abandonner ses objectifs au Sud. De plus, la République Démocratique du Vietnam (R.D.V.N.) et la Chine communiste auraient à faire face à de sérieux problèmes logistiques s'ils devaient maintenir de forts contingents dans les différentes zones d'opération du Sud-Est Asiatique, difficultés que nous connaissons, mais à un bien moindre degré. Il n'y a donc pas lieu de craindre une attaque massive des communistes contre le Sud-Vietnam et les états limitrophes, en particulier si notre aviation reçoit l'autorisation de bombarder les objectifs logistiques prévus. Enfin, la famine en Chine devrait décourager les dirigeants communistes de se lancer dans une aventure militaire dans les mois à venir.

Ce n'est qu'après avoir pesé soigneusement tous ces facteurs positifs et négatifs que j'en suis arrivé à la conclusion selon laquelle l'envoi d'un corps expéditionnaire dans un avenir proche offrirait plus d'avantages que d'inconvénients. En fait, je ne pense pas que notre programme de sauvetage du Sud-Vietnam sera couronné de succès si nous ne nous décidons pas rapidement à intervenir là-bas.

XXVII. — CONCLUSIONS DE TAYLOR APRES SA MISSION AU SUD-VIETNAM

Câblogramme du général Maxwell D. Taylor, conseiller militaire du Président, au Président Kennedy. 1er novembre 1961. Baggio, Philippines.

. . . . . .

... 2) En conclusion :

a) L'objectif des communistes est le contrôle de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. Leur stratégie de lutte subversive et de guérilla implique un refus du choc frontal avec les troupes américaines et sud-vietnamiennes sur le terrain. Selon toutes les apparences, l'objectif intermédiaire des communistes (premier stade vers la mainmise complète) est la neutralisation du Sud-Est Asiatique, détaché de la protection américaine. Cette stragédie est sur le point de réussir au Vietnam.

b) Une double crise de confiance touche le Vietnam et l'« Asie du Sud-Est ».

1 — La détermination des Etats-Unis de sauver l'Asie du Sud-Est est sérieusement mise en doute.

2 — Les méthodes dont se sert Diem pour contrecarrer et réduire à néant les objectifs des communistes sont mises en question elles aussi. Dans les semaines qui viennent, les Vietnamiens (et les autres peuples d'Asie du Sud-Est) tireront sans aucun doute des conclusions définitives (justes ou fausses) quant à l'issue du conflit, et ils détermineront leur conduite en conséquence. Les initiatives, ou le manque d'initiative des Etats-Unis dans cette partie du monde pèseront donc lourdement sur le résultat final.

c) Facteur moral mis à part, le gouvernement vietnamien est pris dans un cercle vicieux : des conceptions tactiques peu efficaces provoquent des lourdeurs administratives, et vice versa, ce qui fait que les forces

gouvernementales sont limitées à des opérations purement défensives tandis que des effectifs vietcong relativement restreints (environ 1/10e des forces régulières gouvernementales) peuvent créer les conditions d'une crise politique, à moins d'un retournement décisif.

Il s'agit donc d'accélérer ce retournement, d'empêcher la détérioration de la situation au Sud-Vietnam, de freiner et d'éliminer la menace qui pèse sur son indépendance.

. . . . . .

XXIX. — CONCLUSIONS DE McNAMARA SUR LE RAPPORT DU GENERAL TAYLOR

Mémorandum du secrétaire à la Défense McNamara, au Président Kennedy. 8 novembre 1961.

Selon le rapport de Taylor :

1° Les Etats-Unis doivent intervenir au Vietnam pour empêcher que ce pays ne tombe aux mains des communistes.

2° Ils doivent préparer cette intervention en mettant sur pied le plus rapidement possible des opérations à caractère militaire et en étudiant la possibilité d'actions futures.

Les chefs d'état-major des trois armes, M. Gilpatric et moi-même sommes arrivés aux conclusions suivantes :

1) La mainmise des communistes sur le Sud-Vietnam provoquerait rapidement l'extension de leur contrôle sur le reste de l'Asie du Sud-Est et sur l'Indonésie. Les implications stratégiques au niveau mondial, et en particulier en Orient, seraient alors extrêmement graves.

2) Nous ne pourrons vraisemblablement pas empêcher cette mainmise à moins d'engager nos forces au Sud-Vietnam, et en nombre substantiel. Nous rejoi-

gnons le point de vue du général Taylor lorsqu'il dit que les mesures diverses proposées par ailleurs peuvent s'avérer très utiles mais ne suffiront en aucun cas à rétablir la confiance et à aider Diem à gagner la bataille.

3) L'introduction d'une force américaine de l'ordre de huit mille hommes, sous couvert d'aide aux sinistrés des inondations, peut dans un premier temps, aider considérablement le Président Diem. Cependant, l'envoi de huit mille hommes ne suffira pas à convaincre l'autre camp (que ce soit Moscou, Peiping ou Hanoï) de la fermeté de nos intentions, et, de plus, ne fera pas pencher la balance de façon décisive : nous nous engluerons de plus en plus dans une bataille interminable et sans conclusion envisageable.

4) L'autre camp ne sera convaincu de la fermeté de nos intentions que si nous nous engageons par l'envoi de ce premier corps expéditionnaire à poursuivre l'objectif précisé ci-dessus, et à condition d'avertir Hanoï d'une façon ou d'une autre que l'aide continuelle qu'il apporte au Vietcong ne manquera pas de provoquer de notre part des mesures de représailles contre le Nord-Vietnam.

5) Si nous décidons d'agir dans ce sens, il est nécessaire d'envisager une extension de notre engagement militaire. Nous devrons peut-être faire face à un conflit prolongé dans lequel il n'est pas impossible qu'Hanoï et Peiping interviennent ouvertement. En tenant compte des difficultés logistiques que rencontrera l'autre camp, je crois que nous pouvons d'ores et déjà affirmer que les effectifs américains en Asie du Sud-Est ne s'élèveront pas au-dessus du chiffre de six divisions, c'est-à-dire d'environ 205 000 hommes.

6) La décision qui doit être prise revêt un caractère d'extrême gravité : l'intervention militaire n'est pas le seul élément de ce qui doit se présenter sous la

forme d'une série d'actions soigneusement coordonnées, et notre succès dépendra d'un certain nombre de facteurs difficilement contrôlables, par exemple de l'attitude de Diem et des autres hommes politiques influents dans le pays. De toute façon le problème du Laos ne sera pas réglé et restera primordial. Dans le domaine des affaires intérieures des Etats-Unis, les implications peuvent également être assez graves, mais nous avons le sentiment que l'opinion publique américaine réagira mieux à une prise de position ferme dès le début qu'à un engagement progressif qui, de toute façon, ne se fera pas sans pertes en vies humaines. L'influence de cette intervention sur l'attitude de Moscou et de Peiping doit être soigneusement pesée, mais il est évident que la chute du Sud-Vietnam ne pourrait que renforcer leur position et les encouragerait donc à poursuivre leurs menées subversives.

7) En résumé :

a) Nous ne pensons pas qu'une intervention massive des forces américaines au Sud-Vietnam soit nécessaire si l'objectif recherché n'est pas celui qui est indiqué en tête de ce mémorandum.

b) Nous sommes quant à nous favorables à une telle intervention, destinée à empêcher que le Sud-Vietnam ne tombe aux mains des communistes, et nous proposons de soutenir cette intervention en lançant les opérations militaires qui s'imposent.

c) Si l'idée de l'intervention est approuvée, nous soutenons les propositions d'action du général Taylor.

XXX. — RAPPORT DE RUSK ET McNAMARA A KENNEDY SUR LE SUD-VIETNAM

Extraits du mémorandum adressé au Président Kennedy par le secrétaire d'Etat Dean Rusk et le secrétaire à la Défense Robert McNamara. 11 novembre 1961.

1°) *Les intérêts nationaux des Etats-Unis au Sud-Vietnam.*

La détérioration de la situation au Sud-Vietnam attire l'attention sur la nature et l'étendue des intérêts nationaux des Etats-Unis dans le pays. La perte du Sud-Vietnam au profit du communisme ferait passer une nation de vingt millions d'hommes du monde libre au bloc communiste. La perte du Sud-Vietnam rendrait inutile la poursuite des discussions sur l'importance du Sud-Est Asiatique pour le monde libre. La chute du Sud-Vietnam entraînerait presque certainement l'alignement des autres pays de la région, ainsi que celui de l'Indonésie, sur les positions du communisme, et peut-être même verrait-on ces pays adhérer au bloc communiste. En tant que membres de l'OTASE, et selon le protocole de cette organisation, les Etats-Unis sont tenus de venir en aide au Sud-Vietnam. De plus, dans une déclaration publique lue à la session de clôture de la Conférence de Genève de 1954, le représentant des Etats-Unis indiquait que les Etats-Unis « considèreraient toute nouvelle tentative d'agression comme une menace inquiétante pour la paix et la sécurité internationale ».

La perte du Sud-Vietnam au profit des communistes mettrait non seulement un terme à l'existence de l'OTASE, mais elle saperait la confiance des autres pays d'Asie envers les Etats-Unis d'Amérique. De plus, la perte du Sud-Vietnam raviverait la controverse dans l'opinion publique américaine et serait utilisée par les éléments extrémistes pour diviser le pays et attaquer l'administration...

. . . . . .

3°) *L'objectif des Etats-Unis au Sud-Vietnam.*

Les Etats-Unis doivent avoir pour objectif d'empêcher la chute du Vietnam au profit des communistes. Pour atteindre cet objectif, les Etats-Unis doivent aider le

gouvernement du Sud-Vietnam à gagner la guerre contre la guérilla. Nous devons insister cependant pour amener le gouvernement du Sud-Vietnam à prendre lui-même les mesures nécessaires en échange d'une aide américaine massive dans les domaines militaire, économique et politique. Parallèlement, nous devons reconnaître que le gouvernement du Sud-Vietnam ne pourra probablement pas gagner la guerre tant que le Nord-Vietnam pourra impunément envoyer au Sud de grandes quantités de troupes et de munitions, et tant que les guérilleros pourront trouver un refuge sûr dans les territoires voisins.

Les Etats-Unis doivent se tenir prêts à envoyer des troupes combattre au Sud-Vietnam, si une telle initiative s'avère nécessaire pour redresser la situation. En fonction des circonstances, les forces américaines pourront également être amenées à frapper l'agression à la source, c'est-à-dire au Nord-Vietnam.

4°) *L'utilisation des forces américaines au Sud-Vietnam.*

Les forces américaines engagées au Sud-Vietnam seront divisées en deux catégories :

A. — De petites unités qui soutiendront directement l'effort de guerre sud-vietnamien dans le domaine des communications, des reconnaissances aériennes, des patrouilles navales, enfin dans le domaine des renseignements.

B. — Des unités plus importantes qui pourront participer ou participeront effectivement aux combats.

Les unités de la catégorie A devraient être envoyées sur place le plus vite possible, quant aux unités de la catégorie B, elles posent un problème plus sérieux dans la mesure où elles risquent :

1) d'influer lourdement sur la politique intérieure et internationale des Etats-Unis.

2) d'accroître dans des proportions considérables la probabilité d'une escalade de la part du bloc communiste.

De plus, l'intervention directe d'unités américaines dans le conflit (en l'absence de toute escalade de la part du bloc communiste) pose un autre problème : si les Sud-Vietnamiens intensifient leur lutte contre le Vietcong, ces unités peuvent fort bien ne pas être utiles, mais si en revanche cette intensification n'a pas lieu, les forces américaines ne pourront pas accomplir leur mission au milieu d'une population apathique ou même hostile.

5°) *Extension probable de l'intervention des forces américaines.*

Si nous engageons au Sud-Vietnam les unités de la catégorie B, nous devons d'ores et déjà envisager la possibilité d'une extension de notre intervention dans le Sud-Est Asiatique : le combat pourrait à ce moment-là s'étaler sur une période assez longue, et Hanoï et Peiping pourraient intervenir directement.

Le secrétaire à la Défense et les chefs d'état-major des trois armes pensent que, en prévision des difficultés logistiques que rencontrera l'autre camp, les effectifs américains maxima engagés en Asie du Sud-Est ne dépasseront pas six divisions, soit 205 000 hommes environ.

A la lumière de ce qui précède, le secrétaire d'Etat et le secrétaire à la Défense recommandent :

1) Que nous prenions rapidement la décision d'intervenir pour éviter que le Sud-Vietnam ne tombe aux mains des communistes.

Que, parallèlement, nous reconnaissions que l'intervention des troupes américaines et celle des autres pays membres de l'OTASE est nécessaire pour atteindre l'objectif recherché.

2) Que le Département de la Défense assigne un

certain nombre de missions aux forces américaines envoyées au Sud-Vietnam, qui devront en particulier :

a) Démontrer que les Etats-Unis sont prêts à défendre le Vietnam et à rehausser le moral des Sud-Vietnamiens.

b) Aider à vaincre l'insurrection vietcong sans intervenir dans les opérations antiguérilla proprement dites, mais en participant aux opérations ponctuelles contre le Nord-Vietnam.

c) Agir en conséquence au cas où les communistes interviendraient massivement.

XXXI. — MEMORANDUM DES CHEFS D'ETAT-MAJOR DES TROIS ARMES RECOMMANDANT UNE ACCELERATION DE L'INTERVENTION AMERICAINE AU SUD-VIETNAM

Extraits du mémorandum des chefs d'état-major des trois armes adressé au secrétaire à la Défense McNamara. 13 janvier 1962.

. . . . . .

3°) *Du point de vue militaire*

a) Dans un premier stade : la perte de l'Asie du Sud-Est affecterait négativement notre stratégie militaire, et réduirait considérablement nos possibilités d'intervention dans une guerre limitée. En effet :

1. Nous serions privés d'un grand nombre de bases terrestres, aériennes et maritimes.

2. Nos voies de communication militaires seraient très affectées et devraient être entièrement réétudiées.

3. Les forces ennemies basées dans la région augmenteraient considérablement. De plus, le départ des derniers contingents importants des forces du Royaume-Uni en Asie suivrait de près la perte de Singapour et de la Malaisie, et l'influence militaire américaine dans la région serait réduite à sa plus simple expression.

. . . . . .

b) Par la suite : tout de suite après la perte de l'Asie du Sud-Est, un certain nombre de pays risqueraient de passer sous contrôle communiste, l'ensemble de l'archipel indonésien tomberait vite sous la domination de l'U.R.S.S. et, une fois transformé en base communiste, menacerait l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le bloc sino-soviétique contrôlerait l'accès par l'Est à l'Océan Indien. La pression sur le Japon et les Philippines serait telle que ces deux pays se verraient dans l'obligation d'adopter, au mieux, une politique neutraliste, et nous serions ainsi forcés d'abandonner deux de nos bases essentielles dans l'Ouest du Pacifique.

Nos lignes de défense seraient repoussées très au Nord, c'est-à-dire sur la Corée, sur Okinawa et sur Taiwan. La neutralité de l'Inde serait fort menacée et, devant un tel succès, le bloc communiste essaierait très certainement de gagner le contrôle de l'Afrique.

. . . . . .

13°) Trois facteurs importants doivent être soulignés dans l'hypothèse où les forces américaines seraient engagées en Asie du Sud-Est :

a) Toute guerre menée dans le Sud-Est Asiatique serait du type « campagne contre une péninsule et un certain nombre d'îles » ; ce genre de conflit est bien connu et les forces américaines s'y sont illustrées tant pendant la Seconde Guerre mondiale que pendant la guerre de Corée.

b) Une étude approfondie montre clairement que l'effort de guerre des communistes sera forcément limité compte tenu des problèmes logistiques et des problèmes de transport auxquels ils seront confrontés.

c) L'équilibre des forces en présence au niveau mondial est en notre faveur. Nous pouvons donc nous permettre de mettre à exécution les plans prévus pour l'Asie du Sud-Est sans pour autant affecter gravement

notre capacité d'intervention en Europe (Berlin) ou ailleurs.

. . . . . .

15°) Les chefs d'état-major des trois armes demandent qu'au cas où une action devrait être entreprise pour pallier à l'insuffisance des résultats obtenus au Sud malgré la collaboration de Diem et l'engagement de la totalité des forces armées sud-vietnamiennes, vous réexaminiez notre proposition du 10 mai 1961 d'envoi au Sud-Vietnam des forces américaines nécessaires pour aboutir aux résultats suivants :

a) Permettre aux forces vietnamiennes de passer d'une défense avancée ou statique à une contre-attaque massive contre l'insurrection communiste.

b) Prévenir toute possibilité d'intervention de la part du Nord-Vietnam et (ou) de la Chine communiste.

c) Aider et entraîner les forces vietnamiennes.

d) Etre prêts à intervenir dans l'hypothèse d'une intervention militaire de l'OTASE ou des Etats-Unis proprement dits, en Asie du Sud-Est.

e) Montrer aux pays d'Asie la fermeté de nos principes. Nous pensons que le refus de ces propositions ne ferait que repousser la date à laquelle elles seront forcément adoptées, ce qui rendrait notre tâche infiniment plus complexe et délicate.

XXXII. — FIN 1962 : ETUDE PROSPECTIVE DU DEPARTEMENT D'ETAT A PROPOS DE LA SITUATION AU SUD-VIETNAM

Extrait du mémorandum élaboré par Roger Hillsman, directeur de la section « recherches » au Département d'Etat, adressé au secrétaire d'Etat Rusk, le 3 décembre 1962, sous le titre : « La situation au Sud-Vietnam et perspectives à court terme. »

Le Président Ngo Dinh Diem et d'autres dirigeants

vietnamiens pensent apparemment que la situation a tendance à tourner en leur faveur dans le combat mené contre l'insurrection et la subversion communiste. Cet optimisme, d'ailleurs partagé par bon nombre de responsables américains au Sud-Vietnam, apparaît pour le moins prématuré.

Il serait plus juste de dire que la situation s'est détériorée moins vite que prévu, les améliorations (essentiellement dans le domaine de la sécurité) étant dues à l'augmentation substantielle de l'aide américaine et à la mise sur pied par le gouvernement vietnamien d'un programme intensif de lutte contre l'insurrection. Le gouvernement vietnamien s'est donné pour objectif prioritaire la mise sur pied d'une stratégie s'appuyant sur la création de hameaux stratégiques et sur l'accélaration de la pacification. Dans le cadre de la lutte contre l'insurrection, il a pris soin de prendre des mesures politiques, sociales et économiques parallèlement aux mesures militaires proprement dites. L'armée vietnamienne et les forces de sécurité — considérablement renforcées en nombre et en efficacité — sont nettement plus axées vers l'offensive et leurs possibilités d'action contre la guérilla se sont nettement améliorées. Le contrôle du gouvernement sur les zones rurales s'est quelque peu étendu et, dans les régions où la sécurité s'est améliorée, l'attitude des paysans envers le gouvernement semble être également plus favorable.

Le Vietcong a donc dû modifier sa tactique en conséquence, et il a probablement été obligé de modifier ses objectifs à court terme. Ceci dit, la « guerre de libération nationale » n'en continue pas moins, et le Vietcong n'est pas affaibli le moins du monde. Au contraire, ses effectifs se sont accrus et son organisation s'est renforcée. Ses effectifs se montent aujourd'hui à environ 23 000 combattants d'élite, auxquels il faut ajouter une centaine de milliers d'irréguliers et de

sympathisants. Il contrôle toujours à peu près 20 % des villages et 9 % de la population rurale, et a une influence plus ou moins grande dans 47 % des villages.

Le contrôle du Vietcong et ses voies de communication dans les zones rurales n'ont pas été sérieusement touchés, et les guérilleros gardent toujours un haut degré d'initiative, de puissance et de mobilité. De plus, leurs services de renseignements fonctionnent parfaitement.

Dans les villes, l'influence du Vietcong s'est accrue, non seulement à cause des actions terroristes et subversives entreprises, mais aussi à cause d'une propagande habile en appelant aux éléments non communistes, ou même favorables à Diem.

L'évaluation de la situation politique intérieure est beaucoup plus délicate : Diem a renforcé son contrôle sur la bureaucratie et sur le personnel militaire. Il a accepté de déléguer une partie de ses pouvoirs à d'autres, et a enfin pris conscience de l'importance de la paysannerie dans l'effort de guerre contre l'insurrection. Pourtant, bien que les cercles officiels et l'élite civile apparaissent moins mécontents de l'autorité de Diem que par le passé, les sujets d'inquiétude ne manquent pas, à commencer par la direction que Diem assigne à l'effort de guerre contre l'insurrection.

Le bruit court d'autre part que certaines personnalités civiles et militaires continuent d'envisager la possibilité d'un coup d'état. Les dissidents, les critiques et en général tous les opposants au gouvernement semblent plus réceptifs que jamais aux idées neutralistes, procommunistes et antiaméricaines, et ils se lancent apparemment de plus en plus dans les activités clandestines.

Le Vietcong s'est manifestement préparé à un conflit de longue durée, et il faut s'attendre à ce qu'il poursuive son effort de guerre insurrectionnelle et subversive. Pendant les mois qui suivront l'offensive

conjointe du gouvernement vietnamien et des Etats-Unis, il est probable qu'il intensifiera ses opérations militaires. Il faut s'attendre également à ce que Hanoï essaie de légitimer son Front National de Libération du Sud-Vietnam en préparant le terrain pour un futur « gouvernement de libération » au Sud-Vietnam. Selon toutes les apparences, les communistes n'ont pas pour objectif la neutralisation du Sud-Vietnam, bien que cette idée puisse surgir à plus ou moins long terme. Quoi qu'il en soit, il faudra compter plusieurs années pour mater totalement (ou même partiellement) l'insurrection communiste, à condition bien entendu que le gouvernement sud-vietnamien poursuive et même intensifie son effort de guerre, avec l'aide et le soutien accrus du gouvernement américain.

Un coup d'état peut intervenir à tout moment, mais il n'aura vraisemblablement lieu que si la lutte contre les communistes connaît une série de revers, si le Vietcong lance une série d'attaques victorieuses ou si les pertes de l'armée sud-vietnamienne augmentent considérablement sur une courte période. Le coup d'état le plus susceptible de réussir serait celui qui, dirigé par un homme politique non communiste, s'appuierait sur des officiers de haut rang et de rang intermédiaire ainsi que sur des responsables civils. Il est à prévoir que l'éclatement du gouvernement porterait un coup sévère et peut-être même fatal à l'effort de guerre contre l'insurrection, et le rôle des Etats-Unis serait alors de remettre au premier plan cet effort de guerre tout en agissant pour empêcher tout développement des luttes clandestines...

CHAPITRE III

LE RENVERSEMENT DE NGO DINH DIEM — MAI-NOVEMBRE 1963

XXXIII. — MINUTES DE LA REUNION CONVOQUEE PAR LE PRESIDENT A PROPOS DU REGIME DIEM

Mémorandum rédigé par Roger Hillsman, conseiller du secrétaire d'Etat pour les Affaires d'Extrême-Orient, à l'occasion d'une réunion tenue le 4 juillet 1963 à la Maison-Blanche. Outre le Président Kennedy et M. Hillsman, participèrent à la réunion le sous-secrétaire d'Etat George Ball, le sous-secrétaire d'Etat Averell Harriman, le conseiller du Président pour la Sécurité Nationale George McBundy et Michaël Forrestal, spécialiste du Sud-Est Asiatique au Cabinet présidentiel.

Le Président fut informé des développements de la situation en Indonésie, au Laos et au Vietnam. En ce qui concerne le Vietnam, on informa le Président de ce qui suit :

Le gouvernement du Sud-Vietnam a signé le 16 juillet un accord par lequel il s'engageait à accepter les cinq exigences des Bouddhistes. Dans le cadre de cet accord, les Bouddhistes et le gouvernement étudièrent le déroulement des obsèques du bonze qui s'était suicidé par le feu, de façon à éviter tout incident. Les funérailles eurent lieu dans le calme le plus total.

Depuis ce jour, le bruit court à Saïgon que le

gouvernement n'a pas l'intention de respecter ses engagements, et un article paru récemment dans le *Times* en langue anglaise (journal qui est dirigé par les Nhu) semble bien confirmer cette rumeur. L'article en question contient une attaque à peine voilée contre les Bouddhistes et contre les Etats-Unis, et laisse entendre que le bonze qui s'est suicidé par le feu était complètement drogué. De plus, cet article lance un défi aux Bouddhistes puisqu'il affirme que si ceux-ci ne manifestent pas le 2 juillet, ils reconnaîtront implicitement que l'action du gouvernement les satisfait pleinement.

(Le Président demanda s'il était possible que le bonze se soit drogué, ce à quoi M. Hillsman répondit que la ferveur religieuse suffisait à expliquer son geste.)

La discussion s'engagea alors sur les diverses possibilités qui s'offraient pour se débarrasser des Nhu, et les participants furent unanimes pour dire que cette solution n'était pas envisageable. Poursuivant la lecture du rapport, M. Hillsman dit qu'il existait chez les Bouddhistes certains éléments activistes qui présentaient des exigences accrues tout en accusant le gouvernement de ne pas vouloir les satisfaire : Diem n'avait donc pas tout à fait tort lorsqu'il prétendait que les Bouddhistes exigeaient toujours davantage de façon à rendre la chute du gouvernement inévitable.

Pendant ces dernières semaines, les Etats-Unis ont insisté auprès de Diem pour qu'il prenne enfin des mesures politiques positives. Tout dernièrement, nous lui avons conseillé de faire une déclaration au cours de laquelle il annoncerait qu'il avait l'intention de rencontrer les chefs bouddhistes et de leur donner l'autorisation de nommer des aumôniers de l'armée. Si Diem n'acceptait pas de faire cette déclaration, et s'il devait y avoir des manifestations de rue dans les prochains jours, les Etats-Unis se sentiraient obligés

de se dissocier publiquement de la politique du gouvernement vis-à-vis des bouddhistes.

M. Hillsman rapporta que Diem avait écouté ce conseil avec une grande attention et une politesse presque excessive, mais qu'il ne s'était pas engagé à faire un tel discours.

Les participants s'accordèrent pour dire que, quelles que fussent les mesures que prendrait Diem, une tentative de coup d'état aurait lieu dès les quatre prochains mois, sans que l'on puisse prédire à l'avance qu'une telle tentative serait ou non couronnée de succès...

M. Hillsman rapporta que tous les observateurs pensaient que les risques de troubles qu'entraînerait un coup d'état étaient considérablement moindres qu'un an auparavant ; à ce propos, il était encourageant de noter que la guerre entre l'armée vietnamienne et les forces du Vietcong n'avait pas connu de répit pendant toute la durée de la crise bouddhiste.

Sur ce même point, M. Forrestal fit part du point de vue du général Krulak, selon lequel même si les troubles s'étendaient à Saïgon, les troupes de combat continueraient de se battre contre les communistes. M. Hillsman poursuivit la lecture du rapport en notant que, d'après l'ambassadeur Nolting, la mort de Diem au cours d'une tentative de coup d'état provoquerait très probablement le déclenchement d'une guerre civile. M. Hillsman affirma quant à lui qui si, à son avis, un coup d'état *pouvait* provoquer le déclenchement d'une guerre civile, il ne s'agissait pas là d'une certitude absolue. La discussion porta ensuite sur la date du retour de l'ambassadeur Nolting et sur la prise de fonctions de l'ambassadeur Lodge. Le président demanda le retour immédiat de Nolting et son remplacement par Lodge, tout en soulignant que Nolting avait rempli parfaitement son rôle en réussissant à améliorer presque miraculeusement les relations entre

Diem et le gouvernement des Etats-Unis, relations qui étaient des plus mauvaises lors de son entrée en fonctions.

XXXIV. — PREVISION DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS A PROPOS DE L'AGITATION EN 1963

Extraits d'un rapport intitulé : « La situation au Sud-Vietnam ». 10 juillet 1963.

CONCLUSIONS :

A. — La crise bouddhiste au Sud-Vietnam est due à l'accroissement du mécontentement dans de larges couches de la population envers le régime Diem et son style de gouvernement. Si, comme il est probable, Diem ne respecte pas sincèrement les accords signés avec les représentants des Bouddhistes, les désordres éclateront à nouveau et les tentatives de coup d'état ou d'assassinats politiques seront de plus en plus probables.

B. — Le problème bouddhiste et l'attitude ferme adoptée à cet égard par les Etats-Unis n'ont pu que renforcer les inquiétudes du régime Diem en ce qui concerne l'accroissement de l'engagement américain au Sud-Vietnam. Cette attitude persistera très certainement et il est probable que Diem insistera pour que la présence américaine au Sud-Vietnam soit considérablement réduite.

C. — Le problème bouddhiste n'a pas été exploité jusqu'à présent par la propagande communiste, et il semble bien que l'effort de lutte contre l'insurrection n'en a pas souffert. Nous ne pensons pas que Diem puisse être renversé par un coup d'état dirigé par les communistes, et il ne nous semble pas évident que, s'il était renversé par des opposants non communistes, ce sont les communistes qui en tireraient forcément le

plus grand bénéfice. Le régime non communiste qui succèderait au gouvernement Diem serait peut-être moins efficace au départ dans la bataille menée contre le Vietcong, mais pourrait fort bien porter au pouvoir un gouvernement fort qui, avec l'aide américaine appropriée, serait alors en mesure de reprendre l'effort de guerre.

XXXV. — MESSAGE DE WASHINGTON A LODGE : LES NHU DOIVENT QUITTER LE POUVOIR

Câblogramme du Département d'Etat à l'ambassadeur à Saïgon Henry Cabot Lodge. 24 août 1963.

Que ce soient les militaires qui aient proposé de décréter la loi martiale, ou que ce soit Nhu qui les ait incités à le faire, il est clair maintenant que Nhu a profité de l'état d'exception pour faire démolir les pagodes par la police et par les forces spéciales qui lui sont dévouées, et pour en faire retomber la responsabilité sur les militaires aux yeux de l'opinion vietnamienne et mondiale. Il est clair d'autre part que Nhu essaie de se hisser au principal poste de commande. Le gouvernement des Etats-Unis ne peut tolérer une situation dans laquelle Nhu détiendrait la réalité du pouvoir. Il faut donner à Diem une chance de se débarrasser de Nhu et de sa coterie, et de les remplacer par des personnalités militaires et politiques moins compromettantes.

Si, en dépit de tous vos efforts, Diem s'entête à refuser, vous devrez envisager la possibilité de ne pas lui venir en aide si quelque chose se trame contre lui.

Nous pensons qu'il est nécessaire d'agir au plus vite pour empêcher Nhu de consolider davantage son pouvoir. Vous êtes donc autorisé, à moins d'objections majeures de votre part, à prendre les mesures suivantes :

1°) Insister auprès du gouvernement sud-vietnamien sur les points suivants :

a — Le gouvernement américain ne peut pas admettre les exactions commises contre les Bouddhistes par Nhu et ses collaborateurs sous le couvert de la loi martiale.

b — Des mesures efficaces doivent être prises très rapidement pour redresser la situation : abolition du décret n° 10, libération immédiate des bonzes et des bonzesses emprisonnés, entre autres...

2°) Informer parallèlement les principaux responsables militaires que les Etats-Unis se verront dans l'impossibilité de continuer à apporter une aide militaire et économique au gouvernement sud-vietnamien si les mesures ci-dessus ne sont pas adoptées immédiatement, ce qui implique que les Nhu se retirent de la scène politique. Nous laisserons à Diem le temps nécessaire pour se débarrasser des Nhu, mais s'il s'entête à les garder, nous envisagerons la possibilité de le priver de notre soutien. Vous êtes également autorisé à déclarer aux différents chefs militaires que nous les soutiendrions directement au cas où le gouvernement s'effondrerait.

3°) Reconnaître ouvertement que les militaires ne sont pas responsables de la destruction des pagodes, et en accuser franchement Nhu. Vous êtes autorisé à faire à Saïgon les déclarations que vous jugerez bon de faire pour la poursuite de cet objectif. Nous nous tenons prêts à faire lire vos déclarations au micro de « la Voix de l'Amérique ».

Parallèlement, vous devrez examiner toutes les possibilités de remplacer Diem, au cas où cela deviendrait nécessaire. En cas de crise, et conjointement avec le général Harkins, vous serez chargé de fournir la pro-

tection nécessaire au personnel américain en poste au Sud-Vietnam. Vous comprendrez fort bien que nous ne puissions pas vous donner de Washington d'informations détaillées concernant par exemple la forme que doit prendre cette opération, mais sachez que nous soutiendrons jusqu'au bout toutes les actions que vous entreprendrez dans ce sens. Il est inutile de préciser qu'ici, seules les personnes intéressées sont informées du contenu de ce télégramme ; il est donc souhaitable que vous preniez de votre côté toutes précautions nécessaires pour éviter des fuites prématurées.

XXXVI. — REPONSE DE LODGE A WASHINGTON

Câblogramme de l'ambassadeur Lodge au secrétaire d'Etat Rusk et au conseiller d'Etat Roger Hillsman. 25 août 1963.

Les chances de voir Diem accéder à nos demandes sont à mon avis pratiquement nulles. En même temps, le simple fait de présenter ces demandes risque de donner à Nhu l'occasion de devancer l'intervention des militaires, ou tout simplement de l'empêcher. Le risque ne vaut pas d'être pris dans la mesure où Nhu contrôle les forces armées à Saïgon. Je propose donc que nous présentions directement nos demandes aux généraux, sans en informer Diem. Nous pourrions leur dire que nous sommes toujours décidés à soutenir Diem à condition qu'il se débarrasse des Nhu, mais que son maintien à la tête du gouvernement ne dépend que d'eux. Nous devrions également insister pour que les généraux exigent la mise en liberté des chefs bouddhistes, et le respect de l'accord du 16 juin.

Je demande donc une modification des instructions... Je présenterai mes lettres de créance au Président Diem demain matin à onze heures.

XXXVII. — CABLE DU RESPONSABLE LOCAL DE LA C.I.A. A JOHN McCONE, SUR LES CONTACTS AVEC LES GENERAUX DE SAIGON

Câblogramme de John Richardson, responsable du bureau de Saïgon, à John McCone, directeur de la C.I.A. 26 août 1963.

Au cours de la réunion d'hier matin, Lodge a annoncé qu'officiellement les Américains ne devaient pas intervenir dans le cours des événements. En conséquence, Harkins ne contactera pas les généraux vietnamiens (Conein doit soumettre les points suivants au général Khiem, et Spera au général Khanh. Si Khiem accepte les propositions de Conein, Harkins interviendra à ce moment-là).

A — Les diverses possibilités d'action : que faut-il faire ?

B — Les Nhu doivent partir.

C — Le maintien ou le non-maintien de Diem à la tête du gouvernement ne dépend que d'eux.

D — Les bonzes et autres prisonniers doivent être relâchés immédiatement, et l'accord en cinq points du 16 juin doit être appliqué strictement.

E — Nous soutiendrons directement les généraux au cas où le gouvernement viendrait à être renversé.

F — Nous ne bougerons ni d'un côté ni de l'autre au cas où une tentative de coup d'état aurait lieu : c'est à eux de prendre les risques.

G — Si les Nhu restent à leur poste, et si la situation des Bouddhistes ne s'améliore pas, nous nous trouverons dans l'impossibilité de poursuivre notre aide militaire et économique.

H — Les pertes en vies humaines doivent être évitées ou tout au moins réduites au minimum.

I — Pendant et après le processus, les bonnes relations américano-sud-vietnamiennes devront se poursuivre et même s'intensifier afin de permettre au pays d'avancer dans la voie du progrès et dans la conduite de la guerre.

XXXVIII. — CABLE DU RESPONSABLE LOCAL DE LA C.I.A. SUR LES PERSPECTIVES DE COUP D'ETAT A SAIGON

Câblogramme de M. Richardson à M. McCone. 28 août 1963.

Ici la situation est à un point de non-retour. Saïgon est un camp retranché, et le bruit court que la famille Ngo est prête à livrer une guerre de tranchées. Il est vraisemblable que les officiers généraux ne peuvent plus reculer désormais. L'entretien de Conein avec le général Khiem révèle qu'à une majorité écrasante, les officiers généraux (à l'exception de Dinh et de Cao) sont depuis longtemps prêts à passer à l'action et se rendent compte que le facteur temps joue contre eux et qu'ils n'ont pas d'autre possibilité que d'aller de l'avant. A moins que les généraux ne soient neutralisés avant de lancer leur opération, nous croyons qu'ils vont passer aux actes et que leurs chances de réussite sont réelles. Si les généraux Dinh et Tung ne sont pas neutralisés dès le début, il faut s'attendre à un combat de rues et donc à des pertes en vies humaines non négligeables.

L'enjeu est crucial, et les généraux en sont manifestement conscients. La situation a considérablement évolué depuis le 21 août. Si la famille Ngo surmonte victorieusement cette épreuve, le Vietnam sera au bord de la ruine, car une défaite des généraux amènerait le gouvernement vietnamien à réduire considérablement la présence américaine au Sud-Vietnam. D'ailleurs, même si les Ngo n'en prennent pas l'initiative, il est clair

que le Congrès, ainsi que l'opinion américaine et mondiale insisteront pour que l'aide apportée à l'administration Ngo soit supprimée ou tout du moins considérablement réduite.

L'effusion de sang ne peut être évitée qu'à condition que la famille Ngo se retire avant l'action armée envisagée...

Il est nettement préférable que les généraux agissent sans soutien américain apparent, sous peine de se voir accuser d'être des marionnettes américaines, ce qu'ils ne sont absolument pas. Il faut bien se rendre compte cependant que leur tentative doit être couronnée de succès et que nous devons faire, de notre côté, tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à réussir. Si cette tentative n'a pas lieu, ou si elle se solde par un échec, nous pouvons dire sans exagération que le Vietnam risque fort d'être perdu à très court terme.

XXXIX. — CABLE DE LODGE AU SECRETAIRE D'ETAT RUSK, SUR L'ATTITUDE DES ETATS-UNIS ENVERS UN COUP D'ETAT

Câblogramme de l'ambassadeur Lodge au secrétaire d'Etat Dean Rusk. 29 août 1963.

La voie dans laquelle nous sommes engagés — celle du renversement du gouvernement Diem — est de celles où il est impossible de faire demi-tour sans perdre la face. Nous ne pouvons pas faire demi-tour, car le prestige des Etats-Unis est déjà largement engagé, et qu'il le sera de plus en plus au fur et à mesure que les faits seront connus. D'autre part, et c'est là l'essentiel, il est à mon avis impensable : 1° que la guerre puisse être gagnée sous la direction de Diem ; 2° que Diem ou tout autre membre de sa famille puisse gouverner le pays avec le soutien des gens qui comptent, c'est-à-dire des gens instruits faisant partie ou non du gouvernement, des civils et des militaires,

sans parler du peuple américain. Au cours des derniers mois (et en particulier ces derniers jours), les Ngo se sont attirés l'inimitié de tous ces gens, et je dois dire que je suis personnellement en plein accord avec les instructions reçues dimanche dernier.

. . . . . .

2) La réussite du coup d'état dépend dans une certaine mesure des généraux qui en ont l'initiative, mais il faut bien dire qu'elle dépend au moins autant de nous.

3) Nous devons insister sur le fait que, si les généraux veulent réussir, ils doivent passer à l'action sans plus attendre. C'est dans ce but que je vous demande de m'autoriser à ordonner les mesures suivantes :

a) Demander au général Harkins de faire part personnellement aux généraux du mesage transmis auparavant par les officiers de la C.I.A., de façon à les assurer de l'authenticité de ce message.

b) Si les généraux insistent malgré tout pour que nous déclarions publiquement que les Etats-Unis ont décidé de ne plus soutenir le régime Diem, nous accepterons, sous la réserve expresse que les généraux soient déjà passés à l'action au moment où nous ferons cette déclaration (nous insisterons cependant pour garder cette carte en réserve en cas d'échec de la tentative. Nous espérons en tout cas que nous n'aurons pas à nous en servir).

c) Les généraux vietnamiens mettent en doute notre volonté, notre courage et notre détermination de voir le coup d'état réussir. Ils sont hantés par l'idée que nous refuserons au dernier moment de les soutenir.

. . . . . .

5) Nous devons précipiter le mouvement pour plusieurs raisons :

a) La situation est explosive et risque de provoquer émeutes et violences de toutes sortes si le mécontentement envers le régime ne trouve pas d'autre exutoire. Dans cette hypothèse, une équipe d'hommes politiques procommunistes ou tout au moins neutralistes, risquerait fort d'être hissée au pouvoir.

b) La guerre ne peut être gagnée avec le régime existant.

c) Nous devons sauvegarder notre réputation de constance et de fermeté, et éviter de nous contredire.

d) Au cas où nous opposerions notre veto à l'action envisagée, le respect que nous portent les généraux vietnamiens recevrait un coup très sévère et tous ceux qui comptent sur nous pour redresser la barre seraient profondément découragés. L'aide que nous avons accordée au régime ces dernières années nous donne une responsabilité à laquelle nous ne pouvons pas nous soustraire.

6) Je me rends parfaitement compte qu'en nous engageant dans une telle voie, nous courons le risque de perdre le Vietnam et de mettre en danger la vie d'un certain nombre de ressortissants américains. Je n'aurais cependant jamais fait une telle proposition si j'avais pensé que nous avions des chances raisonnables de garder le Vietnam avec Diem.

. . . . . .

8) Le général Harkins pense que je devrais demander à Diem de se débarrasser des Nhu avant même que les généraux ne passent à l'action. A mon avis, une telle démarche, loin d'aboutir au résultat désiré, ne ferait qu'inquiéter un peu plus les généraux qui l'analyseraient comme un signe supplémentaire de l'indécision et de la lenteur américaines. Je crois que le risque ne vaut pas la peine d'être couru, les généraux ne se

méfiant déjà que trop de nous. D'autre part, Diem profiterait certainement de l'occasion pour essayer de gagner du temps et ainsi de donner aux Nhu le temps de réagir.

XL. — CABLE DE RUSK A LODGE APRES LA REUNION DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE

Câblogramme du secrétaire d'Etat Rusk à l'ambassadeur Lodge. 29 août 1963. Ce message fut envoyé après une réunion du Conseil National de Sécurité.

1°) Une réunion tenue en haut lieu a étudié vos demandes et décidé ce qui suit :

2°) Selon le vœu que vous avez exprimé, le général Harkins est autorisé à donner confirmation du message préalablement transmis par les officiers de la C.I.A. aux généraux dont vous avez parlé. Au cours de cet entretien, il devra mettre l'accent sur le fait que le gouvernement des Etats-Unis est prêt à apporter son soutien à un mouvement qui aurait pour but de chasser les Nhu du gouvernement. Cependant, avant de conclure un accord spécifique avec les généraux, le général Harkins devra s'informer sur les personnalités impliquées et prendre connaissance du plan prévu. Le gouvernement des Etats-Unis est prêt à soutenir un coup d'état qui aurait de bonnes chances de réussite, mais n'envisage en aucun cas de faire intervenir les forces armées américaines. Harkins devra indiquer que, s'il est habilité à établir la liaison avec les auteurs du coup d'état, il n'est pas question qu'il participe directement à la préparation du coup d'état lui-même.

3°) Vous êtes autorisé à annoncer la suspension de l'aide américaine au gouvernement Diem, selon des modalités que vous devrez définir, et au moment où vous le jugerez bon. L'annonce de cette décision ne devra cependant pas donner l'impression d'une collu-

sion avec les généraux, de façon à éviter toute réaction violente de la part du gouvernement en place. Nous comptons également sur vous pour ne faire cette déclaration que si vous la jugez utile et nécessaire. Nous pensons quant à nous qu'il serait préférable de la faire, soit juste avant, soit pendant le coup d'Etat plutôt que maintenant, même si cela contribue à encourager les généraux. Cependant la décision vous appartient en dernier ressort.

XLI. — CABLE DE RUSK A LODGE SUR LES RELATIONS DIEM-NHU

Nous nous rendons parfaitement compte de l'importance de l'enjeu et du poids des responsabilités qui pèseront sur vos épaules et sur celle d'Harkins dans les jours à venir. Soyez assuré que nous ferons de notre côté tout ce qui est en notre pouvoir pour vous venir en aide.

Ce message a pour but d'étudier les chances de succès d'une tentative visant à séparer Diem et les Nhu. Dans votre télégramme, vous semblez mettre Diem et Nhu dans le même sac, alors que nous avons précisé plusieurs fois aux généraux que si les Nhu étaient chassés, le problème du maintien de Diem à la tête du gouvernement ne dépendrait que d'eux. Je pense personnellement (et ceci n'est pas une instruction) que le départ des Nhu résoudrait en grande partie les problèmes qui se posent au Vietnam, que l'on envisage la question du point de vue intérieur, international ou même du point de vue de l'opinion publique américaine. D'autre part, il est peut-être inconcevable d'envisager le départ des Nhu sans Diem (ou du moins sans qu'il abandonne son poste). Quoi qu'il en soit, j'aimerais savoir si, à votre avis, une distinction peut (ou doit) être faite entre Diem d'une part, le conseiller d'Etat et Mme Nhu d'autre part.

Vous n'êtes en désaccord avec le général Harkins que sur un point, à savoir : est-il ou non opportun de demander à Diem :

1°) De chasser les Nhu.

2°) De prendre des mesures efficaces pour engager le pays tout entier dans la bataille contre le Vietcong.

A mon avis (et je me base en cela sur les discussions de Kattenburg avec Diem), cette démarche serait vouée à l'échec si nous nous contentions d'user de persuasion : sans la menace d'une sanction qui pourrait être par exemple l'arrêt de notre aide, je pense que jamais Diem ne prendrait la chose au sérieux. D'un autre côté, s'il était menacé d'une telle sanction, il envisagerait très certainement l'hypothèse d'une action contre lui et contre les Nhu, et serait très capable à ce moment-là de passer à la contre-attaque ou même d'appeler le Nord-Vietnam à l'aide pour expulser les Américains.

Je pense donc qu'avant de tenter cette ultime démarche, nous devrions attendre que les généraux soient prêts à passer à l'action et à constituer un nouveau gouvernement.

Un autre problème se pose cependant : est-ce à nous ou aux généraux de demander à Diem l'expulsion des Nhu ? Si les généraux acceptent de faire cette démarche, cela signifiera qu'ils sont prêts à faire une différence entre Diem et les Nhu, et qu'ils ne sont en rien les valets des Américains.

Je serais très heureux d'avoir votre point de vue sur ces questions. Bonne chance.

XLII. — LA REPONSE DE LODGE A RUSK

Câblogramme de l'ambassadeur Lodge au secrétaire d'Etat Rusk. 30 août 1963.

L'objectif principal est le départ des Nhu, départ qui « règlera en grande partie les problèmes qui se

posent... ». Entièrement d'accord avec vous sur ce point. Ceci dit, jamais Diem n'acceptera ce départ, et je puis même affirmer au contraire qu'il s'y opposera et qu'il souhaiterait même avoir plus d'hommes de la trempe de Nhu... Pour que les Nhu s'en aillent, il faut que les généraux prennent le pouvoir. Ce n'est qu'une fois l'affaire réglée que l'on pourra se demander s'il est préférable que Diem revienne au pouvoir ou s'il vaut mieux au contraire l'écarter des responsabilités de chef de l'Etat. Je pencherais plutôt quant à moi pour son maintien, mais je pense qu'il serait malhabile d'insister trop lourdement dans ce sens au cas où les généraux ne voudraient plus de lui.

Si je téléphone à Diem pour lui demander de se débarrasser des Nhu, je suis certain de me voir opposer un refus. Cependant, loin de repousser franchement ma requête, il me demandera un délai de réflexion de façon à permettre aux Nhu de prendre des mesures pour assurer leur sécurité.

Si l'intervention des généraux se déroule dans de bonnes conditions, je pense qu'il serait souhaitable de ne pas l'arrêter avant qu'ils n'aient la situation bien en main : ils pourraient alors se débarrasser de Nhu et décider du maintien ou du non-maintien de Diem à la tête de l'état.

Il est préférable à la fois pour eux et pour nous que ce soit eux qui se chargent de chasser les Nhu : il vaut mieux en effet que nous n'ayons rien à voir officiellement dans cette affaire.

Je n'envisage pas pour le moment de demander à Diem de me recevoir.

XLIII. — CABLE DU COMMANDANT EN CHEF AMERICAIN A SAIGON AU GENERAL TAYLOR

Câblogramme du général Paul Harkins, commandant en chef des forces américaines à Saïgon, au général

Maxwell D. Taylor, chef d'état-major interarmes. 31 août 1963.

J'ai vu Khiem ; il m'a affirmé que le Gros Minh avait cessé de faire des projets et étudiait d'autres possibilités. Khiem et Khanh ont eux aussi mis un terme à leurs projets, ce que ne fait pas Than, qui n'est cependant pas suivi par les militaires, qui lui reprochent ses sympathies provietcong. Les généraux ne se sentaient pas prêts dans la mesure où ils n'avaient pas assez de force sous leur contrôle alors que, de son côté, le Président pouvait disposer d'effectifs considérables. Khiem m'a précisé que les généraux ne voulaient pas passer à l'action sans être certains de réussir.

... Au cours d'une réunion tenue hier, M. Nhu m'a dit qu'il était prêt à entériner toutes les décisions que prendraient les Américains, en ajoutant qu'il était personnellement soutenu par le Président Kennedy. Je lui ai répondu que c'était là une grande nouvelle...

Khiem se demande si Nhu n'essaie pas en fait de prendre les généraux à revers ; il m'a précisé que les généraux n'avaient pas confiance en Nhu et se demandaient même si lui et sa femme n'émargeaient pas à la C.I.A. tant leur amitié avec M. Richardson était voyante...

Je lui ai demandé s'il n'était pas possible d'expliquer aux Nhu que leur départ règlerait en grande partie les problèmes qui se posaient, et il m'a répondu qu'une telle requête équivaudrait à un suicide, en précisant d'autre part qu'il n'y avait pas à faire de distinction entre Diem et les Nhu... La confusion est donc à son comble : tout le monde soupçonne tout le monde et personne n'est décidé à passer à l'action... Les Orientaux ne sont pas gens pressés...

XLIV. — MEMORANDUM D'UNE REUNION A WASHINGTON SUR LES SUITES DU COMPLOT D'AOUT

Mémorandum rédigé par le major général Victor H. Krulak, conseiller spécial des chefs d'état-major, à l'occasion d'une réunion tenue le 31 août 1963 au Département d'Etat. Outre le général Krulak, participaient à la réunion le Vice-Président Johnson, les secrétaires d'Etat Rusk et McNamara, l'assistant du secrétaire à la Défense Roswelle L. Gilpatric ; Mc George Bundy ; le général Taylor ; Edward R. Murrow, directeur de l'USIA (Agence d'Information des Etats-Unis), le lieutenant général Marshall S. Carter, sous-directeur de la C.I.A. ; Richard Helms et William E. Colby, de la C.I.A. ; Frederick E. Nolting, ancien ambassadeur à Saïgon ; le conseiller du secrétaire d'Etat Hillsman et Paul M. Kattenburg, responsable du Groupe d'études sur le Vietnam au Département d'Etat.

1) Le secrétaire d'Etat Rusk affirma que nous étions à son avis revenus à la situation de mercredi dernier et qu'il était donc nécessaire :

— D'en revenir au problème originel.

— De nous demander ce qui nous avait poussés à envisager la possibilité d'un coup d'état.

En mettant de côté la haine unanime contre les Nhu, trois éléments étaient à prendre en considération :

a — Les actions entreprises ou soutenues par les Nhu tendaient à bouleverser la situation au sein du gouvernement sud-vietnamien.

b — Les actions entreprises par les Nhu étaient jugées négativement à l'étranger.

c — La pression de l'opinion publique américaine.

2) M. Rusk proposa d'étudier attentivement les pro-

positions de l'ambassadeur Lodge et d'examiner les mesures à prendre pour raffermir l'esprit de corps au Sud-Vietnam, ces mesures pouvant aller de l'amélioration des conditions faites aux étudiants et aux Bouddhistes, jusqu'au départ possible de Mme Nhu. Il ajouta qu'il était inutile d'exiger le départ de Nhu dans la mesure où il s'agissait là d'une requête tout à fait irréaliste.

3) M. McNamara déclara qu'il était entièrement d'accord avec ce que venait de proposer le secrétaire d'Etat, et ajouta qu'il était nécessaire de rétablir au plus vite les communications entre Lodge, Harkins et le gouvernement vietnamien.

4) M. Rusk reprit la parole en disant que nous devions tout mettre en œuvre pour empêcher Diem de décapiter le haut commandement militaire ; cette mesure ne pourrait qu'affecter négativement la poursuite de la guerre. M. Rusk demanda alors si toutes les personnes présentes étaient absolument certaines que la tentative de coup d'état était annulée.

5) M. Kattenburg répondit qu'il avait encore quelques doutes à ce sujet et que, en tout état de cause, le message envoyé aux généraux manquait de fermeté.

6) M. Hillsman dit qu'à son avis les généraux ne bougeraient pas à moins qu'une poussée venue de la base ne les y oblige. L'ambassadeur Nolting précisa à cet égard que les structures vietnamiennes manquaient de cohésion et de coordination au point que tout pouvait arriver et que même si un coup d'état soigneusement préparé était annulé, des dissidents irresponsables pouvaient fort bien provoquer quelques remous.

7) M. Hillsman entreprit alors d'examiner quatre facteurs essentiels, qui, à son avis, influent directement sur les problèmes auxquels sont confrontés les Etats-Unis au Sud-Vietnam :

a — L'état d'esprit hostile de certaines couches de la population, en particulier des officiers subalternes, des sous-officiers et des petits fonctionnaires. M. Mc Namara intervint pour dire qu'il n'avait pas quant à lui été témoin de telles manifestations d'hostilité, et le général Taylor affirma la même chose, en ajoutant qu'il souhaitait que M. Hillsman évoquât des faits précis pour appuyer ses dires. M. Kattenburg prit alors la parole pour dire que les officiers subalternes et les fonctionnaires critiquaient unanimement le gouvernement, et M. McNamara déclara que, si tel était le cas, il était nécessaire que cela se sache.

b — Second facteur essentiel, d'après Hillsman : les contrecoups qui ne manqueraient pas d'affecter notre programme d'aide aux autres pays d'Asie au cas où nous soutiendrions un gouvernement fort dominé par les Nhu : M. Hillsman nota à cet égard qu'il existait une étude coréenne sur le degré de répression au-delà duquel les Etats-Unis retireraient leur aide. M. McNamara déclara qu'il n'était pas au courant de cette étude et qu'il avait hâte d'en prendre connaissance.

c — Troisième facteur essentiel : M. Nhu, sa personnalité, ses buts politiques. Hillsman rappela que Nhu avait déjà essayé d'expulser nos conseillers provinciaux et en conclut qu'il était de connivence avec les Français. Il en donna pour preuve un message intercepté, dont M. Bundy demanda à lire le contenu.

d — Quatrième point : l'opinion publique américaine et mondiale. Hillsman nota que ce problème touchait aux domaines politique et diplomatique. Il mit en particulier l'accent sur l'attitude de la presse

qui pense, à tort, que nous avons la possibilité de changer l'état de choses très critiquable prévalant actuellement au Vietnam. M. Murrow ajouta que la réprobation de la presse était désormais générale dans l'ensemble du monde.

8) M. Kattenburg intervint pour dire que, quelques jours auparavant, l'ambassadeur Lodge pensait que si nous prenions la décision de cohabiter avec ce régime répressif qui faisait garder chaque coin de rue par des hommes en armes et « négociait » avec des bonzes à sa solde, nous serions expulsés du Vietnam en moins de six mois. A la lumière de ces déclarations, M. Kattenburg déclara qu'il valait mieux en ce cas prendre la décision de quitter honorablement la scène sud-vietnamienne. Manifestant sa profonde déception devant l'attitude de Diem, qu'il connaissait depuis dix ans, M. Kattenburg ajouta qu'il était persuadé que celui-ci n'accepterait jamais de se séparer de son frère.

9) Le général Taylor demanda à M. Kattenburg ce qu'il entendait exactement lorsqu'il affirmait que nous serions expulsés du Vietnam en moins de six mois. Kattenburg répondit que dans un espace de temps pouvant varier entre six mois et un an, la population, nous voyant en train de perdre la guerre, passerait peu à peu de l'autre côté et nous obligerait à partir. L'ambassadeur Nolting exprima son désaccord avec les vues de M. Kattenburg, en précisant que les actions motivant un tel pessimisme étaient limitées aux villes, et que même si les citadins étaient moins favorables à Diem qu'auparavant, cela ne signifiait pas qu'ils ne l'étaient plus du tout. Il ajouta qu'il ne fallait surtout pas perdre de vue que nous avions fait un grand pas vers la victoire finale en collaborant avec ce même gouvernement incommode et imparfait.

10) M. Kattenburg ajouta qu'il fallait tenir compte

d'un autre facteur : la population, qui avait bon espoir de voir partir les Nhu, après que la « Voix de l'Amérique » ait déclaré que les Etats-Unis envisageaient de ne plus aider le gouvernement Diem, cette population, de nouveau victime de la répression de Nhu, allait très certainement faire preuve d'un profond découragement.

11) Le secrétaire d'Etat Rusk fit remarquer que l'exposé de Kattenburg était essentiellement basé sur des spéculations, et qu'il était préférable de remettre les pieds sur terre en s'appuyant sur les deux postulats suivants :

a — Nous ne partirons pas du Vietnam avant d'avoir gagné la guerre.

b — Nous ne provoquerons pas de coup d'état.

M. McNamara exprima son accord plein et entier avec les vues de M. Rusk.

12) M. Rusk ajouta qu'il fallait tenir Lodge informé du déroulement de cette réunion, et précisa que nous avions de bonnes raisons de croire que la victoire était proche : il suffisait de comparer la situation pendant les six premiers mois de 1962 et celle des six premiers mois de 1963. Il demanda ensuite au Vice-Président s'il avait des remarques à faire.

13) Le Vice-Président déclara qu'il était tout à fait d'accord avec les conclusions du secrétaire d'Etat Rusk ; il avait émis les réserves les plus expresses lorsqu'on avait parlé de la possibilité d'un coup d'état, en particulier parce qu'il n'existait pas à son avis d'alternative réelle au gouvernement Diem. Il ajouta que d'un point de vue à la fois pratique et politique, un retrait américain équivaudrait à un désastre, qu'il fallait donc cesser de jouer aux gendarmes et aux voleurs et reprendre enfin les discussions avec le gouvernement vietnamien de façon à être en mesure de gagner la guerre.

XLV. — LA MAISON-BLANCHE DEMANDE A LODGE DE FAIRE PRESSION SUR SAIGON POUR OBTENIR CERTAINES REFORMES

Câblogramme de la Maison-Blanche à l'ambassadeur Lodge. 17 septembre 1963.

1°) Une réunion tenue en haut lieu a approuvé les grandes lignes d'une proposition tendant à amener si possible le gouvernement sud-vietnamien à entreprendre un certain nombre de réformes et à accepter certains changements de personnel, de façon à soutenir les prises de position de l'opinion publique américaine et vietnamienne en faveur de la lutte contre le Vietcong.

2°) Il ne nous semble pas utile d'envisager le remplacement de l'actuelle équipe gouvernementale, tout du moins en ce qui concerne l'avenir immédiat : nous devons donc user de notre influence afin d'obtenir quelques améliorations, même modestes, car nous pensons qu'elles seraient susceptibles de faire évoluer favorablement la situation, tout du moins à court terme.

3°) Voici donc une série de décisions salutaires que pourrait prendre le gouvernement, par ordre d'importance décroissante :

A — Purifier l'air : Diem doit remettre tout le monde au travail et se concentrer sur la guerre en cours. Il doit se montrer large d'esprit et magnanime à l'égard de ceux qui, pour des raisons bien compréhensibles, ont parfois hésité à le soutenir inconditionnellement.

Un désir de réconciliation franc et sincère pourrait faire des merveilles alors qu'une attitude autocratique, dure et répressive ne contribuerait guère qu'à renforcer l'esprit de résistance.

B — Les Bouddhistes et les étudiants : les libérer sans les molester. Plus que toute autre, cette mesure

prouverait que la réconciliation nationale est en bonne voie et qu'il est possible de se concentrer à nouveau sur l'objectif n° 1 : la poursuite de la guerre vers la victoire finale.

C — La presse : il serait souhaitable de lui accorder toute liberté d'expression. Diem sera critiqué, mais une attitude indulgente et coopérative envers les organes de presse vietnamiens et internationaux ne pourra que faciliter les prises de position en faveur des décisions gouvernementales. Les comptes rendus tendancieux sont certes irritants mais une censure permanente risquerait de provoquer un jour des troubles sérieux.

D — Police et services secrets : confiner leur rôle aux opérations antivietcong, et leur donner l'ordre d'abandonner les opérations contre les groupes de l'opposition non communiste, de façon à indiquer clairement que l'on en revient à une politique de réconciliation maintenant que le gouvernement a retrouvé une certaine stabilité.

E — Chasser du gouvernement les cibles principales du mécontentement populaire, les remplacer par des personnalités moins marquées.

F — Les élections : elles doivent avoir lieu, elles doivent être libres et leur régularité doit être contrôlée par un grand nombre d'observateurs.

G — L'Assemblée : l'Assemblée sera convoquée tout de suite après les élections. Le gouvernement devra lui soumettre son programme politique et recevoir sa confiance. Une résolution de l'Assemblée contribuerait de façon non négligeable à redorer l'image de marque du gouvernement sud-vietnamien à l'étranger.

. . . . . .

I — Annuler ou amender le « cret n° 10.

J — Reconstruire les pagodes détruites.

K — Créer un ministère des Affaires religieuses.

L — Supprimer les restrictions sur les allocations de devises et sur les passeports, de façon à permettre à tous ceux qui le désirent de quitter le pays.

. . . . . .

8°) Nous savons que vous hésitez à reprendre le dialogue avec Diem tant que vous n'avez pas d'élément nouveau à lui exposer, mais nous croyons toujours que de telles discussions ont de bonnes chances de nous apporter au minimum un certain nombre de renseignements importants et peut-être même d'avoir sur lui un effet persuasif.

XLVI. — CABLE DE LODGE A KENNEDY : LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE POUR INTRODUIRE DES REFORMES

Câblogramme de l'ambassadeur Lodge au Département d'Etat, « pour l'information du Président ». 19 septembre 1963.

1°) Je vous accorde qu'il ne semble pas utile d'envisager le remplacement de l'actuelle équipe gouvernementale, tout du moins en ce qui concerne l'avenir immédiat.

2°) Toutes les mesures proposées au paragraphe 3, lettres A à M, ont déjà été présentées à Diem et à Nhu à un moment ou à un autre, la plupart par moi personnellement. Ils pensent que l'adoption de ces mesures risquerait soit de désintégrer la structure politique sur laquelle ils s'appuient, soit de leur faire perdre la face, soit les deux. Il serait donc tout à fait irréaliste de compter sur autre chose que sur un accord « du bout des lèvres ».

. . . . . .

4°) La situation générale semble s'être aggravée ces derniers temps : c'est ainsi que le Gros Minh a affirmé

hier en privé que le Vietcong se renforçait très régulièrement, que les couches de la population qui lui apportaient leur soutien étaient plus importantes que celles qui soutenaient le gouvernement ; que les arrestations se poursuivaient et que les prisons étaient pleines ; que de plus en plus, les étudiants s'enrôlaient dans les rangs du Vietcong ; que la corruption et le détournement de matériel américain se généralisaient au sein de l'administration vietnamienne, enfin, que « l'armée n'avait pas le cœur à la guerre ». Ces déclarations du général n° 1 de l'armée vietnamienne sont apparemment partagées par le secrétaire à la Défense Thuan, qui songe à quitter le pays.

XLVII. — RAPPORT McNAMARA-TAYLOR APRES UNE MISSION AU SUD-VIETNAM

Extraits du mémorandum préparé à l'intention du Président Kennedy par le secrétaire McNamara et le général Taylor. 2 octobre 1963.

A — *Conclusions :*

1) La campagne militaire a fait de gros progrès et continue d'ailleurs d'en faire.

2) Il existe de sérieuses tensions politiques à Saïgon, où le gouvernement Diem-Nhu devient de plus en plus impopulaire.

3) Rien ne prouve l'imminence d'un coup d'état, bien que l'assassinat de Diem ou de Nhu soit une éventualité à ne pas écarter.

4) Bien qu'un certain nombre d'officiers de l'armée sud-vietnamienne manifestent une certaine hostilité envers le gouvernement, il est possible d'affirmer que leur hostilité à l'égard du Vietcong est encore plus forte, et qu'ils continueront, tout du moins en ce qui

concerne le proche avenir, à assurer leurs devoirs militaires.

5) Une extension de la répression sur ordre de Diem et de Nhu pourrait changer radicalement la tendance plutôt favorable existant en ce moment au sein de l'armée. En revanche, un retour à la modération dans les méthodes de contrôle, pour improbable qu'il soit, affaiblirait sérieusement la crise politique.

6) Il n'est pas évident que les pressions américaines envisagées amèneraient Diem et Nhu à adopter une politique plus modérée, elles pourraient même au contraire renforcer leur obstination. Cependant, sans le recours à de telles pressions, leur attitude n'évoluera certainement pas dans un sens favorable.

B — *Recommandations :*

Nous recommandons :

1) Que le général Harkins étudie avec Diem la tactique à suivre pour que la campagne militaire dans les régions du Nord et du Centre soit menée à bon terme à la fin de 1964, et à la fin de 1965 dans le Delta.

2) Qu'un programme d'entraînement intensif du personnel vietnamien soit mis sur pied de façon à ce que les tâches assignées en ce moment aux militaires américains soient assumées par les Vietnamiens dès la fin de 1965. Il devrait être possible à ce moment-là de retirer du Vietnam le gros des effectifs américains.

XLVIII. — MESSAGE DE LODGE A PROPOS DE LA RENCONTRE D'UN AGENT DE LA C.I.A. AVEC LE GENERAL MINH

Câblogramme de l'ambassadeur Lodge au Département d'Etat. 5 octobre 1963.

1°) Le lieutenant général Conein a rencontré le 5 octo-

bre 1963 au matin le général Duong Van Minh à son quartier général de Le Van Duyet. Cet entretien qui a duré 70 minutes, avait été demandé par le général Minh et autorisé par l'ambassadeur Lodge. La discussion s'est déroulée en tête à tête, en français.

2°) Le général Minh a déclaré qu'il voulait savoir quelle serait l'attitude du gouvernement américain devant un changement de gouvernement au Sud-Vietnam dans le proche avenir. Le général a précisé que ses collègues et lui-même se rendaient parfaitement compte que la situation se détériorait rapidement et qu'il était donc nécessaire de changer de gouvernement sous peine de voir le Vietcong gagner la guerre, puisque le gouvernement n'avait plus le soutien du peuple. Le général Minh cita, parmi les généraux acquis à l'idée d'un coup d'état : le major général Tran Van Don, le général de brigade Tran Thien Khiem, le major général Tran Van Kim...

3°) Le général Minh a affirmé clairement qu'il ne ferait pas appel à l'aide américaine pour renverser le gouvernement, mais il a en revanche lourdement insisté pour qu'on lui donne l'assurance que le gouvernement américain n'essaierait pas (je répète : n'essaierait pas) de contrecarrer ses plans.

4°) Le général Minh a également affirmé qu'il n'avait pas d'ambitions politiques et que les autres généraux n'en avaient pas non plus, à l'exception peut-être du général Ton That Dinh, ajouta-t-il en riant. Il a insisté sur le fait que son seul objectif était la poursuite victorieuse de la guerre, et que pour cela il était nécessaire que l'aide économique et militaire américaine se poursuive au rythme actuel (il a parlé d'un million et demi de dollars par jour).

5°) En ce qui concerne le changement de gouvernement, le général Minh a évoqué trois possibilités :

a — L'assassinat de Ngo Dinh Nhu et de Ngo Dinh Can, Diem restant président. Minh dit que ce projet ne comporte pas de difficultés particulières.

b — L'encerclement de Saïgon par diverses unités blindées, en particulier celle de Ben Cat.

c — Une confrontation directe entre les unités engagées dans le coup d'état et les troupes loyalistes de Saïgon. Minh affirme que Diem et Nhu peuvent compter sur le soutien de cinq mille cinq cents hommes à Saïgon même.

6°) Conein a répondu qu'il ne pouvait pas prendre position tant en ce qui concernait l'attitude du gouvernement américain à l'égard d'un coup d'état qu'en ce qui concernait la tactique à suivre pour le coup d'état proprement dit.

7°) Le général Minh a poursuivi son exposé en expliquant que les trois hommes les plus dangereux du Sud-Vietnam étaient Ngo Dinh Nhu, Ngo Dinh Can et Ngo Trong Hieu. Lorsque Conein lui fit remarquer qu'il avait oublié de citer le colonel Tung, Minh lui affirma : « si je débarrasse le pays de Nhu, de Can et de Hieu, le colonel Tung se mettra à genoux devant moi ».

.....

9°) Minh ajouta qu'il était nécessaire d'agir très vite dans la mesure où de nombreux officiers responsables de régiments, de bataillons ou de compagnies fomentaient de leur côté un coup d'état qui, voué à l'échec, ne manquerait pas de provoquer une « catastrophe ».

10°) Minh sembla admettre la position de Conein lorsque celui-ci lui expliqua qu'il n'était pas habilité à prendre des décisions, mais il émit l'espoir de le rencontrer à nouveau pour avoir son point de vue sur la meilleure tactique à suivre en vue d'assurer le succès du coup d'état.

XLIX. — COMMENTAIRES DE LODGE SUR LA RENCONTRE C.I.A.-MINH

Câblogramme de l'ambassadeur Lodge au secrétaire Rusk. 5 octobre 1963.

Ni Harkins ni moi ne faisons confiance au Gros Minh. Je demande donc des instructions à propos de l'entrevue qu'il a demandée à Conein. A mon avis, et le général Harkins est d'accord avec moi, Conein devrait adopter la position suivante :

1) Donner à Minh l'assurance que les Etats-Unis ne contrarieront pas ses projets.

2) Lui offrir d'examiner ses plans, à l'exception toutefois de ceux prévoyant l'assassinat de personnalités.

3) L'assurer que les Etats-Unis continueront d'aider tout gouvernement vietnamien qui prendra l'engagement de s'assurer du soutien du peuple et de poursuivre la guerre contre les communistes.

L. — LA POSITION DE KENNEDY SUR LES PROJETS DE COUP D'ETAT

Câblogramme de la Maison-Blanche à l'ambassadeur Lodge, transmis par l'intermédiaire de la C.I.A. 5 octobre 1963.

Le Président a approuvé aujourd'hui la proposition de ne prendre actuellement aucune initiative active ou dissimulée en faveur d'un coup d'état. Cependant, il est urgent de commencer à établir, en respectant les consignes de secret les plus strictes et les instructions de l'ambassadeur, des contacts avec les possibles dirigeants de rechange. Il est capital que la discrétion soit absolue sur ces contacts, qui devront pouvoir être démentis, et qui seront complètement indépendants des rapports et analyses politiques habituels ainsi que des

autres activités de la mission. Nous répétons que ces contacts ne sont pas destinés à encourager une tentative de coup d'état, mais à surveiller l'évolution de la situation.

LI. — CABLE DE LA MAISON-BLANCHE A LODGE SUR LA REPONSE A DONNER AU GENERAL MINH

Câblogramme de la Maison-Blanche à l'ambassadeur Lodge. 6 octobre 1963.

Les idées générales suivantes sont issues d'une discussion avec le Président : si nous ne voulons en aucun cas encourager un quelconque coup d'état, nous ne devons pas non plus donner l'impression que les Etats-Unis sont prêts à s'opposer à tout changement de régime ou à supprimer l'assistance militaire et économique à un nouveau gouvernement si celui-ci désire poursuivre et accentuer l'effort de guerre, s'assurer du soutien du peuple et améliorer ses relations avec les Etats-Unis. Nous aimerions être informés de ce qui se prépare sans cependant avoir à donner notre avis sur des plans d'intervention, ce qui risquerait d'impliquer un peu trop les Etats-Unis dans l'éventualité d'un changement de gouvernement...

. . . . . .

LVII. — CABLE DE LODGE A BUNDY : LES ETATS-UNIS NE DOIVENT PAS FAIRE ANNULER LE COUP D'ETAT

Câblogramme de l'ambassadeur Lodge à M. George Bundy. 30 octobre 1963.

Nous devons bien sûr étudier de très près les chances de succès du coup d'état en préparation, mais il est inutile d'espérer que nous pourrons l'empêcher en dernier ressort. Le général Don a dit et répété clairement

qu'il s'agissait là d'une affaire purement vietnamienne. Théoriquement nous pourrions bien sûr informer Diem de ce qui nous a été dit confidentiellement, ce qui porterait sans aucun doute un coup fatal à la tentative prévue, mais il est évident qu'une telle traîtrise porterait un coup sévère à notre prestige ici et ailleurs. Si donc nous réussissions à faire annuler le coup d'état, ce dont je doute fort, il est à peu près évident que de jeunes officiers, ou certains groupes de militaires, passeraient alors à l'action et leur échec prévisible créerait un chaos indescriptible qui ne manquerait pas de faciliter l'action du Vietcong.

Les Etats-Unis essaient de transformer ce pays médiéval en pays moderne : si nous l'avons fait considérablement progresser du point de vue militaire et économique, il nous reste encore à le transformer du point de vue politique, et ceci peut être réalisé soit en bouleversant de fond en comble les méthodes d'action du gouvernement actuel, soit en le remplaçant par un autre gouvernement. Le problème posé par le Vietcong est en partie d'ordre militaire mais il est surtout d'ordre psychologique et politique.

. . . . . .

LIX. — DERNIERE CONVERSATION DE LODGE AVEC DIEM

Extraits du câblogramme de l'ambassadeur Lodge au Département d'Etat. 1er novembre 1963.

A 4 h 30 du matin, le 1er novembre, le Président Diem téléphona à l'ambassadeur Lodge et eut avec lui la conversation suivante :

Diem : — Quelques unités se sont rebellées. Je voudrais savoir quelle est l'attitude des Etats-Unis...

Lodge : — Je ne m'estime pas suffisamment informé

pour pouvoir vous le dire. J'ai entendu les coups de feu mais je ne suis pas assez familier avec l'ensemble des faits. Et puis il est quatre heures trente du matin à Washington et le gouvernement n'est pas en mesure de se faire une opinion.

Diem : — Mais vous devez tout de même bien avoir quelques idées. Après tout, je suis un chef d'Etat. J'ai essayé de faire mon devoir et je veux maintenant faire ce que mon devoir et le bon sens commandent. Je crois au devoir avant tout.

Lodge : — Vous avez sans aucun doute fait votre devoir. Comme je vous l'ai dit ce matin, j'admire votre courage et tout ce que vous avez fait pour votre pays. Personne ne pourra vous ôter ce mérite. Maintenant je dois vous dire que je suis inquiet au sujet de votre sécurité. J'ai entendu dire que les responsables de la situation actuelle seraient disposés à vous offrir un sauf-conduit au cas où vous accepteriez de démissionner. Etes-vous au courant ?

Diem : — Non. (Après un moment de silence) : vous avez mon numéro de téléphone ?

Lodge : — Oui. Si je puis faire quoi que ce soit pour assurer votre sécurité, n'hésitez pas à m'appeler.

Diem : — J'essaie de rétablir l'ordre.

LX. — JOHNSON DONNE L'ORDRE DE POURSUIVRE LA POLITIQUE VIETNAMIENNE DE KENNEDY

Extraits du mémorandum rédigé après la réunion du 26 novembre 1963 du Conseil National de Sécurité, quatre jours après l'assassinat du Président Kennedy.

(Ce mémorandum du Conseil National de Sécurité a été rédigé pour guider et diriger notre effort de guerre sous la direction du nouveau gouvernement

vietnamien. Il assigne pour but à l'engagement américain au Vietnam « d'aider le peuple et le gouvernement de ce pays à remporter la victoire contre la conspiration communiste dirigée et aidée de l'extérieur ». Les troupes américaines basées au Vietnam devront contribuer à atteindre ce but. Le mémorandum réaffirme que mille soldats américains devront quitter le pays fin 1963, que l'insurrection devra être matée fin 1964 dans les zones I, II, III et fin 1965 dans le Delta.)

Les objectifs des Etats-Unis en ce qui concerne le retrait des troupes américaines restent ceux qui ont été définis par la déclaration de la Maison-Blanche en date du 2 octobre 1963...

Le Président attend de tous les hauts fonctionnaires du gouvernement qu'ils soutiennent énergiquement la politique actuelle du gouvernement des Etats-Unis au Sud-Vietnam. A Washington comme sur le terrain, il est essentiel que le gouvernement soit uni...

Nous devons concentrer nos efforts, et autant que possible persuader le gouvernement sud-vietnamien de concentrer les siens sur la situation critique existant dans le Delta du Mékong. Cela implique non seulement que notre aide militaire soit accrue mais que notre aide économique et politique le soit également... Nous ne devons pas nous contenter d'augmenter le nombre de hameaux contrôlés par les forces gouvernementales, mais nous devons essayer en plus d'accroître les ressources de cette région, en particulier là où l'augmentation des récoltes peut être mise sur le compte des forces anticommunistes. Il est de l'intérêt du gouvernement des Etats-Unis que l'actuel gouvernement provisoire du Sud-Vietnam soit soutenu dans son effort de consolidation, effort basé essentiellement sur le soutien populaire.

(...En conclusion, le mémorandum demande que les organismes compétents préparent des projets d'opéra-

tions clandestines contre le Nord-Vietnam et contre le Laos. Pour justifier de telles mesures, le Département d'Etat était chargé de préparer un dossier très documenté « pour démontrer au monde à quel point le Vietcong était contrôlé, soutenu et ravitaillé par Hanoï, en particulier par l'intermédiaire du Laos...)

24/VII
ข้ามจำหน่าย

CHAPITRE IV

DECEMBRE 1963-AOUT 1964 (INCIDENTS DU GOLFE DU TONKIN ET LEURS CONSEQUENCES)

LXI. — RAPPORT DE McNAMARA A JOHNSON SUR LA SITUATION A SAIGON EN 1963

Mémorandum « la situation au Vietnam », rédigé par le secrétaire à la Défense Robert S. McNamara à l'intention du Président Lyndon B. Johnson. 21 décembre 1963.

Voici le résumé de mes conclusions, après ma visite des 19 et 20 décembre au Vietnam :

1°) La situation est très inquiétante. Si nous ne provoquons pas d'ici deux ou trois mois un renversement de tendance, le Vietnam adoptera au mieux une politique neutraliste, mais passera plus probablement sous le contrôle des communistes.

2°) Le nouveau gouvernement est une grave source d'inquiétude : il est indécis et hésitant. Même si Minh dit que c'est lui et non le Comité des généraux qui prend les décisions, il n'est pas évident qu'il en soit ainsi. De toute façon, ni lui, ni les autres membres du Comité n'ont d'expérience dans le domaine de l'administration et, jusqu'à présent, aucune personnalité mar-

quante ne s'est révélée dans ce domaine. Aucun projet précis de reconstitution du programme de hameaux stratégiques n'est mis sur pied, et les chefs de provinces, pour la plupart nouveaux et inexpérimentés, ne reçoivent que peu de directives (s'ils en reçoivent) de la part des généraux qui sont essentiellement préoccupés par la marche des affaires politiques. J'ai particulièrement mis l'accent sur ces problèmes au cours de mes conversations avec Minh, Don, Kim et Tho.

3°) La mission américaine est le second point faible : elle n'est pas vraiment dirigée et ne travaille pas selon un plan déterminé conjointement. De plus Lodge n'a pratiquement aucun contact officiel avec Harkins. Il envoie des rapports contenant des informations militaires de la plus haute gravité sans même en parler à Harkins, à qui il ne montre d'ailleurs pas certains documents particulièrement importants.

D'après moi, Lodge ne sait pas diriger une administration coordonnée : ce défaut lui a été signalé bien des fois par Dean Rusk et par moi-même (ainsi d'ailleurs que par John McCone) et, bien que je ne pense pas qu'il ait tenu nos conseils pour quantité négligeable, je crois qu'il continuera à opérer en solitaire comme il l'a fait toute sa vie.

Quoi qu'il en soit, la Défense et la C.I.A. doivent intervenir énergiquement pour que cette situation ne se prolonge pas plus longtemps. John McCone et moi-même en avons déjà discuté, et nous prendrons des décisions fermes dans nos sphères respectives.

4°) Les progrès du Vietcong ont été importants dans la période suivant directement le coup d'état, mais à mon avis la situation s'est en fait détériorée depuis juillet dans les zones rurales, et cela beaucoup plus vite que prévu : dans ce domaine, nous avons eu le tort de nous fier aux rapports des Vietnamiens.

Le Vietcong contrôle maintenant une masse impor-

tante de la population dans certaines provinces clés, en particulier dans les provinces situées à l'Ouest et au Sud de Saïgon. Le programme de hameaux stratégiques était trop ambitieux dans ces provinces, et le Vietcong a pu détruire un certain nombre de hameaux tandis que d'autres étaient soit abandonnés par ses occupants, soit même en certains cas, pillés par les troupes des Corps d'autodéfense gouvernementaux. Dans ces provinces clés, le Vietcong a détruit la plupart des grandes routes et peut ainsi collecter tranquillement ses impôts.

Pour remédier à cet état de choses, il faudrait :

a — Que le gouvernement redistribue ses forces de façon à ce que la présence gouvernementale dans ces provinces soit doublée.

b — Qu'il prépare des plans réalistes de pacification progressive, en laissant aux troupes le temps nécessaire pour s'assurer que les zones pacifiées resteront bien sous contrôle gouvernemental, avant de poursuivre leur offensive.

Ce tableau assez noir dépeint essentiellement la situation existant dans les provinces entourant la capitale et dans le Delta, la situation dans le Nord et le Centre du pays étant considérablement moins agitée, (elle ne semble d'ailleurs pas s'être détériorée sensiblement au cours des derniers mois, et le général Harkins espère toujours que ces zones pourront être considérées comme raisonnablement sûres au second semestre de l'année prochaine).

5°) L'infiltration d'hommes et d'équipement en provenance du Nord-Vietnam se poursuit par trois canaux :

a — Par les pistes traversant le Laos et le Cambodge.

b — Par le Mékong.

c — Par la mer dans la région du Delta.

Selon les meilleures estimations, mille à quinze cents cadres vietcong ont transité par le Laos pour entrer au Sud-Vietnam pendant les neuf premiers mois de 1963, et les communistes utilisent apparemment la voie d'eau du Mékong pour introduire leur armement lourd et les matières premières dont ils ont besoin au Sud.

Pour parer à ces infiltrations, nous avons étudié à Saïgon différents projets d'intervention au Laos, mais je pense que de telles opérations ne seraient ni acceptables du point de vue politique, ni efficaces du point de vue militaire. Nous devrions à mon sens dresser une carte détaillée des frontières laotienne et cambodgienne, carte qui serait établie à partir des photographies aériennes prises à partir des U-2.

En ce qui concerne les voies d'eau, les plans préparés à Saïgon sont loin d'être satisfaisants, et une équipe de spécialistes venant d'Honolulu va être envoyée sur place pour étudier les mesures à prendre. Le réseau hydrographique est de toute façon trop important pour qu'une surveillance constante et efficace soit possible.

Si toutefois le problème des infiltrations est grave et préoccupant, il ne faut pas oublier que les problèmes abordés précédemment le sont encore plus.

6°) Les plans prévoyant un certain nombre d'interventions secrètes au Nord-Vietnam et mis sur pied comme nous l'avions demandé me paraissent tout à fait satisfaisants : ils présentent une grande variété d'opérations psychologiques et de sabotage, parmi lesquelles nous devrions sélectionner celles qui offrent un maximum de chances de succès et un minimum de risques.

7°) Minh, qui est violemment opposé à toute idée de neutralisation du Vietnam, a tendance à mettre en doute notre attitude à cet égard en se basant sur les éditoriaux du *New York Times* et sur les articles de

Walter Lippmann. Nous l'avons bien sûr rassuré sur ce point ainsi que sur celui d'une éventuelle neutralisation du Cambodge.

Je vous recommande d'envoyer à Minh un message pour le Nouvel An, message qui mettrait en particulier l'accent sur la nécessité pour le gouvernement (et en particulier pour Minh lui-même) d'une direction ferme et centralisée.

8°) Il n'est pas utile d'augmenter substantiellement notre aide en hommes et en matériel.

Conclusion : Mon point de vue sur la situation pèche peut-être par excès de pessimisme. Lodge, Harkins et Minh seraient probablement d'accord avec moi sur un certain nombre de points, mais ils pensent en général que le mois de janvier se soldera par d'importants progrès. Quoi qu'il en soit, nous devons étudier attentivement la situation, et nous tenir prêts à intervenir massivement au cas où celle-ci ne montrerait pas de signes d'amélioration.

LXII. — MEMORANDUM DES CHEFS D'ETAT-MAJOR DES TROIS ARMES SUR L'EXTENSION DE LA GUERRE

Mémorandum du général Maxwell D. Taylor, chef d'état-major interarmes, à l'intention du secrétaire à la Défense McNamara, sur « le Vietnam et l'Asie du Sud-Est ». 22 janvier 1964.

1°) D'après le mémorandum du Conseil National de Sécurité, il est clair que le Président est décidé à remporter la victoire contre l'insurrection communiste au Sud, insurrection soutenue et dirigée de l'extérieur. Les chefs d'état-major des trois armes pensent que pour remporter cette victoire, les Etats-Unis doivent se préparer à lever les restrictions qu'ils se sont volontairement imposées et qui limitent leurs efforts, et à

passer hardiment à l'action au risque de provoquer un accroissement de la tension.

2°) Les chefs d'état-major des trois armes remarquent que l'évolution de la situation au Vietnam se répercute sur le reste de l'Asie du Sud-Est, et que, si le programme américain réussit au Sud-Vietnam, il ne manquera pas de contribuer grandement à stabiliser la situation dans l'ensemble du Sud-Est Asiatique.

Inversement, la perte du Sud-Vietnam au profit des communistes laisserait présager l'affaiblissement de nos positions dans le sous-continent.

3°) Le Laos, qui repose déjà sur des bases fragiles, ne survivrait probablement pas longtemps dans sa forme actuelle si un état communiste (ou pseudo-neutraliste) venait à s'établir sur son flanc oriental. De même la Thaïlande ne pourrait résister à la pression des troupes infiltrées par le Nord, après que le Laos soit passé à son tour sous contrôle communiste.

Le Cambodge, estimant apparemment que notre avenir au Sud-Vietnam se présente plutôt mal, semble rechercher un accommodement avec les communistes, encouragé en cela par les Français. Dans l'hypothèse d'une défaite américaine au Sud-Vietnam, il serait peu raisonnable d'espérer voir le Cambodge maintenir ne serait-ce qu'un semblant de neutralité.

4°) A plus long terme, l'échec de notre programme au Sud-Vietnam ne manquerait pas de semer le doute sur notre résolution, notre crédibilité et notre puissance dans les pays suivants : Birmanie, Inde, Malaisie, Japon, Taiwan, République de Corée, Philippines.

De même, ce conflit mettant pour la première fois à l'épreuve notre détermination de vaincre les communistes et leurs « guerres de libération nationale », il n'est pas déraisonnable de penser que notre prestige en Afrique et en Amérique Latine serait sérieusement affecté en cas d'échec.

5°) Tous ces éléments soulignent l'importance du Sud-Vietnam dans le cadre de notre confrontation avec le monde communiste, et prouvent qu'il est primordial que ce conflit connaisse le plus vite possible une issue favorable.

Il serait cependant complètement irréaliste d'espérer en finir avec l'insurrection d'ici un ou deux ans : en Malaisie, les Britanniques ont mis près de dix ans pour faire passer la masse de la population rurale sous le contrôle du gouvernement, pour permettre à la police de maintenir l'ordre et aux forces armées d'éliminer les derniers noyaux de guérilla.

6°) Les chefs d'état-major des trois armes sont convaincus que les Etats-Unis doivent montrer clairement à l'ennemi qu'ils sont décidés à mener à bon terme la campagne militaire engagée au Vietnam. Pour cela, ils devront se préparer à entreprendre un certain nombre d'opérations en fonction de l'évolution de la situation.

. . . . . .

8°) Les Américains et les Sud-Vietnamiens n'ont pas l'initiative sur le terrain : c'est l'ennemi qui décide du moment et de l'emplacement de la bataille, ainsi que de la tactique à suivre : nous n'agissons pas, nous nous contentons de réagir, du fait même des limites que nous nous sommes volontairement imposées, en particulier face à l'aide extérieure que reçoit le Viet-cong. Cela explique que la guerre soit circonscrite à l'intérieur des frontières du Sud-Vietnam, que les forces armées des Etats-Unis ne soient pas autorisées à intervenir directement et que les responsables militaires américains doivent se contenter de donner des conseils au gouvernement vietnamien. Ces restrictions permettent sans doute de défendre plus facilement nos prises de position sur les problèmes internationaux, mais elles contribuent d'un autre côté à rendre notre tâche plus délicate et à nous faire perdre du temps et de

l'argent. De plus, ces restrictions peuvent être analysées par l'ennemi comme des signes d'hésitation, et risquent donc de l'encourager à poursuivre et à accentuer ses efforts.

Un changement d'attitude à cet égard, qui se caractériserait par exemple par l'adoption d'un programme plus offensif, contribuerait de façon non négligeable à contrôler plus étroitement l'évolution de la situation.

Il semble d'autre part que, compte tenu des échecs économiques (en particulier agricoles) subis par la Chine communiste, sans parler de la tension avec les Soviétiques, les communistes seront amenés à y réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une aventure militaire de grande envergure en Asie du Sud-Est.

9°) Tout en demandant qu'un certain nombre d'opérations soient menées à l'extérieur du Sud-Vietnam, les chefs d'état-major des trois armes n'oublient pas que la bataille contre l'insurrection doit essentiellement être menée au Sud-Vietnam même, et que la guerre doit avant tout être gagnée dans l'esprit des Vietnamiens. Parallèlement, l'aide extérieure que reçoit le Vietcong en hommes, en matériel et en conseils de tous ordres, est suffisamment importante pour qu'on la considère comme un encouragement à la subversion. Nous sommes par conséquent convaincus que si cette aide extérieure cessait complètement, le caractère de la guerre au Sud-Vietnam changerait brusquement, et dans un sens très favorable ; c'est à cause de cette certitude que nous sommes résolument en faveur de la mise en pratique du plan d'actions secrètes contre le Nord-Vietnam que vous avez récemment soumis au Président.

Nous pensons toutefois qu'il serait vain d'attendre de ces opérations qu'elles portent un coup décisif à la détermination des communistes de soutenir l'insurrection, et nous proposons par conséquent de nous

préparer à intervenir à un niveau beaucoup plus élevé, non seulement pour des raisons tactiques évidentes, mais pour montrer la fermeté de notre résolution à la fois à nos amis et à nos ennemis.

10°) En conséquence, les chefs d'état-major des trois armes considèrent que les Etats-Unis doivent se tenir prêts à entreprendre des actions audacieuses en Asie du Sud-Est. En ce qui concerne plus particulièrement le Vietnam, les Etats-Unis devraient :

a — Assigner au commandant en chef des forces américaines au Vietnam la responsabilité de l'ensemble des activités militaires au Sud-Vietnam.

b — Demander au gouvernement vietnamien d'abandonner temporairement la direction des opérations militaires et de la confier au commandant en chef des forces américaines.

c — Assigner au commandant en chef des forces américaines la responsabilité de l'ensemble des actions prévues contre le Nord-Vietnam.

d — Organiser une surveillance aérienne constante de l'ensemb'e du territoire laotien et cambodgien.

e — Demander au gouvernement vietnamien d'entreprendre des opérations terrestres contre le Laos à une échelle suffisamment importante pour faire obstacle aux infiltrations massives d'hommes et de matériel vers le Sud.

f — Armer, conseiller, équiper et aider le gouvernement vietnamien de façon à lui permettre de bombarder les zones critiques au Nord-Vietnam, et de miner les zones côtières.

g — Conseiller et aider le gouvernement vietnamien de façon à lui permettre de mener des raids de commando sur une grande échelle contre les zones critiques au Nord-Vietnam.

h — Entreprendre le bombardement aérien des objectifs prioritaires au Nord-Vietnam : pour cela, les Etats-Unis devront agir sous la couverture du gouvernement vietnamien qui assumera d'autre part l'entière responsabilité de ces actions.

i — Renforcer les troupes opérationnelles déjà présentes au Sud-Vietnam.

j — Intervenir directement contre le Nord-Vietnam.

11°) Nous sommes convaincus que, pour renforcer nos positions en Asie du Sud-Est, il est nécessaire que les propositions énumérées ci-dessus soient adoptées et mises en pratique.

LXIII. — RAPPORT DE McNAMARA SUR LES INITIATIVES A PRENDRE POUR CHANGER LE COURS DE LA GUERRE

Extraits du mémorandum sur « le Sud-Vietnam », rédigé par le secrétaire à la Défense McNamara à l'intention du Président Johnson. 16 mars 1964.

I. — *Les objectifs américains au Sud-Vietnam :*

Il est essentiel que le Sud-Vietnam soit indépendant et non communiste, mais il n'est pas indispensable qu'il fasse partie d'une quelconque Alliance Occidentale ou même qu'il serve de base aux Occidentaux. Le Vietnam doit cependant être libre d'accepter une aide extérieure nécessaire pour maintenir sa sécurité : cette aide doit non seulement lui permettre de faire face à ses problèmes économiques et sociaux mais également lui permettre de contrer efficacement et d'éliminer les éléments subversifs.

Si nous n'atteignons pas cet objectif au Sud-Vietnam, la presque totalité des pays du Sud-Est Asiatique passera sous contrôle communiste (Vietnam, Laos, Cambodge), cherchera des accommodements avec les communistes en excluant toute influence américaine ou

anticommuniste (Birmanie) ou sera dominé par des forces non explicitement communistes pour le moment mais qui risquent fort de le devenir (Indonésie, Malaisie). Avec notre aide, la Thaïlande tiendrait probablement quelque temps, mais serait soumise à de graves pressions.

Même les Philippines seraient ébranlées, et la menace pesant sur l'Inde à l'Ouest, l'Australie et la Nouvelle-Zélande au Sud, Taiwan, la Corée et le Japon au Nord, s'accentuerait fortement.

Toutes ces conséquences se seraient probablement vérifiées si depuis 1954 et surtout depuis 1961 les Etats-Unis n'étaient pas intervenus massivement au Sud-Vietnam. Ce facteur ne ferait d'ailleurs qu'accentuer l'impact qu'aurait l'instauration d'un régime communiste au Sud-Vietnam, impact qui se ferait sentir non seulement en Asie, mais aussi dans le reste du monde, où l'on considère volontiers que le conflit vietnamien met à l'épreuve la capacité américaine à venir en aide à une nation libre confrontée à une « guerre de libération » communiste.

L'enjeu est donc des plus importants en ce qui concerne notre politique étrangère.

II — *La politique américaine actuelle au Sud-Vietnam :*

Nous nous efforçons d'aider le Sud-Vietnam à vaincre le Vietcong, soutenu par le Nord, en utilisant tous les moyens dont nous disposons, à l'exception toutefois de l'intervention directe d'unités combattantes américaines. Nous n'entreprenons pas d'actions contre le Nord-Vietnam, sinon sous le couvert d'un programme « secret » très modeste et de toute façon beaucoup trop limité pour que ses résultats soient significatifs, (les opérations sont menées par les Sud-Vietnamiens, aidés de quelques Chinois de Chine Nationaliste)

Au Laos, nous travaillons essentiellement dans le cadre des Accords de Genève de 1962, et au Cambodge nous essayons de convaincre Sihanouk de ne pas abandonner le peu de neutralité qui lui reste en l'empêchant de chercher des accommodements avec Hanoï et Pékin. C'est ainsi que les gouvernements américain et sud-vietnamien sont amenés à fermer les yeux sur l'utilisation intensive des territoires laotien et cambodgien par le Vietcong, qui s'en sert à la fois comme sanctuaires et comme voies d'infiltration.

III. — *Situation actuelle au Sud-Vietnam :*

A. — Les conceptions globales et les effectifs engagés par les gouvernements américain et vietnamien peuvent être considérés comme adéquats. Dans les domaines militaire, économique et d'action civique, des progrès peuvent encore être réalisés, au besoin par un accroissement de la présence américaine, mais il ne semble pas souhaitable que le personnel américain soit considérablement renforcé, ni que l'équipement actuel soit entièrement renouvelé.

B. — Le principe selon lequel le personnel américain doit être réduit là où les Sud-Vietnamiens sont capables de prendre la situation en charge, est un principe sain. Son application ne conduira pas à des réductions importantes de personnel dans le proche avenir, mais permettra de prouver à l'opinion américaine et mondiale que les Etats-Unis considèrent cette guerre comme un conflit que les Sud-Vietnamiens doivent gagner et dans lequel ils assument toutes les responsabilités. Des réductions substantielles de personnel américain devraient être possibles avant la fin de 1965, mais les Etats-Unis doivent néanmoins continuer à affirmer qu'ils fourniront toute l'aide requise sans considération de temps.

C. — La situation s'est sans aucun doute détériorée, tout du moins depuis septembre :

1) En ce qui concerne les campagnes, on peut dire que 40 % du territoire est sous contrôle Vietcong, ou tout du moins que l'influence du Vietcong y est prédominante. Dans vingt-deux des quarante-trois provinces, le Vietcong contrôle 50 % ou plus des zones rurales (80 % de la province de Phuoc Tuy, 90 % de celle de Binh Duong ; Han Nghia : 75 % ; Long An : 90 % ; Kiem Tuong : 90 % ; Dinh Tuong : 90 % ; Kien Hoa : 90 % ; An Xuyen : 85 %).

2) Une partie importante de la population montre des signes d'apathie et d'indifférence ; de plus, un certain désenchantement se fait jour chez les militaires du contingent américain.

a) Les taux de désertion tant en ce qui concerne l'armée qu'en ce qui concerne les formations paramilitaires sont élevés et en hausse constante.

b) Les réfractaires sont nombreux alors que le Vietcong recrute un nombre croissant de jeunes gens.

c) Le moral des milices des hameaux et des Corps d'autodéfense (qui ont la charge de la sécurité des hameaux) est bas et très défaillant.

3) Au cours des trois derniers mois, l'affaiblissement des positions du gouvernement a été particulièrement sensible.

4) La structure politique verticale qui permettait un contrôle efficace allant de Saïgon au moindre hameau, cette structure a disparu à la suite du coup d'état de novembre.

5) L'aide nord-vietnamienne, qui a toujours été très importante, s'est accrue dans des proportions notables.

D. — La viabilité incertaine du gouvernement Khanh ne contribue pas à faire progresser la situation. Pour

tout ce qui touche à son domaine, Khanh est un homme très capable, mais on ne peut pas dire qu'il ait une influence politique déterminante et, de plus, on ne sait pas jusqu'à quel point il contrôle l'armée.

E. — En ce qui concerne les facteurs positifs, nous avons trouvé de nombreuses raisons de soutenir le gouvernement Khanh, qui est en particulier très réceptif aux conseils américains et a une vision assez claire des mesures indispensables pour en finir avec le Vietcong.

. . . . . .

2° *Actions de représailles.* Par exemple :

a) Vols de reconnaissance au-dessus du Nord-Vietnam pour aider à localiser et à identifier les sources d'aide extérieure du Vietcong.

b) Bombardements de représailles et raids de commando menés par les Sud-Vietnamiens contre des objectifs au Nord-Vietnam (nœuds de communication, camps d'entraînement, voies d'infiltration, etc.).

c) Minage aérien (par l'aviation sud-vietnamienne, avec l'aide possible des Etats-Unis) des principaux ports du Nord-Vietnam.

3° Pression militaire graduelle, menée conjointement par les forces américaines et sud-vietnamiennes.

Ce programme irait au-delà des actions « coup pour coup » prévues ci-dessus puisqu'il incluerait des attaques aériennes contre certains objectifs militaires, peut-être même contre certains objectifs industriels.

IV. — *La position des Etats-Unis :*

1) A tous les niveaux, les Etats-Unis doivent continuer à affirmer clairement qu'ils sont prêts à fournir une aide en matériel et en hommes au Sud-Vietnam, aussi longtemps qu'il le faudra pour mettre fin à l'insurrection.

2) A tous les niveaux, les Etats-Unis doivent conti-

nuer à affirmer clairement qu'ils soutiennent totalement le gouvernement Khanh, et qu'ils s'opposeront à toute tentative de coup d'état. L'ambassadeur demandera à tous les membres de la mission américaine au Vietnam, y compris aux conseillers militaires, de lui faire part des renseignements qu'ils recueilleraient éventuellement à ce sujet, de façon à ce qu'il puisse informer Khanh en temps utile.

Nous devons cependant reconnaître que nous n'avons que peu de chances de détecter et de prévenir un coup d'état qui serait soutenu par une fraction importante de l'armée.

3) Les Etats-Unis apporteront leur aide pleine et entière au Plan de Pacification annoncé par Khanh, et en particulier à la théorie selon laquelle il est préférable de se concentrer sur les zones les plus sûres de façon à les élargir petit à petit, en entreprenant d'abord des opérations militaires destinées à apporter la sécurité, en adoptant ensuite un certain nombre de mesures pour faire sentir la présence du gouvernement et améliorer la situation du point de vue économique.

V. — *Possibilités d'actions futures :*

Si le gouvernement Khanh tient la situation bien en main, c'est-à-dire s'il inspire la confiance, ou si nous sommes informés que les envois d'armes en provenance du Nord, à destination du Vietcong se sont considérablement accrus, il nous faut envisager la possibilité de faire pression sur le Nord-Vietnam : nous devrions donc d'ores et déjà nous tenir prêts à déclencher dans les soixante-douze heures les « contrôles frontaliers » et les « opérations de représailles » envisagés ci-dessus, et à mettre en pratique très rapidement le programme de « pressions militaires graduelles ». En effet, même si le Plan de Pacification connaît des

succès réels, le gouvernement vietnamien et la population du Sud n'en auront pas moins à faire face :

1) à une campagne très longue alors que la nation est lasse de la guerre ;

2) à une guerre contre des cadres vietcong pleins d'assurance et au moral élevé.

. . . . . .

VII. — *Recommandations :*

Je vous recommande de demander aux différents organismes dépendant du gouvernement des Etats-Unis :

1) De dire clairement que les Etats-Unis soutiendront le gouvernement Khanh et s'opposeront à toute tentative de coup d'état.

2) De dire clairement que les Etats-Unis aideront et soutiendront le Sud-Vietnam aussi longtemps que l'insurrection n'aura pas été écrasée.

3) D'aider les Sud-Vietnamiens à élaborer un programme de mobilisation générale (comprenant une loi sur le service national) destiné à mettre le Sud-Vietnam sur le pied de guerre.

4) D'aider les Sud-Vietnamiens à augmenter le nombre de leurs troupes (régulières et paramilitaires) d'au moins cinquante mille hommes.

5) D'aider les Sud-Vietnamiens à créer un corps d'administrateurs civils, ces administrateurs étant ultérieurement chargés de travailler au niveau de la province, du district et du hameau.

6) D'aider les Sud-Vietnamiens à améliorer et à réorganiser leurs forces paramilitaires.

7) D'aider les Sud-Vietnamiens à créer une force antiguérilla.

8) De fournir à l'aviation sud-vietnamienne vingt-cinq avions A 1-H en remplacement des T-28 dont elle dispose à l'heure actuelle.

9) De fournir à l'armée sud-vietnamienne un certain nombre de bateaux et de blindés supplémentaires, ainsi qu'un supplément de matériel d'une valeur comprise entre cinq et dix millions de dollars.

. . . . . .

12) D'être en mesure dans les soixante-douze heures de mettre en train les « contrôles frontaliers » au-dessus du Laos et du Cambodge et de lancer les opérations de représailles prévues contre le Nord-Vietnam. D'autre part, d'être en mesure de mettre en train très rapidement le programme de « pressions militaires graduelles » contre le Nord-Vietnam.

. . . . . .

LXV. — CABLE DU PRESIDENT A CABOT LODGE SUR LES PROBLEMES POSES PAR L'ESCALADE

Câblogramme du Président Johnson à Henry Cabot Lodge, ambassadeur des Etats-Unis à Saïgon. 20 mars 1964.

1) ... Nous partageons le point de vue du général Krulak selon lequel la tâche immédiate et essentielle est le renforcement de nos bases au Sud : c'est la raison pour laquelle les opérations prévues contre le Nord sont suspendues pour le moment ; de plus, nous nous attendons à une explication entre les Chinois et les Soviétiques, et une action contre le Nord sera beaucoup plus facile après cela.

2) A propos de de Gaulle, je continue de penser qu'il serait souhaitable que vous vous rendiez à Paris, après que Bohlen ait tâté le terrain. Il doit être possible d'expliquer à Saïgon que notre mission est précisément d'abattre cette idée de neutralité chaque fois qu'elle relève sa sale tête, et à ce propos, je pense que rien n'est plus important que d'arrêter toute allusion à la neutralité partout où nous le pouvons, et par n'importe quel moyen. J'ai précisé moi-même ce

point à Mansfield (Mike Mansfield, sénateur démocrate, un des chefs de file des colombes) et à Lippmann (célèbre éditorialiste américain), et je compte profiter de toutes les occasions pour réaffirmer fermement notre position. Vous pouvez faire part au général Khanh de notre point de vue sur cette question.

LXVI. — RESOLUTION DU CONGRES SUR L'ASIE DU SUD-EST

Considérant que les signataires des accords de Genève de 1954, y compris l'U.R.S.S., la Chine communiste et le Vietnam, se sont engagés à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale du Sud-Vietnam, du Laos et du Cambodge ; que les Etats-Unis, tout en n'ayant pas signé ces accords, ont déclaré que toute violation de ces accords menacerait très sérieusement la paix et la sécurité mondiale ;

Considérant que le régime communiste du Nord-Vietnam, aidé en cela par la Chine communiste, a systématiquement bafoué les obligations qui découlaient de la signature de ces accords et a entrepris une agression contre l'indépendance et l'intégrité territoriale du Sud-Vietnam en mettant sur pied un plan systématique de subversion contre le gouvernement du Sud-Vietnam, en fournissant des armes et des troupes entraînées et dirigées par ses soins pour mener une guerre de guérilla sur le territoire du Sud-Vietnam, et en terrorisant les pacifiques populations sud-vietnamiennes ;

Considérant que, devant l'agression et la subversion communiste, le gouvernement et le peuple du Sud-Vietnam ont bravement entrepris de défendre leur indépendance et leur intégrité territoriale et ont reçu de la part des Etats-Unis, en accord avec la Déclaration de 1954, une aide militaire et économique ;

Considérant que le gouvernement des Etats-Unis n'a pas d'ambitions territoriales, politiques ou militaires

en Asie du Sud-Est, mais qu'il souhaite que les peuples du Sud-Vietnam, du Laos et du Cambodge puissent vivre en paix et préparer leur avenir comme ils l'entendent, et que donc l'objectif du gouvernement des Etats-Unis est que le statut accordé à ces pays par les Accords de Genève de 1954 et de 1962 soit respecté ;

Considérant qu'il est essentiel que le monde comprenne bien que le peuple américain tout entier est décidé à prendre les mesures qui s'imposent pour aider les peuples du Sud-Vietnam et du Laos à sauvegarder leur indépendance et leur intégrité territoriale.

Le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique réunis en Congrès considèrent que le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la nation laotienne et de la nation sud-vietnamienne est vital pour l'intérêt national des Etats-Unis et pour la paix du monde.

A cette fin, si le Président le juge nécessaire et si le gouvernements du Laos et du Sud-Vietnam en font la demande, les Etats-Unis sont prêts à faire tout ce qui est en leur pouvoir, en faisant intervenir au besoin leurs forces armées, pour aider les gouvernements de ces pays à défendre leur indépendance et leur intégrité territoriale contre l'agression et la subversion aidée, contrôlée et dirigée par les pays communistes voisins.

. . . . . .

LXVIII. — NOTE DES ETATS-UNIS AU CANADA

Note des Etats-Unis à l'ambassade du Canada à Washington, le 8 août 1964. Cette note devait être transmise à J. Blair Seaborn, membre canadien de la Commision Internationale de Contrôle.

Nous demandons instamment qu'au cours de sa visite du 10 août, Seaborn aborde les points suivants :

A. — En ce qui concerne les opérations dans le

golfe du Tonkin, qui ne vont pas manquer de se multiplier :

1) La République Démocratique du Vietnam a déclaré que les îles de Hon Ngu et de Hon Me avaient éte attaquées le 30 juillet. Il faut noter que ce jour-là, et jusqu'au lendemain dans l'après-midi, l'U.S.S. *Maddox* se trouvait au Sud de ces îles, dans les eaux internationales aux environs du 17° parallèle, et que l'attaque de la R.D.V. contre le *Maddox* a eu lieu le 2 août, quelque deux jours plus tard. Ni le *Maddox,* ni un quelconque navire américain n'a participé à une attaque contre les îles nord-vietnamiennes.

2) En ce qui concerne l'attaque du 4 août contre les deux navires de la flotte américaine, les Américains se perdent en conjectures sur ce qui a poussé la République Démocratique du Vietnam à entreprendre une telle action.

Les Américains ont pris la décision de mettre l'attaque du 2 août sur le compte d'une erreur de calcul ou d'une fausse interprétation de la part de la R.D.V., mais à la lumière de l'attaque du 4 août — attaque préméditée comme le prouvent suffisamment les échos radar et sonar ainsi que les témoins oculaires à bord des deux bateaux et des avions chargés de la couverture aérienne — ils considèrent que cette attaque était elle aussi délibérée et préméditée.

De plus, cette agression a eu lieu à plus de soixante milles de la côte la plus proche, il ne peut pas être question d'invoquer la limite des eaux territoriales. L'explication la plus raisonnable est la suivante : le Nord-Vietnam a voulu soit prouver que les Etats-Unis n'étaient qu'un « tigre de papier », soit les provoquer délibérément.

3) La réplique américaine n'a touché que les patrouilleurs et les installations portuaires d'où ils étaient partis. Comme l'a dit le Président Johnson : « Pour

le moment, notre réplique sera limitée et proportionnelle à la gravité des attaques. »

B. — La position américaine :

. . . . . .

5) M. Seaborn devra mettre l'accent sur le fait que les Etats-Unis souhaitent voir le Nord-Vietnam contenir ses ambitions à l'intérieur du territoire que lui ont attribué les Accords de Genève de 1954. Il mettra également l'accent sur le fait que les Etats-Unis souhaitent préserver l'intégrité du territoire sud-vietnamien menacée par la subversion et la guérilla.

6) Il devra répéter que les Etats-Unis ne cherchent pas à implanter de bases militaires dans cette région et n'ont pas non plus pour but le renversement du régime communiste de Hanoï.

7) Il devra répéter que les Etats-Unis savent à quel point Hanoï contrôle et dirige les opérations de guérilla au Sud-Vietnam, et qu'ils tiennent Hanoï pour responsable de la situation actuelle.

8) M. Seaborn peut faire référence aux nombreux exemples de coexistence pacifique entre les Etats-Unis et les régimes communistes (Yougoslavie, Pologne, etc.) Il pourra laisser entendre que si, entre autres avantages, ces pays ont vu leur économie progresser, c'est en grande partie dans la mesure où ils n'ont pas cherché à imposer leur régime aux pays voisins.

9) M. Seaborn devra conclure l'entretien en exposant les points suivants :

a — Les événements des derniers jours ajoutent à la crédibilité du premier message, selon lequel la patience des Etats-Unis à l'égard de l'agression nord-vietnamienne n'est pas illimitée.

b — La résolution du Congrès, dite du « Golfe du Tonkin », a été adoptée à la quasi-unanimité, réaffirmant ainsi fortement l'unité et la détermination du

gouvernement et du peuple américain, non seulement face aux attaques contre les forces américaines mais plus largement face aux entreprises subversives de la République Démocratique du Vietnam, tentatives visant à conquérir le Sud-Vietnam et le Laos.

c — Les Etats-Unis en sont arrivés à la conclusion que le rôle joué par le Nord-Vietnam au Vietnam du Sud et au Laos est déterminant : si le Nord-Vietnam continue cette politique, il faut s'attendre à ce qu'il continue à en supporter les conséquences.

d — La République Démocratique du Vietnam sait ce qu'elle doit faire si elle désire un retour à la paix.

e — Les Etats-Unis savent comment mesurer la participation du Nord-Vietnam, sa direction, son contrôle de la guerre au Sud et au Laos, et ils continueront à étudier de près la réponse qui sera donnée aux avertissements de M. Seaborn.

LXIX. — RESUME DU RAPPORT DE TAYLOR ENVOYE A McNAMARA PAR LES CHEFS D'ETAT-MAJOR DES TROIS ARMES

Extraits du rapport résumé de l'ambassadeur Taylor après sa première mission à Saïgon, le 10 août 1964.

... Ce rapport est essentiellement basé sur les résultats d'une enquête menée dans l'ensemble du pays auprès des conseillers, des observateurs et des responsables américains au Sud-Vietnam. Cette enquête portait sur le moral de l'armée et de la population, l'esprit offensif dans les différentes unités militaires, les relations entre les Etats-Unis et le gouvernement sud-vietnamien, l'efficacité des responsables sud-vietnamiens.

En gros, on peut dire que l'optimisme que l'on ressent à la lecture des résultats de cette enquête n'est pas partagé par les responsables américains les plus

au fait de la situation au Vietnam. Les rapports ultérieurs nous diront qui est dans le vrai.

La situation du Vietcong :

Stratégie : La stratégie communiste telle qu'elle est définie par les Nord-Vietnamiens et leurs fantoches du Front National de Libération consiste à rechercher un règlement politique favorable aux communistes. Cet objectif politique doit être atteint après différents stades (politique « neutraliste » où le Front de Libération Nationale jouerait le rôle principal, puis gouvernement de coalition).

Tactique : Le Vietcong essaie de harceler et de terroriser la population et le gouvernement du Vietnam du Sud dans un but de démoralisation. Il ne s'attaque pas à l'aviation sud-vietnamienne et n'essaie pas de conquérir le terrain par les moyens militaires habituels.

Condition : Du point de vue de l'équipement et de l'entraînement, on peut dire que le Vietcong est armé et dirigé comme il ne l'a jamais été.

— L'infiltration vietcong en provenance du Laos et du Cambodge se poursuit.

— Rien ne prouve que le Vietcong ait du mal à compenser ses pertes en hommes et en matériel.

— Rien ne laisse prévoir que le Vietcong se risquera à engager directement le combat contre les forces sud-vietnamiennes, bien qu'il se soit considérablement renforcé dans la zone des hauts plateaux du centre.

Situation du gouvernement sud-vietnamien :

Du point de vue politique : les observateurs américains ont l'impression que les symptômes de défaitisme existent plus chez les dirigeants inexpérimentés de Saïgon que dans le peuple ou dans l'armée. Répondant aux pressions croissantes du gouvernement vietnamien,

nous devrions nous preparer à attaquer directement Hanoï sous peine de voir certains hommes politiques locaux pencher en faveur de négociations, ou de voir certains officiers pencher en faveur d'une aventure militaire sans accord préalable avec les Etats-Unis.

— Pour le moment, le gouvernement Khanh est suffisamment soutenu par les militaires pour rester au pouvoir.

— On estime que Khanh a 50 % de chances de finir l'année à la tête du gouvernement.

— Le gouvernement manque d'efficacité, ses ministres sont inexpérimentés et se jalousent ouvertement.

— Khanh ne fait pas confiance à la plupart de ses ministres, il est incapable de les amener à collaborer loyalement et de leur fixer un but commun.

— Personne pour le moment ne peut remplacer Khanh.

— Khanh a fait cesser les incidents entre Bouddhistes et Catholiques.

— Khanh a écouté nos conseils tendant à une amélioration des relations entre le gouvernement vietnamien et la Mission Américaine.

— La population est troublée et apathique.

— Khanh n'a pas réussi à se gagner le soutien populaire de Saïgon.

— Le soutien populaire dans les campagnes est directement proportionnel au degré de protection fourni par le gouvernement.

Du point de vue militaire :

— Les effectifs des forces régulières et paramilitaires augmentent régulièrement et devraient atteindre en janvier 1965 98 % de l'objectif prévu (446 000 hommes).

— Le taux de désertion a baissé quelque peu.

Objectifs d'ensemble du gouvernement sud-vietnamien.

Augmenter le contrôle sur la population des campagnes, de façon à stabiliser la situation à l'intérieur du pays. En nous servant des chiffres de juillet comme base de comparaison, les pourcentages suivants devraient être atteints :

	CAMPAGNE		VILLES	
	31 juil. 64	31 déc. 64	31 juil. 64	31 déc. 64
Contrôle du Gouvernt	33 %	40 %	44 %	47 %
Contrôle Vietcong	20 %	16 %	18 %	14 %
Contesté	47 %	44 %	42 %	39 %

Objectifs de la mission américaine.

— Faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir et encourager le gouvernement Khanh.

— Participer activement à la campagne de pacification contre le Vietcong menée à l'intérieur du pays.

— Concentrer nos efforts sur les zones importantes du point de vue stratégique, en particulier sur les provinces autour de Saïgon.

— Nous préparer à mettre à exécution les opérations prévues contre le Nord-Vietnam à partir du 1er janvier 1965.

— Continuer d'informer l'opinion publique américaine de ce que nous faisons et de la raison pour laquelle nous le faisons.

LXX. — MEMORANDUM DE WILLIAM BUNDY SUR LES ACTIONS A ENTREPRENDRE APRES LES INCIDENTS DU GOLFE DU TONKIN

Extraits du mémorandum « Possibilités d'action en Asie du Sud-Est », rédigé par William P. Bundy, assistant du secrétaire d'Etat pour les Affaires d'Extrême-Orient. 11 août 1964. Un résumé fut envoyé au commandant des forces du Pacifique ainsi qu'aux ambassades américaines à Saïgon et à Vientiane.

I. — *Introduction :*

Ce mémorandum étudie les actions que les Etats-Unis pourraient envisager d'entreprendre dans les quinze jours à venir, en supposant que les réactions des communistes ne dépassent pas celles qui ont suivi les événements de la semaine dernière.

. . . . . .

III. — *Les éléments essentiels de la politique américaine :*

A. — Le Sud-Vietnam reste le champ d'action privilégié. Le moral et l'esprit offensif doivent se maintenir au même niveau, ce qui veut dire :

1) Que nous devons envisager d'avoir recours à des actions qui, pour le minimum de risques, donneront le maximum de résultats. Elles devront élever le moral des Sud-Vietnamiens et faire pression sur les Nord-Vietnamiens.

2) Que nous devons continuer à nous opposer à toute conférence sur le Vietnam.

. . . . . .

C. — Solution : Pour aboutir à une solution au Sud-Vietnam et au Laos, nous devrions avoir recours aux pressions militaires tout en n'excluant pas la possibilité de communiquer avec Hanoï (et Peiping) au

cas où les Nord-Vietnamiens accepteraient de se retirer, ce qui implique :

a — que le Nord-Vietnam cesse d'entraîner des troupes et de les envoyer au Sud-Vietnam et au Laos.

b — qu'il cesse de diriger et de contrôler les opérations militaires au Sud-Vietnam et au Laos.

c — qu'il cesse d'envoyer des armes et du ravitaillement au Sud-Vietnam et au Laos.

d — qu'il ordonne au Vietcong et au Pathet-Lao de mettre fin à l'insurrection et aux opérations militaires.

e — d'évacuer les troupes et les cadres vietminh du Sud-Vietnam et du Laos.

f — qu'il ordonne au Vietcong et au Pathet-Lao de mettre fin à leurs attaques au Sud-Vietnam et au Laos.

g — qu'il ordonne au Vietcong et au Pathet-Lao de ne plus résister aux forces gouvernementales.

h — qu'il ordonne au Vietcong et au Pathet-Lao de rendre leurs armes et d'abandonner leurs bases.

i — qu'il ordonne au Vietcong et au Pathet-Lao de se rendre aux forces gouvernementales.

. . . . . .

LXXII. — MEMORANDUM DES CHEFS D'ETAT-MAJOR DES TROIS ARMES SUR LES RAIDS SECRETS DE SEPTEMBRE CONTRE LE NORD-VIETNAM.

Mémorandum rédigé par le major général Rotten H. Anthis, à l'intention de l'assistant au secrétaire d'Etat Bundy et de l'assistant au secrétaire à la Défense McNaughton. 27 août 1964.

Les actions 34-A prévues pour septembre sont les suivantes :

1) *Renseignements :*

a) 1-30 sept. : Reconnaissance aérienne et photographie systématique des objectifs à attaquer.

b) 1-30 sept. : Deux missions de capture de prisonniers. Les prisonniers devront être gardés entre trente-six et quarante-huit heures, puis relâchés après interrogatoire. Ces missions auront lieu lorsque l'état de la mer le permettra.

2) *Opérations psychologiques :*

a) 1-30 sept. : En liaison avec les opérations aériennes et maritimes prévues, parachutage de tracts de propagande, de petits cadeaux et de faux ravitaillement destiné à des équipes de sabotage fantômes.

b) 1-30 sept. : Envoi de 200 lettres de propagande au Nord-Vietnam.

c) 1-30 sept. : Emission pirate quotidienne de trente minutes présentée comme émanant d'éléments nord-vietnamiens dissidents.

d) 1-30 sept. : Huit heures et demie d'émissions de propagande quotidiennes par la « Voix de la Liberté ».

3) *Opérations maritimes :*

a) 1-30 sept. : Démolition de pont sur la route n° 1 par un commando infiltré. Destruction à la dynamite des arches et des caissons. Mines anti-personnel de chaque côté de la route. (Ce pont a déjà été bombardé mais a été réparé depuis.)

b) 1-30 sept. : Bombardement du poste d'observation du Cap Mui Dao à partir de deux vedettes rapides.

c) 1-30 sept. : Démolition d'un autre pont sur la route n° 1.

d) 1-30 sept. : Bombardement du radar de Sam Son.

e) 1-30 sept. : Bombardement de la caserne de l'île au Tigre.

f) 1-30 sept. : Bombardement de l'île de Hon Ngu.

g) 1-30 sept. : Bombardement de l'île de Hon Matt.

h) 1-30 sept. : Destruction d'une section de voie ferrée entre Hanoï et Vinh par une équipe de sabotage soutenue par deux escouades de la marine sud-vietnamienne. Pose de charges de dynamite et de mines anti-personnel.

i) 1-30 sept. : Bombardement de l'île de Hon Me.

j) 1-30 sept. : Bombardement de la position d'artillerie du Cap Falaise.

k) 1-30 sept. : Bombardement du Cap Mui Ron.

24/VII

ห้ามจำหน่าย

CHAPITRE VI

ACCORD SUR LES BOMBARDEMENTS AU NORD-VIETNAM

. . . . . .

LXXVI. — LA MISSION AMERICAINE RECOMMANDE UN CERTAIN NOMBRE DE MISSIONS MILITAIRES

Câblogramme de la Mission des Etats-Unis à Saïgon.

... Nous pensons que le plan de pacification en cours dans l'intérieur du pays ne suffira pas à élever ou même à maintenir à son niveau actuel le moral de la nation, ni à rapprocher le moment de la victoire. Des mesures supplémentaires devront être prises dans les prochains mois.

EXPOSE DU PROBLEME A :

Les Etats-Unis doivent atteindre quatre objectifs au Sud-Vietnam au cours des mois à venir :

Le premier et le plus important est de gagner du temps pour que le gouvernement Khanh puisse acquérir une certaine stabilité : c'est ainsi que, si cela est possible, nous ne devrions pas nous engager trop vite dans des opérations militaires de grande envergure contre le Nord-Vietnam ou contre la Chine Rouge, étant donné que notre base arrière au Sud-Vietnam n'est pas sûre et que l'armée de Khanh est aux prises avec l'insurrection vietcong. Il est donc de notre intérêt

de gagner du temps, non seulement pour permettre à Khanh de prouver qu'il peut gouverner, mais également pour écarter de Saïgon la menace vietcong qui se fait de plus en plus pressante, en permettant aux forces terrestres du gouvernement vietnamien de défendre le pays contre toute attaque de la République Démocratique du Vietnam ; cette mesure nous éviterait en particulier d'intervenir massivement sur le terrain.

Le second objectif est de maintenir le moral du pays à son niveau actuel ; en ce qui concerne plus particulièrement le gouvernement Khanh, cela ne devrait pas présenter de difficultés majeures, pour peu que nous lui assurions que nous sommes prêts à faire pression sur Hanoï, étant entendu qu'il s'engagera de son côté à mener son entreprise à bonne fin.

Tertio, tout en gagnant du temps pour Khanh, nous devrions tenir la République Démocratique du Vietnam en respect de façon à éviter tout accroissement de l'infiltration vietcong au Sud.

Enfin, quatrième objectif, nous devrions nous préparer à renforcer nos pressions contre le Nord-Vietnam, le 1er janvier 1965 étant considéré comme le jour J.

Il est évident cependant que l'évolution de la situation peut amener les Etats-Unis à avancer considérablement la date de ce jour J.

Pour atteindre les quatre objectifs énumérés ci-dessus, nous devons envisager d'entreprendre un certain nombre d'actions dans trois directions différentes :

— Soutien du gouvernement Khanh.

— Actions contre le gouvernement de Hanoï.

— Après une pause de quelques jours, attaques aériennes coordonnées contre le Nord-Vietnam.

En ce qui concerne le gouvernement Khanh, nous devrions lui expliquer que nous sommes prêts à mettre sur pied et éventuellement à entreprendre un certain nombre d'actions visant à faire pression sur le Nord-Vietnam, sous certaines conditions cependant :

1) Stabilité gouvernementale.

2) Progrès sur le plan opérationnel (en particulier nettoyage de tous les éléments vietcong infiltrés à Saïgon).

3) Progrès du programme de pacification, de façon à libérer trois divisions qui pourraient éventuellement défendre la Région n° 1 au cas où la R.D.V. entreprendrait des opérations militaires dans cette zone.

4) Accord sur les objectifs poursuivis : nous ne nous lancerons dans des opérations contre le Nord-Vietnam que pour préserver la sécurité et l'indépendance du Sud-Vietnam dans le cadre du territoire assigné à ce pays par les accords de Genève de 1954. En aucun cas (je répète : en aucun cas) nous ne participerons à une croisade visant à unifier le Nord et le Sud. Bien plus, nous ne chercherons pas (je répète : nous ne chercherons pas) à renverser le régime de Hanoï, à condition bien sûr que celui-ci s'engage à mettre un terme à sa tentative de prise du pouvoir au Sud par la guerre subversive.

Lorsque nous nous serons mis d'accord sur ces différents points, nous pourrons entreprendre les actions suivantes :

a) Reprise des opérations secrètes contre le Nord-Vietnam.

b) Reprise des vols U-2 au-dessus du Nord-Vietnam.

Soumis à ces pressions, Hanoï devrait comprendre que notre attitude à son égard a changé. Nous devrions peut-être même envoyer aux autorités de la République Démocratique du Vietnam un message les prévenant que si un avion U-2 venait à être abattu, nous ne manquerions pas d'exercer des représailles.

Au cas où le gouvernement Khanh accomplirait sa tâche de façon satisfaisante et au cas où Hanoï n'accepterait pas de céder, il faudrait alors entreprendre le

bombardement aérien du Nord-Vietnam, en particulier contre les zones d'infiltration et les autres objectifs militaires.

EXPOSE DU PROBLEME B :

Il est fort possible que les Etats-Unis soient obligés d'intervenir plus rapidement au Sud-Vietnam que ne le laisse entendre l'exposé A ci-dessus. Le gouvernement Khanh risque en effet d'être renversé avant le 1er janvier 1965, bien que les opérations prévues en A ait pour objet de renforcer sa position. Au cas donc où le gouvernement Khanh viendrait à être menacé, notre objectif serait d'éviter que le moral de la population ne s'écroule ; pour cela, il nous faudrait ouvrir rapidement les hostilités contre la République Démocratique du Vietnam, de façon à la forcer à cesser son aide au Vietcong et à la convaincre de la nécessité de mettre un terme à l'insurrection vietcong.

Plan d'action B : Dans l'hypothèse envisagée ci-dessus, il faudrait avoir recours à un programme accéléré, de façon à obtenir des résultats rapides. Ce programme comprendrait les actions suivantes :

1) Informer Khanh de nos intentions en lui faisant part cette fois-ci de notre volonté de recourir rapidement à des pressions militaires contre Hanoï de façon à ce qu'il prenne les mesures prévues en A.

2) Communication avec Hanoï avant ou après les opérations militaires prévues. Par la suite le scénario serait pour l'essentiel le même que pour le plan A.

Le pour et le contre du plan B : Ce plan ne fait pratiquement pas appel à l'intervention du gouvernement Khanh car l'on part de l'hypothèse selon laquelle on ne peut pas en attendre grand-chose... D'un autre côté, ce plan permet d'envisager la mise en route très

rapide d'opérations punitives contre le Nord-Vietnam, même en cas d'effondrement brutal du gouvernement Khanh. Les risques d'une interruption du programme de représailles sous l'effet d'une pression internationale en faveur de l'ouverture de négociations seraient donc considérablement amoindris puisque les esprits critiques seraient placés devant le fait accompli.

Conclusion : Le plan d'action A est celui qui offre le plus d'attraits dans la mesure où il permet d'atteindre plus sûrement les objectifs recherchés par les Etats-Unis au Sud-Vietnam. Cependant, compte tenu de la fragilité du gouvernement Khanh, les Etats-Unis doivent se préparer à adopter rapidement le plan B au cas où la situation l'exigerait. Dans les deux cas, nous devons nous tenir prêts à répliquer militairement à toute attaque du Nord-Vietnam ou de la Chine communiste.

. . . . . .

LXXIX. — PLAN D'ACTION DE McNAUGHTON

Extraits du mémorandum du 3 septembre 1964, intitulé « Plan d'action pour le Sud-Vietnam », rédigé par l'assistant au secrétaire d'Etat à la Défense John T. McNaughton.

1° *Analyse de la situation actuelle :*

La situation au Sud-Vietnam se dégrade de plus en plus. Avant même que le gouvernement ne sombre dans la confusion, la semaine dernière, la situation était déjà critique : les incidents provoqués par le Vietcong ces dernières semaines ont augmenté en nombre et en intensité, et les opérations militaires entreprises par les insurgés ont en général été couronnées de succès. Le gouvernement a perdu le contrôle d'une grande partie du territoire pacifié, les embuscades meurtrières tendues par le Vietcong ont montré que la population le soutenait et n'hésitait pas à le rensei-

gner. Tout démontre que le peuple du Sud-Vietnam est de plus en plus las de la guerre.

La situation de crise qui s'est ouverte fin août menace de s'intensifier rapidement car l'adversaire a, dans une certaine mesure, fait « perdre la face » au gouvernement en portant un coup sévère à son programme de pacification.

L'objectif des Etats-Unis est de renverser le cours des événements, actuellement très défavorable. S'il s'avère que cet objectif n'est pas réalisable, il faudra alors essayer de donner des Etats-Unis l'image la plus flatteuse possible aux yeux de l'opinion américaine, des alliés et de l'ennemi.

2° *Au Sud-Vietnam :*

Quelle que soit l'évolution intérieure de la situation, nous devons poursuivre la lutte au Sud-Vietnam même, ce qui implique que l'on prenne, entre autres choses, les mesures suivantes :

a — Pressions sur les responsables sud-vietnamiens actuels : un gouvernement digne de ce nom doit être constitué rapidement et passer à l'action sans délai.

b — Pressions pour éviter tout changement massif de personnel.

d — Installation d'une base navale américaine, peut-être à Danang.

e — Pacification d'une province voisine de Saïgon.

f — Intensification de l'aide militaire des Etats-Unis au programme de pacification : intervention de bataillons des forces spéciales américaines, de troupes régulières, de l'aviation américaine, avec ou sans l'aide des forces armées sud-vietnamiennes.

3° *Au-dehors du Sud-Vietnam :*

A défaut de renverser le cours des événements, nous

pouvons démontrer de façon convaincante qu'un pays qui agresse un allié des Etats-Unis doit s'attendre à courir de grands risques et à subir de lourdes pertes.

Le plan d'action suivant comprend un certain nombre d'opérations au-dehors du Sud-Vietnam : il s'agit de faire pression sur le Nord tout en prenant le moins de risques possible du point de vue militaire, de façon à justifier ces interventions aux yeux de l'opinion publique américaine.

Actions : En plus de la poursuite du programme d'opérations « extérieures » », (Survol de la R.D.V. par avions U-2, survol du Laos, intervention des T-28 au Laos), les Etats-Unis devraient entreprendre un certain nombre d'actions répondant aux cinq critères suivants :

1 — Du point de vue des Etats-Unis, du Sud-Vietnam et de leurs alliés, ces actions devraient pouvoir être considérées comme légitimes étant donné les circonstances.

2 — Elles devraient provoquer l'appréhension (dans l'idéal : accroître l'appréhension) des responsables nord-vietnamiens.

3 — Elles devraient amener une réplique militaire de la part de la R.D.V.

4 — Cette réplique nous permettrait alors de franchir un ou plusieurs échelons supplémentaires dans l'escalade.

5 — Les Etats-Unis tiendraient la situation bien en main.

4° *Opérations à entreprendre en fonction des circonstances :*

Tout en poursuivant le plan prévu, les Etats-Unis devraient se préparer à répondre à toute intervention de la R.D.V., ces interventions pouvant revêtir diverses formes :

a) Destruction d'avions de reconnaissance au-dessus

du Laos (probablement avec des canons antiaériens, peut-être par des Mig).

b) Intervention de Mig au Laos ou au Sud-Vietnam (peu probable).

c) Pose de mines dans le port de Saïgon (peu probable).

d) Attaques du Vietcong contre les dépôts de carburant sud-vietnamiens ou contre certains ponts d'une grande importance stratégique.

e) Attaques du Vietcong (au mortier) contre des aérodromes où seraient basés des avions américains.

f) Actions terroristes particulièrement barbares qui soulèveraient l'indignation de l'opinion publique américaine et mondiale (peu probable).

. . . . . .

6° *Les diverses solutions possibles :*

a) Faire reculer la R.D.V., de façon à pouvoir pacifier le Sud-Vietnam.

b) Accepter un règlement raisonnable :

1) Règlement explicite : marchandage à partir d'une position de force.

2) Règlement tacite : reconnaissance « de facto » que certaines zones du Sud-Vietnam sont indéfendables etc.

c) Au cas où le pire arriverait (effondrement du Sud-Vietnam ou opérations gouvernementales particulièrement révoltantes), il faudrait « désavouer » le gouvernement sud-vietnamien et prouver au monde que « le malade est mort en dépit des efforts extraordinaires de son bon docteur ».

7° *Pendant les deux prochains mois :*

Les efforts des Etats-Unis doivent se faire sentir sur les communistes (qui devront être soumis à de

dures pressions), sur les Sud-Vietnamiens (de façon à rehausser leur moral), sur nos alliés (qui devront se conduire en partenaires loyaux), et sur l'opinion publique américaine (qui devra soutenir ces efforts même si le prestige des Etats-Unis est mis en jeu).

Pendant les deux prochains mois, nous devrons agir avec la plus grande prudence : les élections présidentielles étant proches, nous n'aurions en effet pas le temps de réfuter les arguments tendancieux que pourraient présenter les opposants de tous ordres, arguments qui risqueraient de troubler l'électorat américain.

C'est ainsi que nous devrons signaler :

1) A la R.D.V., que nous n'avons pas l'intention de rester passifs.

2) Au gouvernement vietnamien, que nous poursuivrons notre effort malgré les contraintes de la campagne électorale.

3) A l'opinion publique américaine que nos objectifs sont justes et nos décisions réfléchies et mesurées.

LXXX. — PROPOSITIONS EN FAVEUR DE L'ADOPTION DE MESURES MILITAIRES FIN 1964

Mémorandum de l'assistant du secrétaire d'Etat pour les Affaires d'Extrême-Orient, William P. Bundy, à l'intention du Président Johnson. 8 septembre 1964. Ce mémorandum était intitulé « Programme d'action pour le Sud-Vietnam ».

Ce mémorandum soumis au Président reflète le point de vue commun de l'ambassadeur Taylor, du secrétaire d'Etat Rusk et du secrétaire d'Etat à la Défonse McNamara, ainsi que celui du général Taylor.

LA SITUATION.

1) Khanh restera probablement à la tête du pays et réussira peut-être même, dans les deux ou trois mois

à venir, à renforcer quelque peu son gouvernement. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas attendre de miracle : s'il parvient à maintenir l'ordre, à faire tourner au ralenti le programme de pacification (il ne faut pas espérer de progrès marquants dans ce domaine), et à donner au monde l'image d'un gouvernement valide, Khanh aura rempli son devoir.

2) Si Khanh et les autres responsables du gouvernement sud-vietnamien sont pour le moment trop exténués pour songer à entreprendre des opérations contre le Nord, ils ont cependant besoin que les Etats-Unis continuent de montrer leur fermeté ; si Khanh parvient à renforcer son gouvernement, il demandera vraisemblablement aux Etats-Unis d'intervenir de façon plus visible et de faire jouer un rôle à ses troupes dans les opérations menées à l'extérieur du Sud-Vietnam.

3) Dans les deux ou trois mois à venir, le gouvernement vietnamien sera encore trop faible pour participer de façon importante à toute opération impliquant des risques majeurs (et calculés) d'escalade. Cependant une escalade provoquée par les Etats-Unis ou dirigée contre eux tendrait à raffermir quelque peu le moral du gouvernement sud-vietnamien, tout du moins momentanément.

4) Le camp communiste évitera vraisemblablement d'entreprendre des opérations provocatrices contre les Etats-Unis et l'on peut même se demander si l'activité du Vietcong ira en s'intensifiant. Nous devons cependant montrer au camp communiste que les Etats-Unis et le gouvernement du Sud-Vietnam n'ont pas l'intention de laisser se développer l'insurrection sans réagir.

PROGRAMME D'ACTION.

Nous recommandons :

1) Que les patrouilles navales dans le golfe du

Tonkin reprennent immédiatement (vers le 12 septembre). Ces patrouilles devraient être constituées de deux ou trois destroyers et disposer d'une couverture aérienne.

2) Que les opérations de sabotage reprennent tout de suite après, la priorité revenant aux missions maritimes.

Le Nord-Vietnam rendra ces opérations publiques et le gouvernement du Sud-Vietnam en profitera pour les justifier et les légitimer en invoquant les infiltrations vietcong massives par voie maritime. Les parachutages et jets de tracts devront reprendre également, mais leur importance est secondaire.

. . . . . .

4) Nous devrons nous tenir prêts à répondre coup pour coup aux attaques éventuelles de la République Démocratique du Vietnam contre des unités américaines, ou aux attaques combinées R.D.V./Vietcong contre le Sud-Vietnam. En cas d'attaque contre des unités américaines, notre réplique devrait s'exercer contre des objectifs spécifiques ayant un rapport avec l'attaque elle-même (comme cela a été le cas après l'attaque du golfe du Tonkin). De même, la réplique à une attaque conjointe contre le Sud-Vietnam devrait ne toucher que des objectifs précis et limités.

Avons-nous intérêt à ce que les opérations envisagées ci-dessus provoquent nécessairement une réaction nord-vietnamienne ? Faut-il par exemple que les patrouilles maritimes américaines s'approchent de plus en plus des côtes nord-vietnamiennes ? Faut-il combiner ces patrouilles avec des opérations de sabotage ?

Nous pensons que ces provocations ne sont pas souhaitables dans le proche avenir dans la mesure où le gouvernement sud-vietnamien manque encore de stabilité. Au début d'octobre, nous pourrons réétudier cette possibilité, tout dépendant en fait des progrès réalisés par le gouvernement sud-vietnamien et des

réactions communistes, en particulier devant les patrouilles maritimes américaines.

. . . . . .

LXXXIV. NOTE DE WILLIAM BUNDY A PROPOS DE L'OPINION PUBLIQUE MONDIALE

5 novembre 1964.

...7) Du point de vue international :

a) Nous devrions très certainement consulter la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et peut-être la Thaïlande avant de prendre une décision. Nous pouvons espérer un ferme soutien moral de la Grande-Bretagne et une participation au moins symbolique des autres.

b) L'OTASE en tant qu'organisme devrait être consulté au moment de l'action. Nous pourrions consulter les Philippines un jour ou deux avant de passer à l'action, mais pas nécessairement avant d'avoir pris nos décisions.

c) L'O.T.A.N. devrait être tenu au courant au moment de l'action par un représentant important.

d) Pour des raisons négatives la France mérite sans doute le même traitement de V.I.P. (personnalité importante).

e) Sur le plan mondial, nous devrions choisir des chefs d'Etat raisonnablement amis pour un traitement spécial destiné à gagner leur sympathie et leur soutien.

LXXXV. — NOTE DE McNAUGHTON SUR LES OBJECTIFS A ATTEINDRE ET LES CHOIX A FAIRE AU VIET-NAM

Note intitulée « Plan d'action au Sud-Vietnam », rédigée par l'assistant du secrétaire à la Défense McNaughton, le 6 novembre 1964.

1) *Les objectifs des Etats-Unis.*

a) Conserver la réputation des Etats-Unis de protecteurs des pays attaqués par la subversion.

b) Eviter toute contagion communiste en Asie du Sud-Est.

c) Eviter que le Sud du Vietnam ne tombe aux mains des Rouges.

d) Sortir de la crise sans avoir eu recours à des méthodes indignes des Etats-Unis.

2) *La situation actuelle.*

La situation au Sud-Vietnam continue de se détériorer. Si des mesures radicales ne sont pas prises rapidement, l'instabilité et l'inefficacité du nouveau gouvernement ne pourront que s'accentuer et l'emprise du Vietcong sur le territoire et sur la population du Vietnam du Sud ira en s'amplifiant. On peut s'attendre, dans un laps de temps assez court (6 mois ? 2 ans ?) à voir ce gouvernement et l'ensemble de l'administration du Sud-Vietnam adapter leur conduite en fonction d'une éventuelle prise du pouvoir par le Vietcong.

. . . . . .

b) à voir des défections massives dans l'armée,

c) à voir des provinces entières passer aux mains du Vietcong,

d) à voir des éléments neutralistes et (ou) de gauche entrer au gouvernement,

e) à voir un régime de front populaire s'installer au pouvoir, et demander aux Etats-Unis de quitter le pays,

f) à voir ce gouvernement faire des concessions importantes au Vietcong et à la R.D.V. et en fin de compte faire passer le Sud-Vietnam derrière le rideau de fer.

3) *Au Sud-Vietnam même :*

Il est très important de réaliser des progrès au Sud-Vietnam même, mais de tels progrès sont peu probables en dépit de tous nos efforts. Il faudrait au minimum plusieurs mois pour que la situation progresse favorablement. Quoi qu'il e nsoit, nous devons nous appliquer :

a) à renforcer le gouvernement, l'administration, ainsi que la coordination entre civils et militaires,

b) à étouffer les conflits ethniques ainsi que les conflits entre civils et militaires, en faisant adopter par le gouvernement sud-vietnamien un programme destiné à lui gagner le soutien des larges couches de la population (avec l'aide de la Mission américaine),

c) à accélérer le programme de pacification dans les campagnes.

. . . . . .

5) *Contre la R.D.V.*

Des opérations militaires contre la République Démocratique du Vietnam seraient un autre moyen de renforcer le gouvernement sud-vietnamien, dans la mesure où un Vietcong moins actif (sur ordre de la R.D.V.N.) pourrait être tenu en respect par un gouvernement sud-vietnamien peu efficace. Nous devons donc étudier la possibilité de faire pression sur le Nord-Vietnam, par des actions militaires.

6) *Options possibles :*

Il existe trois solutions prévoyant toutes des représailles contre la R.D.V., en cas d'opérations spectaculaires du Vietcong ou de la R.D.V. contre le gouvernement sud-vietnamien ou contre les bases militaires américaines :

Solution A : Poursuivre la politique actuelle d'aide

maximum au Sud-Vietnam et d'interventions extérieures se limitant au Laos et au raids secrets contre le Nord-Vietnam, actions de représailles destinées à ôter toute envie au Vietcong d'entreprendre des actions massives au Sud. Ces représailles devront cependant être limitées, de façon à éviter les pressions internationales en faveur de l'ouverture des négociations. De toute façon toute idée de négociation est à rejeter dans l'attente d'une amélioration de la situation.

Solution B : Porter le conflit au niveau supérieur, c'est-à-dire poursuivre la politique actuelle combinée à un programme de pressions militaires contre le Nord-Vietnam (ceci n'excluant d'ailleurs pas les négociations) de façon à atteindre très rapidement les objectifs fixés.

Solution C : Pressions et discussions. Mener de front : la politique actuelle, des discussions avec Hanoï et l'intensification des opérations militaires contre les zones d'infiltration communiste, d'abord au Laos, puis en R.D.V., enfin contre d'autres objectifs au Nord-Vietnam. Les Etats-Unis devront tenir la situation bien en main et rester maître de prendre la décision d'intervenir ou de ne pas intervenir, de franchir ou de ne pas franchir de nouveaux degrés dans l'escalade de précipiter ou au contraire de ralentir le cours des opérations.

.....

9) *Analyse de la situation C.*

a) *Opérations militaires :*

Poursuite de la politique actuelle, représailles contre la R.D.V. en cas d'attaques contre les bases américaines au Sud.

1) Poursuite et intensification des opérations de sabotage.

.....

3) Interventions sud-vietnamiennes en territoire laotien.

4) Raids de T-28 contre les zones d'infiltration communistes au Laos. En plus des représailles prévues contre la R.D.V. en cas d'attaques vietcong massives et coordonnées :

5) Bombardements de l'aviation américaine contre les zones d'infiltration communistes au Laos.

— En plus des représailles prévues contre la R.D.V. en cas d'attaques Vietcong massives et coordonnées :

6) Reconnaissance aérienne en rase-mottes au-dessus des zones méridionales de la R.D.V.

7) Bombardements conjoints Etats-Unis-Sud-Vietnam contre les zones d'infiltration communistes au sud de la R.D.V.

8) Pose de mines dans les ports du Nord-Vietnam.

9) Blocus naval de la R.D.V.

10) Bombardements conjoints Etats-Unis-Sud-Vietnam contre les objectifs secondaires prévus.

Les forces sud-vietnamiennes devront intervenir dans toutes les opérations prévues contre la R.D.V.

b) *Initiatives politiques :*

Recherche d'un moyen de communication avec la R.D.V. (à Varsovie, ou à Hanoï, par l'intermédiaire de Seaborn). Nous affirmerons à Hanoï, que, si notre intention n'est pas de détruire le Nord-Vietnam, de coloniser le Sud ou d'y installer des bases, nous exigeons en revanche que le Nord-Vietnam prenne les mesures suivantes :

1) Qu'il cesse d'entraîner les troupes et de les envoyer faire la guerre au Sud-Vietnam et au Laos.

2) Qu'il cesse d'envoyer des armes et du ravitaillement au Sud-Vietnam et au Laos.

3) Qu'il cesse de diriger et de contrôler les opérations militaires au Sud-Vietnam et au Laos.

4) Qu'il ordonne au Vietcong et au Pathet-Lao de mettre un terme à leurs opérations militaires et à leur insurrection.

5) Qu'il rapatrie du Sud-Vietnam et du Laos les cadres Vietminh qu'il avait envoyés dans ces deux pays.

6) Qu'il mette un terme à ses émissions de propagande à destination du Sud-Vietnam.

7) Qu'il donne l'ordre au Vietcong et au Pathet-Lao de mettre un terme aux attaques et aux incidents qu'ils provoquent au Sud-Vietnam et au Laos.

8) Qu'il ordonne au Vietcong et au Pathet-Lao de cesser toute résistance.

9) Qu'il ordonne au Vietcong et au Pathet-Lao de rendre leurs armes et d'abandonner leurs bases.

10) Qu'il ordonne au Vietcong et Pathet-Lao de se rendre et de choisir entre l'amnistie et l'émigration.

Les exigences des Etats-Unis devraient être accompagnées :

— D'une offre de création d'un marché du riz entre les deux Vietnam.

— D'une promesse de retrait des troupes américaines du Sud-Vietnam.

c) *Information :*

La mise en route des opérations militaires contre la R.D.V. devra être accompagnée d'une campagne d'information destinée à rassurer l'opinion publique mondiale (cette campagne serait grandement facilitée si la première intervention des forces américaines contre la R.D.V. était considérée comme une opération de représailles après une attaque particulièrement spectaculaire de la R.D.V. ou du Vietcong contre le Sud-Vietnam ou contre les bases américaines).

d) *Réactions du Vietcong, de la R.D.V., de la Chine communiste et de l'U.R.S.S.*

Il est peu probable que la R.D.V. et la Chine communiste envahissent le Sud-Vietnam, le Laos ou la Birmanie, ou même qu'ils mènent des raids aériens contre ces pays. L'U.R.S.S. s'en tiendra très certainement, pour sa part, à des prises de positions politiques. Si la R.D.V. ou la Chine mènent des raids aériens ou envahissent le Sud-Vietnam, les forces américaines présentes sur place seront en nombre suffisant pour résoudre ce problème.

e) *Réactions du gouvernement sud-vietnamien :*

Une intervention militaire contre la R.D.V. pourrait avoir des effets négatifs au Sud-Vietnam. En effet :

1) Le Vietcong serait probablement amené à intensifier sa campagne.

2) La panique pourrait s'emparer de la population sud-vietnamienne.

3) Elle pourrait nous reprocher notre intervention contre ses « frères du Nord ».

Au cas où le Sud-Vietnam viendrait à s'effondrer complètement, il nous faudrait alors tenir suffisamment longtemps pour pouvoir évacuer la totalité de nos troupes et pour convaincre le monde que le cas du Sud-Vietnam est unique et isolé.

. . . . . .

LXXXVII. — RAPPORT DE TAYLOR SUR LA SITUATION AU VIETNAM EN NOVEMBRE 1964

Extrait du rapport de l'ambassadeur Taylor sur « la situation au Sud-Vietnam ». 27 novembre 1964.

Après une année caractérisée par une instabilité et une inefficacité gouvernementale chronique, le programme de lutte contre l'insurrection mené dans l'ensemble du pays s'enlise de plus en plus et ne

pourra sortir de l'impasse qu'au prix d'un effort héroïque. Même dans la région de Saïgon, et en dépit de la mise en œuvre d'un plan d'action particulièrement audacieux, la situation se dégrade. Les provinces septentrionales du Sud-Vietnam qui, il y a un an, étaient considérées comme particulièrement sûres, sont aujourd'hui très menacées.

Dans la zone Quang Ngai - Binh Dinh, les gains du Vietcong sont si importants que nous courons le risque de voir le pays se couper en deux lorsque les insurgés atteindront la côte. La pression vietcong sur cette zone s'est accompagnée de sabotages incessants contre les voies ferrées et contre la route n° 1, sabotages qui menacent les provinces septentrionales d'étouffement économique.

Nous avons également assisté à une détérioration du programme de pacification en dépit des lourdes pertes infligées quotidiennement au Vietcong et malgré le renforcement qualitatif et quantitatif des forces armées du Sud-Vietnam : non seulement ces lourdes pertes ne semblent pas avoir affecté sensiblement le Vietcong, mais celui-ci a pu mettre en œuvre un certain nombre de tactiques nouvelles : objectifs importants bombardés au mortier sans recul (attaque contre l'aérodrome de Bien Hoa), étouffement économique de certaines provinces, enfin, infiltration massive de personnel militaire à partir du Nord.

Le recours à ces tactiques nouvelles, qui ne peut qu'accélérer la tendance à la détérioration de la situation d'ensemble, risque fort de faire peser une menace très sérieuse sur le programme de pacification en général et sur la sécurité de nos bases les plus importantes en particulier.

La faiblesse chronique du gouvernement central est pourtant plus grave encore que la détérioration de la situation en ce qui concerne le programme de pacification, car celle-ci est la conséquence directe de celle-là.

Bien que le gouvernement Huong ait exécuté à la lettre le programme préparé par Khanh pour ses successeurs, les chances de voir ce gouvernement se maintenir à la tête du pays pendant une période suffisamment longue pour que soient mises en œuvre les mesures prévues semblent très limitées.

De toute façon, la lutte entre les diverses factions à Saïgon et dans l'ensemble du pays monopolisant le temps et l'énergie des hommes politiques sud-vietnamiens, il semble impossible qu'un gouvernement stable et efficace puisse être mis sur pied au Sud-Vietnam dans l'avenir immédiat. Néanmoins, la fermeté et le sérieux du Premier ministre Huong et de son cabinet sont des éléments encourageants, ainsi d'ailleurs que la promesse du général Khanh de ne pas mêler l'armée à la politique, tout du moins pour le moment.

D'un autre côté, tandis que notre programme d'action piétine ou marque le pas, la population du Sud-Vietnam semble de plus en plus désespérée et lasse de la guerre, en particulier dans les villes...

La facilité avec laquelle le Vietcong semble reconstituer ses unités en dépit des lourdes pertes qu'il subit jour après jour, est l'un des grands mystères de cette guerre de guérilla. Nous n'ignorons pas qu'il n'hésite pas à recourir à des méthodes brutales pour recruter ses combattants et nous connaissons d'autre part, au moins approximativement, le montant de l'aide qu'il reçoit de l'extérieur, mais même en tenant compte de ces deux facteurs, nous n'arrivons pas à trouver d'explications plausibles à son renforcement continuel, à supposer que le relevé de ses pertes soit juste ou même approximatif.

Non seulement les unités vietcong semblent avoir le pouvoir de renaître de leurs cendres, tel le phénix, mais il est étonnant de constater à quel point leur moral est élevé : rares sont les prisonniers vietcong faisant preuve d'abattement, encore plus rares sont

les documents saisis manifestant le moindre pessimisme quant à l'issue de la bataille en cours.

Il est évident que le renforcement du Vietcong est étroitement lié à l'aide que lui accorde le gouvernement du Nord-Vietnam, cette aide comprenant des instructions et des ordres envoyés par radio ainsi que des envois massifs d'hommes et de matériel par des voies d'infiltration terrestres et maritimes...

Si nous voulons changer le cours des événements de façon à ne pas subir une défaite aux conséquences incalculables, nous devons porter nos efforts dans trois grandes directions :

1) Aider à l'instauration d'un gouvernement sud-vietnamien digne de ce nom.

2) Accentuer la campagne de lutte contre l'insurrection.

3) Persuader ou obliger la R.D.V. à cesser toute aide au Vietcong et à ordonner aux insurgés de couper court à leurs tentatives visant au renversement du gouvernement sud-vietnamien.

Si nous prenons la décision d'intervenir militairement contre le Nord-Vietnam, plusieurs possibilités s'offrent à nous :

a) Premier échelon de l'escalade : intensification des opérations secrètes, attaques contre les zones d'infiltration communistes au Laos, raids de représailles.

b) Escalade progressive : bombardement d'objectifs situés en territoire nord-vietnamïen dans un premier temps, et pour justifier une telle intervention, nous aurions intérêt à attaquer les centres d'entraînement, les voies de communication utilisées pour infiltrer au Sud hommes et matériel, etc.

c) Destruction de tous les objectifs prioritaires au Nord-Vietnam, et en particulier de toutes les voies de communication.

... Nous en sommes arrivés à un point où il est vital de prendre une décision et d'adopter un plan d'action si nous voulons renverser le cours des événements.

D'une part, il est clair que nous devons soutenir activement le gouvernement actuel ou son successeur éventuel tout en réfléchissant à un programme de rechange pour le cas où ce gouvernement viendrait à être renversé.

D'autre part, pour rehausser le moral de la population et pour freiner l'activité du Vietcong, nous devons intensifier les activités de sabotage contre le Nord-Vietnam, mener des raids de représailles contre les zones d'infiltration communistes au Laos ainsi que des bombardements contre les objectifs prioritaires situés sur le territoire nord-vietnamien.

. . . . . .

LXXXIX. — MINUTES DE LA RENCONTRE ENTRE TAYLOR ET LES GENERAUX SUD-VIETNAMIENS SUR LES TROUBLES A SAIGON

Extraits du télégramme envoyé au Département d'Etat le 24 décembre 1964, relatant la rencontre entre Taylor et son adjoint Alexis Johnson, avec les leaders des Jeunes Turcs sud-vietnamiens, dont les généraux Nguyen Cao Ky, Nguyen Van Thieu, Nguyen Chanh Thi, et l'amiral Cang.

... *Ambassadeur Taylor :* — Est-ce que vous comprenez tous l'anglais ? (les officiers vietnamiens présents hochent la tête). Je vous ai dit très clairement au dîner chez le général Westmoreland que nous en avions assez des coups d'état. Apparemment j'ai gaspillé ma salive car il semble bien que vous n'ayez rien compris. J'ai pourtant bien expliqué que tous les plans militaires que vous voudriez voir se réaliser dépendent avant tout de la stabilité gouvernementale. Maintenant vous avez fichu la pagaille... Nous ne pourrons pas continuer

à vous soutenir longtemps si vous persistez à faire des choses pareilles. Qui veut parler ? Et d'abord, avez-vous un porte-parole ?

Général Ky : — Je ne suis pas le porte-parole du groupe, mais je ne m'exprime pas trop mal en anglais. Je vais vous expliquer pourquoi l'armée est intervenue la nuit dernière.

» Nous comprenons tous très bien l'anglais. Nous sommes conscients de nos responsabilités, mais nous sommes également conscients des sacrifices consentis par notre peuple depuis plus de vingt ans. Nous savons que vous souhaitez la stabilité, mais avant d'arriver à la stabilité, il faut arriver à l'unité.

» Certains groupes émettent des doutes quant à la suite des événements et parlent vaguement de coup d'Etat, mais à notre avis ces rumeurs proviennent du Haut Conseil National, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne recherche pas l'unité avant tout. En tout cas, il ne veut pas se battre contre les communistes.

» On a dit que notre intervention de la nuit dernière était le résultat d'une intrigue de Khanh contre Minh ; pourquoi voulons-nous que ces deux généraux se retirent ? Parce qu'ils ont eu l'occasion de faire leurs preuves et qu'ils ont fait du mauvais travail.

» Nous nous sommes réunis hier de 14 h 30 à 20 h 30, et nous avons décidé de passer à l'action en arrêtant les membres du Haut Conseil National, les hommes politiques et les responsables des étudiants qui ne faisaient pas bien leur travail, ainsi que les chefs du Comité de Salut Public, qui est une organisation communiste.

» Nous voulons mettre hors d'état de nuire les responsables des troubles et maintenir à leur poste le chef de l'Etat et le Premier ministre.

» Quand nous aurons expliqué au peuple à l'occasion

d'une conférence de presse les raisons qui nous ont poussés à agir, nous retournerons dans nos unités respectives. Nous n'avons pas d'ambitions politiques mais nous voulons que l'armée soit forte, stable et unifiée, et que le gouvernement puisse compter sur elle pour poursuivre la lutte. Le Président Suu est d'accord avec nous. Le général Khanh a vu Huong qui nous a accordé lui aussi son soutien plein et entier.

Ambassadeur Taylor : — Messieurs, je respecte votre sincérité, mais je voudrais vous parler des conséquences que peut avoir votre intervention de la nuit dernière...

Amiral Cang : — On dirait qu'on nous traite comme des coupables. Ce que nous avons fait était juste, et nous l'avons fait pour le bien du pays.

Ambassadeur Taylor : — Je vais vous dire maintenant ce que je pense de votre intervention et des conséquences qu'elle peut avoir :

» En premier, ce que vous avez fait s'appelle en anglais un coup d'Etat militaire, secundo, vous avez réussi à détruire en quelques heures un gouvernement que les forces armées avaient largement contribué à installer au pouvoir l'automne dernier.

» Vous ne pouvez pas retourner dans vos unités, général Ky. Vous êtes maintenant au pouvoir, vous êtes dans la politique jusqu'au cou...

» Votre déclaration laisse d'ailleurs clairement entendre que vous vous êtes constitués en Comité Militaire Révolutionnaire. La dissolution du Haut Conseil National était absolument illégale. Vous affirmez reconnaître l'autorité du chef de l'Etat et du gouvernement Huong, mais c'est une décision sur laquelle vous pouvez fort bien revenir à tout moment.

» Tout le monde analysera ce coup d'Etat comme un

retour au pouvoir des militaires... Qui commande l'armée ? Le général Khanh ?

Général Ky : — Oui, monsieur.

Général Thieu : — Quoi que vous en pensiez, il faut noter que la situation du commandant en chef de l'armée vietnamienne est assez particulière, et qu'il a besoin de conseillers. Nous ne voulons pas obliger le général Khanh à faire quoi que ce soit, nous sommes ses conseillers et nous obéirons à ses ordres.

Ambassadeur Taylor : — Accepteriez-vous au besoin d'entrer au gouvernement si Huong vous le demandait ? J'ai été frappé par le haut degré de responsabilité dont faisaient preuve de nombreux officiers vietnamiens, et j'ai toujours été persuadé que les hommes les plus capables de ce pays étaient sous l'uniforme...

» A l'automne dernier, lorsque le gouvernement Huong est entré en fonctions, j'ai suggéré au général Khanh d'y faire entrer un certain nombre de militaires, mais ma suggestion a été repoussée. Il serait pourtant normal que vous participiez d'une façon ou d'une autre aux affaires du pays. Seriez-vous éventuellement disposés à entrer dans le nouveau gouvernement ?

Général Ky : — Personnellement, je m'opposerai à tout retour des militaires au gouvernement. Les gens parleraient tout de suite de coup d'Etat militaire...

L'ambassadeur Taylor et l'ambassadeur Johnson (ensemble) : — On en parlera de toute façon...

...Ambassadeur Taylor : — Côté américain, on me demande de rendre des comptes, et après ce que vous venez de faire, je ne sais pas si nous pourrons continuer à vous apporter notre soutien.

» Pourquoi est-ce que vous ne prévenez pas vos amis avant de passer à l'action ? Est-ce qu'il était absolument nécessaire d'arrêter tout ce monde dès la pre-

mière nuit ? N'auriez-vous pas pu attendre un jour ou deux ? Ce n'est pas de gaieté de cœur que je vous parle aussi brutalement, mais il ne faut surtout pas perdre de vue l'importance de l'enjeu.

En partant, l'ambassadeur Taylor lança à la cantonade :

— Maintenant que vous avez mis carrément les pieds dans le plat, ça ne sera pas une mince affaire que d'essayer de réparer les pots cassés...

CHAPITRE VII

LA GUERRE TERRESTRE. MARS-JUILLET 1965

. . . . . .

XC. — LETTRE DE ROSTOW PRENANT POSITION EN FAVEUR D'UN RENFORCEMENT DES TROUPES AMERICAINES AU SUD-VIETNAM

Lettre personnelle adressée par Walt W. Rostow, président du Conseil politique du Département d'Etat, au secrétaire à la Défense Robert McNamara. 16 novembre 1964.

Suite à notre conversation d'hier, je tiens à vous préciser que nous avons à mon avis tendance à prendre un peu trop en considération les dommages subis par le Nord-Vietnam et au contraire à sous-estimer l'importance de l'« avertissement » qu'implique notre intervention.

Cet avertissement doit laisser sous-entendre trois principes essentiels :

a) Les dommages subis par le Nord découlent directement de la violation des accords de 1954 et de 1962 par les communistes.

b) Nous sommes prêts et décidés à aller beaucoup plus loin si cela s'avère nécessaire.

c) Nous sommes prêts et décidés à répliquer à une

escalade éventuelle, si c'est ce que désirent les communistes.

Parallèlement :

1) Je suis convaincu que, si nous voulons porter le conflit à un stade supérieur, nous devons faire intervenir des troupes terrestres américaines sur le terrain.

a) En promettant le retrait de ces troupes, nous pourrions envisager un marchandage à partir d'une position de force. En effet, au cas où les communistes accepteraient de négocier, ces troupes terrestres pourraient rester sur place alors qu'il serait délicat d'envisager que nos forces navales et aériennes poursuivent leurs activités.

b) Nous devons bien faire comprendre aux communistes qu'une escalade de leur part entraînerait instantanément un renforcement de la présence américaine au Sud.

2) La première opération militaire d'envergure contre le Nord-Vietnam doit tendre à démontrer que les Etats-Unis sont prêts à faire subir aux communistes les conséquences de leurs violations répétées des accords de 1954 et de 1962. En d'autres termes, nous devons porter à un niveau supérieur les opérations de représailles entreprises après l'attaque du golfe du Tonkin, sans pour autant que ces actions de représailles soient nécessairement massives ou sanglantes : nous voulons affirmer un principe et non répliquer du tac au tac à toute attaque vietcong ou nord-vietnamienne.

. . . . . .

4) Pour que ce plan d'action ait de bonnes chances de réussite, le Président devra expliquer au peuple américain et aux autres peuples du monde quelle est exactement la nature des objectifs poursuivis par les Etats-Unis au Sud-Vietnam.

Ces explications nous permettront par la même occa-

sion d'informer Ho et Mao de nos intentions, sans que nous abandonnions pour autant le récours au dialogue direct, par exemple sous la forme d'entrevues qui pourraient avoir lieu à Vientiane ou à Varsovie.

Il faut que les communistes aient l'impression d'avoir affaire à un L.B.J. décidé et sûr de lui.

. . . . . .

XCIV. — ETUDE PREVISIONNELLE DE BUNDY SUR LES RESULTATS DE LA POLITIQUE AMERICAINE AU SUD-VIETNAM EN 1965

Etude de William Bundy intitulée « Que nous prépare l'avenir ? » 18 février 1965.

Ce mémorandum étudie l'évolution probable de la situation au Sud-Vietnam au cas où les Etats-Unis envisageraient de mettre en pratique les mesures suivantes :

a) Accélération de la pacification à l'intérieur du pays : pour faire face aux problèmes de sécurité qui ne manqueraient pas de se poser, un accroissement important des forces terrestres américaines pourrait être nécessaire.

b) Conjointement avec l'aviation sud-vietnamienne, bombardements aériens mesurés, limités et espacés contre les zones d'infiltration communistes au Nord-Vietnam. Ces bombardements seraient entrepris à raison d'un raid par semaine, compte non tenu des actions de représailles éventuelles faisant suite à une attaque vietcong particulièrement spectaculaire. Tout en étant directement proportionnelle à l'importance de l'activité vietcong, ces bombardements devraient s'intensifier semaine après semaine.

c) Sans pour autant prendre l'initiative de la discussion, les Etats-Unis devraient accepter de participer aux consultations (et non à la conférence) qui pourraient éventuellement avoir lieu sous l'égide des deux

coprésidents de la Conférence de Genève, à savoir le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. Les Britanniques nous demanderaient d'exprimer nos vues, et nous profiterions de l'occasion pour exposer notre position et en particulier les mesures à notre avis indispensables pour un retour à la paix. Nous exposerions nos griefs contre la République Démocratique du Vietnam dans un long document que nous enverrions au Président du Conseil de Sécurité des Nations-Unies en lui demandant d'en faire prendre connaissance aux chefs de délégation des pays membres.

1) Les réponses des communistes.

a) Au début du processus, Hanoï ne se sentira pas assez menacé pour accepter de négocier ou même de diminuer le rythme des opérations militaires. Les Nord-Vietnamiens dénonceront la poursuite des raids aériens et en profiteront pour essayer de gagner à leur cause une grande partie de l'opinion publique mondiale. Au Sud-Vietnam même, ils éviteront probablement d'entreprendre des opérations spectaculaires mais continueront cependant leur travail de sape au sein de la population.

Les Nord-Vietnamiens estiment en effet que la situation au Sud-Vietnam ne peut guère qu'aller en empirant (ils parlent même de « désagrégation »), et pensent que pour éviter de voir leur régime s'effondrer, certains membres du gouvernement engageront des négociations secrètes avec eux derrière notre dos.

b) La Chine communiste continuera de fournir à la République Démocratique du Vietnam une aide importante, en particulier en matériel de défense antiaérienne, mais nous ne pensons pas qu'elle fera intervenir son aviation.

c) Les Soviétiques continueront de fournir à la R.D.V. du matériel de D.C.A., tout en continuant de protester violemment contre nos raids aériens. Nous ne pensons pas cependant qu'ils s'engageront plus avant, même

si la Chine communiste intervient directement dans le conflit.

En revanche, si nous attaquons la Chine communiste, les Soviétiques seront placés devant un grave dilemme et ne pourront vraisemblablement plus assurer dans ces conditions leur rôle de Vice-Président de la Conférence de Genève.

2) Au Sud-Vietnam même, le nouveau gouvernement est nettement plus efficace que les précédents, ce qui n'empêche pas la situation de se dégrader dans l'ensemble du pays, à l'exception du Sud. Même si le gouvernement tient bon, même si les militaires font bien leur travail, il ne faut pas s'attendre à ce que la pacification progresse de façon spectaculaire dans les deux mois à venir.

. . . . . .

XCVI. — « PLAN D'ACTION » DE McNAUGHTON A L'INTENTION DE McNAMARA.

« Plan d'action pour le Sud-Vietnam » préparé par John T. McNaughton, conseiller du secrétaire à la Défense pour les Affaires internationales, à l'intention du secrétaire à la Défense Robert S. McNamara. 24 mars 1965.

1) *Objectifs américains.*

70 % : éviter une défaite humiliante qui mettrait en danger notre réputation.

20% : éviter que le Sud-Vietnam et les pays voisins ne tombent aux mains de la Chine communiste.

10 % : permettre au peuple sud-vietnamien de vivre mieux.

EGALEMENT : Sortir de cette crise sans tache infamante résultant des méthodes utilisées.

Le problème n'est pas « d'aider un ami », bien qu'il serait difficile de rester s'il nous demandait de partir.

2) *La situation.*

La situation d'ensemble est mauvaise ; elle se dégrade mois après mois. Le Vietcong a partout l'initiative. Le défaitisme gagne du terrain dans les campagnes et se développe dans les villes, y compris chez les militaires, en particulier chez ceux qui ont des parents dans les zones rurales.

3) *La question préalable.*

Peut-on redresser la situation :

a) Sans prendre des mesures extrêmes contre la R.D.V. et (ou).

b) Sans faire intervenir d'importantes unités d'intervention américaines (et autres) au Sud-Vietnam même. La réponse est sans doute négative.

4) *Le gouvernement sud-vietnamien s'effondrera :*

a) Si le Vietcong parvient à limiter fortement l'influence du gouvernement sud-vietnamien dans l'ensemble du pays, ce qui provoquera immanquablement :

1) Une insurrection dans les enclaves encore contrôlées par le gouvernement.

2) Des défections massives de soldats et peut-être même d'unités entières de l'armée sud-vietnamienne.

3) Une aggravation des dissenssions internes à Saïgon, donc une impuissance gouvernementale accrue.

4) Le défaitisme des fonctionnaires et la remise en cause de la politique suivie jusqu'alors.

5) L'entrée d'éléments de gauche au gouvernement.

6) L'arrivée au pouvoir d'un régime de front populaire.

7) L'expusion des forces américaines.

8) Des concessions au Vietcong.

9) Des accommodements avec la R.D.V.

b) Si le Vietcong et les volontaires nord-vietnamiens en concentrant leurs efforts sur les zones I et II :

1) Réussissent à s'emparer des enclaves contrôlées par le gouvernement.

2) Annoncent la formation d'un gouvernement de Libération.

3) Annexent les zones I et II à la R.D.V. et

4) Intensifient leurs attaques dans le reste du Sud-Vietnam.

c) Si, effrayé de la tournure que prennent les événements, le gouvernement sud-vietnamien passe l'éponge :

1) En négociant en sous main avec le Vietcong.

2) En demandant aux Etats-Unis de cesser leur aide militaire.

3) En faisant entrer des éléments de gauche au gouvernement.

4) En préparant l'avènement d'un régime de front populaire et

5) En cédant devant la pression vietcong et nord-vietnamienne.

5) *Notre effort au Sud-Vietnam même :*

Notre but essentiel doit être la poursuite et l'intensification du programme de pacification à l'intérieur du Sud-Vietnam. Il faut :

a) Rehausser le moral de la population, de l'armée, et l'efficacité du gouvernement.

b) Améliorer la sécurité des personnes.

c) Réduire les infiltrations communistes.

ATTAQUES CONTRE LE NORD (Programme de pressions militaires graduelles).

a) *Objectifs.*

1) Réduire l'activité du Vietcong et des Nord-Vietna-

miens en portant un coup au moral de la R.D.V.

2) Elever le moral de la population et de l'armée au Sud-Vietnam.

3) Mettre les Etats-Unis et le Sud-Vietnam en position de force pour d'éventuels marchandages.

4) Réduire les infiltrations communistes en hommes et en matériel.

5) Montrer au monde que les Etats-Unis défendent réellement leurs amis.

b) *Programme.*

Un ou deux bombardements par semaine contre des objectifs nord-vietnamiens importants (attaques menées conjointement par les aviations américaine et sud-vietnamienne) plus trois raids de reconnaissance hebdomadaires.

Semaine après semaine, nos bombardements iront en s'intensifiant, les objectifs seront de plus en plus importants et situés de plus en plus près de Hanoï et de la frontière sino-vietnamienne.

c) *Autres actions envisagées.*

1) Blocus des ports nord-vietnamiens.

2) Intensification des opérations secrètes.

d) *« Points rouges. »*

Certaines opérations risquent de faire franchir aux communistes quelques degrés supplémentaires dans l'escalade :

1) Combats aériens entre les Mig nord-vietnamiens et l'aviation américaine et sud-vietnamienne.

2) Bombardement de l'aéroport de Phuc Yen, près de Hanoï.

3) Bombardement de complexes industriels pouvant causer de lourdes pertes en vies humaines.

4) Bombardement des voies ferrées menant à la frontière chinoise.

5) Combats aériens avec les Mig chinois.

6) Violations de l'espace aérien chinois.

7) Débarquement massif de troupes américaines au Sud-Vietnam.

8) Occupation par les troupes américaines et sud-vietnamiennes d'une portion de territoire nord-vietnamien (l'île au Tigre par exemple).

e) « *Points bleus.* »

La R.D.V. et la Chine savent qu'en entreprenant les actions suivantes, nous serions amenés à franchir quelques degrés supplémentaires dans l'escalade :

1) Attaque vietcong contre Danang.

2) Destruction de navires américains.

3) Intervention directe et prouvée de troupes régulières nord-vietnamiennes au Sud.

4) Déploiement de troupes chinoises au Nord-Vietnam.

5) Déploiement de fusées antiaériennes Frog ou Sam au Nord-Vietnam.

6) Attaques aériennes de la R.D.V. contre le Sud-Vietnam.

7) Création d'un gouvernement de Libération dans les zones I et II.

f) *Les risques.*

1) Pertes en avions et en pilotes (intervention probable des Mig et des fusées Sam).

2) Intensification des attaques vietcong et, peut-être, création d'un gouvernement de Libération.

3) Panique dans le pays, effondrement du gouvernement sud-vietnamien.

4) Condamnation de notre intervention par l'opinion publique mondiale.

5) Actions de représailles à Berlin, Chypre, au Cachemire et en Jordanie.

6) Escalade menant à une guerre conventionnelle avec la Chine et la R.D.V. (et l'U.R.S.S.)

7) Escalade menant à une guerre nucléaire.

g) *Evaluation.*

Même si la situation dans le Sud-Est Asiatique doit évoluer très défavorablement au cours des trois prochaines années, il est essentiel que les Etats-Unis émergent de cette crise comme un « bon docteur », quelqu'un qui a tenu ses promesses et pris des risques, qui s'est montré dur et a porté des coups sévères à l'ennemi en subissant lui-même de lourdes pertes. Nous devons éviter que les apparences nous soient préjudiciables pour ne pas fournir de prétextes aux autres nations et influencer leur jugement sur le comportement futur des Etats-Unis dans des situations intéressant plus particulièrement ces nations, et où seraient en cause la politique de l'Amérique, sa puissance, sa résolution et sa compétence pour résoudre ces problèmes.

XCVII. — MEMORANDUM DE McCONE SUR L'EFFICACITE DE LA GUERRE AERIENNE

Mémorandum élaboré par John McCone, directeur de la C.I.A. à l'intention des secrétaires Rusk et McNamara, de George McBundy et de l'ambassadeur Taylor. 2 avril 1965.

J'ai signalé que, jusqu'à présent, les raids aériens n'ont pas entraîné de changements dans la politique nord-vietnamienne. Ces raids ont eu pour conséquence, s'ils en ont eu une, de durcir encore l'attitude de Hanoï. J'ai eu l'occasion d'étudier le programme pré-

paré par le général Wheeler, et je dois dire qu'à mon avis ce programme n'est pas assez sévère et surtout trop graduel : chaque jour, chaque semaine qui passe voit s'accroître la pression en faveur de l'arrêt des bombardements, campagne soutenue par une partie de l'opinion publique américaine, par la presse, les Nations-Unies et l'opinion publique mondiale. Le temps joue contre nous et les Nord-Vietnamiens ne l'ignorent pas.

Puisque les raids contre le Nord sont modestes, ils n'entraîneront pas de dommages inacceptables pour l'ennemi et ne menaceront pas les întérêts vitaux du Vietnam du Nord : nous nous retrouverons englués dans des combats de jungle sans pouvoir gagner, dans un effort militaire dont nous aurons les plus grandes difficultés à nous extraire.

Je pense donc que si nous voulons élargir le champ d'action de nos troupes au Sud-Vietnam, nous devons intensifier nos attaques contre le Nord : Nous devons frapper fort, souvent, infliger aux communistes des dommages importants. Au lieu d'éviter les Mig, il faut les faire sortir et les abattre. Un pont bombardé ici, une route démolie là et les problèmes resteront les mêmes. Nous devons bombarder les aéroports, les dépôts de pétrole, les centrales électriques, les complexes militaires des communistes. Ceci doit être à mon avis entrepris promptement et avec toute l'énergie nécessaire.

XCVIII. — AVRIL 1965. JOHNSON DONNE L'ORDRE DE RENFORCER LE CONTINGENT AMERICAIN AU VIETNAM

Mémorandum du Conseil national de Sécurité rédigé par George McBundy à l'intention du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, du secrétaire à la Défense et du directeur de la C.I.A.

... 5) Le Président a accepté l'envoi au Sud-Vietnam d'un corps expéditionnaire de 18 à 20 000 hommes. Ces

troupes sont destinées à renforcer les unités déjà sur place et à fournir le personnel logistique indispensable.

6) Le Président a approuvé l'envoi de deux bataillons de Marines et d'un escadron de l'armée de l'Air supplémentaires avec leur infrastructure.

7) Le Président a approuvé le changement d'affectation des bataillons de Marines présents au Vietnam. Leurs activités seront intensifiées dans des conditions qui devront être fixées et approuvées par le secrétaire à la Défense après consultation du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

8) Le Président a approuvé l'ouverture de discussions avec les gouvernements coréen, australien et néo-zélandais. Les Etats-Unis demanderont à ces gouvernements d'envoyer au Vietnam un corps expéditionnaire important qui viendra renforcer les bataillons de marines américains déjà sur place.

. . . . . .

11) Le Président souhaite que toutes les précautions soient prises pour éviter toute publicité prématurée. Les décisions seront exécutées aussi rapidement que possible, mais de façon à minimiser toute apparence d'un brutal changement de politique, et les annonces officielles de mouvements de troupes seront faites seulement avec l'approbation du secrétaire à la Défense en consultation avec le secrétaire d'Etat. Le Président souhaite que ces mouvements et changements soient interprétés comme des modifications graduelles parfaitement en harmonie avec la politique existante.

. . . . . .

CI. — MEMORANDUM DE ROSTOW : VICTOIRES ET DEFAITES DANS LES GUERRES DE GUERILLA

Mémorandum élaboré par Walt W. Rostow, président du Conseil politique du Département d'Etat, à l'inten-

tion du secrétaire d'Etat Rusk ; ce mémorandum est intitulé « Victoires et défaites dans les guerres de guérilla : le cas du Sud-Vietnam ». 20 mai 1965.

Au cours des derniers mois, la presse a manifesté un certain scepticisme quant à la possibilité d'une victoire nette et indiscutable contre les communistes sud-vietnamiens. La déclaration présidentielle selon laquelle une victoire militaire était impossible a donné lieu d'autre part à un certain nombre de fausses interprétations.

1) Du point de vue historique, les guerres de guérilla ont été en général perdues ou gagnées de façon indiscutable : Grèce, Chine continentale, Nord-Vietnam, Malaisie, Philippines. Le Laos peut être considéré comme une exception (deux provinces administrées par les communistes, pays coupé en deux « de facto »)

2) Dans tous les cas où les forces du monde libre l'ont emporté, les guérilleros ont contrôlé pendant un temps une bonne partie du territoire du pays intéressé : c'est ainsi qu'Athènes, Kuala Lumpur et Manille ont été soumis à quelque chose qui ressemblait fort à un état de siège. Les communistes ne l'ont pas emporté parce que c'était impossible, et comme ils ne pouvaient pas l'emporter, ils ont perdu la bataille en cédant au découragement. Pour remporter la victoire dans ce genre de conflit, il faut :

a) Soit suivre l'exemple de Mao : passer de la guérilla à la guerre conventionnelle comme il l'a fait en 1947-49.

b) Soit provoquer l'effondrement du régime en place et apparaître comme la seule force de remplacement : Nord-Vietnam.

c) Soit provoquer l'effondrement du régime en place et faire partie d'un gouvernement de coalition de de façon à contrôler les rouages essentiels, en particulier

la police et l'armée : c'est de toute évidence l'objectif recherché par le Vietcong.

d) Marchandage à partir de positions de force, par exemple après avoir réussi à couper le pays en deux : Laos, Nord-Vietnam, rébellion Irlandaise après la Première Guerre mondiale.

3) Si nous parvenons :

a) A bloquer ces quatre voies pouvant mener les communistes à la victoire finale.

b) A décourager le Vietcong au Sud.

c) A frapper durement le Nord,

il n'y a pas de raison de faire preuve de pessimisme : notre victoire peut être aussi nette au Sud-Vietnam qu'elle l'a été en Grèce, aux Philippines ou en Malaisie.

.....

CIII. — MEMORANDUM DE GEORGE BALL PROPOSANT AU PRESIDENT JOHNSON UNE « SOLUTION DE COMPROMIS »

Mémorandum intitulé « Une solution de compromis au Sud-Vietnam », rédigé par le sous-secrétaire d'Etat George W. Ball à l'intention du Président Johnson. 1er juillet 1965.

1) *Une guerre perdue.*

Les Sud-Vietnamiens sont en train de perdre la guerre face au Vietcong. Personne ne peut vous garantir que nous battrons le Vietcong ou que nous le forcerons à s'asseoir à la table de conférences, en dépit des centaines de milliers de soldats blancs ou étrangers que nous pouvons mettre en place. Personne n'a encore prouvé qu'une armée blanche, de n'importe quelle ampleur, puisse gagner une guerre de guérilla, qui est aussi une guerre civile entre Asiatiques, dans la jungle et au milieu d'une population qui refuse de collaborer; ce qui constitue un précieux secours pour

l'ennemi. Trois incidents récents viennent illustrer ce fait de façon frappante :

a) L'attaque-surprise de la base de Danang, gardée par 9 000 Marines. Ce raid a été rendu possible grâce à la collaboration des habitants.

b) Le raid infructueux des B-52 contre certains bataillons vietcong qui avaient de toute évidence été prévenus à l'avance.

c) L'offensive de la 173e brigade aéroportée qui, en trois jours, a subi de lourdes pertes sans jamais avoir réussi à établir le contact avec le Vietcong, là encore manifestement prévenu à l'avance de cette offensive.

2) *Quelle décision prendre ?*

Devons-nous limiter notre intervention au Sud-Vietnam et chercher une porte de sortie honorable ?

Si nous n'adoptons pas cette solution, nous devons nous préparer à nous engager dans une guerre interminable, ce qui impliquera obligatoirement :

a) L'envoi de renforts importants à intervalles réguliers.

b) Des pertes américaines de plus en plus lourdes.

D'autre part, les risques d'escalade seront très sérieux et nous n'aurons même pas en contrepartie l'assurance d'aboutir à une solution satisfaisante.

3) *Il faut prendre très rapidement une décision.*

Tant que nos forces basées au Sud-Vietnam se contenteront de conseiller et d'aider les Sud-Vietnamiens, le conflit restera une guerre civile entre peuples d'Asie. En revanche, si nous faisons intervenir massivement nos troupes, ce conflit se transformera rapidement en une guerre entre les Etats-Unis d'une part, une partie importante de la population sud-vietnamienne, dirigée

et soutenue par le Nord-Vietnam, aidée matériellement par Moscou et Pékin d'autre part.

Vous allez avoir à prendre une décision capitale : en effet, si les troupes américaines sont engagées massivement dans les combats au Sud-Vietnam, leurs pertes iront croissant : nos soldats ne sont pas préparés à ce style de guerre et ils devront se battre au sein d'une population peu coopérative, sinon hostile. Après avoir subi de lourdes pertes, nous serions engagés dans un processus irréversible. Notre engagement serait si profond que nous ne pourrions, sans risquer l'humiliation nationale, nous arrêter sans avoir atteint nos objectifs.

Je pense personnellement que, des deux possibilités, l'humiliation est plus probable que la réalisation de nos objectifs, même après avoir payé un prix exorbitant.

4) *Une solution de compromis.*

Faut-il engager la puissance et le prestige des Etats-Unis sur un terrain qui ne nous est pas favorable, et courir le risque de laisser prendre l'avantage à l'ennemi, ou faut-il au contraire rechercher une solution de compromis pendant qu'il en est encore temps ?

. . . . . .

6) *Programme d'action.*

a) Du point de vue militaire, il faut :

1) Envoyer sur place les quinze bataillons de renfort prévus, mais ne pas dépasser le chiffre de 72 000 hommes supplémentaires.

2) Restreindre au strict minimum les engagements militaires proprement dits.

3) Poursuivre les bombardements au Nord mais éviter la zone Hanoï-Haïphong et les objectifs proches de la frontière chinoise.

b) Du point de vue politique :

1) Jusqu'à présent nos prises de position politiques

dépendaient des divers gouvernements sud-vietnamiens qui se succédaient au pouvoir.

Pour aboutir à un règlement négocié, il faudrait soit que le gouvernement du Sud-Vietnam décide de négocier sans nous en avertir, soit que nous prenions l'initiative de l'ouverture des négociations sans arrangement préalable avec Saïgon.

2) Jusqu'à présent, nous n'avons donné à l'adversaire aucune raison de croire que nous pouvions faire preuve d'une certaine souplesse. Les communistes refuseront toujours de se plier à ce qui, à leurs yeux, est une capitulation sans conditions.

3) Il est grandement temps de prendre des contacts diplomatiques en vue d'une solution basée sur le principe de l'autodétermination.

4) Je propose que nous prenions contact avec Hanoï plutôt qu'avec les autres parties (le F.N.L. et Pékin). En effet, Hanoï s'est montré favorable à l'ouverture de discussions alors que Pékin y est farouchement opposé. Moscou nous recommande de négocier avec Hanoï. Le F.N.L. garde le silence.

5) Nous pouvons prendre contact avec les Nord-Vietnamiens par l'intermédiaire de leur représentant à Paris Mai Van Bo ; nous pourrions lui proposer comme base de négociations la discussion des quatre points que nous avons mis en avant et des quatre points présentés par Hanoï. En acceptant trois des quatre points de Hanoï, il devrait être possible de nous entendre pour ouvrir des négociations sérieuses, sans conditions préalables.

6) Si nos contacts initiaux aboutissent à l'ouverture de discussions exploratoires secrètes, nous pourrions insister sur la nécessité d'une auto-détermination qui laisserait au Vietcong l'espoir d'atteindre certains de ses objectifs grâce à des élections libres.

. . . . . .

8) Si les discussions progressent, nous pourrions nous entendre sur la convocation d'une conférence internationale.

9) Avant d'accepter de participer à une conférence, nous devrions nous préparer à proposer les mesures suivantes :

a) Les Etats-Unis décident de mettre un terme à leurs bombardements au-dessus du Nord-Vietnam.

b) Les Sud-Vietnamiens ne passeront pas à l'offensive.

c) La R.D.V. s'engage à cesser ses actes de terrorisme contre le Sud.

10) La conférence devrait aboutir à un accord international garanti par les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et donner naissance à un organisme international chargé de la bonne application de cet accord.

7) *Les réactions probables à un règlement négocié au Sud-Vietnam.*

Nous avons tendance à exagérer fortement les risques qu'implique un règlement négocié du problème sud-vietnamien.

A cet égard, trois aspects sont à considérer :

Primo, les réactions des pays d'Asie du Sud-Est.

Secundo, les réactions des autres pays où nos forces sont engagées.

Tertio, les réactions pouvant affecter notre « leadership » mondial.

A — Les réactions des pays d'Asie faisant partie du monde libre seraient très variables selon les cas. Chaque pays interprétera l'événement en tenant compte avant tout :

a) de ses intérêts immédiats.

b) de sa vulnérabilité face à une invasion ou à une insurrection communiste.

c) de sa confiance à notre égard.

Les pays intéressés peuvent être groupés comme suit :

1) *République de Chine et Thaïlande :* Deux alliés sûrs. Leurs préférences pour une action américaine extrême pouvant aller jusqu'à une guerre avec la Chine communiste les différencient de tous les autres pays du Sud-Est Asiatique.

2) *République de Corée et Philippines :* Deux alliés sûrs qui soutiendraient toute action américaine extrême à l'exception d'une guerre avec la Chine communiste.

3) *Japon :* Préférerait nous voir utiliser la diplomatie plutôt que la force dans une partie du monde où ses intérêts ne sont pas en jeu. De plus, une escalade éventuelle affecterait sérieusement ses liens avec ses voisins chinois et eurasiens.

4) *Laos :* Pays à la fois neutre et ami. La Thaïlande et les Etats-Unis doivent se porter garant de son indépendance face aux pressions des Nord-Vietnamiens et du Pathet-Lao.

5) *Birmanie et Cambodge :* Pays neutres et indécis. De peur de déplaire à la Chine communiste, pourraient rechercher un accommodement avec Pékin après avoir acquis la conviction que la présence américaine en Asie du Sud-Est est sur le point d'être considérablement réduite.

6) *Indonésie :* Ne pourrait qu'être encouragée dans son agression contre la Malaisie, après avoir acquis la conviction que l'impérialisme étranger cède du terrain dans la région.

B — ... A l'exception des pays d'Asie du Sud-Est, un compromis au Sud-Vietnam n'affecterait pas sérieusement la crédibilité de notre engagement dans le reste du monde...

... Le Chancelier Erhard nous a dit en privé qu'un

compromis au Vietnam du Sud ne pourrait qu'inquiéter les Berlinois de l'Ouest, mais il ne s'agit pas là d'une idée nouvelle. Je pense d'ailleurs qu'Erhard nous a dit cela pour nous faire plaisir...

C — Bref, je pense que l'efficacité de notre rôle mondial serait beaucoup plus affectée par la poursuite de la guerre et de notre engagement que par la recherche attentive d'une solution de compromis. Certains gouvernements ont certes accédé à nos demandes en nous soutenant verbalement et en réaffirmant leur loyauté et leur confiance à notre égard, mais nous ne pouvons tout de même pas ne pas tenir compte du fait que cette guerre est impopulaire et que le rôle que nous y jouons ne peut qu'affecter le respect et l'amitié que nous portent bon nombre de nations : ni nos amis ni nos alliés ne sont convaincus de la nécessité d'une intervention américaine massive dans le cadre de la défense du monde libre.

CHAPITRE VIII

LA CONSOLIDATION : JUILLET 1965-SEPTEMBRE 1966.

. . . . . .

CVII. — MEMORANDUM DE McNAMARA APRES UN VOYAGE AU VIETNAM

Mémorandum rédigé par le secrétaire à la Défense Robert McNamara à l'intention du Président Johnson. 30 novembre 1965.

Le « gouvernement des généraux » dirigé par le général Ky survit, certes, mais il n'est pas soutenu par la population. La pacification stagne, l'insécurité est permanente sur l'ensemble du territoire du Sud-Vietnam : le président Ky estime que son gouvernement contrôle 25 % de la population et précise que les responsables de la pacification espèrent voir ce chiffre passer à 50 % d'ici deux ans.

Les changements les plus récents et les plus importants concernent la situation militaire : les infiltrations communistes en provenance du Nord ne cessent de s'accroître et le Vietcong paraît décidé à poursuivre son offensive, en ayant recours au besoin à des attaques de grand style. Il semble d'autre part que les communistes aient décidé de renforcer leurs effectifs au Sud-Vietnam :

1) En recrutant sur place (en particulier dans le Delta).

2) En faisant de plus en plus appel aux forces régulières nord-vietnamiennes.

Du point de vue du ravitaillement, et en tenant compte de la destruction d'un certain nombre de pistes par l'aviation et la marine américaine, on pense généralement que deux cents tonnes de matériel passent quotidiennement du Nord au Sud, ce qui excède les besoins des communistes qui, d'autre part, puisent largement dans les réserves du pays.

Pour faire face à ce renforcement possible, et même probable, le plan prévu initialement (220 000 Américains sur place fin 1965) est insuffisant : en tenant compte de la nature de cette guerre, le nouveau rapport de forces estimé nécessaire (2 Américains — 1 Vietcong) ne suffira pas à renverser le cours des événements. Même le renfort prévu de vingt-huit bataillons américains supplémentaires (112 000 hommes) ne serait pas suffisant puisque le rapport de force serait à peine supérieur à 2-1 (en tenant compte de la création de trente-deux bataillons sud-vietnamiens supplémentaires).

Nous avons pris l'initiative en août, mais nous la perdrons une fois de plus au profit du Vietcong si nous n'accentuons pas notre effort. La pacification, la destruction des bases ennemies et la rupture des lignes de communication vietcong seraient sérieusement compromises.

On estime que le renfort prévu de vingt-huit bataillons américains supplémentaires ne nous permettrait guère que de maintenir nos positions actuelles.

3) Une seule alternative s'offre à nous : soit accepter une solution de compromis, ce qui implique le maintien à son niveau actuel, ou même la réduction de notre corps expéditionnaire, soit essayer d'atteindre nos objec-

tifs initiaux en poursuivant la guerre, ce qui implique que nous nous donnions les moyens de la gagner.

Si nous décidons de rejeter tout compromis, je recommande que les Etats-Unis envoient au Sud-Vietnam des renforts substantiels et intensifient leurs bombardements au-dessus du Nord-Vietnam.

L'ambassadeur Lodge, Wheeler, Sharp et Westmoreland soutiennent ce programme d'action, bien que Wheeler et Sharp soient partisans d'une intensification rapide des bombardements au-dessus du Nord.

Je propose que soixante-quatorze bataillons supplémentaires soient envoyés au Vietnam fin 1966, les effectifs totaux atteignant alors 400 000 hommes.

Des renforts ultérieurs (pouvant atteindre 200 000 hommes) pourront être envoyés sur place au cas où la situation l'exigerait. En ce qui concerne les bombardements au-dessus du Nord-Vietnam, je propose que dans les six mois à venir nous nous attaquions aux objectifs situés dans la zone Hanoï-Haïphong (dépôts de carburant, raffineries, centrales électriques, pose de mines dans les ports) en évitant toutefois les concentrations urbaines, les zones industrielles très peuplées, les barrages et les écluses.

4) Pause dans les bombardements au-dessus du Nord-Vietnam.

Je pense qu'il faudrait appliquer une pause de trois ou quatre semaines avant de faire appel à de nouveaux renforts ou d'avoir recours à une intensification des bombardements au Nord (cette recommandation n'est approuvée ni par Lodge, ni par Wheeler ni par Sharp).

Il faut à mon avis tenir compte de l'opinion publique américaine et mondiale avant d'élargir la guerre d'une telle façon, et nous devons d'autre part donner une chance au Vietnam du Nord de sauver la face tout en mettant un terme à son agression au Sud.

5) Evaluation.

Il faut être conscient du fait que les mesures que je préconise ne comportent pas de garanties de succès. Les pertes américaines pourront atteindre mille hommes par mois. Je pense néanmoins que si nous voulons voir la situation se retourner en notre faveur, nous devons mettre en œuvre au plus vite les mesures recommandées ci-dessus.

. . . . . .

CXVII. — EVALUATION DES RESULTATS DES BOMBARDEMENTS AU-DESSUS DU NORD-VIETNAM

Extraits du rapport élaboré par l'Institut d'Analyses du Département de la Défense, intitulé « les effets des bombardements américains sur la capacité nord-vietnamienne d'intervention dans les opérations militaires au Sud-Vietnam : rétrospective et perspectives ». 29 août 1966.

1) Les bombardements américains au-dessus du Nord-Vietnam n'ont pas eu d'effets directs et mesurables. La capacité de Hanoï de soutenir ou d'entreprendre des opérations militaires au Sud est restée intacte.

Certaines contraintes politiques ont certes réduit notablement l'efficacité du programme de bombardements, mais ce facteur ne suffit pas à expliquer les effets limités de ces bombardements sur la capacité militaire des communistes. C'est ainsi qu'il faut tenir compte à la fois des contre-mesures prises par Hanoï, mais plus fondamentalement du fait que l'économie nord-vietnamienne s'appuie sur une agriculture de subsistance peu sensible aux bombardements aériens.

Le secteur industriel produit peu de matériel militaire valable, la masse de l'équipement militaire étant fournie par l'U.R.S.S. et par la Chine ; le volume de l'aide fournie au Sud est de toute façon si faible que son transfert ne pose pas de problèmes majeurs aux Nord-Vietnamiens.

De plus, la main d'œuvre communiste est relative-

ment sous-employée, et constitue un réservoir important qui permet aux communistes de disposer d'un grand nombre d'hommes :

a) pour effectuer des travaux de réparation et de reconstruction au Nord.

b) pour former des unités envoyées au Sud ultérieurement.

2) Depuis la mise en œuvre du programme *Rolling Thunder* (Coup de Tonnerre : nom donné au programme de bombardements aériens au-dessus du Nord Vietnam), les dégâts subis par le Nord-Vietnam ont été plus que compensés par l'aide militaire et économique massive fournie par l'U.R.S.S. et par la Chine communiste (les experts ont chiffré les dommages causés au Nord-Vietnam à 86 millions de dollars fin juillet alors que pendant la seule année 1965, le montant de l'aide reçue par Hanoï était compris entre 250 et 400 millions de dollars, dont 100 à 150 millions d'aide économique).

3) Même si nous prenons la décision d'élargir le champ géographique des bombardements, de ne plus épargner la zone Hanoï-Haïphong, de miner le port de Haïphong et les principaux ports du Nord-Vietnam, d'augmenter le nombre des raids, bref d'appliquer le programme fixé par les militaires, la situation n'en sera pas radicalement modifiée pour autant dans la mesure où Hanoï continuera de soutenir militairement les communistes au Sud et de neutraliser l'effet des bombardements américains en en faisant payer la note aux autres pays communistes.

D'autre part, une intensification des bombardements n'empêcherait certainement pas Hanoï de continuer à envoyer hommes et matériel au Sud, sans doute à une cadence plus élevée si le besoin s'en fait sentir.

. . . . . .

5) Les bombardements ne semblent pas avoir affecté la volonté des Nord-Vietnamiens de poursuivre la lutte, il semble donc difficile de soutenir que les raids entrepris jusqu'à ce jour se sont avérés décisifs du point de vue psychologique.

... Les divers plans et projets ayant donné naissance au programme *Rolling Thunder* ont manifestement surestimé les effets dissuasifs des bombardements et, parallèlement, ont sous-estimé la ténacité et le pouvoir de récupération des Nord-Vietnamiens. Cette tendance résulte en fait d'une grossière erreur d'estimation : les auteurs du programme *Rolling Thunder* n'ont pas su tirer les leçons de l'histoire qui nous enseignent qu'une attaque frontale contre une société tout entière tend à consolider les structures nationales, à intensifier le soutien populaire au gouvernement en place, à renforcer l'esprit combattif des dirigeants et du peuple et à les pousser à prendre des mesures de protection efficaces.

CHAPITRE IX

LES DOUTES DE McNAMARA
OCTOBRE 1966-MAI 1967

CXVIII. — MEMORANDUM DE McNAMARA S'OPPOSANT A UN ACCROISSEMENT DE L'EFFORT DE GUERRE

Mémorandum intitulé « Plan d'action pour le Vietnam », rédigé par le secrétaire à la Défense Robert McNamara à l'intention du Président Johnson. 14 octobre 1966.

1) *Evaluation de la situation.*

Dans le rapport que je vous avais envoyé après mon dernier voyage au Vietnam, je vous affirmais qu'à mon avis nous nous trouverions début 1967 face à une situation militaire défavorable et à une « pacification » en régression. Je suis un peu moins pessimiste aujourd'hui dans la mesure où la situation militaire est meilleure que prévu : l'agressivité des communistes s'est quelque peu émoussée et nous avons réussi à les priver de la victoire sur laquelle ils comptaient depuis dix-huit mois.

Mon inquiétude n'est pourtant pas dissipée pour autant : je ne vois pas en effet comment nous pourrions gagner la guerre dans un laps de temps assez court. Le moral de l'ennemi est toujours aussi élevé,

malgré les coups sévères que nous lui avons portés : il s'est vite adapté à la situation nouvelle et a mis en œuvre une stratégie d'attente en espérant que nous ne pourrons pas convertir nos succès militaires en succès politiques.

D'autre part, malgré ses pertes (estimées à 60 000 hommes par an), l'ennemi continue de se renforcer en recrutant sur place, au Sud-Vietnam, et en recevant d'importants renforts en provenance du Nord. Les résultats du programme de pacification sont-plus que décevants : nous avons certes plusieurs motifs de satisfaction (succès des dernières élections, maintien de Ky à la tête du pays après seize mois de pouvoir, renforcement des institutions), mais il faut bien dire que les progrès enregistrés ne se sont pas confirmés au niveau de la province et du hameau. La pacification est en régression. Par rapport à 1962 ou à 1964, les forces « régulières » et « irrégulières » de l'ennemi se sont accrues. Les embuscades, les actes de terrorisme et les opérations de sabotage se sont intensifiés. La plupart des routes et des voies ferrées sont coupées ; les récoltes de riz arrivant sur le marché sont peu importantes. La population contrôlée par le gouvernement a très peu progressé, si l'on peut même parler de progrès dans ce domaine. L'infrastructure politique du Vietcong est toujours aussi efficace et donne à l'ennemi un avantage considérable. Aucune partie du pays ne peut être considérée comme absolument sûre, et ni Saïgon ni les bases américaines ne font exception.

Le programme de bombardements au-dessus du Nord-Vietnam n'a pas réussi à affecter de façon importante les infiltrations communistes ni à ébranler le moral de Hanoï.

En bref, on peut dire que la situation ne s'est pas améliorée et même qu'elle a plutôt empiré. Cette guerre doit être menée et remportée par les Vietnamiens eux-mêmes, nous le savons depuis longtemps : malheureu-

sement, nous n'avons pas encore trouvé la formule, le catalyseur qui nous permettrait de mettre ce principe en pratique.

2) *Programme d'action.*

Pour renverser le cours des choses, que faut-il faire ?

— Poursuivre les opérations militaires et acculer l'ennemi à la défensive.

— Faire progresser la pacification.

Mais également :

a — *Stabiliser le corps expéditionnaire américain au Vietnam.*

Nous aurions à mon avis intérêt à limiter nos renforts à 70 000 hommes, de façon à en arriver au chiffre optimum de 470 000 hommes. En effet, je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'en arriver aux 570 000 hommes demandés par le général Sharp pour vaincre l'ennemi au cas où celui-ci entreprendrait une offensive de grand style, ou même pour l'empêcher de faire obstacle à la pacification du pays.

D'autre part, par rapport aux 325 000 hommes déjà sur place, ce chiffre de 470 000 hommes représente un accroissement de 40 %, et ce pourcentage fera probablement réfléchir l'ennemi.

b — *Installation d'une barrière contre les infiltrations.*

Cette barrière, installée près du 17e parallèle, partirait de la mer, traverserait tout le Nord du Sud-Vietnam (coupant ainsi les voies d'infiltration traversant la zone démilitarisée) jusqu'à la frontière laotienne. Le coût de cette barrière serait d'environ un milliard de dollars.

c — *Maintenir à son niveau actuel le programme de bombardements contre le Nord-Vietnam.*

Les sorties de l'aviation américaine contre le Nord-Vietnam sont passées de quatre mille par mois à la

fin de l'année dernière à six mille par mois pendant le premier trimestre de cette année, pour atteindre aujourd'hui le chiffre de douze mille par mois.

En dépit de cette intensification des raids, il semble bien que le réseau de pistes utilisé par les communistes n'ait pas été gravement endommagé. D'autre part, les dégâts causés aux dépôts de matériel nord-vietnamiens ont été largement compensés par l'aide en camions, pièces détachées et carburant fournis par l'U.R.S.S. et par la Chine. Il est clair que si nous voulons ébranler en profondeur les structures politiques, économiques et sociales du régime de Hanoï, nous devons envisager de prendre des mesures qui ne seraient acceptées ni par le peuple américain ni par l'opinion publique mondiale, mesures qui, par ailleurs, feraient peser le risque d'une intervention chinoise.

Les bombardements au-dessus du Nord-Vietnam ne sont certes pas inutiles puisque les communistes ont dû affecter 300 000 hommes au maintien des lignes de communication avec le Sud. Il est cependant douteux qu'une augmentation substantielle du nombre de sorties de l'aviation américaine puisse modifier radicalement l'état de choses existant. Il faut également prendre en considération nos pertes en pilotes et en avions (quatre avions, quatre hommes, vingt millions de dollars pour mille sorties).

C'est en tenant compte de tous ces facteurs que je vous recommande d'interdire toute intensification ultérieure des raids de bombardement contre le Nord-Vietnam.

d — *Poursuivre et intensifier le programme de pacification.*

Comme je l'ai dit plus haut, le programme de pacification (« Développement Révolutionnaire ») est en perte de vitesse.

1) Les opérations de grande envergure dans lesquelles

nous sommes passés maîtres ne peuvent pas donner de bons résultats dans ce genre de guerre.

2) La grande majorité de la population rurale pense que la présence gouvernementale n'est que momentanée alors que la présence vietcong est permanente, que la moindre collaboration avec le gouvernement attire le châtiment vietcong, que le gouvernement ne se soucie guère du bien-être du peuple, que les officiels au niveau de la province ou du hameau sont les jouets des potentats locaux, enfin que les fonctionnaires du gouvernement sont corrompus.

Pour gagner la bataille de la pacification, il faut :

a — Développer la sécurité des personnes.

b — Détruire l'infrastructure vietcong.

c — Inciter la population à collaborer avec les responsables locaux.

Pour que le programme de pacification soit mené à bon terme, il faut également que les forces sud-vietnamiennes passent résolument à l'offensive et affirment la présence gouvernementale sur le terrain tout en observant une attitude digne et en respectant la population. Ce facteur essentiel au succès de la pacification n'a pas été observé jusqu'à présent.

Les Etats-Unis ne peuvent pas mener ces opérations de sécurité à la place des Vietnamiens ; nous ne pouvons guère que « masser le cœur du malade » : nous n'avons pas en effet l'intention de nous installer définitivement au Vietnam et nous savons que cette guerre se règlera inéluctablement par un affrontement entre les troupes du Vietcong et l'armée gouvernementale : pour que le gouvernement puisse l'emporter, un certain nombre de réformes radicales doivent être mises en œuvre :

a — L'attitude des fonctionnaires du gouvernement doit changer du tout au tout : ils sont en général

apathiques et corrompus à tous les niveaux : pour obtenir un rendez-vous, une promotion, pour faire réformer un membre de leur famille, les gens leur versent des pots-de-vin.

b — L'attitude et la conduite des soldats de l'armée sud-vietnamienne doit également changer : en effet, l'image de marque du gouvernement ne pourra s'améliorer que lorsque l'armée sera respectée dans le pays. Les soldats sud-vietnamiens ne comprennent ni l'importance de la pacification, ni l'importance, dans ces opérations de pacification, d'une discipline stricte : les promotions, les récompenses et les médailles ne sont en général pas attribuées à ceux qui les méritent mais plutôt à ceux qui ont un diplôme, des amis ou des parents haut placés, à ceux qui ont de l'argent et n'hésitent pas à acheter leurs supérieurs.

L'armée sud-vietnamienne est essentiellement indisciplinée et mal dirigée.

La collaboration de l'armée sud-vietnamienne et de l'armée américaine doit donc s'intensifier à tous les niveaux dans le cadre d'une application stricte et régulière du programme de pacification.

Si l'intensification de cette collaboration s'avère insuffisante pour faire progresser les choses, je propose de confier la réalisation de l'ensemble du programme de pacification (civil et militaire) au général Westmoreland.

c — Pousser à la négociation.

Les chances de voir Hanoï ou le Vietcong répondre favorablement à une offre de négociations me semblent faibles : les objectifs des deux parties en cause sont en effet inconciliables, et le rapport de forces actuel n'est pas défavorable aux communistes. Cependant, pour augmenter les chances de les voir accepter la négociation, nous devons :

1) Montrer notre volonté de paix :

D'après certaines déclarations faites en privé par les communistes, et d'après ce qu'ont pu apprendre certaines personnalités occidentales compétentes, il semble bien que les accusations d' « hypocrisie » et de « mauvaise foi » portées contre les Etats-Unis ne constituent pas seulement des artifices de propagande. Tout porte à croire en effet que les communistes estiment que nous ne désirons pas mettre un terme à cette guerre, sinon par une victoire militaire. Les communistes sont d'autre part persuadés que nous voulons installer des bases militaires au Sud-Vietnam, avec l'accord d'un régime fantoche.

Pour prouver notre bonne foi, nous pourrions prendre deux séries de mesures concernant les bombardements au-dessus du Nord-Vietnam : ces mesures devraient à la fois influencer favorablement l'ennemi et l'opinion publique mondiale et forcer la main aux « faucons », qu'ils soient sud-vietnamiens ou américains :

Soit a — Cessation de tout bombardement du Nord-Vietnam : cette mesure devrait être entourée du minimum de publicité et appliquée sans conditions préalables : Hanoï n'acceptera jamais de négocier avant de pouvoir clamer au monde que nous nous sommes engagés inconditionnellement à cesser nos bombardements au-dessus du Nord-Vietnam. Après ce geste de bonne volonté, les Etats-Unis suivraient avec attention les développements de la situation et se réserveraient la possibilité de reprendre les bombardements au cas où des progrès ne seraient pas enregistrés.

Soit b — Cessation des bombardements au-dessus de la zone Hanoï-Haïphong-frontière chinoise. Poursuite des bombardements au-dessus des zones d'infiltration communistes.

2) Réaffirmer notre intention de retirer nos troupes une fois que les Nord-Vietnamiens auront mis fin à leur agression contre le Sud. Insister en particulier

sur le fait que nous n'avons pas l'intention d'établir des bases au Sud-Vietnam.

3) Essayer d'attirer le Vietcong hors de l'orbite de Hanoï : les rapports de nos services de renseignements démontrent à l'évidence que les Nord-Vietnamiens dominent et contrôlent le F.N.L. et le Vietcong. Je pense néanmoins que nous devrions poursuivre nos tentatives de contact avec le F.N.L./Vietcong de façon à essayer de créer des dissensions au sein de l'organisation communiste.

4) Multiplier les contacts avec le Nord-Vietnam, l'U.R.S.S. et les autres parties qui pourraient éventuellement contribuer à la recherche d'un règlement.

5) Elaborer un plan réaliste octroyant au Vietcong un rôle important pendant d'éventuelles négociations, puis dans l'après-guerre ; ce plan proposerait même une participation vietcong au gouvernement du Sud-Vietnam. Une proposition d'amnistie en vue d'une réconciliation nationale serait la bienvenue. Il est important que ce plan soit accueilli favorablement, sinon par Hanoï et le Vietcong, tout du moins par l'opinion publique mondiale.

CXIX. — MEMORANDUM DES CHEFS D'ETAT-MAJOR DES TROIS ARMES REFUTANT LE POINT DE VUE DE McNAMARA SUR LES BOMBARDEMENTS AU NORD

Extraits du mémorandum des chefs d'état-major des trois armes, signé par le général Earle G. Wheeler, chef d'état-major interarmes, à l'intention du secrétaire à la Défense McNamara. 14 octobre 1966.

Les chefs d'état-major des trois armes ne sont pas d'accord avec vos dernières recommandations : alors que vous jugez inutile :

a — d'intensifier la fréquence et l'importance des bombardements au-dessus du Nord-Vietnam,

b — d'élargir le champ de ces bombardements,

ils estiment pour leur part que la campagne aérienne contre la R.D.V. fait partie intégrante de l'effort de guerre américain et que, pour être efficace, cette campagne doit pouvoir être menée sans contrainte, étant entendu bien sûr que les pertes civiles devront être réduites au minimum.

Les chefs d'état-major des trois armes ne sont pas d'accord avec vous lorsque vous proposez de suspendre ou de réduire la campagne de bombardements au-dessus du Nord-Vietnam pour offrir aux communistes une carotte susceptible de les amener à accepter l'ouverture de négociations.

Nous avons vu les résultats des « pauses » précédentes : le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'étaient pas en notre faveur.

De plus, les chefs d'état-major des trois armes estiment peu probable que le conflit en cours puisse être réglé par voie de négociation et pensent que, loin de pousser les communistes à discuter, une nouvelle pause ne pourrait que les faire douter de notre détermination. La campagne de bombardements est l'un des deux atouts majeurs dont dispose le Président (l'autre étant la présence de troupes américaines au Sud-Vietnam), c'est la raison pour laquelle il ne faut pas s'en dessaisir avant que le Nord-Vietnam ait mis un terme à son agression au Sud.

Les chefs d'état-major des trois armes estiment que le conflit en cours en est au stade où les décisions qui sont prises déterminent pour une bonne part l'issue de la guerre et concernent par conséquent au premier chef la sécurité des Etats-Unis.

C'est en tenant compte de tous ces facteurs que les

chefs d'état-major des trois armes se sont mis d'accord sur ce qui suit, en ce qui concerne la recherche de la paix et les pressions militaires contre le Nord-Vietnam.

Les déclarations présidentielles proposant de mettre fin à la guerre par des moyens pacifiques sur des bases généreuses, puisque le Président ne demande pas au Nord-Vietnam de céder un pouce de son territoire, ces déclarations donc sont admirables. Seules les personnes de mauvaise foi peuvent désormais douter de notre sincérité, de notre générosité et de notre altruisme.

Les chefs d'état-major des trois armes estiment que de nouvelles propositions de notre part ne donneraient pas de résultats et iraient même contre nos intérêts. Il faut réaffirmer au peuple américain, à nos alliés et à nos ennemis que nous sommes résolus à mener la guerre à bon terme.

Pour cela, les chefs d'état-major des trois armes proposent les mesures suivantes :

1 — Pendant la Conférence de Manille, le Président réaffirmera que les Etats-Unis sont décidés à poursuivre la guerre tant que le Nord-Vietnam n'aura pas mis un terme à son agression contre le Sud.

2 — Poursuite des contacts secrets en vue d'un règlement pacifique.

3 — Nous tenir prêts à détecter un retrait éventuel des troupes nord-vietnamiennes ou une cessation éventuelle de l'aide apportée au Vietcong, et réagir en conséquence.

Du point de vue militaire, les chefs d'état-major des trois armes proposent :

1 — La mise en œuvre du programme de bombardements *Rolling Thunder* n° 52 :

— Bombardement d'aciéries.

— Bombardement des dépôts ferroviaires de Hanoï.

— Bombardement des principales centrales thermiques.

— Bombardement de Haïphong et des autres ports importants.

— Bombardement de barrages et d'écluses.

— Bombardement des dépôts de pétrole de Haïphong, Hai Gia et Can Thon.

2 — L'intervention de la marine américaine de façon à interdire toute navigation dans les eaux territoriales nord-vietnamiennes.

Les chefs d'état-major des trois armes demandent que les vues exprimées ci-dessus soient soumises au Président.

.....

CXXV. — DISCUSSION ENTRE JOHNSON, WHEELER ET WESTMORELAND

Notes prises au cours d'une discussion entre le Président Johnson et les généraux Wheeler et Westmoreland. 27 avril 1967.

Westmoreland affirma que sans les deux divisions supplémentaires qu'il avait demandées, « les Etats-Unis ne courraient certes pas le risque d'être battus, mais auraient beaucoup de mal à s'opposer au renforcement de la pression ennemie. Il s'agit en fin de compte d'une guerre d'usure ».

Il ajouta que si nous voulions remporter la victoire de façon indiscutable, un second renfort de 100 000 hommes serait rapidement indispensable. Au cours de la conversation, il répéta plusieurs fois que, sans renforts nous ne pourrions certes pas perdre la guerre mais que les progrès seraient alors très lents. Quand on lui demanda dans quelle mesure l'intensification des infiltrations communistes influait sur le déroule-

ment des opérations, le général dit qu'à son avis « cette guerre était une suite d'attaques et de contre-attaques. Chaque fois que nous prenons une initiative, il faut s'attendre à une réaction de l'ennemi ». Le Président répliqua : « Si je comprends bien, lorsque nous envoyons des renforts sur le terrain, l'ennemi en envoie à son tour ? C'est un cercle vicieux ! » Westmoreland répondit : « Les troupes vietcong et nord-vietnamiennes atteignent le chiffre de huit divisions (285 000 hommes). Ils peuvent en aligner douze au grand maximum. Si nous leur opposons 565 000 hommes, la guerre durera encore environ trois ans. Si nous leur opposons 665 000 hommes, nous gagnerons une année. »

Le Président posa une dernière question : « Que se passera-t-il si nous ne vous envoyons pas les deux divisions demandées ? » Le général Wheeler répondit que notre élan serait brisé et que dans certaines régions l'ennemi reprendrait l'initiative. La guerre ne serait cependant pas perdue pour autant, précisa-t-il, mais la victoire serait alors une perspective plus lointaine.

CXXVI. — MEMORANDUM DE GEORGE McBUNDY SUR LES BOMBARDEMENTS AU NORD-VIETNAM

Extraits du mémorandum sur « la politique des Etats-Unis au Vietnam », rédigé par George McBundy à l'intention du Président Johnson. 5 mai 1967.

Depuis que les communistes ont repoussé nos propositions (en février), les bombardements au-dessus du Nord-Vietnam se sont intensifiés et la presse prévoit déjà que les militaires vous demanderont l'autorisation d'attaquer les objectifs considérés jusqu'à présent comme des « sanctuaires ». Les militaires plaident déjà en faveur d'un renforcement du corps expéditionnaire au Sud et il est vraisemblable que vous devrez bientôt prendre la décision d'accepter ou de refuser

l'envoi au Vietnam de 100 à 200 000 hommes supplémentaires. Cette nouvelle demande de renforts doit être à mon avis repoussée et j'irai même plus loin en affirmant qu'il est de l'intérêt des Etats-Unis que la présence américaine au Vietnam ne dépasse pas un certain « plafond », tout du moins tant que l'ennemi ne manifestera pas de velléités d'escalade.

Je préconise un refus pour deux raisons : la situation au Vietnam, et la situation aux Etats-Unis.

En ce qui concerne le Vietnam, il me semble peu probable qu'une intensification des bombardements au Nord ou un renforcement important du corps expéditionnaire américain au Sud puisse nous amener à la victoire.

Quant aux Etats-Unis, il est clair que l'incertitude qui règne dans le pays quant aux suites du conflit ne peut qu'avoir des effets négatifs sur la volonté nationale.

Il me semble évident que le bombardement systématique du Nord-Vietnam ne nous fera pas gagner la guerre car, quoi qu'il arrive, Ho Chi Minh et ses collègues ne changeront pas de politique, les rapports des services de renseignements ne laissent aucun doute sur ce point...

.....

CXXIX. — LA POSITION DE McNAMARA SUR LES BOMBARDEMENTS AU NORD ET LE RENFORCEMENT DU CORPS EXPEDITIONNAIRE AMERICAIN

Extraits du mémorandum élaboré par le secrétaire à la Défense Robert McNamara à l'intention du Président Johnson. 19 mai 1967.

...c — *Nord-Vietnam.*

L'attitude de Hanoï a toujours été rigide et dogmatique lorsque nous lui avons suggéré d'ouvrir des négo-

ciations : les Nord-Vietnamiens ne semblent pas rechercher un règlement politique mais paraissent au contraire décidés à élargir le conflit. Cette attitude a été vraisemblablement encouragée par toute une série de faits récents :

1) Pham Van Dong a reçu au cours de son voyage à Moscou l'assurance que l'U.R.S.S. intensifierait son aide à la R.D.V.

2) La Chine a donné à la R.D.V. l'assurance qu'elle laisserait passer librement sur son territoire le matériel soviétique destiné à la R.D.V.

3) Hanoï a décidé d'attendre le résultat des élections de 1968 avant de prendre une décision.

La route de la victoire ne passant pas aux yeux des communistes par la table de conférence mais par la poursuite de la guerre au Sud, il semble bien qu'Hanoï se soit résigné à subir des bombardements de plus en plus intenses. Quoi qu'il en soit, rien ne laisse supposer que sa volonté de résistance ait été entamée ni même que son aide aux maquis du Sud ait été ralentie. Le Nord-Vietnam dirige toujours l'insurrection vietcong et continue de faire passer au Sud hommes et matériel.

Les Nord-Vietnamiens sont persuadés de la justesse de leur cause : à leurs yeux, le régime Ky est un régime fantoche, l'opinion publique les soutient et les Américains n'accorderont plus longtemps leur confiance à un gouvernement « fauteur de guerre ». Bref, ils sont certains de l'emporter à la longue et ne sont donc pas prêts à faire des concessions importantes.

... L'intensification du programme de bombardements contre le Nord-Vietnam (*Rolling Thunder* n° 56) a été approuvée à la mi-avril. Avant l'accord présidentiel définitif, le général Wheeler a déclaré : « La campagne de bombardements en arrive au point où tous les objectifs de quelque importance auront été détruits à

l'exception des ports. Il faut maintenant nous préparer à interdire à la R.D.V. l'usage de ses ports. » L'état-major interarmes envisage cependant de bombarder les digues et les écluses, et même de faire intervenir des troupes américaines sur le territoire même du Nord-Vietnam ainsi qu'au Laos et au Cambodge...

CHAPITRE X

LA VOLTE-FACE AMERICAINE APRES L'OFFENSIVE DU TET

. . . . . .

CXXXII. — RAPPORT DE WHEELER A JOHNSON APRES L'OFFENSIVE DU TET

Extraits du mémorandum intitulé « Rapport du chef d'état-major interarmes sur la situation au Vietnam », préparé par le général Earle G. Wheeler à l'intention du Président Johnson. 27 février 1968.

EN RESUME :

— La situation actuelle risque de connaître des développements ultérieurs qui pourront tout aussi bien nous être favorables que défavorables.

— Pour le Haut Commandement militaire américain, il ne fait pas de doute qu'en passant à l'offensive sur tous les fronts, l'ennemi espérait :

a — Provoquer un soulèvement général dans le pays.

b — Gagner la guerre.

— Les communistes n'ont pas atteint leurs objectifs mais ils poursuivent leur effort. Bien qu'un certain nombre de leurs unités aient été décimées, leur détermination et leur potentiel restent à peu près intacts.

— L'ennemi a subi de lourdes pertes. Il n'a pas réussi à provoquer le soulèvement général sur lequel

il comptait, et n'est pas parvenu à s'emparer des grandes villes. Dans les unités sévèrement touchées et dans celles où les soldats étaient persuadés de la proximité de la victoire, le moral est vraisemblablement très bas. Pourtant, la propagande communiste paraît capable de rehausser rapidement ce moral actuellement défaillant.

— L'ennemi dispose d'une liberté d'action quasi totale dans les campagnes, où il intensifie certainement son effort de recrutement. Comme il fait d'autre part largement appel à l'aide nord-vietnamienne, il a de bonnes chances de compenser très vite ses pertes.

— Le gouvernement sud-vietnamien a bien supporté le choc mais son efficacité a souffert.

— L'armée sud-vietnamienne a tenu au-delà de toutes nos espérances, mais elle est désormais acculée à la défensive dans les villes et l'on peut se demander si elle pourra supporter encore longtemps la pression de l'ennemi.

— L'attaque initiale des communistes a été couronnée de succès dans une douzaine de villes et seule la prompte réaction des unités américaines a pu empêcher l'effondrement du pays : on peut dire que le Sud-Vietnam n'est pas passé loin de la défaite.

— Le programme de pacification a été sans aucun doute sérieusement affecté.

— L'armée sud-vietnamienne n'a pas subi de lourdes pertes et devrait pouvoir retrouver rapidement son potentiel initial (dans deux ou trois mois en ce qui concerne l'équipement, dans trois ou six mois en ce qui concerne les hommes). Les problèmes de l'armée sud-vietnamienne sont cependant plus psychologiques que physiques.

— La capacité d'intervention des troupes américaines n'a pas été sérieusement atteinte.

LA SITUATION ACTUELLE.

a — *L'ennemi.*

1) L'ennemi a subi de lourdes pertes dans les zones à forte densité de population mais a très peu souffert dans le reste du pays. Il a engagé dans les combats 67 000 hommes faisant partie de ses troupes régulières ainsi que 17 000 « irréguliers » ou sympathisants. Sur un total de 84 000 hommes, ses pertes ont atteint le chiffre de 40 000 hommes plus 3 000 prisonniers et 5 000 blessés graves. Ses effectifs totaux étant d'environ 240 000 hommes, on peut en conclure que le Vietcong a perdu 1/5 de ses forces.

Les 2/3 de ses unités d'élite peuvent cependant poursuivre l'offensive. On pense généralement qu'il intensifie son effort de recrutement dans les campagnes pendant que les forces alliées poursuivent la pacification des villes.

L'ennemi dispose d'importants dépôts de munitions (stockés dans la zone démilitarisée, au Laos et au Cambodge), et peut donc reprendre l'offensive au moment voulu.

a) Première Zone Tactique :

Des forces ennemies importantes menacent les villes de Hué et de Quang Tri ainsi que les positions américaines dans la zone démilitarisée. Deux divisions nord-vietnamiennes menacent Khe Sanh, huit bataillons ennemis ont en outre été signalés dans la zone Danang-Hoi An.

Les pertes ennemies ont atteint le chiffre de 13 000 hommes au cours des combats menés dans la Première Zone Tactique, mais les infiltrations communistes en provenance du Nord se poursuivent à un rythme accéléré et il est à prévoir que l'ennemi retrouvera rapidement tout son potentiel militaire. Il dispose par ailleurs d'une artillerie importante, de tanks, peut-être même

d'une aviation rudimentaire dans la zone démilitarisée.

b) Deuxième Zone Tactique :

La première division de l'armée nord-vietnamienne n'a presque pas subi de pertes pendant l'offensive du Tet et menace maintenant sérieusement les Hauts-Plateaux à l'ouest. Sept bataillons d'élite menacent Dak To. Les autres unités nord-vietnamiennes et vietcong ont subi de lourdes pertes (13 000 hommes).

c) Troisième Zone Tactique :

La plupart des unités ennemies ont été engagées dans l'offensive du Tet et leurs pertes ont été très lourdes. La septième division nord-vietnamienne est restée cependant pratiquement intacte et continue de menacer la région de Saïgon.

d) Quatrième Zone Tactique :

La plupart des unités ennemies ont été engagées là aussi, mais leurs pertes ont été très légères. L'ennemi est toujours capable d'investir ou de harceler les localités importantes.

2) Armes nouvelles ; nouvelles tactiques :

L'ennemi dispose de mortiers lourds et d'une artillerie puissante. Du point de vue tactique, il pratique l'infiltration dans les zones urbaines pour provoquer le chaos, démoraliser la population, discréditer le gouvernement et pour obliger les alliés à consacrer la majeure partie de leurs forces à des opérations de sécurité.

b — *L'armée sud-vietnamienne.*

Au 31 décembre, les effectifs de l'armée sud-vietnamienne atteignaient le chiffre de 643 116 hommes.

. . . . . .

d — *Le gouvernement sud-vietnamien.*

1) Du point de vue psychologique, la population sud-vietnamienne a été très affectée par l'offensive com-

muniste, en particulier dans les villes, où le sentiment de sécurité était fort. La population redoute de nouvelles attaques.

2) La structure gouvernementale n'a pas souffert et continue de fonctionner comme par le passé, mais son efficacité est désormais des plus réduites.

3) Le programme de pacification a subi un grave revers, et l'on peut même se demander s'il sera possible de le poursuivre sous sa forme antérieure. Quoi qu'il en soit, dans la mesure où le Vietcong contrôle les zones rurales, il est impossible de dresser un bilan exact et précis de la situation.

4) Les réfugiés : 470 000 personnes se sont réfugiées dans les villes au cours de l'offensive, ce qui pose d'une façon encore plus aiguë le problème de la reconstruction des villes. Pour accueillir les 250 000 personnes ou les 50 000 familles dont les maisons ont été détruites, le gouvernement sud-vietnamien devra débourser cinq cent millions de piastres et distribuer trente mille tonnes de riz.

EN CE QUI CONCERNE L'AVENIR.

a — *La stratégie de l'ennemi.*

Nous estimons que l'ennemi poursuivra son offensive de façon à élargir son contrôle sur le pays et à maintenir sa pression sur le gouvernement et sur les troupes alliées. Nous pensons qu'il continuera de menacer très sérieusement la zone démilitarisée, Khe Sanh, les Hauts-Plateaux et Saïgon, et qu'il repartira à l'attaque dès que les conditions lui paraîtront favorables.

Il est vraisemblable que les communistes essaieront de s'emparer des provinces du Nord, qu'ils continueront de harceler les villes et les chefs-lieu de province de façon à les isoler du reste du pays, à perturber leurs activités et à créer le chaos. En ce qui concerne les

troupes américaines, le Vietcong poursuivra ses attaques contre les bases et les aéroports et intensifiera ses opérations de sabotage.

Son objectif essentiel reste la destruction du gouvernement sud-vietnamien et de ses forces armées.

b — *Notre stratégie.*

1) Nous estimons que notre stratégie doit être essentiellement axée sur la mise en échec de l'offensive ennemie. Si nous parvenons à briser cette offensive, la situation d'ensemble sera nettement en progrès par rapport à la période précédant l'offensive du Tet.

2) Il faut en priorité assurer la sécurité du gouvernement sud-vietnamien à Saïgon, ainsi que celle des chefs-lieu de province. Les objectifs américains sont les suivants :

— Contrer l'offensive ennemie, détruire ou chasser au Nord les forces nord-vietnamiennes.

— Rétablir la sécurité dans les villes et les bourgades.

— Rétablir la sécurité dans les zones rurales à forte densité de population.

— Reprendre l'initiative et amorcer une contre-offensive.

RENFORTS.

Pour atteindre les objectifs énumérés ci-dessus, il est indispensable de dépasser le plafond de 525 000 hommes imposé par le programme n° 5. Le nouveau plafond devrait être fixé impérativement à 731 756 hommes.

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE
15 OCTOBRE 1971 SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE
HÉRISSEY, A ÉVREUX

Numéro d'éditeur : 2996
Numéro d'imprimeur : 11477
Dépôt légal : 4e trimestre 1971

Rien de ce qui touche à l'Indochine n'est étranger à Lucien Bodard.

C'est la raison pour laquelle le grand écrivain a tenu à présenter et à expliquer les « Dossiers secrets du Pentagone », ce document exceptionnel dont la publication par de grands journaux américains a créé une sensation internationale. Mais quelle est l'importance exacte de ces dossiers ? Leur effet sur l'opinion publique américaine comme sur la prolongation du conflit indochinois ?

Pour Lucien Bodard, les dossiers du Pentagone sont une autocritique du gouvernement américain : à savoir à la suite de quelles erreurs, de quels enchaînements d'erreurs, étalées sur plus de vingt ans, le Viêt-nam est devenu la catastrophe de l'Amérique. On y trouvera tous les documents de base de cette chaîne d'incompréhension, de ce scénario tragique ; Amérique de l'aveuglement mais aussi Amérique de la franchise qui laisse publier ces dossiers accablants. Ce qui n'aurait jamais été possible dans un pays d'Europe.

Un dossier secret à méditer ouvertement...

Collection « Satellite ». *(Code réf. 1800)*